

## Why Europe's Left Are Serial Losers

The Labour Party's resounding defeat reflects broader problems for Europe's left-wing

By [SIMON NIXON](#)

Updated May 10, 2015 7:54 p.m. ET

**The U.K. election was a disaster for the Labour Party**, which believed right up until the polls closed that it might return to government. **But it was also a major setback for the European mainstream left.**

Thursday's vote continued a dismal recent run for traditional center-left parties. **In Greece**, the center-left Pasok party was virtually obliterated in January's elections; **in France**, President Francois Hollande's Socialist party is running third in the polls behind the far-right National Front; **in Spain**, the Socialist Party is in a four-way tie with a conservative party dogged by corruption scandals and two newcomers to the national stage. **In Finland's** recent elections, the mainstream left parties fared poorly, leaving the way open for a new conservative coalition.

Even where center-left parties are in power, the experience is often proving uncomfortable. **In Germany**, the Social Democratic Party is now the junior partner in a grand coalition, having lost ground in the 2013 election to Angela Merkel's Christian Democrats. **Denmark's** Social Democrats are the senior partner in a conservative dominated coalition that has been pushing through reforms opposed by many on the left. **In France**, Mr. Hollande is trying to deliver tough reforms in the face of stiff party opposition after his initial left-wing agenda backfired. **Italian** Prime Minister Matteo Renzi has also had to rely on confidence votes to secure party backing for reforms.

**The common challenge for all of Europe's center-left parties is to figure out what their role should be in the 21st century.** In some respects, they are victims of their own success. Many of the goals for which the left campaigned during the 20th century have been achieved: Most Europeans now have jobs, reasonable standards of housing, free health care and education and access to pensions.

The left's task is complicated by profound economic and social shifts that have undermined old electoral assumptions. Trade union membership, the traditional bedrock of its support, is declining as traditional labor-intensive heavy industries give way to more services-oriented economies with more flexible work patterns. **Today, trade union membership is increasingly concentrated in the public sector.** This has narrowed the left's core electoral base. **It has turned many center-left parties into champions of inefficient bureaucracies and public sector privileges.**

**Tax burdens across Europe are already at the limits of what society will tolerate, which means there is limited scope for the redistributionist policies that have always been at the core of the left's agenda.** **Governments are instead being forced to balance the books via spending cuts and overhauls to make economies more flexible, boost productivity and encourage investment.**

This is difficult territory for the left. Some look upon **Tony Blair as a role model.** The U.K.'s former prime minister won three elections in a row **by repositioning the Labour Party as pro-business and free markets.** But his relevance to today's challenges is limited. His achievement was to reconcile his party to Margaret Thatcher's overhauls; his own domestic reform successes were meager.

**What's more, today's leaders must confront a phenomenon Mr. Blair never faced: the rise of populist parties that are eating into the left's traditional working-class support.** These include leftist parties such as Spain's **Podemos** and right-wing nationalist parties such as the **Sweden Democrats**, which took 13% of the votes in last year's election.

Governments <sup>are</sup> now constantly exhorted by technocrats to make their economies more flexible, which many on the <sup>left</sup> consider **neo-liberal code** to dismantle cherished social protections.

The result is to drive many traditionally <sup>left</sup>-leaning voters in an increasingly **euroskeptic** direction.

Now Labour's failure in the U.K. is likely to further undermine confidence and fuel divisions across the European <sup>left</sup>, **potentially boosting the prospects of center-right incumbents ahead of elections in Spain, Portugal and Ireland in the next year. What the <sup>left</sup> urgently needs is a new role model to show it how to deliver difficult reforms while maintaining public support. Perhaps Mr. Renzi will oblige?**

121,3

## Statistiques ethniques : le décryptage de Michèle Tribalat

Par [Michèle Tribalat](#) Publié le 07/05/2015 à 18:26



FIGAROVOX/ANALYSE - Après la polémique née du décompte d'enfants musulmans par Robert Ménard, la question de l'utilité des statistiques ethniques est relancée. Michèle Tribalat plaide pour le recensement du pays et de la nationalité de naissance des individus et de leurs parents.

---

**Michèle Tribalat** est démographe. Son dernier ouvrage, *Assimilation. La fin du modèle français*, est paru en 2013 aux éditions du Toucan.

---

La collecte d'informations personnelles est soumise, depuis la loi Informatique et libertés de 1978, à un contrôle exercé par la Cnil. Elle interdisait, dans son article 31, la collecte de données dites sensibles, telles que l'origine raciale, ethnique ou religieuse, mais prévoyait des exceptions: avis favorable de la Cnil et recueil de l'accord exprès des personnes, décret en Conseil d'État après avis de la Cnil pour des données déclarées d'intérêt public. La loi de 2004 énonce le même interdit dans son article 8 mais reconnaît implicitement que la statistique publique concourt à l'intérêt public puisqu'elle la dispense de l'accord exprès. Celle-ci ne doit plus recueillir que l'avis du Cnis (Conseil national de l'information statistique) et de la Cnil (article 8-I-7). La loi de 2004 a également intégré la disposition de la convention 108 du Conseil de l'Europe pour la protection des personnes exigeant que les données recueillies soient «adéquates, pertinentes et non excessives», ce dont la Cnil se fait juge déjà depuis 1985. La statistique publique (Insee et directions statistiques des ministères) peut donc, désormais, recueillir plus facilement des données dites sensibles. Cependant, le 15 novembre 2007, le Conseil constitutionnel a interdit le recueil d'informations ethno-raciales (noir, arabe...) qu'il a déclaré contraire à l'article 1er de la Constitution. Il a jugé qu'il fallait se contenter d'informations objectives. Un commentaire du Conseil constitutionnel a néanmoins précisé que les données sur «le ressenti d'appartenance» n'étaient pas visées par cet interdit. La décision du Conseil constitutionnel recoupe les recommandations de la Cnil qui, quelques mois plus tôt, avait renvoyé au législateur, sous contrôle du Conseil constitutionnel, le soin de définir, s'il le souhaitait, un référentiel ethnoracial à l'anglaise ou à l'américaine.

**La Cnil s'est déclarée favorable au recueil du pays et de la nationalité de naissance des parents « dès lors que toutes précautions méthodologiques auraient été prises pour garantir la protection des données et que l'acceptabilité publique de ces questions aurait été préalablement testée. »**

De mon point de vue, l'essentiel de ce que la statistique publique est autorisée à faire suffit largement à construire une connaissance sur les populations immigrées et d'origine étrangère. Les catégories ethnoraciales sont volatiles de même que le «ressenti d'appartenance». Elles ne permettent pas un suivi dans le temps qui ait du sens. Au contraire, le pays et la nationalité de naissance des individus et de leurs parents ne varient pas au fil de la vie. Des données de ce type sont collectées désormais dans la plus part des pays européens qui ont connu une forte immigration. Ils en ont très bien compris l'utilité. Le Royaume-Uni, lui, s'en tient aux données ethnoraciales, dans ses recensements depuis 1991, auxquelles il a ajouté les informations sur l'affiliation religieuse en 2001.

L'Insee n'a pas attendu les recommandations de la Cnil de 2007 pour collecter ce type de données. Le processus a été long mais c'est aujourd'hui un acquis. L'Insee inclut, désormais, dans ses grandes enquêtes annuelles, des questions sur le pays et la nationalité de naissance des parents. C'est le cas des enquêtes Emploi depuis dix ans. Il lui reste à faire deux choses:

1) Trouver un vocabulaire adéquat pour désigner les nouvelles catégories de population qu'il observe. Comme à l'Ined, à l'Insee, on ne sait toujours pas nommer les personnes qui sont nées en France de deux parents nées en France autrement que par un privatif (ni immigré, ni descendant d'immigré) ou par «population majoritaire» (qui ne fait référence qu'à une appréciation numérique) ;

2) Étendre aux enquêtes annuelles de recensement le recueil des informations utiles sur les parents. C'est sans doute l'étape la plus difficile à franchir pour l'Insee qui ne le fera pas tant que les débats sur la question des statistiques ethniques seront aussi venimeux et sans l'approbation ferme et non ambiguë du pouvoir politique.

**Le recensement est la colonne vertébrale de l'ensemble du système statistique français qui ne dispose pas de registres de population comme de nombreux pays européens. L'Insee craint donc comme le feu toute remise en cause du recensement.** La Cnil s'est déclarée favorable au recueil du pays et de la nationalité de naissance des parents «dès lors que toutes précautions méthodologiques auraient été prises pour garantir la protection des données et que l'acceptabilité publique de ces questions aurait été préalablement testée.» Les grosses enquêtes de l'Insee peuvent être considérées comme une série de tests réussis sur l'acceptabilité publique des questions sur le pays et la nationalité de naissance des parents. L'extension aux enquêtes annuelles de ces données serait un moyen de donner un peu de contenu aux discours sur la ségrégation ethnique. La mesure cantonnée aux seuls immigrés est tout à fait insuffisante. **En 2011, on comptait 8,7 % d'immigrés, mais 19,2 % de personnes d'origine étrangère sur deux générations. Cette proportion montait même à près de 30 %, dès que l'on incluait la génération suivante, calcul réalisable seulement pour les moins de 60 ans.**

121,5

MAY 9, 2015 8

# David Cameron's Europe

by Carl Bildt

Carl Bildt was Sweden's foreign minister from 2006 to October 2014, and was Prime Minister from 1991 to 1994, when he negotiated Sweden's EU accession. A renowned international diplomat, he served as EU Special Envoy to the Former Yugoslavia, High Representative for Bosnia and Herzegovina, UN Special Envoy to the Balkans, and Co-Chairman of the Dayton Peace Conference. He is a member of the World Economic Forum's Global Agenda Council on Europe.

STOCKHOLM – The next 18-24 months are likely to decide the shape of Europe for decades to come, and the United Kingdom has now started the clock on that process. Reelected with a resounding – and entirely unexpected – majority in the House of Commons, Prime Minister David Cameron must now use his increased mandate to set out an EU reform package that is attractive to all member states.

In recent years, the tail has tended to wag the dog in the UK, with Cameron kowtowing to the fanatically anti-European wing of his Conservative Party, if only to hold the pro-withdrawal UK Independence Party at bay. But now that his own authority has been strengthened significantly by his victory, with the UKIP emerging as the election's biggest loser, he can now step forward as the pragmatic but committed European that he truly is.

In a series of speeches over recent years, Cameron has spoken about a European reform agenda centered on increasing the EU's competitiveness and improving its institutions' transparency. In the wake of Russian revanchism and the mayhem spreading across the Middle East, were Cameron to speak today of the changes that Europe needs to make, I would hope that he would add his support for more effective common foreign and security policies.

If Cameron sets out such a reform agenda at the European Council in June and is prepared to listen as well as to talk, he could set in motion a process that benefits all of Europe. Then, it will be primarily up to EU Council President Donald Tusk, under the Luxembourg, Netherlands, Slovakia, and Malta presidencies of the EU over the next two years, to move a reform package forward by early 2017.

This will be a process in which the EU's 28 member states, rather than the European Commission, must be in command. Only by appealing to and involving the EU's national political institutions can EU reform succeed. Next year should be a period of intense debate on a reform package that, when put together, will, it is hoped, be agreed by all of the EU's members, because Cameron needs to hold his promised in-or-out referendum on the EU before the UK takes over the rotating presidency on July 1, 2017.

At the moment, opinion polls indicate that the UK electorate would vote for continued EU membership. Then again, no opinion polls predicted that the general election would result in a majority Conservative government. So no one should be under any illusion about the risks inherent in any British referendum on EU membership.

Of course, the EU is not powerless to influence the outcome. The Union can do its part in the coming 18 months by demonstrating its ability to deliver not only a potent reform package, but also implement other key policies, such as the [Transatlantic Trade and Investment Partnership](#) with the United States and the [Digital Single Market](#). Success in such areas, and the economic benefits they will bring, will make leaving the EU even more unattractive for the UK.

But a UK decision to leave, should it come to that, would initiate a painful and complicated process of negotiating an exit and agreeing on some sort of new relationship. There would be no attractive options, and the result – regardless of how much goodwill both sides bring to the talks – would leave both the UK and the EU visibly diminished, not least on the world stage.

Moreover, it would be naive to expect that the rest of the EU could just go on as before. On the contrary, British withdrawal would likely inspire similar moves in other countries, with the risk that the EU, already weakened, might begin to fragment. And, given his current efforts to divide Europe, one can be sure that Russian President Vladimir Putin would do all that he can to encourage, and finance, such a split.

During this period, the EU would also have to address the ongoing challenges to its eastern neighbors, particularly Ukraine, posed by Putin's revisionism, as well as the meltdown of much of its southern neighborhood in the Middle East and North Africa. In this context, a weakened and fractured Europe – unable to confront threats stemming from its immediate environment – would be a more dangerous place to live.

Cameron's remarkable victory should be viewed as an opportunity to launch a renewed and reformed EU in the next two years. The UK's European partners expect Cameron to frame the debate that must now begin if a truly stronger EU – one that can face up to its future and its future challenges – is to emerge. But there is also the possibility of it all going terribly wrong. In these dangerous times, the consequences of Europe's disintegration must not be underestimated.


Read more at <http://www.project-syndicate.org/commentary/uk-election-europe-reform-by-carl-bildt-2015-05#QMwQxITa6evPeUA8.99>

## Wir Menschen sind stets mehr unsere Zufälle als unsere Wahl

Prägnanz, Gelassenheit und Witz zeichneten diesen Kenner und Therapeuten großer gedanklicher Entwürfe aus: Zum Tod des Philosophen Odo Marquard.

11.05.2015, von JÜRGEN KAUBE



© DPA  Kluger Psychoanalytiker und Therapeut der philosophischen Übertreibungsgesten: Odo Marquard (28. Februar 1928 bis 9. Mai 2015) im Jahr 2008 in seiner Wohnung in Gießen

In den siebziger und achtziger Jahren gehörte der Philosoph Odo Marquard zu den auffälligsten Denkern der Bundesrepublik. Das zu werden gelang ihm durch seinen ganz unverwechselbaren Ton des Argumentierens. Marquard fand sich in der Philosophie von Kant und Hegel bis Heidegger und Adorno blind zurecht, konnte die wichtigsten Gedankenlinien des Idealismus und seiner Verfallsstufen, die von ihm begrüßt wurden, auf unnachahmlich verständliche Weise nacherzählen, hatte einen ebenso präzisen wie witzigen Sinn für die Pointen großer philosophischer Entwürfe.

Der seine blieb absichtlich klein. Für ihn war bürgerliches Leben der „Abschied vom Prinzipiellen“ (1981). Der sogenannten „skeptischen Generation“ der um 1925 herum Geborenen war Marquard das gute Gewissen. Er nämlich fand, dass Leute, die nicht aufs große Ganze gehen, nach den Überhebungen des neunzehnten und zwanzigsten Jahrhunderts kein schlechtes Gewissen haben mussten. Sie sollten vielmehr überhaupt ein Gewissen haben und - wie er an die Intellektuellen adressierte - sich nicht nur zu dem der anderen aufspielen. Pluralismus, Gewaltenteilung, Ironie waren Marquards Stichworte zur Situation nach 1945. Was Richard Rorty später mit den Mitteln der analytischen Philosophie vortrug, hatte er mit denen Kants, der Romantik und Freuds formuliert. Es gibt keine besseren Einführungstexte in die europäische Tradition seit 1770 als Marquards Aufsätze. Seine Freiburger Dissertation von 1954, als „Skeptische Methode im Blick auf Kant“ gedruckt 1958, ist hundertzehn Seiten lang und sollte jedem Schüler oder Studenten, der Kant verstehen lernen möchte, in die Hand gedrückt werden.

### Besser als der Spatz auf dem Dach

Seine eigene Position gewann er „kritisch“: indem er die Sackgassen und blinden Flecken von schon Gedachtem ermittelte. Die ewigen Debatten zwischen Deterministen und Indeterministen, Optimisten und Pessimisten, Realisten und Konstruktivisten erschienen dem gewitzten Kantianer dabei naiv. Lesen schützt vor Wiederholungszwang, war seine Devise. Marquards wichtigste Aufsatzsammlung, „Schwierigkeiten mit der Geschichtsphilosophie“, in die auch Beiträge eingingen, die er zur Forschungsgruppe „Poetik und Hermeneutik“ leistete, interpretierte die Texte neu, mit denen sich der Marxismus munitioniert hatte. Sie markierte 1973 einen Übergang von den Utopien der Zeit um 1968 zu einer realistischeren Einschätzung der historischen Lage.

Diese Einschätzung war vom Begriff der „Kompensation“ bestimmt. Die Moderne steigert die Übel, hieß das, und kompensiert zugleich dafür. So fasste er zusammen, was er von seinem Münsteraner Lehrer Joachim Ritter gelernt hatte und in den Werken seines bewunderten Kollegen Hans Blumenberg durchdacht fand. Berühmt wurde sein Wortmonstrum „Inkompetenzkompensationskompetenz“ als Umschreibung von Philosophie, die sich nirgendwo richtig auskennt, aber zuständig dafür und befähigt dazu ist, diesen Nachteil als einen allgemein menschlichen durch Denken auszugleichen.

Überhaupt Marquards Formulierungen. Manchen mögen sie fast zu zwangsläufig stets auf einen Scherz hinausgelaufen sein. Darunter waren aber viele treffende. Der „Njet-Set“ für die Vielflieger unter den Kritischen Theoretikern etwa, oder seine Variation auf Karl Marx: die Geschichtsphilosophen hätten die Welt nur verschieden verändert, „es kömmt aber darauf an, sie zu verschonen“. Oder das Motto über dem Resümee seiner Dissertation: „Die Taube auf dem Dach ist besser als der Spatz auf dem Dach“.

### Nur aus der Geschichte begreiflich

Doch man würde sich täuschen, sähe man in Marquard nur einen intelligenten Unterhaltungskünstler der Philosophie. Auch der berühmte und tausendmal zitierte Vortrag über die „Unvermeidlichkeit der Geisteswissenschaften“, denen er die Aufgabe zumutete, Folgeprobleme der industriellen Zivilisation durch Pflege von historischem Gedächtnis und kultureller Vielfalt abzumildern, charakterisiert nur unzureichend, worum es Marquard ging. Das zeigten viel besser zuletzt seine Vorlesungen „Der Einzelne“, die 2013 herausgegeben wurden, in ihren Interpretationen der existenzphilosophischen Motivlinien von Kierkegaard bis Sartre und Heidegger.

Argumente, wird dort demonstriert, lassen sich nur aus der Geschichte begreifen, denn zum Verständnis gegenwärtiger Befunde müsse man, das habe Freud gelehrt, auf jene Situation zurückgehen, in welcher sie entstanden. Für ihn war das stets eine polemische Situation, fast eine Gesprächssituation. Odo Marquard, der kluge Psychoanalytiker und Therapeut der philosophischen Übertreibungsgesten, ist am vergangenen Samstag im Alter von 87 Jahren gestorben.

## Familien zahlen weniger

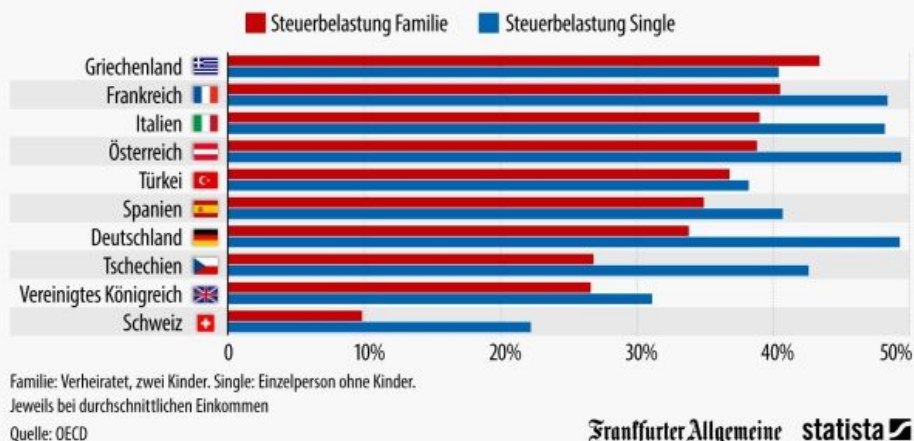
In vielen Ländern werden Familien im Vergleich zu Singles steuerlich entlastet. Doch das Ausmaß ist extrem unterschiedlich.

11.05.2015

1/32

### Wie stark Familien entlastet werden

Steuerbelastung nach Familienstand (in % der Arbeitslöhne)



### Entlastung für Familien

In den meisten Staaten werden Familien steuerlich entlastet. Wie stark diese Entlastung ausfällt, ist jedoch höchst unterschiedlich, wie die Grafik von [Statista](#) mit Zahlen der OECD zeigt. Sie bildet die Steuerbelastung nach Familienstand in Prozent der Arbeitslöhne ab. **So fällt der Unterschied der Steuerbelastung bei Familien im Vergleich zu Singles in Deutschland deutlich stärker aus als etwa in Frankreich oder dem Vereinigten Königreich. In Griechenland werden der OECD zufolge Familien steuerlich sogar stärker belastet als Singles.**



121,9

## Apprentissage: la France doit-elle s'inspirer du modèle allemand ?

Par [Jade Grandin de l'Eprevier](#)

Publié le 12/05/2015 à 06:00

Manuel Valls reçoit ce mardi les partenaires sociaux et présidents de Régions à Matignon pour discuter de la relance de [l'apprentissage](#). Objectif: 500.000 apprentis en 2017, contre un peu plus de 400.000 aujourd'hui. C'est quasiment trois fois moins que l'Allemagne, qui compte 1,4 million d'apprentis. Pour l'[Institut Montaigne](#), la France devrait s'inspirer de sa voisine outre-Rhin. Le think tank libéral vient de publier une étude de Bertrand Martinot, économiste et ex-conseiller social de Nicolas Sarkozy. Son titre: [l'apprentissage, un vaccin contre le chômage des jeunes: plan d'action pour la France tiré de la réussite allemande](#). Pourquoi un vaccin? «L'apprentissage immunise durablement contre le risque de chômage, avance Bertrand Martinot. C'est un capital solide qui protège les jeunes dans l'ensemble de leur vie professionnelle». En France, un jeune sur quatre est au chômage, contre moins de 8 % en Allemagne.

Après les [nombreuses mesures prises en faveur de l'apprentissage](#) sous la présidence Sarkozy (exonération de charges, primes à l'embauche, réforme de la taxe d'apprentissage, quotas obligatoires...), en 2013, le gouvernement Hollande supprime 500 millions d'aides à l'embauche, puis en crée une nouvelle, à hauteur de 1000 euros par apprenti et par an pour les TPE. Cette même année, le nombre de nouveaux contrats d'apprentissage signés dans le secteur privé chute de 8%, alors qu'il avait augmenté en 2010 et 2011 (+2,5%). En 2014, il chute encore de 3%. Or, «derrière les idées générales qu'on a de l'Allemagne, il y a des mécanismes objectifs», détaille Bertrand Martinot, qui tire plusieurs enseignements de la comparaison avec le modèle germanique:

- Etendre l'apprentissage aux qualifications intermédiaires

La majorité des apprentis français sont soit très faiblement qualifiés soit très fortement: 42 % des apprentis sont au niveau CAP et 31 % dans les niveaux supérieurs, d'après l'étude. En Allemagne, l'apprentissage concerne surtout les qualifications intermédiaires: le niveau correspondant au bac professionnel français concentre 80 % des apprentis. Le pays a même rendu obligatoire l'apprentissage pour plus de 300 métiers. «Vous rencontrez un vendeur de voiture, un mécanicien, un laborantin, un employé au guichet d'une banque: légalement vous savez qu'ils ont été apprentis», raconte Bertrand Martinot.

- Privilégier l'apprentissage pour les filières professionnelles

«Aujourd'hui l'apprentissage en France est une voie de relégation», affirme Bertrand Martinot. Selon les données de l'Institut Montaigne, seuls 16 % des bacheliers de l'enseignement professionnel obtiennent leur diplôme par l'apprentissage - alors que passer par cette voie diminue par deux le risque de chômage: 22,9 % si le Bac professionnel a été obtenu en apprentissage, 44,4 % par la filière scolaire. L'économiste s'insurge de «l'hégémonie de la voie scolaire»: «les lycées professionnels sont privilégiés par rapport aux apprentis. Or c'est dans les lycées professionnels qu'il faut trouver le réservoir d'apprentis, en décrétant qu'un diplôme de Bac professionnel ne peut s'obtenir que par l'apprentissage». Inversement, en Allemagne, «l'apprentissage est simplement 'la' voie, la voie normale pour accéder aux métiers de niveaux Bac». D'ailleurs, l'apprenti allemand est deux fois plus pré-embauché à l'issue de son contrat que son voisin français.

- Spécialiser plus tôt l'enseignement

En France, l'enseignement général est poursuivi beaucoup plus longtemps qu'en Allemagne, y compris dans les filières professionnelles. Or, dans ces filières, «les élèves étaient généralement déjà en échec scolaire, mais on remet une louche d'enseignement général. Les élèves se découragent», déplore Bertrand Martinot. «Il faut que les partenaires sociaux des branches professionnelles co-construisent les référentiels de diplômes comme en Allemagne. En France, l'Académie nationale fait ses programmes dans son coin».

- Ne pas concentrer les efforts sur le coût des apprentis

La dépense publique par apprenti est environ trois fois plus forte en France qu'en Allemagne: 9487€ par an et par apprenti contre 3100€, selon les calculs de Bertrand Martinot. C'est qu'en France, presque toutes les charges sociales pesant sur le salaire des apprentis sont exonérées, alors qu'en Allemagne il n'y a que des aides ponctuelles. On peut y voir une différence culturelle: «en caricaturant un peu, les entreprises allemandes considèrent qu'une de leurs missions, essentielle pour leur compétitivité, est de former les jeunes, alors qu'en France le but est de les avoir au coût le plus faible possible», note l'économiste. On ne peut pas cependant écarter de la comparaison l'écart démographique: l'Allemagne va voir sa population de jeunes diminuer de 1,2 million entre 2011 et 2020, soit de 15%, selon les données de l'OCDE. «Il y a une pénurie de jeunes en Allemagne: c'est une denrée rare et bien formée, les entreprises se battent pour en avoir, peu importe le coût. En France c'est une denrée excédentaire mal formée, il y a donc une compétition sur les coûts, le cheval de bataille du patronat». Et de conclure: «à long terme, les dirigeants de moyennes et grandes entreprises en France devront changer d'optique si l'on veut que l'apprentissage se développe vraiment».

121,11

## Alain Finkielkraut : L'école de la thérapie par le mensonge remplace celle des savoirs

Par [Alain Finkielkraut](#) Publié le 11/05/2015 à 20:02



FIGAROVOX/EXTRAIT - Le philosophe, qui a toujours placé l'école et la transmission au cœur de sa réflexion, s'est plongé dans la réforme des programmes de Najat Vallaud-Belkacem avant de répondre à nos questions.

Au sujet de la réforme du collège, Najat Vallaud-Belkacem a affirmé dans *Le Point*: «il y a une différence essentielle entre les progressistes et les conservateurs. Les premiers combattent les inégalités quand les seconds en théorisent la nécessité». La réforme qu'elle promet est-elle selon vous conservatrice ou progressiste?

Alain Finkielkraut - Il n'appartient pas à l'école républicaine de combattre toutes les inégalités, mais d'assurer, autant que faire se peut, l'égalité des chances pour donner à chacun sa juste place selon ses aptitudes et son mérite. Mais il ne s'agit plus de cela: c'est au scandale ontologique d'un partage inégal de la pensée entre les hommes que s'attaque, depuis quelques décennies, l'Éducation nationale. Confondant l'ordre de l'esprit, où prévaut la hiérarchie la plus stricte, et l'ordre de la charité, où règne l'amour universel, elle promet la réussite pour tous et rabaisse continuellement le niveau d'exigence afin de ne pas déroger à son serment. Les sociologues lui ayant de surcroît révélé que les «héritiers» avaient accès par droit de naissance à la culture que l'école a pour mission de transmettre au plus grand nombre, l'institution a pris le taureau par les cornes et décidé de mettre l'essentiel de cette culture au rebut. L'école est devenue la nuit du 4 Août permanente de ce que Malraux appelait «l'héritage de la noblesse du monde».

«Ceux-là mêmes qui professent avec ostentation le culte de l'Autre combattent sous le nom d'ennui ce grand dépaysement qu'est la fréquentation des chefs-d'œuvre du passé»

L'école est devenue la nuit du 4 Août permanente de ce que Malraux appelait «l'héritage de la noblesse du monde».

Voici, une fois cet héritage liquidé, la liste d'objectifs assignés aux classes de français de 4e et de 3e: «se chercher, se cons-truire» ; «vivre en société, participer à la société» ; «regarder le monde, inventer des mondes» ; «agir sur le monde».

La culture générale est détrônée par une culture commune faite de tout ce dont le jeune a besoin pour s'orienter dans son environnement. Et François Dubet, l'un des initiateurs de ce remplacement, prévient: «On ne peut concevoir que certains élèves aient plus de culture commune que d'autres.» La réforme proposée par Najat Vallaud-Belkacem, qui accélère un processus engagé bien avant elle, n'est ni conservatrice hélas - qu'est-ce qu'enseigner sinon transmettre ce qui mérite d'être conservé?- ni progressiste, mais destructrice. Sa fureur anti-élitiste déloge, une fois pour toutes, la République de l'école qui porte encore son nom. Lire la suite de cet entretien [ici](#).



121,13

## Famille harcelée à Roubaix : la France

Par [André Bercoff](#) Publié le 11/05/2015 à 18:36

FIGAROVOX/HUMEUR - Des habitants du quartier populaire du Pile à Roubaix subissent le harcèlement d'une bande de délinquants depuis un an. Ils veulent quitter la ville. Le coup de gueule d'André Bercoff.

*André Bercoff est journaliste et écrivain. Son dernier livre Bernard Tapie, Marine Le Pen, la France et Moi est paru le 9 octobre 2014 chez First*

---

Nous n'irons pas jusqu'à dire que «la France est occupée». Ni répéter que, dans ce cher et doux pays, il existe des zones qui carburent bien au-delà du non-droit: carrément dans la jungle. En l'an de grâce 2015 où l'on cherche désespérément à réenchanter le rêve, des familles françaises ne peuvent littéralement plus habiter chez elles. Exilées dans leur propre pays. Expulsées manu militari par la violence des uns, le laxisme des autres, et l'indifférence de tous. La famille Godefroy, un couple et leurs deux enfants, habite depuis un an dans le quartier du Pile, rue Desaix, à Roubaix. Le «vivre ensemble» s'épanouit ici, dès le début, pour eux, de façon exemplaire: pneus crevés, voiture incendiée, portes défoncées, fenêtres cassées, cambriolages à répétition où l'on pille la quasi-totalité de leur intérieur. Le père, qui gagne 1200 euros par mois, voit passer dans sa rue, dealers et jeunes casseurs le narguant sans trêve ni répit.

**Mais où va ce foutu pays où des habitants, par milliers, ne vivent plus en sécurité, ne se sentent plus chez eux et sont forcés de dégager, dans leur propre nation, comme des Libyens ou des Irakiens ?**

Quatre plaintes successives plus une main-courante n'ayant abouti à rien, la famille se rend, il y a quelques jours, dans le hall de la mairie pour crier son angoisse. La presse locale relaie les faits: le lendemain, Les Godefroy sont à nouveau agressés encore plus violemment, au point qu'ils ont été obligés d'abandonner leur appartement et de se réfugier à l'hôtel. Interrogée par les médias, la police répond qu'elle connaît certes les identités des frappeurs mais que malheureusement, étant donné leur statut de mineurs, elle ne peut pas grand-chose, que les Godefroy ne sont pas les seuls à connaître ce bonheur de vivre, que cela se passe un peu partout de la même façon, en toute impunité et qu'il faut faire avec.

Cette famille a brisé l'omerta, la peur et le silence des agneaux: elle a eu tort, on le lui fait bien voir. Mais où va ce foutu pays où des habitants, par milliers, ne vivent plus en sécurité, ne se sentent plus chez eux et sont forcés de dégager, dans leur propre nation, comme des Libyens ou des Irakiens? Ceux qui vivent dans les espaces ouatés et protégés des grandes métropoles et des résidences secondaires, peuvent aisément et égoïstement, encore aujourd'hui, fermer yeux et oreilles en prétextant qu'il y a plus grave et plus mortel ailleurs. Mais cette France à deux ou trois vitesses, qui permet l'impunité de la voyoucratie et la possibilité, par exemple, pour des squatters d'occuper l'appartement d'une femme de 83 ans, cette France-là devra se préparer à des lendemains qui déchantent. Brutalement. Y compris là où l'on s'y attend le moins.

# "Heute würden wir Griechenland pleitegehen lassen"

Vor fünf Jahren stand Athen erstmals vor dem Bankrott. Was heute über die Rettung bekannt ist, liest sich wie ein Polit-Thriller. Und wie eine Chronik von Fehlern, die nicht mehr zu korrigieren waren.

Von [Jan Dams](#), [Martin Greive](#), [Sebastian Jost](#), [Andre Tauber](#)



Die Griechenland-Krise erreichte im Jahr 2010 ihren vorläufigen HöhepunktFoto: Infografik Die Welt

Es ist der 9. Mai 2010, früher Sonntagnachmittag: Bei Jörg Asmussen klingelt das Mobiltelefon. Asmussen, damals Finanzstaatssekretär von Wolfgang Schäuble, läuft gerade mit der deutschen Delegation durch die grauen Flure im fünften Stock des Brüsseler Justus-Lipsius-Gebäudes.

Sie warten auf den Bundesfinanzminister, der mit der Bundeswehrmaschine aus seinem Wahlkreis einfliegen soll. Asmussen tritt zur Seite, um den Anruf entgegenzunehmen. Was er erfährt, ist ein Schock: Schäuble ist im Flieger erkrankt, muss in Brüssel in ein Krankenhaus. Später wird klar, er hat ein neues Medikament nicht vertragen.

Der Anruf wird die Dramaturgie dieses so wichtigen Tages entscheidend verändern. Asmussen informiert das Kanzleramt, schildert Angela Merkels Berater Jens Weidmann die Lage. Es geht bei diesem Treffen in Brüssel um sehr viel Geld, 500 Milliarden Euro insgesamt. "Das hätte ich als Staatssekretär nie allein verantworten können", sagt Asmussen heute.

Eine akzeptable Notlösung musste her für die Sitzung. Ein Minister also, dem die Bundeskanzlerin rückhaltlos vertraut. Schließlich verhandelte die Runde über das Schicksal der Euro-Zone. Merkel schickte Thomas de Maizière. Asmussen war sehr erfreut, dass ausgerechnet der unprätentiöse Innenminister kam.

Die Welt schiebt Panik damals, Anfang Mai 2010, vor genau fünf Jahren. Griechenland steht vor der Staatspleite. Noch schlimmer: Das kleine Land droht die Euro-Zone mit sich in die Tiefe zu reißen – und in der Folge den Rest der Weltwirtschaft. Die Pleite der amerikanischen Investmentbank Lehman Brothers, die die Weltfinanzkrise auslöste, liegt noch keine zwei Jahre zurück. "Wir hatten Angst, dass Griechenland Lehman II werden könnte", erinnert sich Asmussen.

## Die nackte Angst greift um sich

Plötzlich ist sie wieder da, die Angst vor einem **schwarzen Schwan** – jenem Phänomen, dem [der Ökonom Nassim Nicholas Taleb](#) mit seinem gleichnamigen Buch einen Namen gegeben hatte und das mit der Lehman-Insolvenz plötzlich politische Bedeutung bekam. Schwarze Schwäne sind nach menschlichem Ermessen extrem unwahrscheinliche Vorkommnisse, die dennoch weitaus häufiger auftreten, als Experten sie vorhersagen. Sie verändern unser Leben radikal. **Die Terroranschläge auf die USA von 2001 waren ein schwarzer Schwan, die Lehman-Pleite ebenfalls.**

Die Politik fürchtet solche unkalkulierbaren Ereignisse wie der Teufel das Weihwasser. **Der US-Präsident, die Kanzlerin, ihr Finanzminister und der EZB-Präsident haben nackte Angst im Frühjahr 2010. Athen muss gerettet werden, ist ihr durchaus nachvollziehbarer Schluss.**

**Doch damit bringen Europas Politiker einen Zug ins Rollen, den sie bis heute nicht stoppen können. Griechenland muss immer wieder gerettet werden. Jahr um Jahr. Auch im Mai 2015, in dem Europas Politiker mit dem griechischen Premier Alexis Tsipras streiten.**

Dabei läuft das Ringen momentan noch geordnet ab, verglichen mit den verrückten Tagen im Frühjahr 2010. Fast täglich treffen damals neue Nachrichten aus Griechenland ein. Eine schlimmer als die andere. **Die Lehman-Krise geht fast nahtlos in die Euro-Schuldenkrise über.** Im Bundesfinanzministerium aber arbeitet nur eine Handvoll Leute an dem Thema. Ständiger Stress, Dauereinsatz.

## Merkel könnte Kohls Erbe zerstören

Und immer dreht sich alles um die eine, die ganz große Frage: Was passiert nach einer Insolvenz Griechenlands mit dem Rest der Währungsunion? Die Wirtschaftsleistung des Landes beträgt zwar nur drei Prozent der Euro-Zone. "Aber wer wusste schon, was passiert? **Griechenland bekam auf einmal überproportionale Bedeutung**", erinnert sich ein hoher Mitarbeiter Schäubles heute.

Merkel macht Griechenland in Frühjahr 2010 zur Chefsache. Auch ihre Berater sind sich nicht sicher, ob die Kanzlerin nicht die gesamte Währungsunion sprengen würde, wenn sie den Griechen die damals schon unpopuläre Hilfe verweigert. **"Die Bundeskanzlerin befürchtet, dass sie für das Scheitern des Euro und am Ende sogar das Aus der europäischen Einigung verantwortlich gemacht werden könnte", sagt damals einer ihrer Berater.**

**Der Euro und die europäische Idee. Helmut Kohls Hinterlassenschaft für die Union. Europas einzige Chance, mit den Großen – der Amerikaner und Chinesen – auf Augenhöhe zu konkurrieren, sich Einfluss und Gehör zu verschaffen. Wer wie Angela Merkel das Worst-Case-Szenario bis zum Ende durchdenkt, kann es nicht riskieren, mögen die Wahrscheinlichkeiten für dessen Eintritt auch noch so gering sein.**

## Schon 2008 wusste man, dass etwas faul war in Athen

Begonnen hatte das Debakel schon Jahre zuvor. So erinnert sich ein langjähriger Mitarbeiter Wolfgang Schäubles an einen Besuch von Jean-Claude Trichet, dem damaligen Präsidenten der Europäischen Zentralbank im Jahr 2008. Schäuble – zu dieser Zeit noch Bundesinnenminister – fragte Trichet nach möglichen Problemen in Athen. "Trichet legte ernsthaft besorgt die Stirn in Falten und antwortete", erinnert sich der Mitarbeiter. "Man merkte plötzlich, der EZB-Präsident nimmt das sehr ernst."

Richtig Fahrt nimmt die Diskussion im Dezember 2009 auf. Die Ratingagenturen stufen Griechenland deutlich herab. Die Risikoaufschläge für griechische Staatsanleihen steigen in ungekannte Höhen. Am 7. Dezember findet eine Telefonkonferenz der Europäer statt. Das Thema hat einer der Unterhändler in seinem Kalender notiert: "Hilfen im Fall von Zahlungsschwierigkeiten eines Mitglieds der Euro-Zone." Die Teilnehmer hätten die Lage in Griechenland erörtert. Schlussfolgerung: "Die Zahlungsunfähigkeit eines Mitglieds der Euro-Zone ist unbedingt zu vermeiden."

Es ist eine Einschätzung, die die gesamte Entwicklung der europäischen Schuldenkrise bestimmen wird. Keiner darf rausfallen, niemand wird zurückgelassen, sonst stürzen sich die Märkte auf den verbleibenden Rest und hauen den Euro in kleine Stücke – mit furchtbaren Folgen. Nur wie sollte man ein Land retten, dessen Probleme man zu dieser Zeit noch gar nicht so genau kannte?

"Mancher Entscheidungsträger in der Euro-Zone hatte eine falsche Vorstellung: Da kommt jetzt eine Welle, da müssen wir uns mal Regenjacken überziehen, die Kapuze aufsetzen. Und wenn diese Welle vorüber ist, machen wir weiter wie bisher", erzählt ein ranghoher Beamter aus dem Bundesfinanzministerium. "Nur so war das nicht." Es dauerte eine ganze Weile, bis man begriff, "dass Griechenland schwerwiegende Probleme bei der Wettbewerbsfähigkeit hatte."

## Griechenland könnte die globale Wirtschaft in den Abgrund reißen

Zum Jahreswechsel 2009/2010 gewinnt die Situation an Dramatik. Am 5. Januar, dem ersten Dienstag des neuen Jahres, beauftragt das deutsche Finanzministerium die staatseigene KfW-Gruppe damit, ein Konzept für bilaterale Hilfen an bedürftige Mitglieder der Währungsunion zu erarbeiten. Ein Novum. Finanzhilfen eines Landes durch andere Mitglieder der Euro-Zone sind nicht vorgesehen. Es fehlen die nötigen Institutionen und Instrumente für diesen Fall.

Alle sind nervös. Gefühlt wird Lehman II – die Pleite Griechenlands – immer wahrscheinlicher. Nach der Kabinettsitzung am 3. Februar sprechen Schäuble und die Kanzlerin über die Situation in Athen. Der Finanzminister hat nur eine gute Nachricht: Endlich kommt mehr Klarheit in die Finanzlage des Landes. Griechenlands Auslandsschulden betragen zu diesem Zeitpunkt 220 Milliarden Euro.

Athens Gläubiger wären bei einer Pleite von hohen Verlusten betroffen. Den deutschen Banken schulden die Griechen rund 40 Milliarden Euro. Dazu kommen Milliardenrisiken der Versicherer, allein bei der Allianz stecken 3,5 Milliarden Euro in griechischen Bonds. Dabei haben die meisten Finanzhäuser die Lehman-Krise noch nicht verdaut.

Da ist er wieder, der schwarze Schwan. Die Möglichkeit, dass Griechenland die globale Wirtschaft endgültig in den Abgrund reißt. Dass deutsche Banken noch einmal mit Steuerzahlergeld gerettet werden müssten. Ebenso Kreditinstitute in Frankreich. Und da ist auch die Gefahr, dass die überforderte Bevölkerung in vielen europäischen Ländern den Glauben an die Marktwirtschaft und die Demokratie verliert. Schon Schäubles Vorgänger Peer Steinbrück hatte davor gewarnt.

## Die Annahmen der Politik waren viel zu optimistisch

Inzwischen gehen die Märkte davon aus, dass die europäische Politik Griechenland unter die Arme greift. Am 10. Februar 2010 – einem Mittwoch – telefonieren die Finanzminister der Euro-Gruppe deshalb miteinander. Den meisten war klar, dass die Staats- und Regierungschefs bei der informellen Tagung des Europäischen Rats am nächsten Tag eine konkrete Hilfszusage abgeben müssten – sonst würden sie die Anleger schwer enttäuschen und die Krise verschlimmern.

Die Europäer versprechen den Griechen bilaterale Hilfen als "Ultima Ratio". Heute kann man über die Notizen der Unterhändler von damals nur den Kopf schütteln. Die Wachstumsannahmen für Griechenland sind zu optimistisch, die Defizitprognosen ebenfalls.

Am 3. März verkündet die Regierung von Premier George Papandreou ein 4,8 Milliarden Euro großes Sparpaket. Solidarität fordert der Grieche von den anderen Europäern daraufhin ein. Gleichzeitig verkaufen die Griechen eine Zehn-Jahres-Anleihe. 6,25 Prozent Zinsen müssen sie zahlen. Das sind drei Prozent mehr als Deutschland.

Und es soll noch schlimmer kommen. Am 4. März, einen Tag vor seinem Besuch bei der Kanzlerin, verkündet Papandreou selbstbewusst: "Griechenland will keinen Cent von deutschen Steuerzahlern." Merkel bekräftigt einen Tag später: "Es geht ... nicht um Hilfszusagen ..., sondern um ein gutes Verhältnis zwischen der Bundesrepublik Deutschland und Griechenland." Die Kanzlerin fürchtet die Landtagswahl in Nordrhein-Westfalen und biegt die Wahrheit.

## Die Märkte spielen verrückt

Alles geht viel zu langsam voran. Die Politiker sind Getriebene einer Entwicklung, die sie nur unwillig zur Kenntnis nehmen. Auch in Deutschland. Lediglich eines ist klar, Griechenland braucht Geld. In einer Telefonkonferenz am 11. April – wieder einmal einem Sonntag – legen die Finanzminister der Euro-Gruppe weitere Hilfsdetails fest. Athen kann nun auf Hilfskredite der Euro-Länder in Höhe von 30 Milliarden Euro bauen, weitere 15 Milliarden Euro gibt der IWF.

Die Angst vor dem schwarzen Schwan beeinflusst jede Entscheidung. Sie bewegt die Politiker zur Zustimmung zu Milliardentransfers, die dem Wähler in Deutschland nur schwer zu vermitteln sind. "Wir hatten damals zu keiner Zeit den Eindruck, wir könnten einer Insolvenz Griechenlands tatenlos zusehen", sagt ein Berater des Finanzministers heute. "Denn keiner konnte dem Minister versprechen, dass nicht am Morgen danach ein Ereignis eintreten würde, das mindestens so schlimm wie die Lehman-Pleite sein würde."

Am 23. April 2010 weiß Griechenlands Finanzminister Giorgos Papaconstantinou keinen anderen Ausweg mehr. Er bittet Jean-Claude Juncker (damals Euro-Gruppen-Chef), Olli Rehn (EU-Kommissar) und Jean-Claude Trichet schriftlich um die Aktivierung der Hilfen.

Dennoch geschieht bald das, was vermieden werden sollte. Die Ratingagenturen degradieren Griechen-Bonds auf Ramschniveau und dann auch Anleihen Spaniens und Portugals. Die Märkte spielen verrückt. Athens Probleme haben die Peripherie der Euro-Zone in Flammen gesetzt. Das Auftauchen eines schwarzen Schwans ist nicht mehr nur ein theoretisches Konstrukt. Die Regierungschefs können dabei zusehen, wie sie mit ihrem zögerlichen Handeln jene Realität schaffen, die sie alle fürchten.

## Drei Tote bei Unruhen

Anfang Mai ist allen klar, dass die vereinbarten 45 Milliarden Euro für das erste Jahr nicht ausreichen werden. Die Löcher im griechischen Etat werden ständig größer. 150 Milliarden Euro braucht Athen allein für die nächsten drei Jahre. Die Hilfen werden auf 110 Milliarden Euro aufgestockt. Doch die Lage eskaliert.

Am Mittwoch, dem 5. Mai, schocken Unruhen in Athen mit drei Toten die Welt – auch die Investoren. Sie spekulieren, dass die EZB demnächst wie andere Notenbanken direkt Staatsanleihen kaufen könnte. "Darüber haben wir nicht gesprochen", sagt Trichet tags darauf bei der monatlichen Pressekonferenz. Das trifft zwar für den EZB-Rat zu. Doch in kleinerer Runde hat das sechsköpfige Direktorium der Zentralbank am Abend zuvor sehr wohl mögliche Anleihenkäufe durchgespielt, anhand von Unterlagen, die zuvor konspirativ in verschlossenen Umschlägen verteilt worden waren.

Die Debatte nimmt noch schneller Fahrt auf als gedacht. In New York stürzen die Kurse, womöglich wegen verrückt spielender Handelscomputer, genau geklärt ist das bis heute nicht. Es geht nicht mehr nur um Europa.

"Nach dem 'Flash Crash' am 6. Mai übten die US-Regierung und auch die Notenbank Fed großen Druck auf die Europäer aus", erinnert sich Jürgen Stark, damals Chefvolkswirt der EZB. "Die Botschaft an die Europäer – auch die EZB – war eindeutig: Ihr müsst das bis Montag lösen."

## Italien in Panik

Einen Tag darauf, am 7. Mai, treffen sich die EU-Regierungschefs in Brüssel. Wieder zeigt sich, dass Europa im entscheidenden Moment schwerfällig ist. Seit Monaten hat sich die Entwicklung abgezeichnet. Konkrete Pläne für den Notfall aber gibt es allenfalls in Umrissen.

Deutschland kämpft gegen einen "Stabilisierungsfonds für den Euro". Bloß keine Gemeinschaftshaftung, lautet die Devise in Berlin. Italien und Frankreich sind dafür. Trichet muss vielen Regierungschefs beim Abendessen erst klarmachen, wie schlimm die Lage ist.

Merkel aber will keine schnelle Entscheidung. Sie stellt Bedingungen. So soll Geld aus dem gemeinsamen Rettungstopf nur bekommen, wer sich den IWF als Sanierungsmanager ins Land holt. Außerdem sollen die Hilfen nicht von der Euro-Zone als Ganzes vergeben werden, sondern wie im Fall Griechenlands von jedem Land bilateral. Silvio Berlusconi fürchtet, dass Italien das Geld am Markt nicht mehr zusammenbekommt.

Ab 15 Uhr am 9. Mai verhandeln die Finanzminister in Brüssel weiter. Später werden die Regierungschefs per Telefon dazugeschaltet. Parallel diskutiert Trichet mit dem EZB-Rat. "Die Entscheidung für die Anleihekäufe fiel schließlich in einer Telefonkonferenz in der Nacht zum 10. Mai", erinnert sich Stark.

## Aus Versehen werden aus 200 Milliarden 400

Es ist der Tag, an dem Thomas de Maizière den Finanzminister vertreten muss. Als der Innenminister gegen 20 Uhr eintrifft, ist einiges bereits in trockenen Tüchern. Asmussen, Merkels Berater Jens Weidmann und Bundesbankpräsident Axel Weber – aus gemeinsamen Zeiten an der Universität Bonn auch Bonner Trio genannt – hatten die Gründung einer Zweckgesellschaft ausgetüftelt.

Die Deutschen haben ausgerechnet, dass man mit 200 Milliarden Euro für die beiden neuen Krisenländer Portugal und Irland auskommen würde. Die EU-Kommission geht wiederum davon aus, dass Berlin jede Zahl aus Brüssel halbieren werde. Also geht sie mit 400 Milliarden Euro ins Rennen.

”

*Wenn wir damals gewusst hätten, was wir heute wissen, dann hätten wir uns für den griechischen Staatsbankrott entschieden*

“

Unterhändler

über die erste Griechen-Krise

- 
- 

Was sie damals nicht wusste: Merkel und Sarkozy hatten vereinbart, nicht zu feilschen. "Völlig überraschend sagten die Deutschen ja zu unserem Vorschlag mit den 400 Milliarden Euro", erinnert sich ein Vertreter Brüssels. Zuzüglich weiteren 60 Milliarden Euro aus einem Sondertopf lagen plötzlich 460 Milliarden Euro an Garantien auf dem Tisch. Nachts um zwei Uhr rundet man die Summe von 460 kurzerhand auf 500 Milliarden Euro auf.

Am 10. Mai feiern die Märkte die Einigung. Auch die EZB hat ihren Anteil daran. Sie kauft nun doch Anleihen auf. Die Risikoaufschläge auf die Staatsbonds sinken. Es ist eine kurze Atempause im Ringen um den Fortbestand der Euro-Zone.

## Hätte man aus heutiger Sicht anders gehandelt?

"Der Charakter der Währungsunion wurde damals verändert", konstatiert Stark heute, der die EZB später im Zwist wegen dieser Politik verließ. "Nachdem Griechenland ohne jegliche Beteiligung privater Gläubiger gerettet wurde, war dieser Weg auch für Irland und Portugal vorgezeichnet." Beide Länder bekamen Hilfskredite, und die EZB wird das Thema Staatsanleihenkäufe nicht mehr los, verkündet im Sommer 2012 und im Frühjahr 2015 zwei weitere Programme.

"Angst ist ein schlechter Ratgeber", lautet ein Sprichwort. "Vorsicht ist die Mutter der Porzellanbox", ein anderes. Beides trifft im Fall Griechenlands zu. "Wenn wir damals gewusst hätten, was wir heute wissen, dann hätten wir uns für den griechischen Staatsbankrott entschieden", sagt einer der Unterhändler, der noch heute in den Verhandlungen mit Athen dabei ist. "Aber in der Post-Lehman-Phase war das keine leichte Entscheidung." Wer hätte sie treffen und die Verantwortung übernehmen sollen?

Mit der Angst kämpft die Währungsunion bis heute. Die Politiker und Notenbanker wollen niemanden fallen lassen, doch sie haben auch keine Instrumente, ein widerspenstiges Land zu irgendetwas zu zwingen. Ein Dilemma. Einen Tag später muss Griechenland einen Kredit von 750 Millionen Euro an den IWF zurückzahlen, im Sommer werden milliarden schwere Anleihen fällig. [Tsipras braucht Geld, die Euro-Länder fordern im Gegenzug Reformen](#), die der Grieche aber nicht liefert. Da ist die Wut auf Uneinsichtigkeit in Athen. Aber auch die Angst vor dem schwarzen Schwan. Wenig hat sich geändert seit jenen dramatischen Tagen und Wochen im Frühjahr vor fünf Jahren.



121,17

## Greece Rehires Laid Off Cleaners as Syriza Reverses Austerity

After 20-month-long protest, Syriza gives back cleaners their jobs in move that Greece's creditors see as an affront

By STELIOS BOURAS  
May 11, 2015 1:58 p.m. ET

ATHENS—At a makeshift protest camp near Greece's Finance Ministry, a group of cleaning women punched rubber-gloved fists in the air on Monday to celebrate what they see as victory over mighty Germany and the International Monetary Fund.

**Laid off from government cleaning jobs under Greece's austerity program, the women's nearly two-year full-time vigil has moved the leftist-led government to give them their jobs back—in defiance of the country's creditors.**

The German-led lenders see nothing to celebrate. **Viewed from Berlin and Brussels, the move to rehire the 595 cleaners and thousands of other laid-off government workers is a rollback of economic reforms suggesting that Greece, now ruled by the left-wing Syriza party, isn't sticking to its austerity commitments.**

The cleaners agree, and welcome the prospect.

"It is a small victory that paves the way for bigger ones," said Evagelia Alexaki, a 58-year-old cleaner who has been active at the live-in protest camp in central Athens since losing her job at a Finance Ministry building on the island of Corfu two years ago.

When she left for the capital city in 2013, she told her two adult sons she wouldn't return to Corfu until she had won her job back. "We believed in this from the start. So did all of the ladies here," she said.

**The cleaners' 20-month-long, 24/7 protest camp—thought to be the longest demonstration in Greek history—became a cause célèbre for Greeks who feel ordinary workers have borne the brunt of the crisis.**

Emotions were high on Monday as cleaners and their sympathizers gathered at the protest camp outside a ministry building in Athens, **festooned with protest banners and a photo of Latin American revolutionary hero Che Guevara.**

The cleaners, who all worked at offices belonging to the Finance Ministry around the country, **are among 3,900 laid-off government workers that Syriza is rehiring, reversing cuts made by previous Greek governments at creditors' behest.**

Officials in the rest of the eurozone see the rehiring as the latest example of the Syriza-led government reversing economic reforms and acting without lenders' consent, complicating Athens' bid for desperately needed bailout cash.

Unless Greece secures further aid soon from its €245 billion (\$273 billion) bailout program, the country might default on its debts as early as June.

Greek officials said the government repaid a €750 million IMF loan that fell due on Tuesday. It's unclear whether Greece will be able to make upcoming payments to the IMF in June while also paying public salaries and pensions, however.

**Greek Finance Minister Yanis Varoufakis, speaking ahead of a meeting of eurozone finance ministers in Brussels on Monday, expressed his solidarity with the cleaning ladies and promised more rollbacks of austerity measures.**

**"We remind (creditors) that our government has a different perception of what constitutes a reform," Mr. Varoufakis said.**

The lenders aren't amused. **"Rollbacks in Athens are more concrete than readiness to negotiate the completion of the current program," said a senior European official in Brussels.**

**Syriza** officials paraded by the protest camp, with some of them stopping to give interviews to the party's radio station Sto Kokkino ("In the Red"), which was broadcasting live from the spot for much of the day.

In the evening the **cleaners** were due to serve food they had prepared to passersby in gratitude for public support during the protest. Since Sept. 2013, **cleaners** have slept in street-side tents through sun, rain, storms and even snow.

"The love of the people was amazing," said Anna Chyrsikopoulou, a 45-year-old **laid-off** cleaner, who juggled odd cleaning jobs with protest participation.

"There were times when teenagers would come past and give us their two euros **as** a way of supporting our cause rather than spend it on a coffee for themselves," she said.

**Syriza officials say the rehiring is within an allowance of 15,000 public-sector hirings agreed with creditors for this year. Greece's opposition conservatives say the government is squandering opportunities to upgrade the civil service.**

"The high number of civil servants should be replaced with a better level of staff, in areas where there is a real need, like in hospitals and other crucial state sectors," said Costas Karagounis, a lawmaker for the conservative New Democracy party, which governed **Greece** until its election defeat to **Syriza** in January.

**But the rehiring, especially those of the cleaners, are a popularity boost for Prime Minister Alexis Tsipras. On Monday the government told the cleaners they would be hired for an eight-hour working day, longer than their previous four-hours-a-day contracts.**

"I believe that Mr. Tsipras wants justice. He is a simple person who reaches out to the worker," said Mandalena Trianti, a 52-year-old cleaner who voted for **Syriza** in January's elections. She says she will now return to her previous job: cleaning the offices of a police financial-crimes unit.

**Not all Greeks support the government's help for the laid-off public workers. With the country's army of unemployed numbering some 1.2 million—about a quarter of the workforce—some see Syriza as unfairly helping a select few government workers, while those who lost their jobs in the private sector face a worsening economy.**

"It is the same thing we have seen in the past: The government is taking care of some people while ignoring others," said Theodoris Lambrou, a 50-year-old restaurant owner. **The privately contracted cleaning ladies who have been cleaning Finance Ministry buildings will now be out of work, he points out. "Who will take care of them?" he said.**

## Luckes Brandmail

Noch in der Wahlnacht von Bremen versandte der AfD-Vorsitzende Lucke eine Mail an alle Mitglieder seiner Partei. Sein Ko-Vorsitzender Adam hatte zuvor via Bild-Zeitung das Gerücht über eine Parteineugründung durch Lucke öffentlich gemacht. FAZ.NET dokumentiert die Mail im Wortlaut.

12.05.2015



© DPA  AfD-Chef Bernd Lucke telefoniert am Wahlabend des 10. Mai 2015 in der Bürgerschaft in Bremen.

Liebe Mitglieder und Förderer der AfD,

mein Mitsprecher Dr. Konrad Adam hat der Bild-Zeitung mitgeteilt, es gebe handfeste Indizien dafür, dass ich mich entschlossen habe, die AfD zu verlassen. Ich war sehr überrascht, sozusagen die Nachricht meines eigenen Ablebens lesen zu müssen. Dies umso mehr, als Herr Adam mich zu meiner angeblichen Absicht nie befragt hat. (Eine gegenteilige Darstellung im Spiegel ist unwahr.) Herr Adam hat ein Gerücht an die Bild-Zeitung gegeben, ohne sich vorab bei mir nach dessen Wahrheitsgehalt zu erkundigen.

An dem Gerücht ist lediglich wahr, dass ich mir große Sorgen um die AfD mache. Und zu diesen Sorgen zählt, dass ein von mir geschätzter Mann wie Herr Dr. Adam mit falschen Freunden an der falschen Front kämpft.

Meine Damen und Herren, ich mache mir Sorgen um die AfD. Ich werde darauf gleich ausführlich eingehen, aber lassen Sie mich zunächst zu den positiven Nachrichten kommen: Seit heute liegt die Bremer Bürgerschaftswahl hinter uns. Vermutlich sind wir zum fünften Mal in Folge in ein Landesparlament eingezogen. Mein Glückwunsch gilt Christian Schäfer und seinem Team, mein Dank allen Parteifreunden, die sich am Bremer Wahlkampf beteiligt haben und dafür teilweise lange Anreisen aus anderen Bundesländern auf sich genommen haben.

Zum zweiten Mal aber hat die FDP aus der Versenkung hochsteigen können – mit Resultaten, die besser sind als die der AfD. Das ist nicht gut. Liberalen Wählern scheint eine profillose FDP attraktiver als die AfD. Das war im vorigen Jahr noch ganz anders: Die FDP schien sicher für „fast drei Prozent“ zu stehen. Ein Narr, wer nicht unser Erscheinungsbild in den letzten Monaten dafür verantwortlich machte, dass uns eine Wählergruppe den Rücken kehrt, die einst aus gutem Grund zu uns gekommen ist.

Bei der Bundestagswahl in Bremen errang die AfD 3,7% der Stimmen, bei der Europawahl waren es 5,8%. Bremen ist für uns ein schwieriges Terrain. Zudem wurde der Wahlkampf jetzt durch ausgiebige mediale Berichterstattung über parteiinterne Querelen behindert. Wir selbst haben es den Bremer Parteifreunden so schwer gemacht wie nur möglich. Und damit haben wir nur fortgesetzt, was schon den Hamburger Parteifreunden den Wahlkampf vergällt hat.

Meine Damen und Herren, in dieser Form können wir nicht weitermachen. Seit unserer Gründung kommt es immer wieder zu teilweise heftigen innerparteilichen Streitigkeiten. Sie nehmen mit der Zeit eher zu als ab. Sie ramponieren unser Ansehen in der Öffentlichkeit, sie kosten unendlich viel Kraft, sie vergiften das Klima in der Partei und sie führen dazu, dass engagierte Mitglieder entnervt aufgeben.

Die nächsten Landtagswahlen sind erst im März 2016. Das gibt uns eine kleine Atempause, in der wir uns dringend offen mit den Ursachen einer sich immer tiefer in die Partei hineinfressenden Krise befassen müssen. Denn wir dürfen nicht länger das tun, was wir an den Eurorettern kritisieren: Uns mit schönen Worten der Einheit und des Zusammenhalts vorzuzügel, dass wir einfach so weiter machen könnten wie bisher. Es gibt Spannungen und Probleme in der Partei, die ein Umsteuern erfordern, sonst scheitert die AfD.

Wie ich aus zahllosen Gesprächen weiß, sind vielen Mitgliedern - vor allem denen, die weniger aktiv sind - diese Gefahren für die Partei nicht bewusst. Das liegt teilweise daran, dass wir immer versucht haben, Geschehnisse, die die Presse zu negativer Berichterstattung nutzen könnte, zu verdecken oder möglichst geräuschlos beiseite zu schieben. Es liegt aber auch daran, dass sich gerade die besorgniserregenden Veränderungen in der Partei zunächst und vor allem „unterirdisch“ abspielen: In einigen der Allgemeinheit nicht zugänglichen Facebookgruppen, in Netzwerken Gleichgesinnter, die Mehrheiten organisieren, um Vorstände zu stürzen, oder in geschlossenen Foren, in denen in teilweise unsäglichlicher Art völlig abwegige Gerüchte geschürt, politische Rülpsen bejubelt oder missliebige Parteifunktionäre geschmäht werden.

Meine Damen und Herren, wir wollten anders sein als die Altparteien – eine wahre Alternative. In diesen verdeckten Strukturen zeigt sich aber ein Anderssein, das unsere Partei nicht auszeichnet sondern besudelt. Und jetzt, wo wir erstmals längere Zeit keinen Wahlkampf vor uns haben, müssen wir mit dem Mut zur Wahrheit über Zersetzungsprozesse im Inneren der Partei und über einige andere Probleme sprechen, durch die die Partei gefährdet ist. In dieser email will ich meine Sicht der Dinge relativ ungeschminkt darlegen – und weil die Gefährdung der Partei groß ist, bitte ich um Verständnis für die Länge der Mail.

Ich sehe im wesentlichen drei Probleme, die den Bestand der Partei gefährden. Ich will sie hier einigermaßen ausführlich beschreiben:

### 1. Der Verlust „bürgerlicher“ Mitglieder

Das erste Problem ist untrennbar verbunden mit dem Schmutzimage, das politische und mediale Gegner der AfD in der öffentlichen Wahrnehmung verpasst haben. Hierauf gibt es in der Partei im wesentlichen zwei Reaktionen. Ein Teil der Partei hat sich damit abgefunden und betrachtet es als den notwendigen Preis, den man bezahlen müsse, wenn man gegen den „Mainstream“ agiere. Ein anderer Teil der Partei aber ist zunehmend besorgt, weil die Mitgliedschaft in der AfD immer öfter vom Arbeitgeber missbilligt wird, weil sie zu beruflichen Nachteilen führt, weil Kunden verloren gehen und weil man sich sozial ins Abseits gerückt

sieht, wenn man merkt, dass Freunde und Bekannte, ja manchmal sogar Familienmitglieder auf Distanz gehen. Und diese Mitglieder ziehen sich resignierend zurück und verlassen früher oder später die Partei.

Solche Entwicklungen haben in den letzten Monaten in beunruhigendem Maße zugenommen: Mitglieder treten aus oder kündigen mir ihren Austritt an, wenn sich das Ansehen der AfD in der Öffentlichkeit nicht sehr bald wieder bessert. Und es handelt sich nicht um Einzelfälle, sondern um eine inzwischen weitverbreitete Stimmung insbesondere im bürgerlichen Kern unserer Partei. Hier spielt sich ein schleichender, aber sich beschleunigender Erosionsprozess ab, der inzwischen auch verdiente, aktive Funktionsträger erfasst hat – Menschen, die sich seit unserer Gründung unermüdlich für die AfD eingesetzt haben.

Wir müssen diese Entwicklung unbedingt stoppen. Ich widerspreche hier energisch Herrn Gauland, der im Handelsblatt (und mir persönlich) gesagt hat, er wolle nicht auf das Bürgertum setzen, denn wir seien eine Partei der kleinen Leute. Ich kann vor dieser Strategie nur eindringlich warnen. Wer die AfD zu einer Partei der „kleinen Leute“ machen will, zerstört die AfD, in der „bürgerliche“ Mitglieder einen ganz wesentlichen Teil der Mitgliedschaft ausmachen.

Die AfD ist keine Partei der kleinen Leute, sondern eine Volkspartei, die allen Schichten des Volkes eine Heimat bietet. Gute Politik besteht darin, dass man nicht allein den Interessen einer bestimmten Klientel dient, sondern einen vernünftigen Interessenausgleich erwirkt - auch zwischen den Gruppen, die man etwas holzschnittartig als „bürgerlich“ oder als „kleine Leute“ bezeichnen mag.

Um von diesen Klischees schnell wieder wegzukommen: Ein seriöses Image der AfD ist wichtig für viele Mitglieder, die mitten im Beruf stehen, die auf ein berufliches Fortkommen hoffen und in ihrem Freundeskreis nicht mit schiefen Blicken bedacht werden möchten. Wir wollen die AfD-Mitgliedschaft ja nicht verstecken müssen, sondern wir wollen stolz darauf verweisen und für die AfD werben können.

Viele von uns haben einen Ruf zu verlieren und jeder, der in der AfD Verantwortung trägt, ist verpflichtet, den guten Ruf der Mitglieder zu schützen. Deshalb muss er das Ansehen der Partei fördern und alles vermeiden, was dazu führen könnte, dass allein die bloße Parteimitgliedschaft von unseren Mitgliedern als rufschädigend wahrgenommen wird.

Nun sind es natürlich insbesondere die Medien, die das Image der AfD prägen. Aber so gehässig dies zum Teil geschieht, so ist es doch nicht so, dass wir nicht ebenfalls Einfluss darauf haben, wie die AfD wahrgenommen wird. Und hier fehlt es oft an Verantwortung derer, denen ein angeschlagener Ruf der AfD eher egal ist. Wer glaubt, der AfD mit steilen Thesen, scharfer Kante und provokativen Aktionen einen Gefallen zu tun, der übersieht, welchen Schaden er tatsächlich der Partei zufügt, weil er wertvolle Mitglieder vertreibt und so zur Entbürgerlichung der AfD beiträgt. Manche mögen das beabsichtigen. Klügeren sollte klar sein, dass die Partei zerbrechen wird, wenn dieser Prozess weiter vorangetrieben wird.

## **2. Grundausrichtung und inhaltliche Grenzen der AfD**

Das zweite große Problem liegt in der Grundausrichtung der Partei bzw. in den inhaltlichen Grenzen, die sich die AfD setzt. Dabei geht es nicht um eine Abgrenzung zum Rechtsradikalismus. Diese ist für alle Parteimitglieder selbstverständlich. Sondern es geht darum, klar zu sagen, wofür die AfD steht und für welche Positionen sie nicht steht. Der Bürger muss wissen, was die AfD vertritt und auch die AfD-Mitglieder müssen sich darauf verlassen können, dass sie nicht für Vorstellungen in Haftung genommen werden, die ihren eigenen diametral entgegengesetzt sind.

Gewiss: Es gibt viele politische Fragen, bei denen es geradezu zu den Stärken einer Partei gehört, dass sie unterschiedliche Meinungen vereint. Dass in der AfD konservative, liberale, soziale und libertäre Ideen vertreten werden, ist gut, weil dies die Grundlage lebendiger Diskussionen ist. Aber es gibt auch besonders grundlegende Positionen, die Mitglieder als nicht verhandelbar ansehen. Jedes Mitglied hat rote Linien, die nicht überschritten werden können, ohne dass es die Partei verlässt.

Auch hier gibt es, vereinfacht gesprochen, zwei sehr unterschiedliche Gruppen von Mitgliedern. Die eine Gruppe kritisiert wichtige politische Fehlentwicklungen (z. B. Euro, Energiepolitik, Bildungspolitik, Einwanderungsgesetze, Demokratiedefizite), akzeptiert aber die wesentlichen gesellschaftlichen Grundentscheidungen der Bundesrepublik Deutschland. Die andere Gruppe stellt eben diese in Frage, sie äußert sich deshalb in den unterschiedlichsten Akzentsetzungen neutralistisch, deutschnational, antiislamisch, zuwanderungsfeindlich, teilweise auch antikapitalistisch, antiamerikanisch oder antietatistisch. Es fallen in diesem Zusammenhang auch unpräzise (aber bezeichnende) Kampfbegriffe wie *Mainstream*, *Establishment*, *Systemfrage*.

Die programmatische Beschlusslage der AfD ist eindeutig im Sinne der ersten Gruppe – und ich bin der festen Überzeugung, dass diese die große Mehrheit der Parteimitglieder ausmacht. Vielleicht ist aber eben dies der Grund dafür, dass die zweite Gruppe ihre Vorstellungen besonders vehement und laut vorträgt. Dies wiederum provoziert Vertreter der ersten Gruppe und darüber entbrennt ein heftiger Streit, der das Ansehen der AfD in der Öffentlichkeit schädigt.

Wir alle wünschen uns Harmonie in der Partei – und immer wieder werden angesichts des fortgesetzten Streits Rufe zum Zusammenhalt laut. So verständlich dies ist: Ich glaube nicht, dass Appelle zur Geschlossenheit hier weiterhelfen. Die Grundvorstellungen dieser beiden Gruppen sind unvereinbar, auch wenn man in Einzelfragen Kompromisslösungen erreichen kann. Tatsächlich aber ist es ein Streit darüber, ob die Grundausrichtung der Partei hin zu dem radikalen, systemkritischen Ansatz verschoben werden soll. Ich halte das für fatal, aber wir haben den Streit und er muss entschieden werden. Dies umso mehr als sich damit auch entscheidet, welche Personen die Partei künftig vertreten sollen.

Meine Damen und Herren, lassen Sie uns Mut zur Klarheit haben. Es nützt nichts, Konflikte zuzukleistern - man muss sie lösen. Der Konflikt über die Grundausrichtung der Partei muss entschieden werden und auch wenn diese Entscheidung zu Mitgliederverlusten auf der einen oder anderen Seite führen wird, halte ich dies für besser, als dass die Partei sich in einem ständig schwelenden und immer wieder aufflackernden Streit über Monate oder Jahre hin zerreibt. Dies ist weder unseren Mitgliedern, noch unseren Funktionsträgern noch unseren Wählern zuzumuten. Deshalb: Je eher wir diese Entscheidung treffen, desto besser.

Übrigens überlappt dieses zweite Problem (die Grundausrichtung der Partei) natürlich mit dem ersten Problem (die drohende Entbürgerlichung). Und auch die am Anfang von mir bereits erwähnten Stilfragen spielen hier eine große Rolle. Insbesondere in den geschlossenen Facebookgruppen, in den Foren, die nur die Freaks kennen, oder in Netzwerken Gleichgesinnter werden fundamental-oppositionelle Vorstellungen teilweise in einem Ton vorgetragen, der moderate Parteimitglieder erschauern lässt.

## **3. Karrieristen, Querulanten und Intriganten.**

Das dritte große Problem der AfD ist einfach beschrieben: Es gibt Mitglieder, die aus ganz unpolitischen Gründen große Aktivitäten in der Partei entfalten. Manche wittern in der Partei die berufliche Chance eines bislang eher erfolglosen Erwerbslebens, andere sehen die Bedeutung ihrer Person dadurch

hervorgehoben, dass sie bei allen passenden Gelegenheiten irgendwelche Schwierigkeiten machen und wieder andere (oder auch die gleichen) empfinden eine klammheimliche Freude daran, Parteifreunde mit Intrigen Schwierigkeiten zu machen.

Dies alles gibt es sicherlich auch in den Altparteien – vielleicht sogar im selben Umfang. Aber die Altparteien haben die zuvor beschriebenen Probleme der AfD nicht. Und genau diese Probleme bieten Karrieristen, Querulanten und Intriganten die trefflichsten Gelegenheiten der Selbstverwirklichung. Wem es mehr um das eigene Fortkommen als um politische Inhalte geht, der paktiert auch mit den Falschen, wenn dies die Gelegenheit schafft, vermeintliche Konkurrenten aus dem Wege zu räumen. Auch Querulanten und Intriganten richten sich naturgemäß gegen die, die in den bestehenden Strukturen arbeiten und nutzen deshalb gerne die Möglichkeit, denen zu dienen, die am liebsten das Bestehende umstürzen würden. So erhalten Kräfte in der Partei Auftrieb weit jenseits ihrer tatsächlichen Bedeutung. Manches Resultat dieser vereinten Anstrengungen haben wir in den vergangenen Wochen auf Mitgliederversammlungen und Parteitagen gesehen – und es war nicht zum Vorteil der AfD.

Meine Damen und Herren,

ich weiß, dass diese Mail viel zu lang ist. Aber ich halte sie für wichtig, denn die AfD ist in einer schweren Krise. Ich bin nicht sicher, dass die AfD in der Form, in der wir sie 2013 gegründet haben, fortbestehen wird. Es gibt Kräfte in der Partei, die eine andere, radikalere AfD wollen.

Ich will dies nicht. Denn die AfD hat nach meiner festen Überzeugung nur eine Zukunft als bürgerliche, sachorientierte und konstruktive politische Kraft aus der Mitte der Gesellschaft. Ich will deshalb alles dafür tun, sie als eine solche zu erhalten. Aber dafür brauche ich Ihre Unterstützung.

Mit freundlichen Grüßen

Ihr

Bernd Lucke

121,22

MAY 12, 2015 1

## The Paradox of Identity Politics

[Kemal Dervis](#)

Kemal Dervis, former Minister of Economic Affairs of Turkey and former Administrator for the United Nations Development Program (UNDP), is a vice president of the Brookings Institution.

United Kingdom's recent general election provided a clear example of how the question of national identity is reshaping Europe's political landscape. The Scottish National Party, embodying a left-wing version of identity politics, wiped out Labour in Scotland, allowing the Conservatives to gain an absolute majority in Parliament. The government of Prime Minister David Cameron – who has focused on British identity, rather than the UK's common destiny with Europe – will undoubtedly hold a referendum on the UK's continued membership in the European Union, with unpredictable consequences.

For decades, political debate in Europe focused largely on economic institutions and policies. Conservatives argued for a private sector-driven economy, unfettered markets, low taxes, reduced government spending, and limited public goods. Liberals and social democrats supported a private-ownership economy, markets, European integration, and increased trade, tempered by substantially redistributive taxes and transfers, a strong social safety net, and some public ownership in areas such as infrastructure and finance.

In this bi-polar system, the parties differed on the nuances of economic policy, but broadly agreed on democratic values, the European project, and the need to adapt to and manage globalization, rather than reject it wholesale. But, with the growing success of appeals to identity and renewed ethnic or religious nationalism, that is changing. Are the ghosts of the early and mid-twentieth century returning?

The question is particularly relevant for Europe, but it also has global significance. In the Middle East, for example, identity politics is manifesting itself in its most sinister form: a chaotic and violent clash between Sunni and Shia Muslims, exemplified by the rise of the Islamic State.

Loyalty to a perceived identity can have innocuous and enriching components, such as, say, the promotion of a regional language. The problem with identity politics is that it places the "in" group at odds with the perceived "other" – an approach that can easily foster chauvinism, invidious discrimination, and open antagonism.

One major reason for the resurgence of identity politics in Europe is globalization, which has limited the capacity of countries or peoples to control their economies. Indeed, the global economy has become so interconnected, and world markets so powerful, that there appears to be little scope for national policies to disrupt hyper-mobile capital flows.

While globalization has helped to boost overall prosperity, it has been most beneficial for those who form the new global elite. Meanwhile, many people in Europe face greater economic insecurity, owing to new technologies or competition from lower-cost workers elsewhere. Unless they can upgrade their knowledge and skills – and, in some cases, move to a new industry or location – they face constrained economic opportunities. These disadvantaged groups are particularly large in the countries that were hit hardest by the recent global financial crisis and now struggle with high unemployment.

But even people who are relatively prosperous are frustrated by some features of globalization. They may oppose the use of their taxes to "subsidize" poorer people who do not share their identity, such as immigrants, French-speaking Belgians, southern Italians, or Greeks.

When it comes to trade protectionism, European integration, and economic globalization, those on the far right and the far left often share the same views. In France, for example, many supporters of the National Front voted communist 30 years ago. And, indeed, the National Front's economic program is rather similar to that of the Left Front (an electoral bloc comprising the French Communist Party and the Left Party).

Of course, when it comes to immigration and human rights, the internationalist ideological tradition of socialism prevents extreme nationalist and racist discourse on the far left. But, given that these parties are competing with the far right for the same disenfranchised voters, their humanism on these issues has become a severe political handicap, which may explain why the extreme right has lately been more successful electorally.

Meanwhile, the rise of identity-driven political movements presents a [huge challenge](#) for Europe's traditional political parties. Mainstream conservatives, widely perceived as being in thrall to the economic interests of the wealthy, must find ways to appear populist – but without sounding too much like their far-right competitors on immigration and human rights. Cameron has succeeded in this delicate balancing act – and has been rewarded by voters. Mainstream Republicans in the United States, pressured by the more extreme forces within their party, face a similar challenge.

For center-left parties, the task is even more daunting. They must offer voters a realistic economic program that is market-friendly and open to international trade, while promising tangible benefits to the poorer 60-70% of the population who are understandably frustrated with their lack of economic progress. If a left party's economic policy is perceived as a weak copy of the right's agenda, the poorest segments of the population will gravitate to chauvinist forces and their false promises of protection from the consequences of globalization.

The upcoming elections in Spain, Turkey, Denmark, and Portugal – not to mention next year's US presidential election – will present their own versions of these challenges. The left, in particular, will have to defend the principles of equality and democracy, while finding ways to manage irreversible globalization, including through international cooperation. The great paradox is that if the rise of identity politics continues, governments will be even less able to address the problems that are fueling it.

121,23

The Opinion Pages | OP-ED COLUMNIST

## The Center-Right Moment

MAY 12, 2015

David Brooks

**The most surprising event of this political era is what hasn't happened. The world has not turned left.**

Given the financial crisis, widening inequality, the unpopularity of the right's stances on social issues and immigration, you would have thought that **progressive parties** (?) would be cruising from win to win.

**But, instead, right-leaning parties are doing well.** In the United States, Republicans control both houses of Congress. In Israel, the Likud Party led by Prime Minister Benjamin Netanyahu pulled off a surprising win in an election that was at least partly about economic policy. In Britain, the Conservative Party led by Prime Minister David Cameron won a parliamentary majority.

What's going on here?

Well, there are **some issues in each election specific to that country**, but there are **a few broader trends to be observed. The first is that the cutting-edge, progressive economic arguments do not seem to be swaying voters.**

Over the past few years, **left-of-center economic policy has moved from opportunity progressivism to redistributionist progressivism.** Opportunity progressivism is associated with Bill Clinton and Tony Blair in the 1990s and Mayor Rahm Emanuel of Chicago today. This tendency actively uses government power to give people access to markets, through support for community colleges, infrastructure and training programs and the like, **but it doesn't interfere that much in the market and hesitates before raising taxes.**

**This tendency has been politically successful.** Clinton and Blair had long terms. This year, Emanuel won by 12 percentage points against the more progressive candidate, Chuy Garcia, even in a city with a disproportionate number of union households.

**Redistributionist progressivism more aggressively raises taxes to shift money down the income scale, opposes trade treaties and meddles more in the marketplace.** This tendency has won elections in Massachusetts (Elizabeth Warren) and New York City (Bill de Blasio) but not in many other places. Ed Balls, the No. 2 figure in the Labour Party in Britain, co-led the group from the Center for American Progress [that wrote the most influential statement of modern progressivism](#), a report on "inclusive prosperity." Balls could not even retain his own parliamentary seat in the last election.

**The conservative victories probably have more to do with the public's skepticism about the left than with any positive enthusiasm toward the right.** Still, there are a few things center-right parties have done successfully.

First, they have loudly (and sometimes offensively) **championed national identity.** In this era of globalization, voters are rewarding candidates who believe in their country's exceptionalism.

Second, **they have been basically sensible on fiscal policy.** After the financial crisis, there was a big debate over how much governments should go into debt to stimulate growth. **The two nations most associated with the "austerity" school** — those who were suspicious of debt-based stimulus — were **Germany and Britain.** This will not settle the debate, but these two nations now have some of the strongest economies in Europe and their political leaders are in good shape.

Third, these leaders did not overread their mandate. **Cameron in Britain promised to cut the size of government, and he did, from 45.7 percent of G.D.P. in 2010 to 40.7 percent today**, [according to The Economist](#). **The number of public-sector jobs there has gone down by 1 million.**

But he made these cuts without going overboard. **Public satisfaction with government services has gone up.** And there have been some sensible efforts to boost those at the bottom. As The Economist pointed out, **“The richest 10 percent have borne the greatest burden of extra taxes. Full-time workers earning the minimum wage pay a third as much income tax as in 2010. Overall, inequality has not widened — in contrast to America.”**

The British electorate and the American electorate sometimes mirror each other. Trans-Atlantic voters went for Reagan and Thatcher together and Clinton and Blair together. **In policy terms, Cameron is a more conservative version of President Obama.**

**Cameron’s win suggests the kind of candidate that would probably do well in a general election in this country. He is liberal on social policy, green on global warming and pragmatically conservative on economic policy.** If he’s faulted for anything, it is for not being particularly ideological, though he has let his ministers try some pretty **bold institutional reforms to modernize the welfare state.**

**Globally, voters are disillusioned with large public institutions.** They seem to want to reassert local control and their own particular nationalism (Scottish or anything else). **But they also seem to want a slightly smaller public sector, strong welfare state reform and more open and vibrant labor markets as a path to prosperity.**

For some reason, American politicians are fleeing from this profile, Hillary Clinton to the further left and Republicans to the right.



## Frankreichs neue Krieger

Eigentlich würde man in der kleinen Stadt Lunel in Südfrankreich gerne über Tourismus reden. Aber weshalb sind aus diesem Idyll so viele junge Männer in den Dschihad nach Syrien gezogen? Was macht Lunel zur „Hauptstadt des französischen Dschihad“?

16.05.2015, von MICHAELA WIEGEL



© AP  Bei einer Razzia im Januar wurden in Lunel weitere Sympathisanten der Salafisten festgenommen.

Vom Bahnhof sind es nur ein paar Schritte unter hohen Platanen bis zum Rathaus mit seiner schmucken weißen Fassade. Der Himmel schimmert in wolkenlosem Blau wie auf dem Werbeplakat an der Straßenecke, auf dem der berühmte Muskatwein aus Lunel angepriesen wird. Ältere Männer sitzen palavernd in einem Straßencafé, vom nahe gelegenen Schulhof dringt Kindergeschrei herüber. Aus der Altstadt ragt der mittelalterliche Glockenturm der Kirche Notre-Dame-du-Lac hervor. Auf den ersten Blick wirkt Lunel wie ein beschauliches Städtchen mit südlichem Flair. Und hier soll die „Hauptstadt des französischen Dschihad“, das „Versuchslabor des Heiligen Krieges made in France“ liegen, wie es unter anderen „Le Monde“ und „New York Times“ schrieben?



Autorin: Michaela Wiegel, Politische Korrespondentin mit Sitz in Paris. Folgen:

Im Sitzungssaal des Rathauses empfängt Christine Bonelli mit ernster Miene. Eigentlich wolle der Bürgermeister überhaupt keine Journalisten mehr in Lunel sehen, sagt sie seufzend. Bonelli leitet die Kommunikation der 26 000-Einwohner-Stadt in der Schwemmlandschaft der Kleinen Camargue zwischen Montpellier und Nîmes. Sie redet so, als müsse sie einen Fluch austreiben, der auf Lunel liegt. Das Verhängnis begann aus ihrer Sicht, als im vergangenen Jahr zwanzig junge Leute zwischen 18 und 28 Jahren von hier in den „Heiligen Krieg“ nach Syrien zogen. Sieben von ihnen sind inzwischen tot. Der letzte, Karim, kam am 25. April bei einem Selbstmordattentat an einem Grenzposten zum Irak ums Leben. Die Todesnachricht übermittelte Karims Bruder Yassine, der nicht daran denkt, das Kriegsgebiet zu verlassen und nach Lunel zurückzukehren.

### Parallelen zwischen Lunel und Dinslaken

Bonelli würde am liebsten keine Zeitung mehr aufschlagen. Sie sagt, es sei ungerecht, dass Lunel am Pranger stehe. Es tröstet sie etwas, dass eine ihr bis dahin unbekannte Stadt in Deutschland, Dinslaken, ein ähnliches Phänomen erlebt. Hoher Migrantenanteil, hohe Arbeitslosigkeit, tiefe Identitätskrise vieler Jugendlicher - Parallelen zwischen Lunel und Dinslaken gibt es viele. „Was hätten wir denn tun sollen, damit es nicht passiert?“, fragt Bonelli. Sie würde viel lieber über die sommerlichen Stierwettkämpfe reden, bei denen kein Blut fließt; über das neue, der Buchkunst gewidmete Médard-Museum; über das Leben in Lunel, das lange so süß war wie der edle Muskatwein, der hier gekeltert wird. „Wenn man bedenkt, wie viele Muslime hier leben, dann war unser Zusammenleben eigentlich immer vorbildlich“, sagt sie.

Statistiken über ethnische Zugehörigkeit und religiöse Orientierung sind in Frankreich verboten. Deshalb ist die genaue Zahl der Franzosen mit Einwanderungshintergrund in Lunel unbekannt. Gesichert ist nur, dass sich die Bevölkerung in Lunel seit der Unabhängigkeit Marokkos und Algeriens verdreifacht hat. Auf den Obstplantagen und an den Weinstöcken in der Umgebung wurden viele Hände gebraucht. Heute ist die Arbeitslosenquote mit zwanzig Prozent überdurchschnittlich hoch. Der französische Ökonom Nicolas Bouzou hat im Auftrag des Bürgermeisters nach Gründen dafür gesucht. Bouzou kam zu dem Schluss, dass das Missverhältnis aus dynamischer Zuwanderung und begrenztem Arbeitsmarkt schuld daran ist. Drei Jahrzehnte lang, bis in die Mitte der neunziger Jahre hinein, sei die Zahl der Erwerbstätigen durch Zuwanderung wesentlich schneller gewachsen als im Landesdurchschnitt. Dabei handelte es sich meist um schlecht ausgebildete Arbeitskräfte, die auch anderswo schwer vermittelbar seien. „Die Herausforderung ist zu groß für eine Stadt wie Lunel“, so der Ökonom.

Bürgermeister Claude Arnaud hat sich entschuldigen lassen. Es ist noch nicht lange her, da hat er den Vorsitzenden des französischen Islamrates, Dalil Boubakeur, versetzt. Boubakeur, der auch Rektor der Pariser Moschee ist, kam extra aus der Hauptstadt angereist, um die Dschihad-Netzwerke zu verurteilen und für einen moderaten Islam zu werben. „Ich will, dass man uns vergisst“, sagte Arnaud zur Begründung. Er wolle keine neuen Schlagzeilen über den Islamismus in Lunel. Der öffentlichen Debatte entzog sich der parteilose Bürgermeister auf diese Weise.

### Streit um Moschee und Imam

Die Moschee El Baraka liegt abseits vom mittelalterlichen Stadtkern nahe der Nationalstraße 113. Vor dem 2010 eingeweihten Bau, der mehr als siebenhundert Gläubigen Platz bietet, sind ein Dutzend Palmen gepflanzt worden. Es gibt kein Minarett, weil der Bürgermeister bei der Baugenehmigung darauf bestanden hat. Aber das war das letzte Zugeständnis, das der für die Moschee zuständige Verein der Stadtverwaltung gemacht hat. So zumindest sieht es Pierre Soujol, der Stellvertreter des Bürgermeisters: „Wir haben so gut wie keine Kontrollmöglichkeiten.“ Die jungen Leute, die nach Syrien zogen, gingen alle vorher in der Moschee ein und aus. Der damalige Verantwortliche für die Moschee, Lahoucine Goumri, weigerte sich, sie zu verurteilen. „Warum soll ich sie verurteilen? Nur Allah wird über sie richten“, sagte Goumri. Sie hätten sich entschlossen, gegen die Ungerechtigkeit in Syrien zu kämpfen. „Im vergangenen Sommer haben junge Franzosen an der Seite der israelischen Armee palästinensische Babys getötet. Niemand hat sie verurteilt“, fügte Goumri hinzu.

Vor vier Monaten ist Goumri abgelöst worden. Doch schon häufen sich auch Beschwerden über den neuen Vereinsvorsitzenden und Imam Rachid Belhaj. In der Lokalzeitung „Midi Libre“ beklagte sich Leser Karim Yahiaoui, der aus Marokko stammende Belhaj spreche kaum Französisch und wende sich nur auf Arabisch an die Gläubigen. „Das stört mich. Ein Imam muss verstanden werden. Die Gebete sind auf Arabisch, aber für den ganzen Rest muss der Imam Französisch

beherrschen“, sagte der Islamratsvorsitzende Boubakeur. „Es stimmt, dass er nur gebrochen Französisch spricht. Aber was sollen wir machen? Wir können ihn schließlich nicht in einen Sprachkurs zwingen“, sagt der stellvertretende Bürgermeister Soujol. Mit der Machtlosigkeit der Stadtverwaltung will sich Laurent Amar nicht abfinden. Sein 23 Jahre alter Sohn Raphael ist einer der sieben Toten aus Lunel. Amar hat eine Klage gegen unbekannt wegen „Anwerbung in eine terroristische Vereinigung“ angestrengt, um zu verstehen, wie sein Sohn zu einem Dschihad-Krieger habe werden können. „Wir haben diese Radikalisierung nicht kommen sehen“, sagt Amar. Die Familie ist jüdischen Glaubens. Amar erinnert daran, dass Lunel im Mittelalter „das kleine Jerusalem“ genannt wurde. Die Stadt galt als Hochburg jüdischer Gelehrter, nicht nur in Glaubensfragen, sondern vor allem auf den Gebieten der Medizin und der Astronomie.

Raphael war ein begabter Schüler, spielte Gitarre in einer Band, bis er kurz nach dem Abitur unter dem Einfluss seiner Freunde am Lycée Louis-Feuillade zum Islam konvertierte. Die Freunde stammten alle aus Einwandererfamilien. Sein früherer Klassenkamerad Houssein, 24 Jahre alt, und dessen jüngerer Bruder Sabri, 18 Jahre alt, wurden zusammen mit Raphael getötet. Die Gehirnwäsche seines Sohnes sei von der Moschee aus organisiert worden, glaubt der Vater. Er berichtet von regelmäßigen „Koranfreizeiten“ auf dem Lande, dort müsse die Indoktrinierung stattgefunden haben. Raphael studierte im fünften Jahr Informatik an einer angesehenen Ingenieurhochschule in Montpellier, als er Ende Juli 2014 nach Syrien zog. Seinen Eltern sagte er, er arbeite für eine humanitäre Organisation, die Nahrung und Wasser an die notleidende Bevölkerung in Syrien verteile. Mitte Oktober kam er bei einem Bombenangriff der syrischen Armee auf Stellungen des „Islamischen Staats“ (IS) ums Leben. „Ich erwarte, dass die Justiz aufklärt, wie mein Sohn islamistischen Heilsversprechen verfallen konnte“, sagt der Vater. Das Lycée Louis-Feuillade mit 1300 Schülern ist ein Betonbau, der Schulhof wird von Zypressen, Pinien und Olivenbäumen gesäumt. Schulleiter Alain Abadie spricht von einem „Schock“, dass sich ehemalige Schüler in den Dschihad locken ließen. Die Lehrer seien ratlos.

### **Alles fest in arabischer Hand**

„Es geschieht ihnen nur recht, dass sie getötet wurden. Wer freiwillig in einen fremden Krieg zieht, muss mit dem Tod rechnen“, sagt Philippe Denis, der das Restaurant „L'Entracte“ leitet. Die Gaststätte liegt an einem der pittoresken Plätze des mittelalterlichen Lunel. Denis hat in seinem Lokal eine Fahne in Regenbogenfarben aufgehängt und erzählt sofort, dass er homosexuell sei. Unter den angestammten Leuten aus Lunel sei das kein Thema. „Die sind alle tolerant“, sagt er. Denis ist hingegen nicht gut zu sprechen auf seine Nachbarn mit Einwanderungshintergrund, die in den kleinen, schmalen und oftmals baufälligen Häusern der Altstadt zu Hause sind. „Hier ist alles fest in arabischer Hand“, sagt der Restaurantbesitzer. „Aber wir dürfen uns nicht beschweren, die Leute wollten alle ein Haus mit Garten, Garage und Schwimmbad und haben die Altstadt verlassen. Und das haben wir nun davon“, sagt er.

Tatsächlich stehen an den Briefkästen der Häuser, die sich eng aneinanderschmiegen, fast nur arabische Namen. Vor einigen Fenstern hängen Wäschestücke zum Trocknen in der Sonne. Aus einem Haus klingt orientalische Musik. Eine verschleierte Frau kommt mit einer großen Einkaufstasche vorüber. Die meisten Ladenlokale sind geschlossen, davor hängen Schilder „Zu verkaufen“ oder „Zu vermieten“. Nur ein arabischer Krämerladen ist geöffnet.

Der Vordenker der neuen Rechten, Renaud Camus, hat in Lunel seine Theorie des „großen Bevölkerungsaustauschs“ („Le grand remplacement“) entwickelt, die seither von Politikern wie Marine Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan und Christian Estrosi popularisiert worden ist. „Ich wusste, dass die Bevölkerung in Frankreich sich sehr verändert hat, ich kannte, was schamhaft als Problem der Banlieue bezeichnet wird“, sagte Camus bei einem Vortrag in Lunel. Aber erst in Lunel sei ihm die tiefgreifende Bedeutung des Bevölkerungswandels bewusst geworden. „Auf den Stufen der sehr alten Häuser, entlang der sehr alten Gassen erschien mir eine Bevölkerung . . . die einem anderen Volk, einer anderen Kultur, einer anderen Geschichte angehört“, so Camus. In den Medien aber, von den Politikern werde tagtäglich vorgegaukelt, diese Veränderung gebe es nicht. Die französische Kultur mit ihren jüdisch-christlichen Wurzeln sei dabei, von einer anderen verdrängt zu werden.

„Lunel fasziniert rechtsextreme Denker seit langem“, sagt Caroline Froehlig. Sie leitet die Lokalredaktion der Zeitung „Midi Libre“ und sagt, die Stadt sei ein Musterbeispiel für das von Geographen beschriebene Phänomen einer Verödung der Innenstädte, von der insbesondere kleinere Ortschaften im Süden Frankreichs betroffen seien. Die Geschäfte im Stadtkern verkümmerten und seien durch moderne Einkaufszentren am Stadtrand ersetzt worden. Mit den Geschäften verschwänden auch die letzten bürgerlichen Bewohner aus der Innenstadt. Der Front National habe von dieser Entwicklung profitiert. „Der FN ist de facto die stärkste politische Kraft in Lunel“, sagt Froehlig.

FN-Stadtratsmitglied Julia Plane hat bekundet, dass sie vom islamistischen Netzwerk in ihrer Stadt nicht überrascht gewesen sei. „Die Stadt hat nur den sozialen Frieden gekauft, indem sie die Moschee bauen ließ“, sagte sie und verlangte bessere Sicherheitsvorkehrungen. Nun hat Bürgermeister Arnaud die städtische Polizei verstärkt und lässt Jugendbetreuer ausbilden, die sich mit den Anwerbemethoden der Dschihad-Netzwerke auskennen.

### **Erschreckend hohe Jugendkriminalitäts-Rate**

Jean-Pierre Berthet wohnt in Lunel, aber wirkt alltags als Richter am Strafgericht im 25 Kilometer entfernten Montpellier. „Jede Woche habe ich im Schnitt einen jungen Straftäter aus Lunel, der sich vor Gericht verantworten muss“, berichtet Berthet. Körperverletzung, Diebstahl, Fahrten ohne Führerschein, Raubüberfall, Verstoß gegen das Betäubungsmittelgesetz - die Liste der Straftaten sei lang. Die meisten der jungen Straftäter aus Lunel landeten irgendwann im Gefängnis. Berthet sagt, für eine kleine Stadt wie Lunel sei die Jugendkriminalitäts-Rate erschreckend hoch.

Der stellvertretende Bürgermeister Pierre Soujol spricht von einer allgemeinen Verarmung. Nur 43 Prozent der Bewohner zahlen Lohnsteuer. 35 Prozent der Haushalte leben von weniger als tausend Euro im Monat. Innenminister Bernard Cazeneuve hat bei seinem jüngsten Besuch in Lunel versprochen, dass der Staat „mehrere Millionen Euro“ in die Renovierung der Altstadt von Lunel investieren werde. Doch seither ist das Rathaus ohne Neuigkeiten aus Paris. Dabei will der Bürgermeister verstärkt auf den Tourismus als neue Erwerbsquelle setzen.

Das Fremdenverkehrsbüro liegt in der bereits renovierten Vorzeigzone der Altstadt, unweit der Markthalle im Belle-Epoque-Stil, aus der es nach Kräutern und frischem Obst duftet. „Die Empörung über die Islamisten hat nicht nur geschadet. Ich finde, wir sind uns alle näher gerückt und halten zusammen, um den Ruf Lunels zu verteidigen“, sagt Astrid Cristino. Die gebürtige Düsseldorferin arbeitet im Fremdenverkehrsbüro und berät Urlauber aus dem deutschsprachigen Raum. „Lunel hat großes touristisches Potential“, sagt Cristino. Von den Islamisten habe niemand etwas gemerkt. „Sie waren ja keine Gefahr für die Bevölkerung, sie lebten abgeschottet unter sich.“ Auch Linda Escobar glaubt, dass Lunels Zukunft im Tourismus liegt. Die junge Frau verkauft feine Schokolade und selbstgemachte Marmelade aus den Früchten der Region in einer kleinen Boutique gleich an der Kirche. Die „Fee der Früchte“ nennt sie sich und findet, den zwei Dutzend Islamisten werde zu viel Aufmerksamkeit geschenkt. „Ich wünsche mir nur, dass sie bleiben, wo sie sind, und nicht zurückkehren. Lunel hat schon genug unter ihnen gelitten“, sagt Escobar.

121,27

## Why Syriza Will Blink

Anatole Kaletsky

Anatole Kaletsky is Chief Economist and Co-Chairman of Gavekal Dragonomics and Chairman of the Institute for New Economic Thinking. A former columnist at the *Times of London*, the *International New York Times* and the *Financial Times*, he is the author of *Capitalism 4.0, The Birth of a New Economy*, which anticipated many of the post-crisis transformations of the global economy. His 1985 book, *Costs of Default*, became an influential primer for Latin American and Asian governments negotiating debt defaults and restructurings with banks and the IMF.

LONDON – Once again, Greece seems to have slipped the financial noose. By drawing on its holdings in an International Monetary Fund reserve account, it was able to repay €750 million (\$851 million) – ironically to the IMF itself – just as the payment was falling due.

This brinkmanship is no accident. Since coming to power in January, the Greek government, led by Prime Minister Alexis Tsipras's Syriza party, has believed that the threat of default – and thus of a financial crisis that might break up the euro – provides negotiating leverage to offset Greece's lack of economic and political power. Months later, Tsipras and his finance minister, [Yanis Varoufakis](#), an academic expert in game theory, still seem committed to this view, despite the lack of any evidence to support it.

But their calculation is based on a false premise. Tsipras and Varoufakis assume that a default would force Europe to choose between just two alternatives: expel Greece from the eurozone or offer it unconditional debt relief. But the European authorities have a third option in the event of a Greek default. Instead of forcing a "Grexit," the EU could trap Greece *inside* the eurozone and starve it of money, then simply sit back and watch the Tsipras government's domestic political support collapse.

Such a siege strategy – waiting for Greece to run out of the money it needs to maintain the normal functions of government – now looks like the EU's most promising technique to break Greek resistance. It is likely to work because the Greek government finds it increasingly difficult to scrape together enough money to pay wages and pensions at the end of each month.

To do so, Varoufakis has been resorting to increasingly [desperate measures](#), such as seizing the cash in municipal and hospital bank accounts. The implication is that tax collections have been so badly hit by the economic chaos since January's election that government revenues are no longer sufficient to cover day-to-day costs. If this is true – nobody can say for sure because of the unreliability of Greek financial statistics (another of the EU authorities' complaints) – the Greek government's negotiating strategy is doomed.

The Tsipras-Varoufakis strategy assumed that Greece could credibly threaten to default, because the government, if forced to follow through, would still have more than enough money to pay for wages, pensions, and public services. That was a reasonable assumption back in January. The government had budgeted for a large primary surplus (which excludes interest payments), which was projected at 4% of GDP.

If Greece had defaulted in January, this primary surplus could (in theory) have been redirected from interest payments to finance the higher wages, pensions, and public spending that Syriza had promised in its election campaign. Given this possibility, Varoufakis may have believed that he was making other EU finance ministers a generous offer by proposing to cut the primary surplus from 4% to 1% of GDP, rather than all the way to zero. If the EU refused, his implied threat was simply to stop paying interest and make the entire primary surplus available for extra public spending.

But what if the primary surplus – the Greek government's trump card in its confrontational negotiating strategy – has now disappeared? In that case, the threat of default is no longer credible. With the primary surplus gone, a default would no longer permit Tsipras to fulfill Syriza's campaign promises; on the contrary, it would imply even bigger cutbacks in wages, pensions, and public spending than the "troika" – the European Commission, the European Central Bank, and the IMF – is now demanding.

For the EU authorities, by contrast, a Greek default would now be [much less problematic](#) than previously assumed. They no longer need to deter a default by threatening Greece with expulsion from the euro. Instead, the EU can now rely on the Greek government itself to punish its people by failing to pay wages and pensions and honor bank guarantees.

Tsipras and Varoufakis should have seen this coming, because the same thing happened two years ago, when Cyprus, in the throes of a banking crisis, attempted to defy the EU. The Cyprus experience suggests that, with the credibility of the government's default threat in tatters, the EU is likely to force Greece to stay in the euro and put it through an American-style municipal bankruptcy, like that of Detroit.

The legal and political mechanisms for treating Greece like a municipal bankruptcy are clear. The European treaties state unequivocally that euro membership is irreversible unless a country decides to exit not just from the single currency but from the entire EU. That is also the political message that EU governments want to instill in their own citizens and financial investors.

If Greece defaults, the EU will be legally justified and politically motivated to insist that the euro remains its only legal tender. Even if the Greek government decides to pay wages and pensions by printing its own IOUs or "new drachmas," the European Court of Justice will rule that all domestic debts and bank deposits must be repaid in euros. That, in turn, will force a default against Greek citizens, as well as foreign creditors, because the government will be unable to honor the euro value of insured deposits in Greek banks.

So a Greek default within the euro, far from allowing Syriza to honor its election promises, would inflict even greater austerity on Greek voters than they endured under the troika program. At that point, the government's collapse would become inevitable. Instead of Greece exiting the eurozone, Syriza would exit the Greek government. As soon as Tsipras realizes that the rules of the game between Greece and Europe have changed, his capitulation will be just a matter of time.

## Europe's Not Out of Bizarro World Yet

The recent blip into positive territory by bond yields is a short-term effect of QE. Negative interest rates could still make a comeback.

By FRANCK DIXMIER

May 17, 2015 2:24 p.m. ET

Fans of the Superman comics will be familiar with Bizarro World. Home to the supervillain Bizarro, the antithesis of Superman, it is a planet where circumstances run contrary to conventional wisdom. In one episode, a salesman does a roaring business selling Bizarro bonds -- "Guaranteed to lose money for you" -- not unlike the strange phenomenon of Europe's negative interest rates.

European Central Bank President Mario Draghi catapulted us into this unprecedented situation last June when he set negative interest rates for money held at the ECB. Fuelled by quantitative easing, by late April this year more than one-third of the eurozone's 7.34 trillion euros (\$8.36 trillion) government-bond market was in negative territory. Investors had to pay Germany and France for the privilege of lending money to them.

The torrid sell-off since then has pushed yields back into positive territory and left many wondering if the absurdities of Bizarro World are abating, either temporarily or permanently. Yields on Germany's 10-year Bund, a proxy for the wider European market, jumped to just under 0.74% last week, up from a record low of 0.05% in April.

Still, around a quarter of eurozone government bonds remain in negative yield. It would be a mistake to consider the recent spikes as anything other than a finite and technically driven correction. We are certainly not on the cusp of a crash that will end the 20-year bull run in bonds or even allow long-term yields to correlate more closely again with economic fundamentals.

On the contrary, markets are feeling the short-term effects of the unwinding of trades that were designed to profit from the ECB's sovereign-bond purchase program -- or quantitative easing (QE) -- after disappointing U.S. growth combined with better-than-expected news on the eurozone economy. In the first few months of QE, investors were buying longer-dated bonds of 10 years or more in core eurozone countries because yields were falling and prices were rising. Now, the sharp and sudden sell-off has erased weeks of price gains on this paper, prompting investors to look for buying opportunities elsewhere.

It is hard to predict exactly how long the volatility will run, but yields could well be heading back toward historic lows by July. At that point, eurozone government bonds due to be repaid will outstrip new issuance for the month by 120 billion euros.

The danger is that such dramatic drops in yield will become self-reinforcing and damaging to the financial system. The ECB also applies negative interest rates on the money it keeps on behalf of commercial banks, in effect charging banks for holding their reserves. This is a double whammy at a time when regulators are imposing tighter capital requirements on banks with the intention of avoiding another financial crisis.

Banks are responding in part by buying safe, liquid assets such as highly rated government debt. Because such assets are in chronic short supply, banks are forced to bid prices higher, driving yields ever lower and beginning the cycle again. The irony is that this bond bubble means that these assets, normally perceived as extremely safe, have become riskier as their values are increasingly prone to a correction.

The ECB is also highly unlikely to taper its quantitative-easing program ahead of schedule, despite recent discussion about such a move in some quarters. The scale and duration of the central bank's bond-buying plan -- 60 billion euros a month until September 2016 -- is another solid reason why eurozone fixed-income markets are far from done with their Bizarro behavior. The ECB has become another major buyer on the market, bidding up bond prices in an effort to meet its QE target.

The obvious solution for institutional investors is to put their money into other assets. Against a recurring backdrop of vanishing yields, for example, it may be advisable to rebalance portfolios toward higher-yielding bonds, such as debt issued by smaller eurozone members or high-yield corporate credit. Quantitative easing is intended in part to encourage precisely this kind of investment behavior, which ultimately eases funding conditions for corporations and theoretically boosts investment and growth as a result.

Yet liability-driven investors -- those who invest in order to earn enough of a return to pay future obligations, such as insurers -- which own more than 20% of euro-denominated government debt, continue to bid up bond prices because they are obliged to do so by regulators. An unintended consequence of the Solvency II regulatory regime targeted at shoring up insurers has been to entice companies into so-called safe havens to match the increasing duration of their liabilities amid falling yields.

The strange conventions of this Bizarro World will start to abate permanently when global economies and markets return to more familiar patterns. This will require the eurozone to deliver on expectations of a more robust recovery, and a gradual and measured normalization of U.S. monetary policy by the U.S. Federal Reserve. Only then can markets start pricing risk in a traditional manner. Until then, policy makers face the challenge of how to deflate the Bizarro asset-price bubble in the bond market in an orderly way.

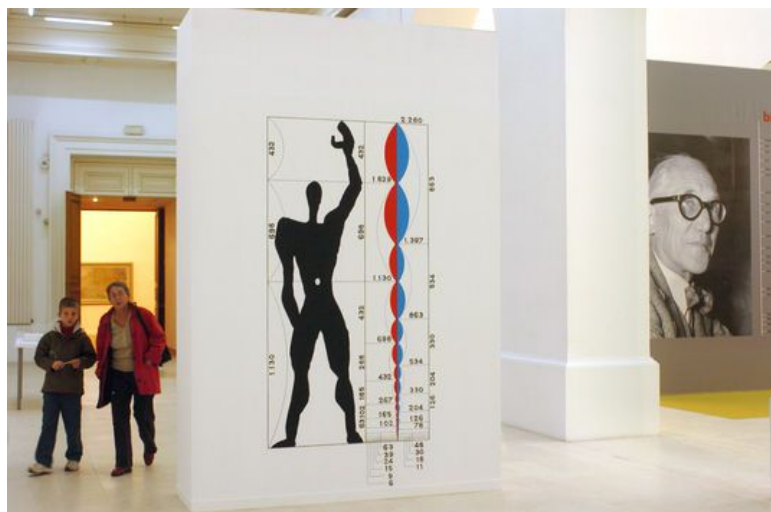
---

Mr. Dixmier is chief investment officer of fixed income for Europe at Allianz Global Investors.

121,30

## Le fascisme architectural de Le Corbusier

LE MONDE | 14.05.2015 à 11h21 • Mis à jour le 17.05.2015 à 17h07



Par **Marc Perelman**, professeur d'esthétique à l'université de Nanterre

Ce n'est plus une rumeur, c'est désormais un fait avéré. Le Corbusier a participé, dès les années 1920 jusqu'au milieu des années 1940, à une série de publications d'extrême droite, fascisantes et fascistes, la plupart antisémites, parfois racistes, toujours antiparlementaires, ultranationalistes, ferraillant contre la démocratie, regimbant contre la soi-disant dégénérescence de la race...

Ces vérités que trois ouvrages récemment parus viennent de révéler – la Fondation Le Corbusier et l'exposition « [Le Corbusier. Mesures de l'homme](#) » au Centre Pompidou à Paris, osent encore les dissimuler – ont déclenché une puissante onde de vives polémiques qui ne sont pas prêtes de s'apaiser (*Le Corbusier, un fascisme français*, Xavier de Jarcy, Albin Michel, 288 pages, 19 euros ; *Un Corbusier*, François Chaslin, Seuil, 517 pages, 24 euros ; *Le Corbusier, Une froide vision du monde*, Marc Perelman, Michalon, 255 pages, 19 euros).

Les institutions ont réagi avec courroux et même mépris ; les individus qui se sentaient atteints ont souvent surréagi avec un certain dédain mâtiné de quelque inquiétude. La démythification d'un leader idéologique, la mise à nu du chef ébranlent toujours fortement, mortifiant les épigones. C'est le cas aujourd'hui avec Le Corbusier : des idées nauséabondes mais un humaniste, un poète, un visionnaire voulant le bonheur des hommes ; comme ce fut le cas avec Coubertin : un raciste et un apôtre du colonialisme mais réinventant magnifiquement les Jeux olympiques ; et avec Heidegger : un nazi mais un immense philosophe...

Les procédés rhétoriques employés par les sectateurs de leur « Maître » ont directement à voir avec le concept de fausse conscience et se présentent dans les termes suivants : l'omission, le maquillage, la minimisation ou l'oubli (principalement par le refoulement des positions politiques de Le Corbusier qui n'auraient bien sûr rien à voir avec son génie créateur) ; le déni (par la déformation ou la dérision des propos critiques) ; la justification (le contexte de l'époque est toujours difficile et complexe sinon insupportable, la crise est là, incontournable).

### Culture de l'excuse

On retrouve ces procédés rhétoriques chez Paul Chemetov ([Le Monde, 30 avril 2015](#)). Tout d'abord, il nie : « *Le Corbusier n'est pas un fasciste* » ; puis, « *c'est l'époque qui voulait cela, le contexte était compliqué* », enfin il se libère : « *A cette époque, tous les architectes étaient vichystes.* » Chaque

moment du raisonnement ignore le précédent ; l'univers de ce raisonnement n'appartient donc pas au monde de la dialectique ; c'est l'univers de la mauvaise abstraction.

Avec Paul Chemetov, on atteint même presque la divagation lorsqu'il assimile Sartre et Camus d'un côté à Le Corbusier de l'autre, simplement parce que tous les trois ont écrit pendant la seconde guerre mondiale. L'architecte oublie que ni Sartre ni Camus n'ont rédigé de propos antisémites, qu'ils ne se sont pas précipités à Vichy, qu'ils n'ont pas léché les bottes maréchalistes.

L'exposition et le catalogue « Le Corbusier. Mesures de l'homme » auraient dû être une réussite et le lieu d'un débat public. Ils ne le sont pas. Non pas sur le plan de la mise en scène et de leur facture où les moyens sont importants mais, si l'on va à l'essentiel, sur la mise entre parenthèses du contexte politique dans lequel, et bien sûr par lequel Le Corbusier a pensé, projeté, construit, défendu ses propres œuvres.

Comment en effet présenter une telle quantité d'objets en les sortant du cadre politique d'où ils ont émergé ? Comment oublier l'arrière-fond politique de l'entre-deux-guerres ? Une vraie gageure. A moins que les commissaires aient à ce point humé l'air actuel qu'ils mettent sciemment en œuvre une exposition et un catalogue décontextualisés de toute histoire, sans aucun lien avec les forces sociopolitiques de l'époque, sans aucune référence aux positions idéologiques de l'architecte.

Or, l'esthétique de Le Corbusier a sa source dans les pires conceptions positivistes, réductrices, réactionnaires de son époque. La « psychophysique » de Gustav Fechner, que Le Corbusier reprend à son compte et dont on nous rebat les oreilles, fut un courant philosophique critiqué même par Henri Bergson ! Toute mesure de la sensation se parant de scientificité est une imposture théorique.

### **Le « Modulator » au centre de l'œuvre**

Si le thème ou plutôt l'objet de l'exposition, en l'occurrence le corps, est en effet au cœur de l'architecture de Le Corbusier, le contresens est alors complet dans l'interprétation des deux commissaires également chargés du catalogue. Le corps est loin d'être célébré par Le Corbusier en tant que sphère de plaisir, de bien-être ou encore de ravissement, pour ne rien dire d'une possible libération émancipatrice. Il est tout au contraire l'objet d'une réduction à un ensemble de chiffres, sa transformation en un instrument de mesures et de proportions plaquées, un moyen de performance dans le sport.

Tout cela est profondément incrusté dans la corporéité pensée par l'architecte et selon une froide découpe du corps, une partition selon une approche mécaniste, voire une sorte de mysticisme biologique (le corps régénéré, la pureté, la nature humaine...). On peut alors affirmer que l'architecture et la ville de Le Corbusier ressortissent d'une « *prise sur le corps* », véritablement d'« *une politique de coercition qui est un travail sur le corps, une manipulation calculée de ses éléments, de ses gestes, de ses comportements* » ; car « *le corps ne devient force utile que s'il est à la fois corps productif et corps assujetti* » (Michel Foucault).

Si l'architecture et la ville n'ont de sens que par leurs racines corporelles, chez Le Corbusier le corps est figé par une essence humaine elle-même fixée à tout jamais sous le registre d'un invariant : le Modulator. Le Modulator – et ce n'est pas un hasard – est mis en œuvre en 1943. Cette silhouette humaine, ce corps musculeux et en partie réifié, cette cuirasse mécanique, voudrait correspondre à la construction d'un corps nouveau produisant un espace que Le Corbusier veut en rapport étroit avec des proportions définitives établies abstraitement à partir de dimensions de corps pourtant si différents les uns des autres. Le Modulator est avant tout un outil de mesure qui, incarné dans l'homme, ajuste l'espace environnant au plus près de sa chair. Il impose sur un corps supposé universel des normes géométriques insensées pour fabriquer, dans les termes de l'architecte, « *des êtres construits, des biologies cimentées* ».

Si bien que spatialement, la cellule d'habitation, l'Unité d'habitation, la ville elle-même, sont conçues à partir d'un corps « *modularisé* » supposé déployer une dynamique spatiale originale. A l'inverse, les corps sont entre leurs quatre murs, compressés par des volumes savamment étroits mais encore acceptables, maintenus dans les rues intérieures pourvues de multiples commerces, retenus dans des lieux de loisirs et de détente sportifs collés aux barres et gratte-ciel de « la Cité radieuse ». Car il s'agit d'« *aménager les logis capables de contenir les habitants des villes, capables surtout de les retenir* » comme le précise l'architecte.

Les « *Unités d'habitation de grandeur conforme* », comme les définit avec tant de poésie Le Corbusier, sont avant tout d'immenses enveloppes de béton brut, suspendues au-dessus du sol grâce à des piliers impressionnants, monumentaux, écrasants. Elles exercent une pression totale sur le corps, puisque les habitants ne doivent pas s'en évader sauf pour circuler (l'une des quatre fonctions de l'urbanisme parmi les trois autres : travailler, habiter, se récréer).

### **Unité d'habitation, le sport comme prison**

Et quand les habitants quittent leur Unité d'habitation, ils se retrouvent non pas dans un espace naturel mais directement sur d'immenses terrains de sport, eux aussi géométrisés, qui captent toute leur énergie encore libre pour la convertir en gestes et mouvements sportivisés perdant toute spontanéité, tournant à l'automate. Car « *si l'on ne veut pas biaiser avec les réalités pressantes, il faut aménager le sport au pied des maisons. (...) La cellule humaine doit donc être prolongée par les services communs, et le sport devient l'une des manifestations domestiques quotidiennes* », ne cesse de répéter l'architecte.

Le sport est aussi présent à l'intérieur de l'Unité d'habitation sous la forme de salles de gymnastique. Le sport est donc partout. Le stade, son équipement historique par excellence, est même déjà pour Le Corbusier une forme dépassée du spectacle avec, d'un côté, les athlètes actifs et, de l'autre, les spectateurs passifs.

Pour l'avenir, c'est toute la ville radieuse qui doit se faire stade, mettre en mouvement les masses par une autoadhésion quasi automatique. On est très loin du corps plaisir, de l'émancipation corporelle et plutôt dans le corps cadennassé, écrasé, réduit à des petits points, presque enrégimenté dans une ville de béton et de verre unidimensionnelle et uniforme.

Les thèses de Le Corbusier sur le corps ne correspondent en rien à un quelconque humanisme, à une libre disposition et propriété de ses mouvements et de ses gestes dans un espace ouvert et de la plus grande plasticité. Son architecture et son urbanisme (le plan Voisin) sont à l'inverse une organisation carcérale qui, dépassant le sociologique et le politique, crée un corps unique saisi par la technologie du bâtiment moderne, un corps machine dans une vaste « machine à habiter », une pâte malléable entre les mains de l'architecte démiurge et fasciste.

J'insiste sur le caractère fasciste du corps pensé par Le Corbusier. Car le fascisme et le nazisme, comme le stakhanovisme stalinien ou le puritanisme néostalinien, reposent sur une corporéité de masse assez proche. Le corps est appréhendé comme un bloc de muscles, une forme viriloïde, une armure sportive prête à s'engager dans des rapports sociaux violents. Le Corbusier reprend et intègre toutes ces caractéristiques.

### **Fusion métabolique**

Dès lors, la condition même d'existence des individus est liée à la soumission de leurs corps sous le régime de la tyrannie de la cellule carcérale elle-même encastrée dans une grosse boîte qui devait d'ailleurs se répéter sur des kilomètres. « (...) *l'homme – le bonhomme à deux pattes, une tête et un cœur – soit une fourmi ou une abeille asservie à la loi de se loger dans une boîte, une case, derrière une fenêtre ; vous implorez une totale liberté, une totale fantaisie, selon lesquelles chacun agirait à sa guise, entraîné par un lyrisme créatif dans des sentiers toujours nouveaux, jamais battus, individuels, divers, inattendus, impromptus, innombrablement fantaisistes. Eh bien, non, la preuve vous est donnée ici*



*qu'un homme se tient dans une boîte qui est sa chambre ; et une fenêtre ouvre sur le dehors. C'est une loi de biologie humaine cela ; la case carrée, la chambre, c'est la propre et utile création humaine. »*

L'architecture et plus largement la ville de Le Corbusier imposent un ordre corporel rigide, une conversion des libres pulsions, une nouvelle alchimie politique des corps sous le régime d'un ancrage biologique sinistre. La vraie puissance de l'architecture et de la ville de Le Corbusier tient à leur qualité exhibitionniste, spectaculaire grâce à l'utilisation du matériau brut, le béton parfois recouvert des couleurs primaires, à la perfection des lignes droites, à la mise en avant d'une immense technologie machiniste collective, à l'osmose des corps et de la machine urbaine dont ils sont les rouages. Chez Le Corbusier, la grande ville « *est, dans la biologie du pays, l'organe capital, d'elle dépend l'organisation nationale, et les organisations nationales font l'organisation internationale. La grande ville, c'est le cœur, centre agissant du système cardiaque ; c'est le cerveau, centre dirigeant du système nerveux (...) »*.

La biologie participe ainsi du fantasme d'une osmose réussie entre le corps de l'individu et la ville, voire une fusion métabolique. Le corps disparaît. Du point de vue esthétique, les mouvements artistiques comme, par exemple, l'expressionnisme et le surréalisme, que d'ailleurs Le Corbusier exécutait, ont été des mises en accusation de la réalité établie et ont participé de l'évocation d'une image de la libération sociale.

Ces mouvements possédaient un degré d'autonomie en ce sens qu'ils ont été capables d'arracher l'art à la puissance de mystification de ce qui est donné, établi, et ont libéré l'art en lui assurant l'expression d'une vérité propre (transcendance, altérité, manifestations complexes du beau). L'esthétique de Le Corbusier participe au contraire du redoublement de la réalité sous des formes simplifiées qui fascinent parce qu'elles font système : les cinq points de l'architecture nouvelle, les quatre fonctions de l'urbanisme.

**Marc Perelman** est l'auteur de *Le Corbusier. Une froide vision du monde*, Michalon, 255 p., 19 €

121,34

## Leading German Keynesian Economist Calls For Cash Ban

Submitted by [Tyler Durden](#) on 05/17/2015 13:15 -0400

It's official: the world has gone central-planner crazy.

Monetary policy, whether in the form of "conventional" methods such as the micromanagement of policy rates or so-called "unconventional" measures such as QE, has proven utterly ineffective when it comes to both "smoothing out" the business cycle and reigniting economic growth in the wake of severe downturns. If anything, recent history has shown the exact opposite to be true. That is, the Fed helped to engineer the housing bubble and has now succeeded in inflating a similar bubble in stocks and fixed income. Meanwhile, the Japanese experience with QE has plunged the country into what we have affectionately dubbed "[The Kuroda Zone](#)", wherein the BoJ has [cornered](#) both the stock and bond markets while failing to promote wage growth or meaningfully raise inflation expectations. In China, the PBoC has taken to cutting policy rates at the first sign of weakness in the [stock market](#), helping to sustain what will perhaps go down in history as the second coming of the tulip bulb mania, while the ECB has taken the insane step of adopting a trillion euro bond buying program while simultaneously demanding fiscal discipline, meaning the central bank's bond monetization efforts are set against a backdrop of meager supply.

In sum, the collective actions of the world's most influential central banks have done wonders when it comes to inflating asset bubbles but have done very little to revive robust economic growth. In fact, far from smoothing out the business cycle and resuscitating DM demand, post-crisis monetary policy has actually had the exact opposite effect: it has set the stage for an even more spectacular collapse while simultaneously creating a worldwide [deflationary supply glut](#).

At this stage, a sane person might be tempted to call it a day on the monetary experiments, especially considering that at this point, the limits have been reached. That is, there are literally [no more assets to buy](#) and rates have hit the effective lower bound where rational actors will eschew bank deposits in favor of the mattress. But not so fast, say folks like Citi's [Willem Buiter](#) and economist Ken Rogoff: the world could always ban cash because if you eliminate physical currency and force people to use a debit card linked to a government controlled bank account for all transactions, you can effectively centrally plan everything. Consumers not spending? No problem. Just tax their excess account balance. Economy overheating? Again, no problem. Raise the interest paid on account holdings to encourage people to stop spending. So with Citi, Harvard, and [Denmark](#) all onboard, we bring you the latest call for a cashless society, this time from German economist and member of the German Council Of Economic Experts Peter Bofinger.

Via [Spiegel](#) (Google translated):

**Coins and bills are obsolete and only reduce the influence of central banks.** *This position represents the economy Peter Bofinger. The federal government should stand up for the abolition of cash, he calls in the mirror...*

**The economy Peter Bofinger campaigns for the abolition of cash. "With today's technical possibilities coins and notes are in fact an anachronism," Bofinger told SPIEGEL.**

*If these away, the markets for undeclared work and drugs could be dried out. In addition, **it would have the central banks easier to enforce its monetary policy.** The teaching in Würzburg economics professor called on the federal government to promote at the international level for the abolition of cash. "That would certainly be a good topic for the agenda of the G-7 summit in Elmau," he said. (Click here to read the full interview in the new mirror .)*

*Even the former US Treasury Secretary Larry Summers and economist pleaded for an end to the already cash . Likewise, the US economist Kenneth Rogoff . He also argued that the interest rates of central banks have less clout when banks or consumer credit rather than hoard cash.*

*Critics warn, however , **such debates would only distract from the real problems of the current monetary policy.***

Yes, the "real problems" with current monetary policy. Like the fact that *by design* [it can't possibly work](#)(but it can and will push stocks to unprecedented highs). Paging [Mr. Weidmann](#), your countrymen are going Keynesian crazy.

## Bundesbank Blasts Draghi For Breaking Bailout Taboo

Submitted by [Tyler Durden](#) on 05/14/2015 12:52 -0400

Earlier today, [we noted](#) that Germany (or at least the Finance Ministry) has thrown its support behind a Greek referendum on euro membership. The idea is that if Greeks vote to remain in the currency bloc, they are essentially also voting to accept that their lifestyles are about to get a lot more austere in exchange for Germany's willingness to help the country avert an outright economic collapse. We also highlighted Russia's politically-motivated move to convince Greece to join the BRICS bank before closing with a recap of Yanis Varoufakis' latest speech to parliament in which the increasingly unhinged FinMin suggested Greece's debt to the ECB should be wrapped up and "sent overnight into the distant future," before claiming that the idea of a debt swap "filled Mario Darghi's soul with fear" because the ECB chief is terrified of the Bundesbank.

**The comedic value of Varoufakis' latest tirade aside, there's certainly some truth to the suggestion that the German central bank and its head Jens Weidmann are skeptical of PSPP and deeply concerned that the ELA lifeline keeping the Greek banking sector afloat amounts to the monetary financing of the Greek government (because after all, when Greek banks use ECB loans to keep the Greek treasury afloat, it's difficult to explain how that doesn't amount to the central bank financing the Greek government).**

Apparently at his wits' end with a world consumed by monetary madness, Weidmann let his feelings be known on Thursday not only about the ECB's support of the Greek banking sector via ELA, but about QE in general. [Reuters has more:](#)

***The head of Germany's Bundesbank ripped into the European Central Bank on Thursday, saying emergency funding for Greek banks broke the taboo of financing governments and it was not up to central banks to decide who was or wasn't in the euro zone.***

*Jens Weidmann also said it was questionable whether money printing by the ECB to boost the euro zone economy and halt deflation was necessary...*

***"Given the ban on monetary financing of states, I don't think it's ok that banks which don't have access to the markets are being granted loans which then finance the bonds of their government, which doesn't have access to the markets itself,"Weidmann told German newspaper Handelsblatt according to advance extracts of an interview to be published on Friday.***

*Asked whether he would be prepared to stop emergency funding to Greek banks and therefore force Athens out of the euro zone, **Weidmann said central banks were not responsible for "the make-up of the euro zone or granting aid payments".***

*Weidmann also hit out at the ECB's bond-buying scheme known as quantitative easing (QE), saying: **"The question remains whether the QE programme was really necessary given our primary aim of price stability and how we should assess the risks and side-effects that inevitably come with such a scheme."***

***He said QE made Eurosystem central banks the biggest creditor of governments and monetary and fiscal policy were becoming increasingly interconnected.***

***"That can increase the political pressure on central banks when it comes to future monetary policy decisions, especially as member states' drive to reform is also being weakened."***

**Weidmann has for some time been the lone voice of reason among EU officials (with the exception of the incorrigible Herr Schaeuble) and he is of course entirely correct in his assessment because ELA is indeed akin to the monetary financing of governments and of course when it comes to the "risks and side-effects" of QE "schemes", no one knows better than Weidmann as he is being forced, on a monthly basis, to break the market for the debt issued by his own government by commandeering all bunds yielding better than -0.20% and hoarding them on the Bundesbank's balance sheet.**

121,36

Britain and Europe

## Sweat the big stuff

# Winning a referendum to keep Britain in Europe should be the start of reform, not the end

May 16th 2015 | [From the print edition](#)



ALMOST two and a half years ago Britain's prime minister, David Cameron, sought to pacify Tory Eurosceptics and keep the insurgent UK Independence Party at bay by promising an in-out referendum by the end of 2017 on membership of the European Union. It worked. The election on May 7th barely featured Britain's vexed relations with the EU. UKIP won a single seat; Mr Cameron an astonishing (if small) majority. Now the bill falls due.

The referendum is winnable. Over the next year or so Mr Cameron and his chancellor, George Osborne, can probably extract enough from their partners to persuade Britons to vote to stay in. Yet that victory must be just a first step. The real agenda—the one that matters to Britain's prosperity and to the EU as a whole—will take longer to bear fruit. It will also demand a more sustained effort than Mr Cameron has so far shown.

As the economy and Scottish secession threatened to wreck Mr Cameron's first term, so Europe looms over his second. No issue riles his party like the EU, on which opinions range from sceptical to head-bangingly furious. If Britain votes to leave the union, it will also end up outside the European Economic Area, the world's largest trade bloc, which is governed by EU-set rules: a country which concludes that EU membership is an unreasonable infringement of its sovereignty would surely balk at taking orders from the club it has just voted to leave. Foreign investors would put their money elsewhere. Scotland might well vote to break away from the United Kingdom.

### Time to talk dindon

Much energy will be expended telling Mr Cameron how to win the referendum. Tactics change, but even now it makes little sense for him to wait until 2017. By then Britain's government may well be in a mid-term funk, and both France and Germany will be holding elections and less likely to give ground. Besides, a long period of uncertainty would be bad for business. The prime minister should also stop promising to amend the EU's treaties before 2017, as though this were a yardstick for measuring his seriousness: there is neither the time for that nor the willingness in Europe to enter into what would be an arduous procedure. He could limit himself to scoring some populist victories, such as limiting immigrants' access to welfare and making it clear that the EU's formal commitment to "ever-closer union" does not apply to Britain.

Yet, even if they sway a few voters, such changes are ultimately trivial. And the problem with trying to deal with populist gripes is that another one is always just around the corner. The Tory party has been plagued by divisions on Europe for decades. Partly because of that, Britain has recently failed to get the best deal for itself in Brussels. Mr Cameron should really be aiming beyond the referendum, to long-term reforms that would benefit the EU as well as its most irascible member.

That larger task entails work on three things. First is the single market. The bosses of Britain's successful services firms complain of obstructions on the continent. Only 37% of British services exports go to the EU, compared with 49% of goods exports; as the economy tilts towards services, the EU seems less worthwhile. Completing the single market in services will take longer than a year or two. But it is vital to set the direction of travel. Others expect Britain to lead on this and would welcome its efforts: Britain largely created the single market, back when it was seen not as too detached but as too influential.

In the same vein, Mr Cameron should back the efforts of Frans Timmermans, the vice-president of the European Commission, who is working to cut business regulations and transfer powers to national parliaments. By the time of the referendum, Mr Cameron ought to be able to claim some successes. If he continues after it, he could chalk up many more.

And all European leaders, Mr Cameron included, need to answer the question of how the EU will function now that most of its members, but not Britain and eight others, share a currency. Ways must be found to prevent caucusing—the stitch-up of negotiations in advance by euro-zone economies which have enough votes to force through decisions without the say of non-euro countries: a recipe for the EU's break-up. Europe's banking union shows that the euro zone can come up with institutions that do not threaten other countries. Now, before caucusing has begun, is the best time to find rules that prevent it.

Mr Cameron can get things done in Europe. His surprise election victory makes him seem stronger: at the least, other leaders know they must deal with this glossy Englishman and his referendum. It also makes him more resilient against domestic political attack (for a bit, anyway).

But his success also depends upon an inconvenient fact. More single market requires much more EU regulation. And Britain can only extend the market if it becomes a fully committed partner of the club rather than an absentee member.

[From the print edition: Leaders](#)

High flyers and sad failures

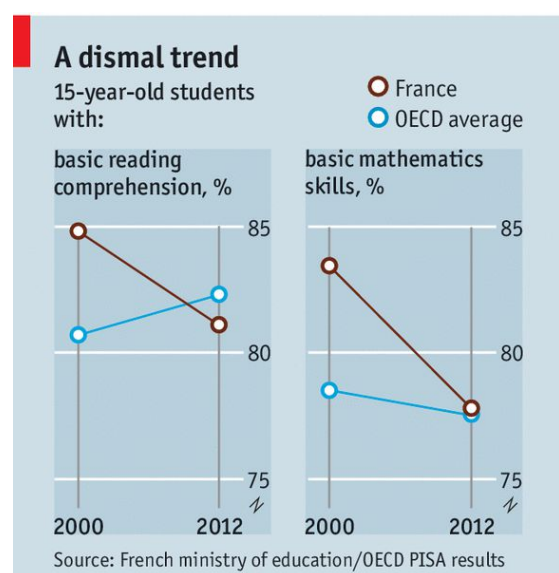
## A misguided effort to fix a school system that leaves too many losers behind

May 16th 2015 | PARIS | [From the print edition](#)

FRANCE is justly proud of some aspects of its education system. At prestigious public-sector high schools such as Henri IV, an ancient establishment in the centre of Paris, pupils emerge with rigorous, well-trained minds, thanks to a broad-based final exam, the *baccalauréat*. The country boasts five of the top 15 European business schools. Their high-flying graduates are snapped up by banks in New York and London. French tech engineers are in high demand with startups in San Francisco. **Yet, although it caters well to the top end of the ability range, French education is miserably failing the bottom.**

**Each year 122,000 pupils—17% of the total—leave school with no high-school diploma.** Last year the French army evaluated national levels of reading and comprehension during a compulsory day of military and civic service for 17-year-olds. **It found that one in ten attendees could not understand basic French. Such difficulties are concentrated in the outer-city banlieues, where family support is minimal and schools tend to get the least experienced teachers. But even the average is dropping.** According to **PISA**, an international comparison of education standards run by the OECD, a club mostly of rich countries, **French 15-year-olds' standards of written comprehension and mathematics have fallen since 2000.**

Early pre-school and primary school work well in France. **The weak link seems to be the first four years of secondary, known as collège.** This chunk of schooling, which is run with no selection for ability and along comprehensive lines, “does not today guarantee the acquisition of basic knowledge”, in the words of the education ministry. Which is why Najat Vallaud-Belkacem, the Socialist government’s education minister, recently unveiled an overhaul of collège, which she hopes will come into effect in September 2016.



Economist.com

Some elements are uncontroversial, such as **a plan finally to get digital technology and programming into classrooms, an area where France is woefully behind.** Others, such as the rumor that the history of Islam would replace that of other religions, have turned out to be false (in reality, Islam is already in the curriculum). **But some parts of the reform package are causing widespread revolt.**

**The first is a move to close specialist bilingual French-German classes and give much less emphasis to Latin and Greek.** Ms Vallaud-Belkacem says middle-class parents use the German-French classes, which cater to just 16% of pupils, as a proxy for selection to secure their children an elite education. **Critics, however, see a sacrifice of excellence on the altar of egalitarianism.** If these are rare examples of high performance in language teaching, why put an end to them? **The German government is alarmed.** Susanne Wasum-Rainer, the German ambassador to Paris, went to see Ms Vallaud-Belkacem over worries about the future of the teaching of German in France. Bruno Le Maire, a centre-right former Europe minister and a German-speaker, has organised a petition to abolish the reform; it has been signed by more than 230 deputies. Leftist intellectuals have deplored the dumbing down. **Even Jack Lang, a Socialist former education minister, said he was “shocked” by the relegation of Classics.**

In the face of this outcry, Ms Vallaud-Belkacem has retreated a bit. She has agreed that Latin should still be an option for pupils, though with fewer classroom hours. **And she claims that in theory just as many pupils could still learn German under the new scheme, since all pupils will henceforth learn two foreign languages—although nothing guarantees that German will be one of them.** The minister has been less accommodating so far over the second source of indignation. This is her plan to make teaching more “fun” and inter-disciplinary, to encourage more teamwork and to give teachers more freedom over how they do their job.

To the outsider, this sounds like common sense. Educationalists point out that the best global cases of improved school results, such as those in the Canadian province of Ontario, have been achieved when schools were given more autonomy. Finland, a high performer in PISA, makes much use of inter-disciplinary projects and teamwork in classrooms. **The old-fashioned, desks-in-a-row French approach is in many ways ill-suited to the changing nature of jobs in the knowledge economy.** It is a measure of how much is still dictated centrally that it is seen as radical to let teachers use 20% of weekly classroom time for the new ideas, and to decide themselves how to put them into practice.

**The debate has turned into an ideological battle.** Nicolas Sarkozy, the leader of the centre-right and a former president, has called the reforms “disastrous”. There has been much mockery of the idea that pupils will be building tree houses in the playground, or studying rap lyrics rather than Racine. **Some teachers consider the idea of cross-subject projects an assault on disciplinary purity, not to mention their preparation time.** The notion that anybody should worry that pupils are “bored” in class, as Ms Vallaud-Belkacem put it, is judged preposterously indulgent. **Teaching unions have called for a strike on May 19th.**

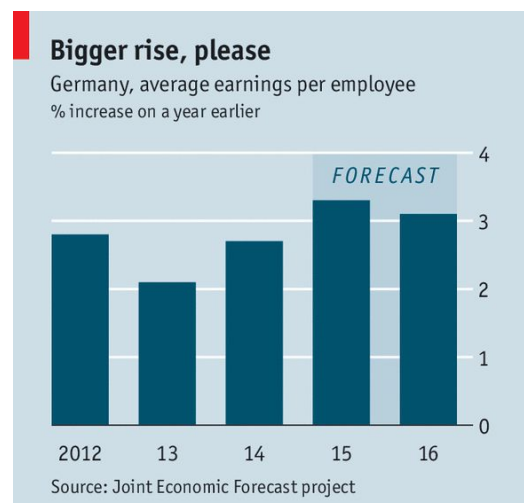
**The real difficulty is that ideological differences are getting in the way of a proper debate on how to improve school results and ensure that all pupils, including those in the peripheral banlieues, leave school with basic skills.** Too many questions are not even on the table, such as poor levels of pay in the teaching profession, head teachers’ lack of freedom to recruit their own staff, and the difficulty they face getting rid of poor teachers. **Greater autonomy ought to be part of the solution. But so far it seems to be judged a problem.**

## German wages

Misery with a silver lining

# When strikes are a sign of health

May 16th 2015 | BERLIN | [From the print edition](#)



Economist.com

COPING with strikes is a new experience for Germans. This week parents had nowhere to drop their kids because crèches were closed. Verdi, Germany's largest trade union in the service sector, called a stoppage to demand pay rises averaging 10% for pre-school teachers. People also had to wait longer for mail: once again thanks to Verdi, postal workers struck, seeking a 5.5% hike and shorter hours.

Disruptions were even worse the week before, when a train drivers' union halted service for six days. It was the union's eighth strike in ten months. Pupils were unable to travel to their college-entrance exams. New cars waited idly to be transported to buyers. And ordinary commuters turned into a miserable, cranky mass of humanity as they squeezed into buses or underground trains which were unaffected. This recalled the misery of last year, when the pilots' union struck, grounding thousands of Lufthansa flights.

**Such labor strife is rare in Germany, which is known for its orderly and consensual industrial relations. Indeed, a decade ago, employers and unions were so civil with each other that they agreed on years of wage restraint, just as workers in the southern euro zone were getting excessive rises. This made German goods competitive, but also led to the current-account surpluses that threw the euro zone and parts of the world economy out of whack. Restraining German wages amounted to an internal devaluation; it had the same export-boosting effect as would have been achieved by depressing the national currency if Germany still had one.**

Now a low unemployment rate (6.5% in April), rising domestic demand and inter-union competition are making workers bolder. But that is by no means all bad. **In some ways this new upward pressure is "exactly what is needed", says Hans-Werner Sinn of the Ifo Institute, a think-tank in Munich.** It marks a revaluation relative to crisis economies such as Greece, just as those countries are now deflating their prices and wages.

German wages per worker rose by 2.7% last year, faster than inflation. Germany's four leading economic think-tanks project vigorous real wage growth this year and next as well. Growth is fastest in booming sectors like construction.

**For poorly-paid jobs, a new minimum wage has helped.** And white-collar jobs are also paying more; a recent study of 12 developed economies by Robert Half, a human-resources firm in Munich, suggests that German professionals can expect the biggest raises this year. If they are lucky, they will be able to spend the money on flights and trains that run to schedule.

[From the print edition: Europe](#)

## Charlemagne

Small boats, choppy seas

**A plan to deal with the boat people is ambitious, but the outcome will be woefully inadequate**

May 16th 2015 | BRUSSELS | [From the print edition](#)



THE European Union faces an ocean of troubles, from the integrity of its currency to the security of its neighbourhood. Yet none presents as bewildering an array of difficulties as the movement of people. In under 10,000 words the European Commission's "agenda on migration," unveiled on May 13th, identifies war, poverty, globalisation, persecution and climate change as forces driving migration from outside the EU. And it touches on challenges like multilateral diplomacy, criminal networks, military intervention and the ageing of European societies. Next to lists like these, fixing Greece or Ukraine looks like a doddle.

So large is the conundrum over migrants, especially of boat-people in the Mediterranean, that the EU has done its best to forget about it. Until last month, that is, when it received a grisly reminder that they had not forgotten about Europe: in a few days more than 1,000 would-be migrants drowned off the Libyan coast. An emergency summit was convened amid the often-heard call that such tragedies could not be allowed to happen again. Yet leaders agreed on little beyond a commitment to spend more on border-surveillance missions, and a pledge to think about a military mission to capture or destroy smugglers' boats (for which a mandate from the UN Security Council is needed).

The strategy is more ambitious than leaders might have expected when they urged the commission to draw up "a more systemic and geographically comprehensive approach". It proposes a one-off pan-European scheme to resettle 20,000 refugees from third countries. It promises technical assistance to "front-line" countries like Italy, Malta and Greece (and warns that they will be punished if they nod through migrants making their way to the wealthier north). It also aims to improve the EU's dismal return rate (39%) for failed asylum-seekers.

Most controversially it calls for the relocation of most asylum-seekers who reach the EU, so that the burden of processing them may be more equally shouldered. The country-by-country allocation would be determined by a "distribution key", based on population, economic strength and refugees already present.

Taken together, suggests Frans Timmermans, the powerful Dutch commissioner who has overseen much of this work, the ideas should restore public trust in a broken system and, perhaps, open the door to more ambitious plans in future. Mr Timmermans is right that asylum policy across the EU is a mess. After a series of "harmonisations" most countries are supposed to apply similar criteria to asylum-seekers' claims. But Germany, for example, grants asylum to 94% of Syrians who apply; Greece just 60%.

Asylum is only part of the picture. Migrants seeking better economic prospects crowd onto boats as keenly as refugees from civil wars. If they get in, Europe often finds places for them, for, as the new strategy notes, Europe's migration policy is not equal to "the economic demands of a Europe in demographic decline." Even more than with asylum,



European countries make their own policies for economic migration. And set against the fiery anti-immigration politics of many European countries, the good intentions in Brussels can melt like icicles in the sun.

That explains why two huge questions loom over this week's strategy. The first is how governments will react; the proposals must be approved by EU leaders at a summit in late June. That will bring more than the usual squabbles. Eastern Europeans with little experience of housing and integrating refugees will hardly be placated by the small sums of money on offer. (Hungary is already kicking up a stink.) Denmark and others will complain about rewriting the EU's asylum rules. And Britain, despite an opt-out that means it need not accept a single refugee, is not keeping quiet. Big countries like Germany, France and Italy are behind the plan, which is an achievement. But the strategy released this week sets the bar deliberately high for governments; one way or another they will surely lower it.



Seeking safety: A flow diagram of asylum applications and rejections

The bigger problem is that, until the EU works out how to end war and poverty, no proposal can match the scale of the problem. Almost 180,000 tried the Mediterranean crossing last year. Many more entered Europe via other means, or overstayed visas. The sum of 20,000 refugees to be resettled looks impressive only if set against Europe's low ambitions. Only four countries will be asked to take more than 1,000 refugees. But millions are languishing in Turkish and Lebanese camps. If this plan is supposed to be an alternative to boats in the Mediterranean, it fails.

### Growing old disgracefully

With delicious timing this week the commission also published a sobering demographic forecast. By 2060, it said, the EU's population will be in absolute decline. There will be just two workers for every man or woman over 65, compared to four today. If Europeans want to continue to fund the generous health care and pensions they have awarded themselves, then in the absence of a hitherto concealed fondness for procreation they will have to attract more workers from abroad.

The ambitious young men and women who leave their homelands for better lives in Europe might be a good fit for countries facing long-term labour shortages. But that is a hard sell when wages are stagnant and unemployment high. Moreover, countries would prefer to pick their migrants rather than the other way around. On how to manage channels for legal migration, and open EU markets to help neighbours develop their economies, the commission proposes little that is new and leaders will agree to even less. They need to be far braver.

The commission deserves credit at least for acknowledging the scale of the problem. And EU leaders are now willing to talk about how they might tackle it collectively. That is progress, but of the mildest sort.

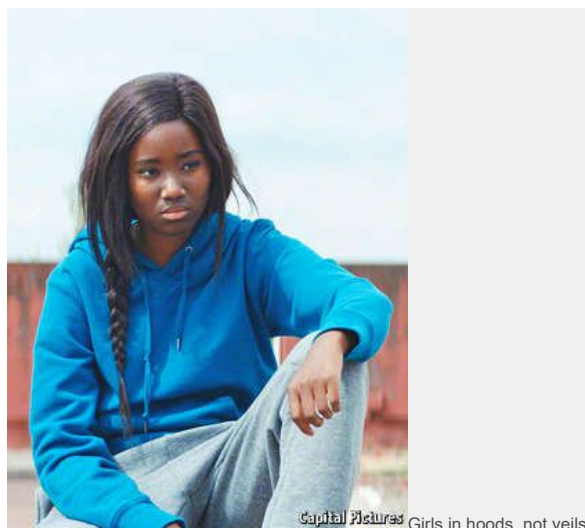
From the print edition: Europe

## French banlieue film

### Chronicles of the years of fire

#### A new film set in France's poor housing projects mines a rich seam

May 16th 2015 | PARIS | [From the print edition](#)



Capital Pictures Girls in hoods, not veils

TWENTY years ago, a raw angry film burst on to the big screen and into the French mind. "La Haine" (Hatred), written and directed by Mathieu Kassovitz when he was just 26, was a stylised black-and-white drama about youth, guns and police brutality that opened French eyes to the rage on the housing estates of the country's *banlieues*. Although nothing since has quite matched its dramatic power, "La Haine" opened the way for a generation of French film-makers, who have turned their backs on the elegant salons and leafy boulevards of Paris for the tense, angular vibrant world of the *banlieue*.

Even today, "La Haine" is worth watching again. Its haunting opening voice-over, relating a story about a man who falls from a skyscraper and tells himself as he plunges to the ground, "So far, so good; so far, so good," sets the movie up for its shocking end. It also acts as the film's central metaphor. The simmering rage of Saïd (of Arab origin), Vinz (a Jew) and Hubert (an African), three young drifters whose friend, Abdel, dies after being detained by the police, speaks for the multiracial *banlieues* as a whole: a peripheral place of exclusion and resentment that the rest of France ignores at its peril.

Mr Kassovitz's film, which won the prize for best director at the Cannes film festival and launched Vincent Cassel's acting career, was not the first film made about the French *banlieues*. Malik Chibane ("Hexagone", 1994) and Thomas Gilou ("Raï", 1995), for example, also set their movies in the harsh housing projects. But none captured the imagination in quite the same way, nor did it with such cinematic style. "La Haine" helped draw film-makers towards a rich seam.

The most recent example is Céline Sciamma's "Bande de Filles", released in English on May 8th as "Girlhood". Part coming-of-age girl movie, part social commentary on the narrowness of options in the *banlieues*, it follows Marieme (Karidja Touré—pictured), a black French teenager with younger sisters to look after and an older brother to fear. She falls in with a gang of girls who offer her straightened hair, shoplifted clothes, street fighting and affection. The end is not uplifting, but the performances, from four sassy newcomers, are wonderfully so. It speaks eloquently of female loyalty and empowerment, as well as the wretched limits of both.

Up to a point, "Bande de Filles" carries the familiar markers of a *banlieue* movie: brutalist tower blocks, long rides on suburban trains to reach central Paris, faceless fast-food joints open late into the night. The only glimpse of the Eiffel Tower is a faux monument on a mini-golf course. But, with its blue palette and female energy, "Bande de Filles" also seems to be saying that there is more to this world than drab monochrome and masculine aggression.

In this sense it follows other French films, such as Abdellatif Kechiche's "L'Esquive" ("Games of Love and Chance", 2003), in which the *banlieue* is backdrop more than subject matter. Improbably, and seductively, this movie chronicled the production of an 18th-century French play by Pierre de Marivaux, bodices and all, in a mixed-race secondary school. Other film-makers have turned to comedy, where ethnic minorities in France thrive. "Tout ce qui Brille" ("All that Glitters", 2010), for instance, directed by Géraldine Nakache and Hervé Mimran, is a bittersweet movie about two high-octane girls from the *banlieue* who try, just a bit too hard, to escape into high Parisian society.

If French *banlieue* film has broadened out and now defies two-dimensionalism, "La Haine" stands out nevertheless. "The kind of serious cinematic exploration of the *banlieues* that 'La Haine' provided hasn't really been replicated," says Ginette Vincendeau, professor of film studies at King's College London. Social realism does not have strong roots in French cinema, dominated as it is by directorial creative vision. Perhaps Laurent Cantet came closest with "Entre les Murs" ("The Class") in 2008, a sobering documentary-style film about a well-meaning teacher up against apathy, family dysfunction and insolent high spirits in a multiracial Paris school.

It is not for want of subject matter. As Ms Vincendeau points out, the burning difficulties in today's *banlieues*, such as the place of Islam in secular France, are largely absent from the big screen. "Bande de Filles", for example, features not a single veiled girl, nor any reference to religion. For all the willingness of French film-makers to engage with the contemporary drama of multi-ethnic *banlieue* France,  *jihad* and radical Islam still remain, for the time being, off limits.

## Italy's regional divide

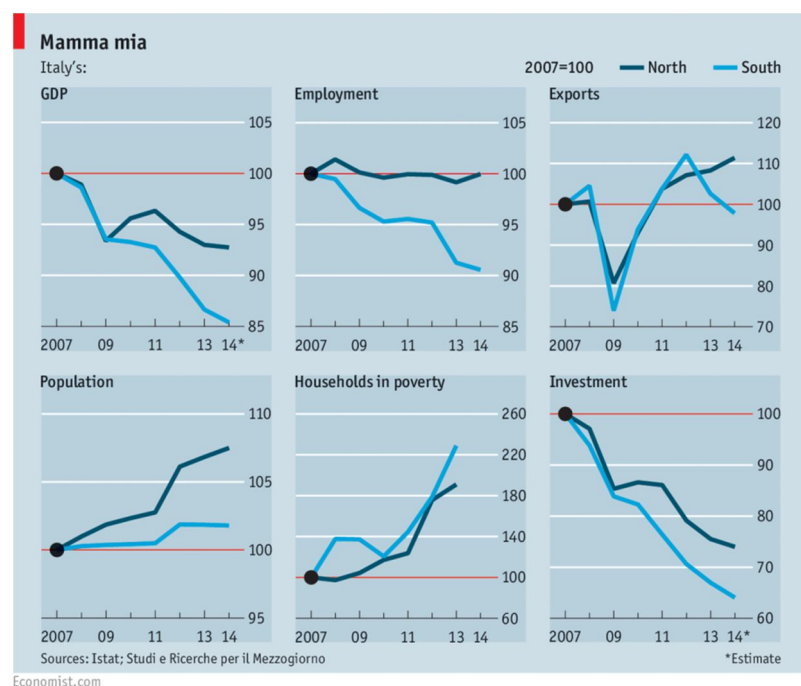
### A tale of two economies

#### As the north limps ahead, the south swoons

May 16th 2015 | CATANIA | [From the print edition](#)

AFTER three years of recession, Italy's economy actually grew in the first three months of the year, by 0.3% compared with the previous quarter. It is forecast to grow by 0.7% over the year as a whole, boosted by a weak euro, cheap oil, the European Central Bank's bond-buying programme and a reform-minded government. That looks good compared with the country's grim recent record: between 2001 and 2013 GDP shrank by 0.2%.

National economic data always mask regional differences. In Italy, however, they disguise a divide that is deeper than normal (see charts). The country is, in effect, made up of two economies. Take that 2001-13 stagnation. In that period northern and central Italy grew by a slightly less miserable 2%. The economy of the south, meanwhile, atrophied by 7%.



This is partly because the south grew more slowly than the north before the financial crisis. But the main source of the divergence has been the south's disastrous performance since then: its economy contracted almost twice as fast as the north's in 2008-13—by 13% compared with 7%. The *mezzogiorno*—eight southern regions including the islands of Sardinia and Sicily—has suffered sustained economic contraction for the past seven years. Unicredit, Italy's biggest bank, expects it to continue this year. The Italian economy is both weaker and stronger than it appears, depending on the part of the country in question.

Of the 943,000 Italians who became unemployed between 2007 and 2014, 70% were southerners. Italy's aggregate workforce contracted by 4% over that time; the south's, by 10.7%. Employment in the south is lower than in any country in the European Union, at 40%; in the north, it is 64%. Female employment in southern Italy is just 33%, compared with 50% nationally; that makes Greece, at 43%, look good. Unemployment last year was 21.7% in the south, compared with 13.6% nationally. The share of northern and southern families living in absolute poverty grew from 3.3% and 5.8% respectively in 2007, to 5.8% and 12.6% in 2013.

Downward pressure on demand is exacerbated by the south's lower birth rate and emigration northward and abroad. The average southern woman has 1.4 children, down from 2.2 in 1980. In the north, fertility has actually increased, from 1.4 in 1980 to 1.5 now. Net migration from south to north between 2001 and 2013 was more than 700,000 people, 70% of whom were aged between 15 and 34; more than a quarter were graduates. Marco Zigon of Getra, a Neapolitan manufacturer of electric transformers, says finding engineers in Naples, or ones willing to move there, is becoming ever harder. According to Istat, Italy's statistical body, over the next 50 years the south could lose 4.2m residents, a fifth of its population, to the north or abroad.

These demographic trends have tempered the gap in GDP per person with the north, according to SVIMEZ, an association for the development of the *mezzogiorno*. But the loss of human capital, coupled with low investment in the physical sort, is sucking the region dry of the resources it needs to recover. Investment in the north shrank by a quarter between 2008 and 2013; in the south it fell by a third.

These problems are not new, nor are they uniquely southern. But they are more virulent than the economic afflictions that sap growth in the north of Italy. Crumbling infrastructure is a good example. Mr Zigon complains that the port of Naples has fallen into disrepair, hampering Getra's exports. In April part of the main highway across Sicily collapsed due to a landslide, almost doubling the time it takes to get from one end of the island to the other. Fixing it could take years. Railways in the south include Italy's oldest, opened in 1839.

Most of Italy lags behind Europe in terms of digital infrastructure, but the south is especially backward. The same is true of civil justice and the bureaucracy, both of which are generally slower in the south. Corruption is common enough in the north, says Antonio La Spina of LUISS university in Rome, but it is more diffuse in the south, even if sums involved tend to be smaller. That makes it harder to root out.

Buoyant exports and cheaper credit have helped Italy's economy revive in recent months. But these effects are more muted down south. The region accounts for just over a tenth of Italy's annual exports of €400 billion (\$450 billion), and much of that goes to other European countries. Whereas exports from the north grew by 2.9% last year, those from the south shrank by 4.7%, partly because the low price of oil dampened revenues at Sicilian and Sardinian refineries. Loans are often harder to get and more expensive in the south, thanks to the high rates of delinquency and bankruptcy that prevailed during the crisis.

Regional divides are common in many countries, says Gianni Toniolo, an economic historian at LUISS, but Italy's case is peculiar because of its longevity. The gulf between east and west Germany was much wider than that between northern and southern Italy in the 1990s; now it is smaller. If Italy's economy is to grow anywhere near as fast as that of the euro zone's powerhouse, it will have to find some way to narrow its internal divisions.

121,45

## Réforme du collège: Parlez-vous le Valls-Belkacem?

# Egalité pour tous contre les pseudozintellectuels

Publié le 18 mai 2015 à 14:00 dans Politique Société

Mots-clés : [éducation](#), [Manuel Valls](#), [Najat Vallaud-Belkacem](#), [novlangue](#), [réforme du collège](#)



(Avec AFP) – Manuel Valls poursuit sa contre-offensive visant à défendre la réforme du collège portée par sa ministre de l'Éducation, Najat Vallaud-Belkacem, à la veille d'un mouvement de grève lancé dans l'enseignement secondaire et soutenu par une très large majorité de Français.

Le Premier ministre, qui a publié lundi dans *Libération* une tribune dénonçant les « contrevérités » portées selon lui par les opposants au projet du gouvernement, s'est présenté comme le défenseur d'une « école pour tous » et pas « seulement pour certains ». Un argumentaire tout en finesse, qui laisse perplexe à l'heure où même la télévision ne présente plus depuis longtemps le monde en noir et blanc (quoique, le logo de Canal+...).

Ces grossiers éléments de langage rappellent ceux de la ministre de l'Éducation, lorsqu'elle parlait de « rumeurs » à propos de l'introduction de la théorie du genre à l'école. Ou encore ceux de l'indéboulonnable ministre de la justice au moment de faire passer au forceps son « mariage pour tous » – pas encore gratuit et obligatoire, mais presque – dont les opposants n'exprimaient selon elle que des « fantasmes ».

« *Je pense que c'est difficile de réformer l'école* », a pontifié M. Valls, invité pendant plus d'une heure lundi matin sur France Culture, « *parce qu'elle est au cœur de la construction républicaine, parce que depuis que Jules Ferry a construit l'école de la République, chaque fois qu'on parle de l'école, il y a des débats* ». Et le débat démocratique sur ce qui fait (ou défait) la République, forcément, c'est plus compliqué qu'une décision idéologique arbitraire.

Mais surtout, « *derrière cela, il y a deux conceptions qui s'affrontent, entre l'idée d'une école pour tous et une école seulement pour certains* », a-t-il osé, faisant référence aux propositions de l'ancien ministre UMP Bruno Le Maire. Comment ? L'outsider de l'UMP – pardon, Les Républicains – aurait-il l'intention d'exclure une partie des enfants de l'école républicaine ? Jamais de la vie, mais Valls est Charlie : il défend le droit à la caricature. En l'occurrence, celle de tous ceux qui s'opposent aux projets gouvernementaux. Dans un entretien à *Libération*, M. Le Maire propose simplement de « *remplacer le collège unique par un collège diversifié* ». Objectif évident : en finir avec la croyance absurde selon laquelle il faudrait que « tous » les élèves empruntent la même voie, quels que soient leurs points de départ et d'arrivée.

« *Il y a là une autre conception d'une école, qui, elle, est inégalitaire, qui ne donne pas les chances pour tous* (sic). *Nous voulons, nous, élever le débat, nous voulons élever le niveau pour tous les élèves* », a plaidé M. Valls dans un français digne de François Hollande ou David Douillet... sans expliquer comment une baisse du nombre d'heures de cours pourrait bien conduire à une hausse du niveau général.

Le « pourtoussisme » a ses raisons que la raison ne connaît pas. Dans sa tribune publiée la veille par le quotidien, Manuel Valls va même jusqu'à avancer que cette réforme, considérée par de nombreux « pseudozintellectuels » (© Najat V.-B.) comme un attentat contre la culture française, « *démocratise le latin et le grec* ». Gag ultime, alors qu'un responsable syndical nous confiait récemment qu'« aucun programme de langues anciennes n'avait été prévu » par le Conseil supérieur des programmes.

Finalement, la réforme prévoit que les langues anciennes ne soient pas enseignées en tant que disciplines proprement dites, mais tout juste abordées dans le cadre des fameux enseignements pratiques interdisciplinaires (EPI). Pourquoi ? Jean-Luc Mélenchon a avancé une hypothèse dimanche sur RTL et LCI : « *Voilà le PS en plein délire maoïste, a-t-il sobriement expliqué, puisque déjà, dans la révolution culturelle de Mao Zedong, on prétendait que le piano était spontanément réactionnaire. Donc voilà que le latin est devenu spontanément réactionnaire. C'est absurde* ».

Selon un sondage Odoxa, 60 % des Français estiment « justifiées » les manifestations prévues mardi à l'appel de syndicats de gauche et de droite, qui représentent ensemble 80 % des votes des enseignants du collège lors des élections professionnelles de décembre dernier. Mais Najat Vallaud-Belkacem a répété que la réforme entrera en vigueur, comme prévu, à la rentrée 2016. Il semble que nos ministres adeptes de la novlangue socialiste aient, plus encore que certains collégiens, du mal à comprendre la langue que parlent encore la plupart des Français.

\*Photo : © AFP/Archives Kenzo Tribouillard

## Russia's French-built warships

### Scrapping the Mistral deal

## France is seeking a way to cancel its contract to deliver two helicopter carriers to the Russian navy

May 15th 2015 | Europe



FRANCE's president, François Hollande, has been doing his best to escape worries at home recently by jetting off abroad. He dropped in on Fidel Castro in Cuba this week, delighting the French left. Last week he was off selling French fighter jets in the Persian Gulf, which also seemed to go down well with the ruling Socialists. But one foreign-policy headache has pestered Mr Hollande ever since he was elected: a contract worth €1.2 billion (\$1.36 billion) to sell two Mistral-class warships (pictured) to Russia. Having suspended the delivery of the first ship last year, France may now be about to break the deal definitively, according to *Kommersant*, a Russian newspaper.

The original contract for the sale of two Mistral-class assault ships was signed in 2011 under Mr Hollande's centre-right predecessor, Nicolas Sarkozy. Even at the time, it was not only Russia's neighbours who were appalled. The Americans made it plain to the French that they were not happy either. The 199-metre-long vessels can carry up to 16 heavy helicopters along with armoured fighting vehicles, tanks, and amphibious craft, thus greatly increasing strategic reach. For Russia's navy, they would enhance the ability to project power in the eastern Mediterranean and the northern Pacific. They could also play a role along the Black Sea coast of Ukraine, where Russian-backed separatists are facing off against Ukrainian government troops.

After his election in 2012, Mr Hollande initially refused to go back on the deal. As recently as May 2014, Laurent Fabius, his foreign minister, brushed off pressure to reconsider, insisting that "the rule with contracts is that contracts which have been signed are honoured." France was worried about its reputation and its word in the arms market, as well as about jobs at home. The two vessels were built at the STX France shipyard at Saint-Nazaire, where unions have warned that hundreds of jobs could be lost if the contract is canceled.

It was only last November, after Russian aggression in eastern Ukraine intensified and Europe stepped up sanctions, that France finally caved in. It announced that it was "suspending" delivery of the two vessels, one of them named the Sevastopol. Now, according to the Russian report, France is seeking an agreement with Russia that would enable it to break the contract altogether, and is offering to pay back €785m, on the condition that it can look for other buyers for the ships. Russia reportedly wants about €1.15 billion, and does not want to grant permission for sale to third parties. The gap suggests the beginning of a hard bargaining process.

So far, the French government has not commented on the reports. But it is understood that there has been much back-room effort by French officials to try to find a way out. Last month Mr Hollande himself hinted as such after meeting Petro Poroshenko, the Ukrainian president. "The Mistral delivery is not possible in the current context", he stated, adding that "under various scenarios, you have payment or reimbursement." If it does go ahead and break the deal, France may indeed damage its reputation for honouring arms contracts. But its ability to choose its friends wisely is under even greater scrutiny.

121,47

## One Woman's Struggle To Survive 'Too Much Vacation' In France

MAY 13, 2015 11:18 AM ET

May in France is known as the Swiss cheese month because of all the holiday holes in it. There are four national holidays and thus four long weekends. May 1 was the May Day workers' fete, May 8 marked the World War II victory in Europe, and there are two others I'll get to in a moment.

Instead of enjoying the long weekends, I find myself struggling to cope. I imagine working parents in Boston felt this way about snow days this past winter. Paris doesn't get buried in snow. But the holidays — and the school days off — are relentless.

When I moved to France a decade ago, the culture of guilt-free time off seemed so refreshing compared with America's workaholic attitude. Taking three to four weeks off in the summer is not only the norm, it's viewed as necessary to recharge one's batteries for the fall.

Don't get me wrong. I'm no workaholic. I always enjoy every bit of my vacation time. But after a couple of years in France, I began to realize that there actually is such a thing as "too much vacation." Especially when you have kids.

The rhythm of the seasons in France is dictated by the school calendar. And French school kids spend less time in the classroom than their European peers. Along with a two-month summer vacation, French kids have a two-week break every six weeks throughout the school year.

"Oh, they're so exhausted!" I hear mothers exclaim as we approach one of the breaks. And when giving out the vacation homework, the teachers advise: "Above all, make sure they rest."

So here's what happens every fall: The kids have been off for two months in the summer and they're finally back in school in September. Just as they're buckling down and getting into the rhythm of the new school year, it's mid-October and — boom — it's time for the break of *Toussaint*, or All Saints in English. American kids get one night for Halloween and French kids get a two-week holiday.

Working parents can't take the whole two weeks off with their kids. But they do often take a week.

French parents also ship the kids off to *les grandparents*. And boy do French grandparents step up to the plate. You always know it's vacation time when you see legions of grandparents hanging out with their grandkids in Paris.

But for those of us with no country house, no nearby grandparents, a small travel budget and a mere five weeks of vacation a year, it's a battle.

Thank goodness the Paris elementary schools run a system of day camps during the vacations called *centres de loisirs*, or leisure centers. The cost is minimal and the kids get a hot lunch and are even taken on field trips to museums or a farm outside the city. It's operated by professional *animateurs* as they're called. Running a kids' vacation leisure center is actually a full-time profession in France. But my son, now 9, doesn't want to go to the leisure center anymore. It's not as much fun as a real vacation. Or sitting at home watching TV and driving his mom nuts while she's trying to work. Actually, much of the time he just wants to go back to school.

Let's face it, the children who spend their vacations at the leisure center aren't as lucky as some of their friends, and the kids know it. There's nothing like a glut of vacation to highlight the gap between the haves — those with the country houses and grandparent networks — and the have-nots, mostly the children of African and North African immigrants.

The children of the have-nots are always at the leisure center. The French might claim that everyone's equal in public classrooms. But *egalite* is an idea that's never quite caught on when it comes to school vacation.

I've given up resisting the two-week holiday in the middle of February when Paris is cold and rainy. Now I just drop a wad of cash and head off to ski in the Alps like many others. Sometimes when I'm out there on those snowy peaks, breathing that fresh, pine-scented air, I think the French might be on to something.

### Everything Shuts Down

But back in the real world, you soon realize that when people are off all the time and businesses are closed, things don't work very well. Good luck trying to get a car fixed or making a doctor's appointment. How many times have I heard, "We don't have any openings until after the vacation." Or, "We're closed for the month."

Occasionally the French bandy about the idea that maybe there's too much school vacation. One year I thought those in charge of *le rythme scolaire*, as they call it, might actually shorten some of the holidays to catch up with the other European classrooms. But the talk quickly petered out.

Last week, as unemployment numbers rose again, a few economists questioned whether there were too many holidays in May. Finally, I thought. The French will come to their senses. Surely somebody's going to notice the link between shuttered stores and the sluggish economy. But the talk died down as people set off for their long weekend.

I've reached the conclusion that it's cultural. The French can't imagine it any other way. I've spoken to French parents who also struggle with all the time off and what to do with their kids. But they tend to look at it as something you just deal with. Like the weather.

This week's holiday is on a Thursday. So Friday will be an off day as well. The French call this "making the bridge" to the weekend.

On this four-day weekend we'll be celebrating Ascension. That's right, this staunchly secular nation is marking Jesus' rise to heaven 40 days after his resurrection.

The last long holiday weekend in May is for Pentecost.

I'll save the full rant about religious holidays for another time. For now, I'm just trying to figure out how I'm going to get anything done the rest of the week.

*Eleanor Beardsley has reported from Paris for the past decade.*

121,48

## Une journaliste américaine déplore une France toujours en vacances

Par [Raphaëlle André](#) Publié le 19/05/2015 à 14:27

Le système scolaire français donnerait trop de vacances selon l'observation avisée de Eleanor Beardsley, correspondante pour la radio publique américaine et en poste à Paris depuis une dizaine d'années. Dans un article paru sur le site de la radio publique américaine NPR et sobrement intitulé «[Les difficultés d'une femme à survivre à 'trop de vacances' en France](#)», la journaliste, accessoirement épouse du journaliste français Ulysse Gosset qui l'accompagne sur la photo d'illustration de l'article, dépeint une société française engluée dans les congés trop nombreux qui posent un véritable problème aux parents qui travaillent.

### Les vacances scolaires révéleraient les inégalités sociales

La journaliste qui ne se décrit pas comme une forçat du travail explique néanmoins qu'après quelques années passées en France, elle reconnaît s'être lassée et qu'il y a beaucoup trop de vacances. En bref, qu'il est compliqué de s'adapter au rythme dicté par le [calendrier scolaire](#). Elle distingue ainsi plusieurs catégories de familles à Paris où elle réside. Les plus chanceux qui «partent dans leur maison de campagne», les autres qui doivent faire appel aux grands-parents. «Vous savez que ce sont les vacances lorsque que vous observez des légions de grands-parents accompagnés de leurs petits-enfants dans Paris». Les familles n'ayant ni maison de campagne, ni grands-parents à proximité, se rabattent sur des centres de loisirs municipaux. La journaliste souligne d'ailleurs que la différence entre les programmes des vacances des enfants n'est pas vraiment en accord avec l'idéal d'égalité prôné par la France.

### Des difficultés économiques à mettre en lien avec le nombres de vacances scolaires

Autre problème soulevé par la journaliste américaine: qui dit vacances, dit fermeture des commerces! De son propre aveu «tout ferme», au point qu'elle souhaite «bon courage pour essayer de faire réparer sa voiture ou d'obtenir un rendez-vous chez le médecin». Pire, la journaliste s'étonne que personne n'ait fait le lien entre «la fermeture des magasins (lors des vacances scolaires) et les performances médiocres de notre économie». Un constat qu'elle poursuit sur Twitter en mettant en parallèle la montée du chômage et le fait que les Français «soient toujours en vacances».

Calendrier du mois de mai 2015 à l'appui, qui offre il est vrai un bel exemple de ce qu'Eleanor Beardsley nomme un «mois gruyère», elle explique en être «arrivée à la conclusion que c'était culturel et que les Français ne pouvaient pas voir les choses autrement». Il le faudra bien cependant, car le mois de mai 2016 s'annonce moins généreux: le 1er, le 8 mai tomberont un dimanche au lieu d'un vendredi cette année.




## Warum überhaupt noch ein Asylrecht?

Die Verteufelung von Abschiebungen setzt durch die Hintertür eine Einwanderungspolitik nach dem Motto durch: Bleiberecht für alle. Wozu dann aber noch ein Asylrecht?

19.05.2015, von JASPER VON ALTENBOCKUM



© DPA  Ein abgelehnter Asylbewerber muss nicht in jedem Fall in sein Heimatland zurückkehren. Er kann immer noch als Flüchtling anerkannt werden oder aber geduldet werden, weil eine Abschiebung wegen der Zustände in seinem Herkunftsland (Hunger, Armut, Naturkatastrophe) inhuman wäre. Formal ist er dann ausreisepflichtig, darf aber bis auf weiteres bleiben.

Die radikalen Befürworter des deutschen Asylrechts wollten eines seit jeher nicht wahrhaben: Das Asylrecht, wird es nicht rechtsstaatlich konsequent verwaltet, wird dermaßen ausgehöhlt, dass nichts mehr von ihm übrig bleibt. In der Praxis entscheidet sich das an der Rückführung („Abschiebung“) abgelehnter Asylbewerber, für die andere, zeitlich befristete Aufenthaltstitel nicht in Frage kommen. Wird sie gar nicht oder nur widerwillig praktiziert, und dafür steht mittlerweile jedes zweite Bundesland, warum gibt es dann überhaupt ein Asylrecht? Es reichte dann doch völlig aus, sich wie andere Länder an Flüchtlingskonventionen zu orientieren und das Bleiberecht so duldsam auszugestalten, wie es jetzt schon ist. Den hohen Verwaltungsaufwand, den ein Asylantrag kostet, könnte man sich sparen.

Doch nicht nur an dieser absurden deutschen Verwaltungspraxis – hoher Aufwand ohne negative Konsequenz – scheitert das Asylrecht. Die Bund-Länder-Arbeitsgruppe über die Mängel der Abschiebepaxis hat das schonungslos offengelegt: Nur die „Dummen“ unter den ablehnten Asylbewerbern – das sind groteskerweise die Bewerber, die sich ans Gesetz halten – lassen sich abschieben. Alle anderen nutzen die Lücken, die das deutsche Verfahren bietet. Besonders weit bringt es, wer ohne Papiere kommt. Wer wollte es den Menschen auch verübeln, die hier ihr Glück versuchen wollen? Es kann allerdings nicht sein, dass der erste Schritt, der nach Deutschland führt, darin besteht, das Recht eines jeden Staates zu ignorieren, Einwanderung steuern (und das heißt auch: begrenzen) zu wollen.

Der Gesellschaftsentwurf, der das „Bleiberecht für alle“ propagiert, hat dafür kein Verständnis. Über die Verteufelung der Rückführung als menschenverachtender Zwangsmaßnahme der deutschen Verwaltung ist es seinen Protagonisten durch die Hintertür gelungen, ihre Vorstellungen über ein Einwanderungsland durchzusetzen: Jeder kann kommen und bleiben, der will. Darin äußert sich ein Verständnis von Staat und Gesellschaft, das die Verantwortung für deren „Zusammenhalt“ und Integration immer nur bei den anderen sucht. Diese Verantwortung wahrzunehmen wird aber umso wichtiger, je mehr Einwanderung Deutschland hat. Wer das nicht sieht oder sehen will, nutzt das Asylrecht in Wahrheit nur als moralische Krücke, um sein politisches Gewissen zu befriedigen. Das ist das eigentliche Problem, das Deutschland damit hat.

121,50

## Fillon veut faire de l'apprentissage «la voie royale vers l'emploi»

Par [Judith Waintraub](#) Publié le 20/05/2015 à 06:00



L'ex-premier ministre prône une «révolution culturelle» de la formation des jeunes.

En pleine polémique sur [les réformes du collège](#), François Fillon continue d'élaborer son projet en s'attaquant à un sujet dont il s'étonne que personne n'ait soufflé mot depuis trois semaines: la formation en alternance. L'Allemagne, où moins de 8% de moins de 25 ans étaient au chômage fin 2014, contre plus de 23% en France, compte deux fois et demi plus [de jeunes en apprentissage](#).

Pour l'ex-premier ministre, notre pays doit donc accomplir une «révolution culturelle» dans ce domaine aussi. Lui-même est prêt à faire son mea culpa sur les contrats aidés, formule magique que tous les gouvernements, le sien compris, ont utilisée pour améliorer les statistiques mais qui n'apportent pas de solution durable au chômage des jeunes.

Selon [Isabelle Le Callenec](#), députée d'Ille-et-Vilaine qui a contribué à élaborer les propositions présentées jeudi par François Fillon, les 1,4 milliard dépensés annuellement pour les contrats aidés sont «du gaspillage». Le futur candidat à la primaire prône leur suppression pure et simple, et le redéploiement de la somme ainsi économisée pour financer notamment des contrats «zéro charge» pour exonérer de toutes charges sociales les entreprises qui font de l'alternance.

Pour encourager les entreprises à embaucher des apprentis, Fillon propose à la fois de leur faciliter la vie et de les responsabiliser.

La région, qui a déjà des compétences dans le domaine de la formation par alternance, se verrait confier la gestion des lycées professionnels et des centres de formation d'apprentis, «en association avec les branches professionnelles», insiste Isabelle Le Callenec. Ce qui supposerait que le monde de l'entreprise ne soit plus considéré avec suspicion par le corps enseignant. L'État ne veillerait qu'à vérifier que les certifications sont valables sur tout le territoire national.

Symétriquement, pour encourager les entreprises à embaucher des apprentis, Fillon propose à la fois de leur faciliter la vie et de les responsabiliser. Pierre Danon, le chef d'entreprise qui a animé le groupe de travail de l'ex-premier ministre sur le sujet, a insisté sur l'importance de «réaligner les conditions des contrats d'apprentissage sur celles du droit commun». En clair, c'en serait fini du jeune auquel on interdit pour le protéger de grimper une échelle! Pierre Danon estime aussi que la répartition entre le temps de formation professionnelle et l'enseignement général doit être revu. Actuellement, c'est du 50/50. Il préconise du 30/70 en faveur de l'apprentissage.

Une entreprise qui a au moins 4% d'apprentis pourrait gérer la totalité du dispositif, et en particulier créer son propre centre de formation grâce aux ressources prévues dans les 8 milliards de budget annuel de l'apprentissage.

Très complètes, les propositions de François Fillon abordent aussi le problème des jeunes de 14 ans obligés de rester jusqu'à leurs 16 ans au collège avant de s'orienter vers l'apprentissage, l'orientation dispensée en milieu scolaire ou la question des passerelles entre la formation professionnelle et l'enseignement général. De quoi alimenter un large débat, y compris dans les rangs de la droite.

121,51

## Nouvelle-Zélande : un étudiant brave l'interdiction de sa religion pour sauver une vie

Par Figaro Etudiant Publié le 19/05/2015 à 14:27



Harman Singh est très largement salué sur les réseaux sociaux depuis son geste, vendredi.

Transgressant une règle religieuse, Harman Singh a retiré son turban pour mettre fin à l'hémorragie d'un enfant de 6 ans, renversé par une voiture. Son geste est salué, depuis vendredi, sur tous les réseaux sociaux.

«Respect», «Un homme bien», «Bravo, la vie est la chose la plus précieuse sur terre!». Depuis ce week-end, des centaines de messages saluent le beau geste d'Harman Singh, un étudiant néo-zélandais. De confession sikh, le jeune homme de 22 ans a pris la décision de retirer son turban - action prescrite par sa religion -, pour venir en aide à Daejon Pahia, percuté par une voiture vendredi matin à Auckland. «Je n'ai fait que mon devoir en tant que citoyen.», [assure-t-il humblement au New Zealand Herald](#). «N'importe qui aurait pris la même décision.»

Alors qu'il se rend en cours, Harman Singh est témoin d'un accident. Un enfant de 6 ans, lui aussi sur le chemin de l'école, est violemment projeté sur le sol par un véhicule. «J'ai vu ce garçon allongé sur la route, avec beaucoup de sang provenant de l'arrière de sa tête», se rappelle-t-il. «J'ai craint le pire, sa mère était sous le choc». Après quelques secondes d'hésitations, l'étudiant en commerce défait son turban et l'utilise pour mettre fin à l'hémorragie. Les secours arrivent finalement, la vie du garçon est sauvée. «Malgré de multiples blessures», celui-ci se trouvait dans un «état stable» lundi, selon un porte-parole de l'hôpital Starship Children's Health.

Pour la petite histoire, Harman Singh n'aurait jamais dû, ce jour-là, croiser la route du jeune garçon. «Je devais normalement être au travail», raconte-t-il au quotidien néo-zélandais. Assurant, à côté des études, des livraisons pour les boulangeries, le jeune homme avait «échangé ses horaires avec un collègue», la veille. «Il y a un peu de chance dans toute cette histoire», reconnaît-il.

De la chance, mais aussi du courage ; le turban étant l'un des cinq attributs que doit obligatoirement porter un homme de confession sikh, sans jamais s'en défaire. Dans une interview [accordée à Rue89](#) il y a quelques années, Mann Shingara Singh, président de l'ONG United Sikhs, assurait qu'«enlever son turban pour un sikh est comme renoncer au principe de laïcité pour un Français républicain».

## Peut-on attribuer aux politiques d'austérité menées depuis 2009 la responsabilité de l'appauvrissement de la population et la montée du chômage en Grèce ?

Par **PATRICK ARTUS**

Le nouveau gouvernement grec et beaucoup d'économistes "de gauche" attribuent aux politiques d'austérité mises en place depuis 2009 la responsabilité de l'appauvrissement de la population, de la montée du chômage en Grèce. Il nous semble qu'il faut avoir un jugement plus équilibré. Dès 2007-2008, avant le début de la crise, les déséquilibres budgétaires, extérieurs, étaient insupportables en Grèce. La stratégie d'amélioration de la compétitivité porte aujourd'hui ses fruits en termes d'exportations, d'investissements. Par contre, il aurait dû être clair dès le début que la dynamique de la dette publique était insupportable, explosive, et **il aurait fallu très tôt restructurer beaucoup plus la dette grecque**

### **Appauvrissement, chômage en Grèce**

Le revenu par habitant en Grèce a baissé de 25 % depuis 2007, le chômage est toujours de 25 %. L'importance de l'appauvrissement de la population en Grèce est spectaculaire. Il concerne les actifs, par la baisse des salaires réels (de 25 % depuis 2009), les retraités (les dépenses réelles de retraite ont baissé de 14 %), les fonctionnaires (18 % moins nombreux). Il inclut un fort recul des dépenses de santé (de 32 %). Le nouveau gouvernement grec et de nombreux économistes rendent les politiques d'austérité demandées par l'Europe (par la troïka) responsables de la hausse de la pauvreté en Grèce. Mais la réalité est plus complexe.

### **L'état de la Grèce avant la crise**

Il faut d'abord rappeler que des déséquilibres macroéconomiques majeurs étaient déjà présents en Grèce avant la crise de 2008-2009. Les déficits et dette publique (110 % du PIB en 2008) étaient très élevés, avec des dépenses publiques en forte hausse de 2005 à 2009 (de 43 à 53 % du PIB) et une faible pression fiscale, affectée d'une forte évasion fiscale. Le déficit extérieur conduit à l'accumulation d'une dette extérieure insoutenable (90 % du PIB en 2008). On a assisté à un endettement rapide du secteur privé (le taux d'endettement privé passe de 42 % du PIB en 2002 à 100 % en 2010) et à une bulle immobilière (hausse de 65 % des prix de l'immobilier de 2002 à 2008). **Enfin, on constate la dégradation considérable de la compétitivité-coût (hausse de 46 % du coût salarial unitaire de 2002 à 2008), avec un niveau de coût qui atteint le niveau de l'Italie et de l'Espagne en 2010. Ces déséquilibres devaient être corrigés : la Grèce ne pouvait pas conserver les déficits publics et les déficits extérieurs de la période d'avant 2008. Une "austérité" était donc nécessaire et aucun gouvernement n'aurait pu l'éviter.**

### **Il y a aujourd'hui amélioration structurelle**

Quand on regarde aujourd'hui les évolutions de l'investissement des entreprises en forte hausse en 2014 (+ 13 % sur un an), des exportations en forte hausse, de l'emploi, qui est passé en croissance positive, **on voit un clair redressement de l'économie grecque que l'on peut attribuer à l'amélioration de la compétitivité-coût depuis 2011.** Avec la modération des salaires (**le coût unitaire de production de l'industrie a baissé de 14 %**) et l'amélioration de la profitabilité des entreprises, le salaire réel progressait moins que la productivité, avec une profitabilité aujourd'hui supérieure à la moyenne de l'OCDE. La stratégie menée apporte donc aujourd'hui des effets positifs.

### **L'erreur a porté sur la dynamique de la dette publique**

Au moment de la crise (2008-2009), le FMI et la Commission européenne ont passé le message que la Grèce arriverait à restaurer sa solvabilité budgétaire. La dynamique de la dette publique, la comparaison entre le déficit public et celui qui stabiliserait le taux d'endettement public montrent qu'il a fallu attendre 2015 pour retrouver la stabilité budgétaire en Grèce, malgré un allègement de la dette publique de 52 % du PIB en 2012. En 2011, il aurait fallu un excédent budgétaire de 14 % pour stabiliser le taux d'endettement public. Si, dès 2008, la dette publique de la Grèce avait été réduite de moitié, le déficit public aurait été réduit en moyenne de près de 3 points de PIB par an, par la baisse des intérêts sur la dette. Les intérêts payés sur la dette auraient donc été beaucoup plus faibles et cela aurait évité la baisse des dépenses

publiques utiles à la croissance de long terme (l'investissement public a baissé de moitié de 2008 à 2011) ou utiles à la cohésion sociale (retraites).

**L'Europe n'est donc pas responsable de tout en Grèce**

**Notre jugement est donc le suivant : la troïka aurait dû proposer une réduction massive de la dette publique de la Grèce dès 2009. Mais "l'austérité" imposée par l'Europe n'est pas à l'origine des énormes déséquilibres économiques présents en Grèce dès 2007-2008 et le redressement de la compétitivité et de la profitabilité des entreprises apporte aujourd'hui des effets positifs clairs. Il ne faudrait pas que le nouveau gouvernement grec attribue à l'Europe les erreurs de politique économique d'avant 2008, ou perde les progrès de compétitivité et de profitabilité qui ont été réalisés et qui redressent aujourd'hui l'économie grecque.**

121,54

## Explaining the Greek Debt Crisis

By LIZ ALDERMAN APRIL 8, 2015

Greece, the weak link in the eurozone, is struggling to pay its debt as its people and its creditors grow more restive. The tumult poses a challenge to the euro and the Continent's goal of economic unity. If Greece goes bankrupt or decides to leave the 19-nation eurozone, the situation could create instability in the region and reverberate around the globe.

### *What happened in Greece?*

Greece became the epicenter of Europe's [debt crisis](#) after Wall Street imploded in 2008. With global financial markets still reeling, Greece announced in October 2009 that it had been understating its deficit figures for years, raising alarms about the soundness of Greek finances.

Suddenly, Greece was shut out from borrowing in the financial markets. By the spring of 2010, it was veering toward bankruptcy, which threatened to set off a new financial crisis.

To avert calamity, the so-called troika — the International Monetary Fund, the European Central Bank and the European Commission — issued the first of two international bailouts for Greece, which would eventually total 240 billion euros, or about \$264 billion at today's exchange rates.

The bailouts came with conditions. Lenders imposed harsh austerity terms, requiring deep budget cuts and steep tax increases. They also required Greece to overhaul its economy by streamlining the government, ending tax evasion and making Greece an easier place to do business.

### *If Greece has received billions in bailouts, why is there still a crisis?*

The money was supposed to buy Greece time to stabilize its finances and quell market fears that the euro union itself could break up. While it has helped, Greece's economic problems haven't gone away. The economy has shrunk by a quarter in five years, and unemployment is above 25 percent.

The bailout money mainly goes toward paying off Greece's international loans, rather than making its way into the economy. And the government still has a staggering debt load that it cannot begin to pay down unless a recovery takes hold.

Many economists, and many Greeks, blame the austerity measures for much of the country's continuing problems. The leftist Syriza party rode to power this year promising to renegotiate the bailout; Prime Minister Alexis Tsipras said that austerity had created a "humanitarian crisis" in Greece.

But the country's exasperated creditors, especially Germany, blame Athens for failing to conduct the economic overhaul required under its bailout. They don't want to change the rules for Greece.

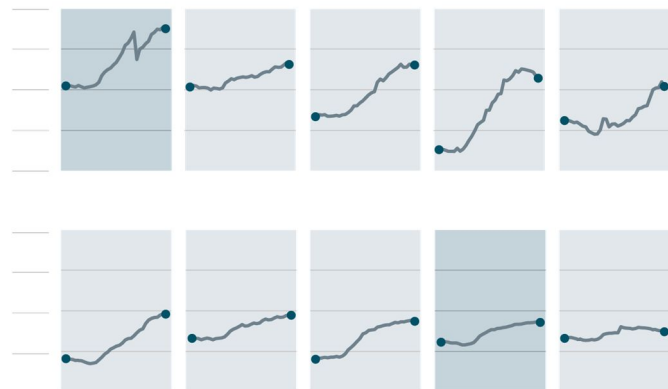
As the debate rages, the only thing everyone agrees on is that Greece is yet again running out of money — and fast.

### *Why do Greece and Europe disagree?*

With Greece nearly bankrupt, the government struck a deal with European officials on Feb. 20 to extend the bailout program for at least four months and give Athens €7 billion in funds, if Mr. Tsipras made structural changes. But creditors say the plans Greece has submitted fall short, and they accuse Mr. Tsipras of trying to roll back the austerity measures unilaterally.

Greece needs a deal to keep paying its creditors and to finance government operations. Athens seems to be betting that its creditors will want to reach a compromise to avoid the huge unknowns that could arise if Greece defaults or possibly leaves the euro.

## Debt in the European Union



## *If things are so bad, shouldn't Greece just leave the eurozone?*

At the height of the debt crisis a few years ago, many experts worried that Greece's problems would spill over into the rest of the world. If Greece defaulted on its debt and exited the eurozone, it could create global financial shocks bigger than the collapse of Lehman Brothers.

Some people argue that if Greece were to leave the currency union now, it wouldn't be such a catastrophe. Europe has put up safeguards to limit the financial contagion, in an effort to keep the problems from spreading to other countries. Greece, just a tiny part of the eurozone economy, could regain financial autonomy with its own economy, these people contend — and the eurozone would actually be better off without a country that seems to constantly need its neighbors' support.

Others say that's too simplistic a view. European leaders still haven't fixed some of the biggest shortcomings of the eurozone's structure by creating a more federal-style system of transferring money as needed among members — the way the United States does among its various states. They also worry that if Greece were to default and leave the eurozone, it could ignite turmoil in the financial markets that might stall the budding recovery in Europe and impede the United States' rebound.

## *What happens next?*

That's the billion-euro question.

Mr. Tsipras has said he doesn't want to take Greece out of the euro currency union. Chancellor Angela Merkel of Germany, Europe's paymaster, says the eurozone must stay together — but not at any cost.

Right now, Greece must work out a deal to get some of the €7 billion to meet looming debt payments. It also has more than €7 billion in additional payments coming due this summer to the I.M.F. and the European Central Bank. As a result, Greece might need to try securing yet another multibillion-euro bailout package — its third since 2010.

If Greece doesn't get money fast, the government may consider holding a referendum that would test whether Greek citizens want to stay in the eurozone. New elections could also be held if Greece's financial situation worsens. Or Greece could test the willingness of Russia or China to help should talks with Europe falter.

The heavy betting is that Greece and Europe will find a way to muddle through the mess yet again — even if many people might be quietly drawing up emergency plans.

121,56

# Warum kaum ein Ökonom wagt, die EZB zu kritisieren

Die EZB rettet – zumindest indirekt – ganze Staaten, kauft Anleihen im Milliardenwert, überwacht Banken. Zugleich hat sie die Kommunikation nicht im Griff. Kritik gibt es trotzdem nur versteckt.

Von Anja Ettl, Holger Zschäpitz 25. Mai

Die Gästeliste war erlesen, die Zahl der Teilnehmer auf 80 begrenzt. In der Münchner Leopoldstraße, wo die Bundesbank eine Filiale unterhält, sollte im Rahmen einer zweitägigen Konferenz am Dienstag und Mittwoch dieser Woche endlich mal Klartext über Reformen dies- und jenseits des Atlantiks gesprochen werden.

Es galten die sogenannten Chatham-House-Regeln, bei denen zwar über Inhalte berichtet, nicht aber die Identität der Sprecher oder der Konferenz offengelegt werden darf. Auf diese Weise sollen Ideen entstehen und eine möglichst freie Debatte soll sich entfalten.

Um ganz sicherzugehen, waren auf der Münchner Tagung Journalisten gar nicht erst geladen. Doch der Hauptredner des zweiten Tages, der Präsident der Landeszentralbank in Chicago, Charles Evans, stellte klare Bedingungen: Eine Zusage könne er nur geben, wenn während seiner Rede die Presse zugegen sei.

Dieser Wunsch war nicht etwa der Eitelkeit Evans' geschuldet. Vielmehr schreiben genau das die Verhaltensregeln der amerikanischen Notenbanker vor: Marktrelevante Informationen dürfen nicht ausgewählten Teilnehmern zur Verfügung gestellt werden. Sondern nur der gesamten Öffentlichkeit gleichzeitig. Es war, en passant, eine kleine Lektion in Sachen Notenbank-Kommunikation – und das in einer Woche, in der der EZB eine der größten Kommunikationspannen ihrer Geschichte unterlaufen ist.

## Informationen von erheblicher Kursrelevanz

EZB-Direktoriumsmitglied Benoît Cœuré hatte am Montagabend bei einem Abendessen in London vor einigen Vertretern von Hedgefonds und Investmentbanken [Details zu Änderungen im milliardenschweren Anleihenkauf-Programm genannt](#). Es handelte sich damit um Informationen von erheblicher Kursrelevanz.



Foto: Infografik Die Welt

Allerdings veröffentlichte die EZB die Rede erst am Dienstagvormittag. Der Euro, der schon während der geschlossenen Veranstaltung abgesackt war, ging danach erst recht auf Talfahrt. Eine kleine Schar von Finanzmarktakteuren hatte damit einen zeitlichen Vorsprung vor allen anderen Marktteilnehmern und scheint diesen auch weidlich genutzt zu haben.

Die Kommunikationspanne offenbart, dass die EZB ihrer neuen Rolle als die mächtigste Institution Europas wohl noch nicht gewachsen ist. Sie rettet – zumindest indirekt – ganze Staaten, kauft für Milliarden Anleihen, überwacht die wichtigsten Banken und gleicht damit immer mehr der legendären amerikanischen Notenbank, der Federal Reserve.

Bei der Kommunikation allerdings, immerhin eines der wichtigsten Instrumente einer Notenbank, ist die EZB, die einst nach dem Modell der regelstrengen Bundesbank geformt wurde, noch nicht in der neuen Zeit angekommen.

”

*Nichts wäre schädlicher für die Reputation einer Zentralbank und Aufsichtsbehörde, als wenn der Eindruck entstünde, diese Organisation selbst ermögliche Insiderhandel*

“

**Rebekka Haller** Strategin bei der Hamburger Privatbank M.M. Warburg

Dabei wäre ein strikteres Regelwerk aus zwei Gründen dringend nötig. Die Super-Institution EZB agiert mittlerweile mit einem enorm großen wirtschaftlichen Hebel. Ihre Bilanzsumme entspricht aktuell mehr als einem Viertel der Wirtschaftsleistung in der Euro-Zone. Das ist mehr als doppelt so viel wie vor der Finanzkrise – Tendenz weiter steigend.

Was fast noch schwerer wiegt: Kommunikationspannen wie diese belasten das Vertrauen der Bürger in die Institution. Diese haben als normale Sparer ohnehin schon mit der Null- beziehungsweise Minuszinspolitik zu kämpfen. Sollten sie nun auch noch das Gefühl bekommen, dass ausgerechnet Hedgefonds bevorzugt behandelt werden, könnte das dem Ruf noch weiter schaden. Doch der Erfolg der Geldpolitik hängt nicht zuletzt von der Akzeptanz der Geldnutzer ab. Also auch vom gemeinen Bürger.

"Nichts wäre schädlicher für die Reputation einer Zentralbank und Aufsichtsbehörde, als wenn der Eindruck entstünde, diese Organisation selbst ermögliche Insiderhandel", formuliert es Rebekka Haller, Strategin bei der Hamburger Privatbank M.M. Warburg. Sie gehört zu den wenigen Ökonomen, die dazu überhaupt öffentlich etwas sagen mögen.



Zwar sind sich viele EZB-Beobachter in der Einschätzung einig, dass der Fall Cœuré einer der größten Schnitzer in der bisherigen Kommunikation mit der Außenwelt ist. Gravierender war wohl nur der Ausrutscher des ehemaligen EZB-Präsidenten Wim Duisenberg, der mit einer unbedachten Äußerung den Euro im Oktober 2000 auf den tiefsten Stand in seiner Geschichte drückte.

### **Erstaunliche Reaktion auf den Fall Cœuré**

Namentlich zum Fall Cœuré Stellung nehmen will aber kaum jemand – aus Angst, den Gesprächsfaden mit der Notenbank abreißen zu lassen. Schließlich lädt die EZB Ökonomen regelmäßig zu Hintergrundgesprächen ein, um ihre geldpolitischen Strategien im kleinen Kreis zu erläutern und mögliche Fragen zu klären. Das will keiner aufs Spiel setzen.

Zumal an den Märkten nichts mehr ohne die Zentralbanken läuft. Anders als in früheren Dekaden reagieren die Akteure an den Devisen-, Aktien- und Anleihebörsen nicht mehr direkt auf Fundamentaldaten. Stattdessen wird bei jeder Zahl vor allem danach gefragt, wie die Notenbanken wohl darauf reagieren werden und was das wiederum für die Märkte bedeutet.

"Fakt ist, dass viele signifikante Bewegungen an den globalen Märkten in einem direkten Zusammenhang mit geldpolitischen Eingriffen stehen. Eine professionelle Kommunikationspolitik von Zentralbanken ist daher unumgänglich", mahnt Strategin Haller.

#### **Was die EZB darf und was nicht**

Umso erstaunlicher ist es, wie die EZB bisher auf den Fall Cœuré reagiert hat. Nach dem Willen der Zentralbank sollen Journalisten künftig keine Redetexte mehr vorab mit Sperrfrist bekommen. Dabei ist das bei vielen Zentralbanken eine übliche Praxis, um sicherzustellen, dass Medien zeitgleich berichten und eben kein Marktteilnehmer einen Informationsvorsprung erhält.

### **Strenge Richtlinien in den USA**

Auch der aktuelle Verhaltenskodex der EZB ist relativ weich formuliert. So dürfen die EZB-Ratsmitglieder frei darüber entscheiden, welche Einladungen sie akzeptieren und ob sie vor Industriemanagern, Hedgefonds oder auf Verbandstagungen sprechen wollen.

Ein zentrales Register, das auch die nicht öffentlichen Auftritte der Geld-Granden erfasst, existiert nicht. Viele Vorträge bleiben damit der Öffentlichkeit verborgen. Anders als für Firmenchefs gilt für die mächtigen Banker auch nicht die Pflicht zur Ad-hoc-Publizität. So ist es Konzernlenkern strikt verboten, kursrelevante Informationen einem exklusiven Adressatenkreis weiterzugeben. Bei der EZB kennt man eine solche Regel nicht.

Ganz anders in Amerika. So schreibt der strenge "Code of Conduct" der US-Notenbank ihren Mitarbeitern vor, dass sie keinerlei Informationen weitergeben dürfen, aus denen einzelne Akteure Profit schlagen könnten. Konkret heißt es: "Jeder Fed-Mitarbeiter ist gehalten, dass seine Kontakte mit der Öffentlichkeit nicht einzelne Personen, Unternehmen oder Organisationen bevorzugen."

### **Draghis neue Transparenz**

Bei Treffen, die wie bei jenem von Cœuré von Hedgefonds gesponsert werden, sollen die Regeln sogar besonders strikt und rigoros angewendet werden. Im Klartext bedeutet das, dass kein Fed-Mitarbeiter auf einer Hedgefonds-Konferenz ohne Anwesenheit der Presse auftreten würde. Die bloße Parallelveröffentlichung einer Rede im Internet würde unter solchen Regeln dann auch nicht mehr reichen.

Schließlich könnten Teilnehmer einer Konferenz auch abseits des bloßen Vortrags profitieren, etwa wenn sie über die anschließende Frage- und Antwort-Runde neue Erkenntnisse gewinnen und zu ihrem Vorteil umsetzen.

Viele Fachleute fordern daher – wenn auch nicht laut –, dass sich in der Kommunikation der EZB etwas ändern muss, um ähnliche Fälle in der Zukunft zu vermeiden. EZB-Präsident Mario Draghi hat seine Notenbank seit dem Amtsantritt im Grunde immer amerikanischer gemacht. Nun muss er auch den Weg konsequent weitergehen und ähnlich strikte Verhaltensregeln einführen wie die Fed, so die einhellige Meinung.

Gelegenheit zu neuer Transparenz hat Draghi bereits an diesem Wochenende. Schließlich trifft sich die Elite der Notenbankwelt auf Einladung der EZB im portugiesischen Sintra, um vor malerischer Kulisse und im erlauchten Kreis über die weltweite Geldpolitik zu philosophieren.


Die Veranstaltung soll eine Reminiszenz an das legendäre Treffen im amerikanischen Jackson Hole in den Rocky Mountains sein, wo die Fed seit 1982 ihre Exklusiv-Runden veranstaltet. Die Historie der Amerikaner kann allerdings auch Europa Hoffnung machen. Denn die Treffen in den Bergen haben erst über die Jahre an Transparenz gewonnen. Auch die US-Notenbank musste erst lernen, wie sie gerechter kommuniziert.

## Merkel und Hollande gemeinsam, Cameron einsam

Großbritannien wirbt derzeit dafür, die Zusammenarbeit in der Union zu lockern. Deutschland und Frankreich reagieren genau gegenteilig: Sie haben ein Konzept erarbeitet, das die Integration der Euro-Zone vertiefen soll.

26.05.2015



© DPA  Widerstreitenden Interessen: der britische Premierminister David Cameron, der französische Präsident Francois Hollande und Bundeskanzlerin Angela Merkel 2014 während einer Gedenkveranstaltung zum Ersten Weltkriegsbeginn in Ypern

Bundeskanzlerin Angela Merkel (CDU) und der französische Staatspräsident François Hollande haben nach Berichten englischer und französischer Zeitungen einen Plan für die weitere Integration innerhalb der Eurozone ausgearbeitet. Die französische Zeitung „Le Monde“ berichtet, das Dokument wende sich gegen eine **Veränderung und Neuverhandlung der bestehenden EU-Verträge bezüglich der Euro-Zone**. Es sieht vielmehr für die nächsten Jahre eine weitere, schrittweise Vertiefung in der Euro-Zone vor, ohne den Lissabon-Vertrag zu verändern. Merkel und Hollande schlugen darin ein Aktionsprogramm in vier Themenfeldern vor, um die Integration fiskalisch und politisch voranzutreiben. Es verbinde die Bemühungen um geldpolitische Stabilität mit dem französischen Wunsch nach mehr Investitionen.

Das Papier sei dem EU-Kommissionspräsidenten Jean-Claude Juncker am vergangenen Samstag übergeben worden und solle auf dem EU-Gipfel im Juni in Brüssel vorgestellt werden – just dem Gipfel also, auf dem Cameron auch seine eigenen Pläne vorantreiben will. Damit stehe das Papier in einem Gegensatz zu den Bestrebungen Großbritanniens, das zwar nicht in der Euro-Zone ist, aber für den ganzen EU-Raum eine Re-Nationalisierung der europäischen Zuständigkeiten und die Betonung nationalstaatlicher Souveränität anstrebt. Auch soll das Prinzip der Subsidiarität wieder gestärkt werden. Cameron wirbt daher dafür, die Verträge teilweise neu zu verhandeln, um einerseits die Euro-Zone in ihrer Entwicklung nicht zu behindern, andererseits aber Großbritannien seine Beziehungen zur EU restrukturieren zu lassen. Das Papier zeige, dass Merkel und Hollande nicht viel mit Cameron gemeinsam hätten, hieß es in „Le Monde“ weiter.

### Cameron am Freitag in Berlin

Der wiedergewählte britische Premierminister David Cameron, der im nächsten Jahr ein Referendum über den Verbleib Großbritanniens in der EU plant, hatte am Montagabend den EU-Kommissionspräsidenten Jean-Claude Juncker **auf seinen Landsitz bei London eingeladen**, um den Wünschen der britischen Wähler Nachdruck zu verleihen. Nun will sich Cameron auf eine einwöchige Reise begeben, in deren Verlauf er neben Deutschland und Frankreich auch in Dänemark, den Niederlanden und in Polen für sein Anliegen werben will. Camerons Ziel sei es, vor dem Gipfel mit allen 27 EU-Regierungen über das Referendum, die britischen Änderungswünsche und mögliche Konzessionen zu sprechen. Cameron wird am Donnerstag in Paris und am Freitag in Berlin erwartet.

Der britische „Guardian“ berichtete **nach dem Treffen mit Juncker**, Cameron habe unterstrichen, dass die Briten mit dem „Status quo nicht glücklich“ seien und dass sich die EU verändern müsse, um britische Wünsche besser zu berücksichtigen. Juncker habe seinerseits versichert, er wolle einen „fairen Deal“ für Großbritannien finden.

121,59

## Le « no, thanks » de Merkel et Hollande à Cameron

Le Monde.fr | 25.05.2015 à 06h52 • Mis à jour le 25.05.2015 à 07h22 | Par [Philippe Ricard](#)

L'agenda d'Angela Merkel et de François Hollande pour la zone euro, résumé dans un document obtenu par *Le Monde*, risque de faire au moins un mécontent : David Cameron, attendu jeudi 28 mai à Paris, et vendredi 29 à Berlin. Après sa réélection, le premier ministre britannique espère cette semaine pousser son avantage afin d'obtenir des concessions de la part du président français et de la chancelière allemande et préparer au mieux le référendum qu'il promet d'ici à la fin 2017 sur le maintien ou non de son pays dans l'Union européenne. Il aura fort à faire dans la mesure où la France, mais aussi l'Allemagne, rejettent par avance, dans ce texte commun, l'une des revendications du chef de gouvernement de sa Majesté – la modification des traités européens – et suggèrent au contraire de renforcer, par petites touches, l'intégration du continent.

Dans une contribution envoyée samedi 23 mai à Jean-Claude Juncker, le président de la commission – qui pilote d'ici à la fin juin la préparation d'un rapport sur l'approfondissement de l'Union monétaire –, la France et l'Allemagne proposent que la zone euro se dote d'un programme dans « *quatre domaines d'action, qui devraient être développés dans le cadre des traités actuels dans les prochaines années* » : la politique économique, la convergence économique, fiscale et sociale, la stabilité financière et les investissements, et la gouvernance de l'Union monétaire. Rien de moins.

### Refonte en profondeur

Après l'urgence du sauvetage de l'euro, ces dernières années, M= Merkel et M. Hollande conviennent que des « *étapes supplémentaires sont nécessaires* », alors que M. Cameron appelle au contraire à rapatrier certaines compétences vers les capitales, afin que l'Union « *toujours plus étroite* » promise par ses fondateurs ne soit plus inscrite dans le marbre. Tandis que M. Cameron entend limiter la liberté de circulation, protéger la City des efforts de régulation continentaux, et faire cavalier seul, Paris et Berlin privilégient ce qu'ils considèrent désormais comme le noyau dur de la construction européenne, l'Union monétaire, dont l'existence a été ébranlée par l'interminable naufrage de la Grèce.

Préparé dans la plus grande discrétion par leurs sherpas respectifs, le document a été finalisé par François Hollande et Angela Merkel, en marge du sommet du « *partenariat oriental* », avec six pays de l'ex-URSS, dont l'Ukraine, vendredi 22 mai, à Riga. Ce jour-là, David Cameron n'a pas exclu d'appeler à voter « *non* », s'il ne devait rien obtenir de ses partenaires européens avant de consulter les Britanniques.

Leur « *contribution sur l'Union monétaire* » démontre que les dirigeants français et allemands ne partagent pas grand-chose en commun avec David Cameron. Dans leur document, le chef de l'Etat et la chancelière annoncent même vouloir proposer d'ici à la fin 2016, des « *étapes supplémentaires (...) qui pourraient cette fois examiner le cadre politique et institutionnel, les instruments communs et les bases juridiques (...) pertinents à long terme* ». Rien ne dit que cela ne débouchera pas alors sur une refonte en profondeur des traités. Mais ni dans le sens, ni selon le calendrier esquissé par David Cameron.

121,60

## Spain's Local Election Results Reshape Political Landscape

By RAPHAEL MINDERMAY 25, 2015

MADRID — Ada Colau, 41, was not even born when Manuela Carmena, 71, joined [Spain](#)'s underground Communist party and started her legal career by attacking labor restrictions imposed by Francisco Franco, the Spanish dictator.

But even if separated by a generation, Ms. Colau and Ms. Carmena both found themselves claiming similar left-wing victories by upstart candidates over [Spain](#)'s political establishment after Sunday's regional and municipal elections.

Ms. Colau, a former activist who fought housing evictions, defeated Barcelona's mayor, Xavier Trias, which she described as a "David against Goliath" victory. Ms. Carmena, a retired judge, did not win in Madrid, but her strong showing nonetheless made it very likely that she would become mayor of Spain's capital next month, at the helm of a coalition with the Socialists.

The success of anti-establishment candidates, who ran for small local parties, in the two largest Spanish cities underlined the fragmentation of Spain's politics, as well as the precipitous slide of the governing Popular Party of Prime Minister Mariano Rajoy, ahead of general elections this year.

The elections also confirmed the erosion of Spain's bipartisan system. The Popular Party and the main opposition Socialist Party together won just over half of the vote on Sunday, compared with two-thirds in the last election in 2011. Instead, Podemos (We Can), a far-left party, and — to a lesser extent — Ciudadanos (Citizens), a center-right party, emerged as the new kingmakers of Spanish politics. Now come complicated negotiations to form new regional governments and city administrations across the country.

In 2011, the Popular Party swept to power as voters punished the Socialists for sinking Spain into economic crisis. Four years later, Mr. Rajoy has been urging voters not to risk derailing Spain's recent return to growth by entrusting economic management to left-leaning or untested political parties. The government is forecasting growth of 2.9 percent this year, which Mr. Rajoy expects to be the strongest among major European nations.

However, "there is a broader change in the political mood in Spain that the Popular Party doesn't seem to be able to grasp," said Manuel Arias-Maldonado, a politics professor at the University of Málaga. Sunday's results, he added, show that the Popular Party had "false confidence that economic recovery would suffice" to win elections.

Pablo Iglesias, the national leader of Podemos, told supporters on Sunday night that the results in Spain's largest cities showed the end of the bipartisan system. In Valencia, Spain's third-largest city, Rita Barberá, the conservative mayor, is also expected to resign after 24 years. Ms. Barberá's Popular Party won, but with an insufficient margin to stop left-leaning parties from forming a coalition and removing her from office.

"The big cities are the big engine of change in Spain," Mr. Iglesias said on Sunday. He went on to predict that the change in the country's political landscape would be confirmed in general elections to be held at the end of the year.

Such a forecast seems premature. But Sunday's outcome suggests that the days of clear-cut results in Spanish elections are numbered, replaced instead by four-way races that will force parties to enter into the largely uncharted waters of coalition negotiations.

“Given the absence of a coalition-making culture and the low incentives to cooperate ahead of the legislative elections, the coming months could see the emergence of political stalemate in many places across the country,” Antonio Barroso, a Spanish analyst at Teneo Intelligence, a think tank in London, said in a research note.

In Madrid, Ms. Carmena was urged by friends to come out of retirement to run a campaign based partly on the argument that she could bring more integrity to Spain’s corruption-plagued political scene. After Sunday’s results, Ms. Carmena pledged to make Madrid “a decent and fair city.”

Ms. Carmena also argued during her campaign that Madrid’s city hall should steer clear of the grand projects favored by recent conservative administrations. In a curious twist, the Popular Party’s own candidate, Esperanza Aguirre, a veteran politician, also tried to distance herself from her own party’s past unchecked spending by pledging to move out of the city hall building, if elected, because of the cost of the building’s upkeep.

In Barcelona, Ms. Colau continued the kind of campaign on behalf of the disenfranchised that she had previously led against housing evictions, during Spain’s banking crisis. She also promised a drastic cut in her Barcelona mayor’s salary if elected. Last week, Ms. Carmena followed suit, saying that she wanted Madrid’s next mayor to earn 45,000 euros, about \$49,400, a year, compared with the salary of €100,000 for the current conservative mayor.

A tearful Ms. Colau told her supporters after Sunday’s win: “Ordinary people, who normally don’t have any power, had a historic opportunity and used it. Congratulations. ”

Ms. Colau and Ms. Carmena “can claim to be different, fresh and nonprofessional politicians,” said Mr. Arias-Maldonado, the politics professor. “They offered voters the prospect of a change and something new, even if its exact content isn’t yet clear.”

[https://www.stratfor.com/weekly/net-assessment-europe?utm\\_source=freelist-f&utm\\_medium=email&utm\\_term=Gweekly&utm\\_campaign=20150526?utm\\_source=freelist-f&utm\\_medium=email&utm\\_term=Gweekly&utm\\_campaign=20150526&utm\\_term=Gweekly&utm\\_content=readmoretext&mc\\_cid=9f1ca437d7&mc\\_eid=a50155e6f7](https://www.stratfor.com/weekly/net-assessment-europe?utm_source=freelist-f&utm_medium=email&utm_term=Gweekly&utm_campaign=20150526?utm_source=freelist-f&utm_medium=email&utm_term=Gweekly&utm_campaign=20150526&utm_term=Gweekly&utm_content=readmoretext&mc_cid=9f1ca437d7&mc_eid=a50155e6f7)

121,62

## A Net Assessment of Europe

Geopolitical Weekly

MAY 26, 2015 | 08:00 GMT

Last week I began this series with a [Net Assessment of the World](#), in which I focused on the growing destabilization of the Eurasian land mass. This week I continue the series, which will ultimately analyze each region in detail, with an analysis of Europe. I start here, rather than in the Middle East, because while the increasing successes of the Islamic State are significant, the region itself is secondary to Europe in the broader perspective. The Middle East matters, but Europe is as economically productive as the United States and, for the past 500 years, has been the force that has reshaped the world. The Middle East matters a great deal; European crises can destabilize the world. What happens between Greece and Germany, for example, can have consequences in multiple directions. Therefore, since we have to start somewhere, let me start with Europe.

Europe is undergoing two interconnected crises. The first is the crisis of the European Union. The bloc began as a system of economic integration, but it was also intended to be more than that: It was to be an institution that would create Europeans. The national distinctions between European nations is real and has proved destabilizing, since Europe has been filled with nations with diverging interests and historical grudges. The EU project did not intend to abolish these nations; the distinctions and tensions were too deep. Rather it was intended to overlay national identities with a European identity. There would be nations and they would retain ultimate sovereignty, but the citizens of these nations would increasingly come to see themselves as Europeans. That European identity would both create a common culture and diminish the particularity of states. The inducement to all of Europe was prosperity and peace. The European Union would create ongoing prosperity, which would eliminate the danger of conflict. The challenge to Europe in this sense was that prosperity is at best cyclical, and it is regional. Europe is struggling with integration because without general prosperity, the seduction of Europeans away from the parochial allure of nations will fail. Therefore, the crisis of the European Union, focused on the European Peninsula, is one of the destabilizing forces.

I use the term European Peninsula to denote the region that lies to the west of a line drawn from St. Petersburg to Rostov-on-Don, becoming increasingly narrow until it reaches Iberia and the Atlantic Ocean. France, Germany and Italy are on the peninsula, with its river systems of the Danube and Rhine. To the line's east is Russia. Whereas the peninsula is intimately connected with the oceans and is therefore engaged in global trade, Russia is landlocked. It is very much land constrained, with its distant ports on the Pacific, the Turkish straits its only outlet to the Mediterranean, and its Baltic and Arctic access hampered by ice and weather. On the peninsula, particularly as you move west, no one is more than a few hundred miles from the sea. Russia, reliant upon land transportation, which is more difficult and expensive than maritime trade, tends to be substantially poorer than the peninsula.

The second crisis rests in the strategic structure of Europe and is less tractable than the first. Leaving aside the outlying islands and other peninsulas that make up Europe, the Continent's primordial issue is the relationship between the largely unified but poorer mainland, dominated by Russia, and the wealthier but much more fragmented peninsula. Between Russia and the peninsula lies a borderland that at times has been under the control of Russia or a peninsular power or, more often, divided. This borderland is occasionally independent and sovereign, but this is rare. More often, even in sovereignty, it is embedded in the spheres of influence of other countries. The borderland has two tiers: the first and furthest east is Belarus, Ukraine and portions of the Balkans, while the second consists of Poland, the Czech Republic, Slovakia, Hungary, Romania and Bulgaria. After World War II, Russia's power extended to the second tier and beyond. After the collapse of the Soviet Union, these countries became sovereign, and the influence of the peninsula moved eastward as two peninsular institutions, the European Union and NATO, absorbed the second tier. As this happened, and the Baltics were included with the second tier, Belarus and particularly Ukraine became the dividing line and buffer.

Two things must be noted here. First, it was the existence of the European Union that gave the peninsula a framework for eastward expansion. NATO, in many ways, became moribund as it lost its rationale after the Cold War. However, in the years after Soviet collapse, the European Union was dynamic and seemed destined to unite the peninsula. As Soviet power collapsed and European power seemed to expand, the European Union provided a united framework for expansion and an attractive option for newly sovereign nations in the borderland.

Second, Russia was in a state of systemic shock in the 1990s. It was a period of chaos, characterized by the complete loss of both controls and plans. It was almost as though Russia was unconscious. From the European and American points of view, this was the new normal in Russia. In fact, it was inevitable that this was merely a transitory state. The single institution that historically had held Russia together was the secret police. In a poor country with minimal communications and transportation, the ability of the center to control the periphery is limited. The institution of an efficient security system would be indispensable if Russia were to avoid fragmentation. From the Czars onward, this is what held Russia together. It followed that when the first shock of collapse passed, the security apparatus would reassert itself and stabilize Russia. It was not the personality of Vladimir Putin that mattered; if not for him, another leader would have emerged and halted the disintegration of the Russian economy and polity.

This process inevitably led Russia to restructure itself, within the limits of its diminished power. The effort included an attempt to both stabilize the country's economy and reassert its geopolitical interests, first in the Caucasus and then in Ukraine. Without a buffer in the eastern peninsula, Russia lacks strategic depth, and it has only been this strategic depth that has saved it from peninsular invasions in the past. Therefore, any attempt to stabilize Russia would necessitate a look westward to the borderlands, where the second tier was completely lost and even the Baltics had become part of the peninsular system, and an interpretation of eastern expansion as an existential threat to Russia.

The European Union's position was that the Continent's growing integration was completely benign. That might well have been the subjective intention of the Europeans, but the Russians saw something they had never seen before: integrated institutions, with ambitions among some members to become a federation of nation-states that might go well beyond economics. There had been sufficiently ample discussion of European defense systems and federation to cause concern in Moscow. Without buffers, a united Europe with a shifted intent might well pose an existential threat to Russia. This was particularly the case because the United States held a vague alliance with the Europeans and shared the fear of Russia's power re-emerging.

### Russia's Resurgence and Europe's Crisis

In 2008, two critical things happened. First, and less important, was the Russian war with Georgia that demonstrated—more than reality might require—the re-emergence of Russia as a significant and capable regional power. Second, and more important, the economic crisis triggered by the American sub-prime mortgage crisis led to the gradual fragmentation of European unity, causing a massive divergence of interests. The eastern movement of European influence, supported by the United States, continued in spite of the crisis. The Russians were forced to counter and were less concerned about the consequences.

The European crisis was simple, at its core. Germany had the fourth-largest economy in the world. It derived over 50 percent of its income from exports, half of which went to the European free trade zone. In addition, using its substantial influence, the euro maximized the interest of the European economy as a whole. Given the size of the German economy, it is only a slight

overstatement to assert that its economic needs defined Europe's economy. The euro helped stabilize and sustain German growth, as did the regulations created by Brussels. This limited entrepreneurial behavior in countries where low wages ought to have been the impetus for growth. Instead, these countries became opportunities for German investment.

All of this was bearable before 2008, because since EU members signed the Treaty of Maastricht in 1992, which led to a common currency, they had seen a period of extraordinary prosperity. A rising tide floats all ships. But in 2008, a routine financial crisis (from the standpoint of a century) tore apart the fabric of the peninsula. During any economic crisis, the most important question is who shall bear the burden, the creditors or debtors? Broadly speaking, Europe split along these lines. Germany was the peninsula's major creditor. Southern Europe was its major debtor. Leaving aside the moral posturing over who committed what injustice against whom, the Germans insisted on austerity. International institutions, including the International Monetary Fund, aligned with Germany.

The interests of the European Peninsula diverged into four parts: those of Germanic Europe (Germany, Austria and, to some extent, the Czech Republic); Mediterranean Europe; the eastern frontier of the European Union; and the rest of northern Europe.

Germany has an overwhelming interest in the European Union and its free trade zone. It is an inherently weak nation, as are all countries that are dependent on exports. Germany's well-being depends on its ability to sell its products. If blocked by an economic downturn among its customers or political impediments to exports, Germany faces a declining economy that can create domestic social crises. Germany must do everything it can to discipline the European Union without motivating its members to leave. (The issue is not leaving the euro, but placing limits on German exports.) Thus Germanic Europe is walking a fine line. It is an economic engine of Europe, but also extremely insecure. Given the fragmentation in the European Union, it must reach out to others, particularly Russia, for alternatives. Russia is not an alternative in itself, but in a bad situation it could be part of a solution if Germany could craft one. This is, of course, a worst-case scenario, but the worst case is often the reality in Europe in the long run.

Southern Europe is seeking a path that will allow it to escape catastrophic austerity in a Europe that seems unable to generate significant economic growth. If that does not save Southern European nations, they must decide, in simplest terms, whether they are better off defaulting on debt than paying it. While Germany is currently inclined not to force them to this point, it is emerging on its own. This is the fundamental reality of Europe: Germany wants to save the free trade zone, but without absorbing Europe's bad debts. Southern Europe needs to shift its burden and will eventually reconsider the viability of free trade, though it has not yet done so. Just as there are limits on agricultural trade, why not create the same environment that the Germans enjoyed in the 1950s, when they were able to protect themselves from American industrial exports, thereby growing their industry with minimal competition?

Central and Eastern European countries are in a complex position with the European Union, since they are generally members that are not in the eurozone. But for most of them, the question of Russia's power and intentions is more important than the Greek crisis. For the east, there is an awareness that Europe never did progress to a common foreign and defense policy and that the European Union cannot defend them against Russia. They are also aware that NATO cannot defend them, except with American involvement, which is coming in very measured and slow increases.

Then there is the fourth part of Europe, particularly France, which is supposed to be Germany's equal in the European Union but has fallen behind in recent decades, as it did in the 19th century. France is as much part of Southern Europe as Greece, along with high unemployment in the south. And along with the Southern Europeans, who are facing problems in the Mediterranean and North Africa alongside their economic woes, France is not drawn east, nor is it comfortable with German policies, but it is being drawn in multiple directions on economic and strategic issues.

## A Continent Divided

A continent drawn in multiple directions is the best description of the European Union, and one that gives the Russians some relief. The collapse of oil prices and Russia's inability to turn oil income into a diverse and sustainable economy are inherently limiting factors on Russia's power. In Ukraine, the Russians are experiencing the twin problems of a failure of intelligence and the limits of their military forces. Their intelligence failed to detect or manage events in Ukraine, from anticipating the fall of the government to understanding that there would be no general uprising in eastern Ukraine. Russia's military never invaded anything, albeit that Russia controlled and, to some degree, still controls warring militias. Russia was present in Crimea by treaty, and its minimal forces and operations in the east revealed both its aggressive intent and the limits of its power. The Russians did not do well in that campaign, nor in my view could they mount a successful invasion of Ukraine as a whole, given their limits on logistics and other capabilities.

But the Russians were saved by the fragmentation of the peninsula. The eastern Europeans wanted some definitive action from Europe. None came. Sanctions created pain, but they did not define Russia's strategic policy. Thus, to the extent that the borderland has a patron, it is not Europe but the United States. The Germans have no desire to fundamentally alienate Russia over Ukraine. The French are torn in multiple directions and the Southern Europeans have no interest in non-EU issues aside from Muslim immigration. (This latter challenge, which solves problems of labor shortages but creates problems of immigration and some risk of terrorism, is important and a topic to which I will return in the future. Muslim immigration, however, does not threaten Europe's fundamental architecture, the elucidation of which is the purpose of a net assessment.)

The Net Assessment of Europe is that the Continent's basic geographical split remains in place, and Russia still holds the weaker position. However, its relative strength has increased with the rise of divergent interests within the European Union, and its primary concern regarding the Continent is not Europe but the United States. Therefore, the crisis in the European Union will define the broader situation in Russia, and that fundamental crisis appears insoluble within the current framework of discussion. The discussion will move from debt and repayment to the creation of a sustainable European Union in which Germany may not get to export all it wants but must accept limits on its prosperity relative to its partners. Since politics makes that unlikely, the fragmentation of the peninsula will increase, and with it, Russia's relative power will rise, drawing in the United States.

121,64

## ECB Error Spurs Questions About Policy Disclosures

Investors say speeches by central-bank officials at private events could give advantage to attendees

By  
**LAURENCE FLETCHER** and **TODD BUELL**  
May 25, 2015 4:46 p.m. ET

A European Central Bank snafu last week that meant one of its officials gave market-moving information to a private audience including major hedge funds hours before it was made public is raising broader concerns **about** European **policy** makers' behind-closed-doors meetings.

The central bank blamed a "procedural **error**" for last Monday's incident, in which **ECB** executive board member Benoît Coeuré gave fresh details of the central bank's bond-buying stimulus plan that weren't published until the next morning.

But investors and governance experts say the widespread practice of speaking at private events could hand an advantage to some investors.

"There is a growing issue," said Philip Lawlor, a partner at London-based Smith & Williamson Investment, which has **about** £15.5 billion of funds under management. "If you get people in a room and if you disclose something that could be perceived to be market-moving to a reasonably select group, then you've got to be exceptionally careful."

Senior **ECB** officials regularly speak at conferences and other events attended by hedge funds and other investors. Sometimes they are on the record and their comments can be widely reported. At other times, they give speeches under so-called Chatham House rules, which state that the audience can use information they hear but not disclose who made the comments.

The **ECB** declined to comment **about** its use of Chatham House rules. A spokesman pointed to its code of conduct for the governing council, which prohibits disclosure of confidential information in speeches or when talking to the media.

At last Monday's event, Mr. Coeuré gave new details of the **ECB's** bond-purchase plans in a speech at London's five-star Berkeley Hotel that took place following an all-day conference. The **ECB** said it planned to publish Mr. Coeuré's speech at the same time as he gave it around 6 p.m., but because of an **error** it wasn't published until the following morning. When the speech went public, the euro tumbled and stocks and bonds soared.

A list of attendees reviewed by The Wall Street Journal shows around 80 delegates at the conference, including **about** two dozen staff of hedge funds or asset managers. One of the conference organizers was the Brevan Howard Centre for Financial Analysis, a research center funded by Brevan Howard, one of Europe's biggest hedge funds.

On Wednesday, following the **ECB's** disclosure problem, the central bank said it would no longer release in advance speeches by executive board members to journalists under embargo. The **ECB** will post speeches of its board members on its website when the talks are scheduled to begin.

Hedge funds say getting a head start of even a few seconds on significant information affecting markets can mean the difference between large profits and losses. Comments from **ECB policy** makers regularly move the euro or sovereign-bond yields.

"There are hedge funds out there just waiting to trade on this [kind of information,]" Mr. Lawlor said.

Richard Portes, a professor of economics at London Business School, said Chatham House rules are especially problematic, and can lead to accusations that certain investors are receiving favors. Instead, he said, central bankers should "scrap [the rule] and assume you'll be quoted."

U.S. Federal Reserve officials don't give speeches under Chatham House rules. Embargoed copies of speeches are given to journalists. According to the Fed's communication **policy**, members of its top **policy**-making committee must "strive to ensure" they don't provide any profit-making entity "with a prestige advantage over its competitors."



In the U.K., the Bank of England publishes the text of speeches given by high-ranking officials at the time the speech is given. Members of the Bank of England's Monetary **Policy** Committee must follow a code of conduct that prohibits them from revealing unpublished minutes from MPC meetings and gives guidance on accepting speaking engagements and lunch or dinner invitations.

There have been a number of recent events where **ECB** members have spoken to small groups of investors.

On May 8, **ECB** Vice President Vitor Constancio gave a speech in London titled "Reinforcing financial stability in the euro area." The audience included a number of financial professionals as well as journalists. Mr. Constancio's speech was on the record, meaning that the journalists could report on it, but a question-and-answer session that followed wasn't. At the conclusion of the event, Mr. Constancio answered additional **questions** from reporters, making comments on recent moves in European government-bond markets that were similar to those he had made in the question-and-answer session.

Three days earlier, **ECB** governing council member Bostjan Jazbec gave an on-the-record speech at an event in Oxford that was reported by journalists. Mr. Jazbec then held a question-and-answer session under Chatham House rules and declined to speak to reporters.

Mr. Jazbec said it was the event organizer's request to follow Chatham House rules. "At the end of my talk and discussion **I** deemed it unnecessary to explain myself any further," he said.

At an **ECB** conference in Frankfurt in March, the text of a speech given by executive board member Mr. Coeuré was published on the bank's website. But opening remarks by Peter Praet, also a member of the board, were made under Chatham House rules.

The **ECB** declined to comment on behalf of Mr. Constancio, Mr. Coeuré and Mr. Praet.

At such events, the audience isn't getting an advantage from privileged information, but they may get a better "comprehension" of central-bank **policy**, said Francois Savary, chief investment officer at Swiss bank Reyl & Cie, which has **about** \$10 billion of assets under management.

121,66

**\$25,887,000,000,000**

Uncle Sam still stands behind 60% of all U.S. financial liabilities.

Updated May 25, 2015 2:32 p.m. ET

The Federal Reserve Bank of Richmond has again done the public service of toting up all the implied and explicit government guarantees backing the U.S. financial system. Are you sitting down?

Richmond Fed researchers find that as of the end of 2013 taxpayers were standing behind nearly \$26 trillion of financial liabilities. The eye-watering sum represents 60% of the financial industry's \$43 trillion in total liabilities. The Richmond Fed calls this measure of the federal safety net its "Bailout Barometer." Even more striking is that the amount has hardly changed since 2009, when the government was still employing allegedly temporary rescue programs.

The Dodd-Frank Act was then sold as a way to prevent such bank rescues. "There will be no more tax-funded bailouts -- period," said President Obama as he signed it on July 21, 2010. Five years later the Richmond Fed's research suggests that he should have said, "If you like your taxpayer safety net, you can keep it."

This gargantuan safety net hasn't always been part of the Beltway furniture. As recently as 1999, the first year for which the Richmond Fed calculated its Bailout Barometer, taxpayers stood behind less than 45% of financial liabilities. That's still way too high for a vibrant market that allows success and failure, but it's libertarian heaven compared to the Dodd-Frank era. It shows that relatively recently the economy was thriving with much less federal support and could do so again.

As for the status quo, Richmond Fed researchers count almost \$15 trillion in explicitly guaranteed liabilities. More than \$5 trillion comes from government mortgage monsters Fannie Mae and Freddie Mac. More than \$6 trillion comes from bank deposit accounts, which are covered up to \$250,000 by the Federal Deposit Insurance Corporation. Taxpayers also stand behind nearly \$3 trillion at the Pension Benefit Guaranty Corporation. Throw in an implied trillion at the government-sponsored Farm Credit System and Federal Home Loan Banks.

Studying the lessons of the last crisis and recent claims of regulators, the Richmond team also counts all of the liabilities of the nation's four largest banks -- J.P. Morgan Chase, Bank of America, Citigroup and Wells Fargo. Does anyone believe regulators would let these giants fail?

Also included are the uninsured domestic deposits and short-term liabilities of all banks with more than \$50 billion in assets, which Dodd-Frank considers systemically important. The Richmond researchers note that the law's resolution provisions for large banks "permit the FDIC to pay some creditors more than bankruptcy might allow" and that the FDIC's implementing rule "suggests that this treatment could apply to short-term creditors." Implied bank guarantees add up to more than \$7 trillion.

The researchers also count \$2.7 trillion of money-market mutual funds, given that such funds were rescued in 2008. But they emphasize that their barometer measures 2013 and that the Securities and Exchange Commission has since enacted reforms that "may minimize the danger of runs" on some money funds and "therefore the market's perception of federal government protection." Ah, progress.

Some might say the obligations don't matter because the government could never, and thus would never, meet them. That's true in sum but even in chunks the bailout burden would be severe. The Richmond measure shows how far we've moved from a private financial system.

121,67

## Eurozone Reform Will Make QE Look Easy

By ALEN MATTICH

Bloomberg News

Eurozone countries need to restructure their labor markets, trim government spending and make it easier to do business.

[As Greece shows](#), that's a tall order. Possibly too tall.

European Central Bank President [Mario Draghi once again called on eurozone leaders to reform their economies](#) in a speech to the ECB's annual conference in Portugal on Friday. This isn't a new message. Through Mr. Draghi's Herculean political efforts, the ECB has managed to end the eurozone crisis and create a monetary platform to underpin the region's economies. But he also knows better than most the limits of monetary policy.

At the most recent ECB policy press conference, Mr. Draghi pointed out that the European Commission estimates the eurozone's average structural unemployment rate is 11%. That's to say, policymakers figure the region's natural unemployment rate consistent with stable inflation is a mere 0.3 percentage points below its most recent unemployment reading.

There's next to no chance the ECB will end its bond purchase program early if unemployment drops below 11% over the coming months. There's other evidence of large surplus capacity in the economy. But it does highlight the ECB's pessimism about how much purely monetary policy can do to get more Europeans into work.

But the sort of structural change necessary to change the region's economic fundamentals are politically fraught. Notwithstanding a contraction of its economic output by a quarter from its peak, having a quarter of its workforce out of jobs and a near permanent state of fiscal crisis, Greece's governments have found it hard to implement even those reforms they've subscribed to.

Notwithstanding Mr. Draghi's denials, by removing market pressure from member governments—quantitative easing has compressed yields across the region and even driven them into negative territory on the short end—the ECB has in effect allowed governments to push difficult decisions into the future. Mr. Draghi rightly says that high domestic unemployment rates ought to be enough to spur politicians into action. But the fact remains that in many cases the political process has been captured by special interests, not least massive bureaucracies. Public sector workers tend to be vocal and well-organized.

The clear eurozone example of a reform success story is Germany. But arguably Germany's efforts to fix its labor market was made easier by the fact that when its [Hartz plan](#) was implemented between 2003 and 2005, the global economy was expanding and demand for German exports had started to build substantially, particularly in eurozone economies that later suffered the worst of the crisis.

Those same economies now have to swim against the tide of strong German competitiveness and its massive export engine—Germany is expected to run a balance-of-payments surplus in the region of 8% of GDP this year.

It's not impossible. And Germany might even start to help—German wages have been rising while the country's [first quarter growth showed a tilt towards household and government consumption](#). But the politics of reform will make even Mr. Draghi's efforts to launch quantitative easing look a comparative stroll along a Mediterranean beach.

121,68

MAY 26, 2015 0

## Europe's Movement Against Moving

**Harold James** is Professor of History and International Affairs at Princeton University, Professor of History at the European University Institute, Florence, and a senior fellow at the Center for International Governance Innovation. A specialist on German economic history and on globalization, he is the author of *The Creation and Destruction of Value: The Globalization Cycle*, *Krupp: A History of the Legendary German Firm*, and *Making the European Monetary Union*.

PRINCETON – The largest unresolved issue in the European Union is mobility. The integration process was intended to make it easier and more attractive for Europeans to move from one country to another. According to this vision, the EU's inhabitants had the nation to lose and a continent to gain. But some recent election results indicate that they are more worried about losing the nation. Ever since the 1986 [Single European Act](#) removed restrictions on working in other member countries, the continent has been a single labor market – at least in theory. It was a policy that fit well with other parts of the integration agenda. The euro's ability to function as a common currency would require a flexible labor market, in which workers could adjust to regional shocks by moving.

But it was only after the global financial crisis that European migration really took off. And the result has been a backlash against it, first in destination countries, and now, as Poland's just-concluded presidential election suggests, in countries of origin. As the debate over migration has heated up, both those who moved and those who stayed behind have ended up feeling more nationalistic, not more European.

At first glance, the results of recent elections in France and England might give the impression that European migration is on the wane as a hot-button issue. The French National Front did badly in regional elections compared to the mainstream and pro-European right. It then descended into scandal and acrimonious infighting between the party's president, Marine Le Pen, and its founder, her father, Jean-Marie Le Pen (who was ultimately expelled).

Meanwhile, Britain's anti-European United Kingdom Independence Party (UKIP) performed poorly in the general election earlier this month, and then promptly fractured. Germany's right-wing populist Alternative for Germany is also splintering and disintegrating. Italy's Five Star Movement is in abeyance as well.

This sequence of failures has led some to predict the end of protest politics. That view is not quite right. The far-right political parties that seemed to be the main beneficiaries of the euro crisis may have stumbled. But the issue of labor mobility is not going away.

Until now, the discussion about European migration has taken place mostly within rich destination countries, like France and the UK. Little attention has been given to its effects in the countries of origin. But in Poland's presidential election, the issue was front and center, where it generated the greatest resonance with voters and contributed to the victory of Andrzej Duda, the head of the right-wing Law and Justice Party. It also provided the theme for the campaign of Paweł Kukiz, a rock musician who finished third in the election's first round.

Both Duda and Kukiz complained that too many young Poles were leaving the country, and that their country was becoming an empty land of the elderly – a fact that is obvious to anyone who walks down a Polish street. Europe might still be home to dynamic young Polish communities, but they are in London, Dublin, Paris, Oslo, and Stockholm – not in Warsaw, Krakow, or Lodz. And they are certainly not in the poor, rural communities in the east and south of the country, which have been disproportionately emptied by emigration.

Debate about the damage done by emigration has also erupted in countries much more obviously affected by the economic crisis – eurozone countries like Greece, Spain, and Portugal, as well as countries outside the currency union, like Bulgaria and Romania. And, though the issue raises obvious questions of justice and efficiency – poor countries, having invested large sums in education, now produce graduates who take jobs and pay taxes abroad – Europe has provided little in the way of an effective response.

True, some migrants might eventually return, bringing skills and capital with them. But, in the meantime, they are leaving behind a population that is older, poorer, and more vulnerable. European solutions to the problem could involve transfers of funds when local education benefits a continent-wide labor market, or assistance in addressing the problems that affect areas at risk of losing their working-age populations.

The irony is obvious. European integration has sparked increased mobility – especially in the aftermath of the euro crisis. But what it has not yet done is generate the institutional framework needed to make mobility acceptable to the EU's residents.

121,70

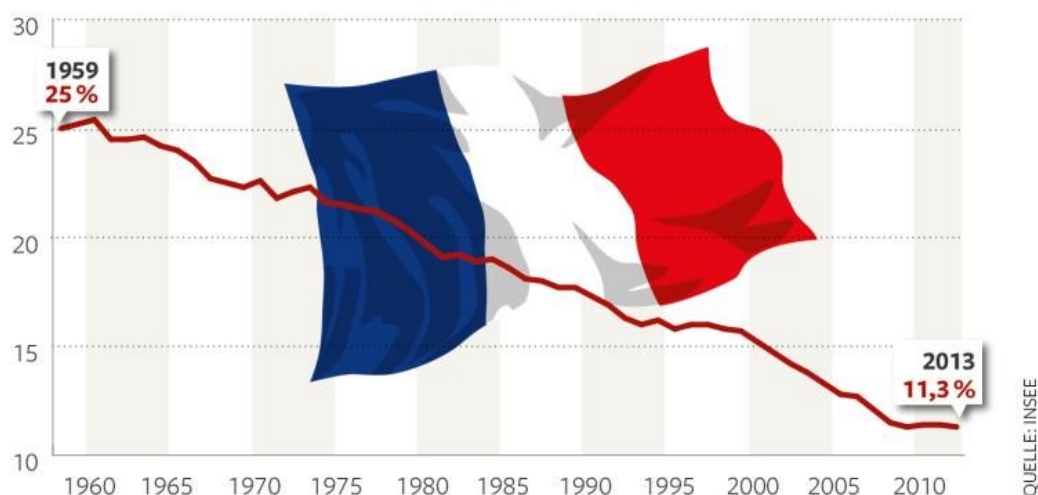
## Die letzte Chance für Frankreichs Industrie

Frankreichs Fabriken sind veraltet, das Land wird rapide deindustrialisiert. Nun tut Paris alles dafür, bei der nächsten großen Industrie-Revolution dabei zu sein. Doch schon wieder ist man spät dran.

Von [Gesche Wüpper](#), ParisWirtschaftskorrespondentin

### SCHWINDENDE BEDEUTUNG DER FRANZÖSISCHEN INDUSTRIE

Anteil der Industrie an der Wertschöpfung (in Prozent)



In den vergangenen fünf Jahrzehnten büßte Frankreichs Industrie enorm an Bedeutung einFoto: Infografik Die Welt

Sein Urteil fällt nüchtern aus, ohne jede Beschönigung. "Wir haben die Robotisierung verpasst", sagt Emmanuel Macron. In Frankreich, so der Wirtschaftsminister von Präsident François Hollande, gebe es heute fünfmal weniger Roboter als in Deutschland und zweimal weniger als in Italien.

Die zweitgrößte Volkswirtschaft der Euro-Zone kann es sich deshalb seiner Meinung nach nicht noch einmal erlauben, eine wichtige Entwicklung zu verschlafen. Ansonsten drohe Frankreichs Industrie endgültig den Anschluss an ausländische Konkurrenten zu verpassen. "Es ist unsere Pflicht, dass die Digitalisierung gelingt", sagt Macron.

Der ehemalige Rothschild-Banker hat deshalb gerade den Startschuss für ein Programm gegeben, das helfen soll, den Niedergang der französischen Industrie zu stoppen und sie für die Zukunft zu rüsten. "Industrie der Zukunft", heißt das Projekt, bei dem es im Kern um intelligente Fabriken, vernetzte Objekte und die Anwendung des Internets der Dinge geht – also all jene Entwicklungen, die in Deutschland unter dem [Schlagwort Industrie 4.0](#) verstanden werden.

Allerdings hat Frankreich dabei wie bereits bei der Robotisierung erneut Verspätung, denn andere Länder wie Deutschland, Großbritannien, Italien und die USA haben längst entsprechende Pläne lanciert.

### Hunderttausende Industriejobs weg

Frankreichs Industrie hingegen hat nach Ansicht von Beobachtern bisher nicht genügend in die Fabriken der Zukunft investiert – von Ausnahmen abgesehen. Der Anteil der Industrie an der Wertschöpfung ist im Nachbarland laut Daten des Statistikamtes Insee seit 1990 von 17,7 Prozent auf zuletzt 11,3 Prozent gesunken.

Laut Insee fielen in der französischen Industrie allein im vergangenen Jahr 37.700 Arbeitsplätze weg, seit dem Amtsantritt von Präsident Hollande im Mai vor drei Jahren insgesamt 107.000. Unter Hollandes Vorgänger Nicolas Sarkozy wurden sogar 380.000 Arbeitsplätze in der Industrie abgebaut.

Zugleich hat sich Frankreichs Anteil am Welthandel zuletzt dramatisch verringert, das Außenhandelsdefizit – für dessen Errechnung die Importe von den Exporten abgezogen werden – beträgt knapp 54 Milliarden Euro betrug. Deutschland hingegen verzeichnet Jahr für Jahr riesige Überschüsse in seiner Handelsbilanz.

Vor allem der Luft- und Raumfahrtindustrie ist zu verdanken, dass in den vergangenen Jahren für Frankreich unter dem Strich nicht noch verheerendere Zahlen standen. In dieser Branche liegt Frankreich mit einem Marktanteil von 22 Prozent weltweit auf Platz zwei hinter den USA.

### Französische Übernahmekandidaten

Die Unternehmen anderer Branchen haben angesichts knapper Kassen hingegen seit Jahren nicht mehr genügend investiert, etwa um ihre Maschinen zu erneuern. Das wiederum führt zu einem Teufelskreis, denn dadurch wird ihre Produktivität und damit ihre Wettbewerbsfähigkeit noch weiter geschwächt.

Die Liste französischer Industriekonzerne, die von ausländischen Konkurrenten gekauft werden, wird auch deshalb immer länger. Nachdem General Electrics (GE) aus den USA vor einem Jahr den Zuschlag für die Energiesparte von Alstom erhielt, gab Nokia kürzlich bekannt, den Telekomausrüster Alcatel-Lucent übernehmen zu wollen.

Der angeschlagene Autobauer PSA Peugeot Citroën wiederum musste vergangenes Jahr neben dem französischen Staat auch den chinesischen Dongfeng-Konzern als wichtigen Aktionär an Bord nehmen.

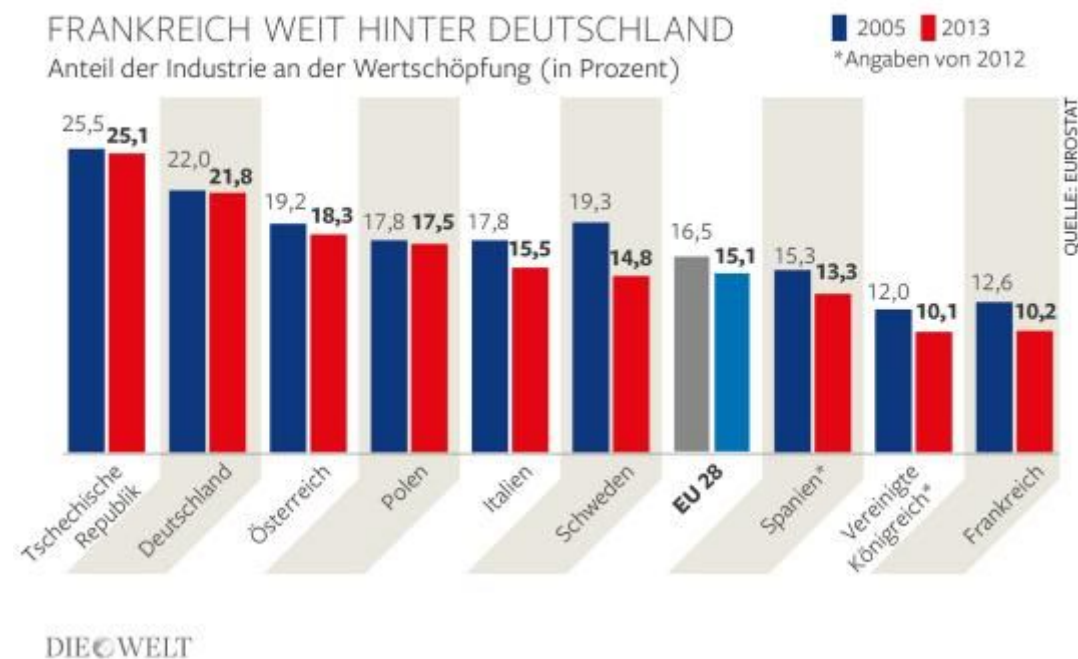


Foto: Infografik Die Welt In Deutschland liegt der Anteil der Industrie an der gesamten Wertschöpfung bei knapp unter 22 Prozent. In Frankreich ist der Anteil nur etwa halb so groß

Angesichts der Probleme der heimischen Industrie hatte die sozialistische Regierung von Präsident Hollande bereits Ende 2012 Steuererleichterungen für Unternehmen auf den Weg gebracht. Knapp ein Jahr später dann hatte der damalige Reindustrialisierungsminister Arnaud Montebourg das Programm "Das neue industrielle Frankreich" verkündet. Bei dem nun von Wirtschaftsminister Macron vorgestellten Plan handelt es sich im Grunde genommen um dessen Fortsetzung – mit einigen Unterschieden.

Denn statt 34 Projekten sieht Macrons Programm nur noch neun vor. Dazu gehören die Themenfelder "Neue Ressourcen", "Nachhaltige Stadt", "Verkehr" und "Medizin der Zukunft", "Datenschutz", "Intelligente Objekte",

"Digitales Vertrauen" und "Intelligente Ernährung". Es sei wichtig gewesen, Prioritäten zu setzen und zugleich Synergien zwischen den verschiedenen Projekten zu schaffen, sagt Macron. Deshalb seien die 34 Projekte von Montebourg überarbeitet und gestutzt worden.

#### Industrie 4.0 à la française

Das Programm Macrons für die Industrie der Zukunft sieht nun vor, bis Ende nächsten Jahres 15 intelligente Fabriken zu präsentieren, ein Projekt zur Ausbildung und Begleitung mittelständischer Betrieben anzuschließen und stärker in die Forschung zu investieren. Für die [Industrie 4.0 à la française](#) will die sozialistische Regierung 3,4 Milliarden Euro locker machen.

Das Geld ist jedoch eher als Unterstützung gedacht, denn nach dem Vorbild des Zukunftsprojekts der Bundesregierung will Macron für die Finanzierung der Projekte vor allem französische Unternehmen gewinnen. Wie in Deutschland sollen die Industrieverbände die Umsetzung steuern. Bleibt die Frage, ob es der französischen Industrie nun gelingen wird, den Rückstand gegenüber Deutschland und Italien wettzumachen.

In den vergangenen zwei Jahren habe sich nichts bewegt, sagt Guy Mamou-Mani. Er ist Vorsitzender des Verbands der französischen Digitalindustrie. Er glaubt jedoch daran, dass sich diese Lücke schließen lässt. Das jetzt vorgestellte Programm hat seiner Ansicht nach den großen Vorteil, dass den betroffenen Verbänden die Verantwortung dafür übertragen wird.

Das sei im Vergleich zu früher eine Revolution. So lag die Federführung bei großen Industrieprojekten wie etwa dem TGV in der Regel beim Staat. Es sei sehr mutig, jetzt den Verbänden die Leitung des Industrieprogramms zu überlassen, findet denn auch Mamou-Mani. Das sei ein echter Paradigmenwechsel.



121,73

## Florian Philippot «satisfait» de la victoire de Podemos en Espagne

Par [Tristan Quinault Maupoil](#)

Publié le 26/05/2015 à 10:44

Le Front national s'était félicité, en janvier, [de la victoire de Syriza aux élections législatives grecques](#). Voilà qu'il applaudit cinq mois plus tard celle de la gauche radicale Podemos [aux élections municipales espagnoles](#). Et qu'importe que ce pont dressé entre les deux extrémités du spectre politique surprenne, jusqu'à troubler certains pionniers du Front national.

«Je constate qu'il y a un peu partout en Europe une vague anti-Union européenne, eurosceptique et anti-austérité, c'est une évidence», se félicite Florian Philippot, le vice-président du Front national invité mardi de [BFM-TV et RMC](#). L'eurodéputé relève toutefois des «désaccords avec [Podemos](#)», «une évidence», note-t-il, mais qui ne l'empêche pas d'être «que satisfait» par ce résultat. «Je vois des peuples qui se lèvent contre l'Union européenne», préfère avancer l'élu qui juge qu'en France cette «révolte» est incarnée par le Front national.

### Le ton a déjà changé envers Syriza

«Il y a un printemps des peuples européens, ça c'est une évidence. Le couvercle bruxellois de l'Europe fédérale, de l'Europe de l'austérité est devenu insupportable pour les peuples», s'enthousiasme encore l'eurodéputé. Il se fait cependant plus prudent quant à sa proximité avec Podemos, se disant simplement «proche des Espagnols qui sont en révolte contre l'Union européenne». Et qui ont donc conduit la gauche radicale vers le succès.

En janvier, [Florian Philippot](#) qualifiait Podemos de [mouvement «très intéressant»](#). Risque-t-il un jour de regretter ces louanges? Aujourd'hui lorsqu'il parle d'Alexis Tsipras, le premier ministre grec porté au pouvoir par Syriza, les mots ont déjà changé. «Il manque de courage, notamment sur la question de la souveraineté économique. Tant qu'il reste dans l'euro il ne peut que trahir ses promesses et devenir très vite impopulaire et faire comme tous les autres: l'austérité, l'austérité, l'austérité: pour rien», a-t-il déclaré [le 3 mai dernier, invité de BFM Politique](#). Bien loin du billet de blog de Marine Le Pen écrit le 25 janvier où elle saluait «la victoire du peuple» et «la gifle infligée au candidat de l'Union européenne, de la BCE et du FMI».

121,74

## What Britain in the EU means to us: five leading European writers on the threat of Brexit

Journalists at five European newspapers sum up the public mood towards the possible 'Brexit' that may follow Britain's vote on EU membership

David Cameron is hoping to negotiate EU reform in the runup to the referendum. Photograph: Emmanuel Dunand/AFP/Getty Images

**Stefan Kornelius**, Vittorio Sabin, Philippe Ricard, **José Ignacio Torreblanca** and Bartosz T Wieliński

Tuesday 26 May 2015 08.00 BST Last modified on Tuesday 26 May 2015 16.01 BST

David Cameron's plan for a referendum on Britain's membership of the [European Union](#) leaves the UK's EU status more precarious than at any point for 40 years.

But what do continental powers feel about the possibility of Brexit – a British EU exit? Five prominent writers from leading European newspapers in France, [Germany](#), Italy, Spain and Poland reflect the view from their country.

### Germany

The German government is by now well used to the fact that the big questions of [Europe](#) will, sooner or later, end up in Angela Merkel's in-tray.

Euro crisis, Grexit, Russia-Ukraine ... Germany attracts these problems like a magnet. That's what you get when you're the first among equals. Not that the German authorities are always happy about it.

So it is that even on the subject of the British referendum, all eyes are once again turning to Germany. Britain and the other EU members are waiting for a signal: how ready is Berlin to meet David Cameron halfway?

In these crunch moments, Merkel likes to do what she does best: she waits it out. It's not as if the Brexit alarm came out of the blue after Cameron's re-election. Over the past two years, no meeting between Merkel and the British prime minister went by without the pair discussing EU reform – and German resistance to it.

Merkel wants to keep Britain in the EU. She has made no secret of this. She belongs to the German group of politicians that tend towards anglophilia, not francophilia. She respects the British political system, admires the system of parliamentary debate and values the calmness with which the democratic system has always operated. Anyone wanting to understand her sympathy for Britain need only read the speech she made in February last year to both houses of parliament [in which she outlined all the reasons why Britain really belongs in the EU](#).

For Merkel it is essentially a question of the political heft and power of the EU, which would be hugely damaged if not destroyed if such a significant power as Britain were to withdraw. Her political message to Cameron is: pull out, and your country will find its position in the world reduced. But below the surface, she is equally worried about the balance in Europe where Britain is often seen as a German ally in matters that pit the north against the south.

Merkel cannot understand how through the last UK parliament Cameron let himself be pushed into ever deeper commitments on Europe by the anti-EU factions in his party, only to find that his opponents would raise the bar still further. She admires Cameron as a speaker – but certainly not as a tactician.

That could all change if the prime minister sticks to the rules of the game which have been negotiated by Berlin and London over the past six months. The most important of which is: keep your mouth shut while you're preparing reform, so as not to give your critics any ammunition.

The bottom line in all this is that the Germany government assumes that the British prime minister also really wants to keep Britain in the EU. And so the question arises: what is the price that Cameron believes he must ask? Berlin has already made perfectly clear that any changes to European treaties would be too risky. The crushing rejection of the constitution in referenda in [France](#) and the Netherlands taught Germany's political class that the delicate theme of Europe should never simply be put to a yes-no vote.

On the other hand, ever since the euro crisis, Merkel's principal goal is to immunise Europe's economic union against further currency shocks. To do that, treaties will probably have to be changed. And yet: there is as yet no real appetite for a big reform project in Europe, and in the middle of the Greek crisis it is more than improbable that the other European nations are suddenly going to want to take on the next big European project.

And so Merkel will try to reduce the British aims to digestible chunks which she can then make appear palatable to the rest of Europe. It's clear she lends a sympathetic ear to many reformist ideas; in London last year she said: "We must constantly renew Europe's political shape so that it keeps up with the times."

Beyond the platitudes, Merkel is open to reforms to the internal market, to competitiveness, to the bureaucracy and even to some of the institutions.

Cameron's central theme – freedom of movement, and above all economic migration within the EU – will be the biggest problem. But even here, Merkel and Cameron have made some provisions. Cameron's big freedom of movement speech last year was closely agreed with Berlin and was then promptly praised by Merkel. Both are firmly agreed that there should be no incentives for economic migrants, such as out-of-work benefits. But Merkel will not agree to quotas or special rules for Britain on this.

Merkel will now repeat two messages in the coming months, which she has borrowed from a 30-year-old speech by the late former president Richard von Weizsäcker: Britain belongs to Europe, because without Britain we would not have a democratic Europe. And Europe will only evolve by degrees, not in leaps and bounds.

Merkel gets spooked by the radical – and that's why this referendum idea is an abomination. She would never stake all her political capital on one small question. **Stefan Kornelius, of Süddeutsche Zeitung in Munich**

## Italy

The last time London broke away from Europe it was because of a fight with Rome. Henry VIII wanted to marry Anne Boleyn so broke off relations with the Pope, who opposed it. Just like today, many advisers of the king were worried, but for England in the 16th century, it was a happy choice: it discovered that there were more dynamic countries with which it could do business, and lay the foundation of its empire.

Relations with Rome are now decidedly better. As British ambassador Christopher Prentice said, in very British way: "It's not just bread and butter, but also jam." Until just a few years ago, an Italian in London was invariably greeted by giggles and jokes about "bunga-bunga", but since Mario Monti has been in government, we've been considered rather more serious and reliable by Downing Street and in the City (thus creating the widespread impression that things can even get better if Italians do not actually vote for who governs them).

Business relations are optimal and dozens of Italian companies, from Finmeccanica to Eni, from Merloni to Calzedonia, from Pirelli to Ferrero, are well established in Britain. The British want from us what they believe we do well: clothing, food, sports cars, furniture, domestic appliances, and beer (yes, even that), and collaboration with [Italy](#) in the fields of energy, defence and aerospace research. We import drugs, cars, hi-tech, whisky, financial services and technology for renewable energy from them. If Britain leaves Europe, all of the rules that made this possible and mutually convenient would have to be revisited – and what happens then would depend on new rules, and especially new tariffs.

London won't be the destination of choice anymore for young people with two degrees

The separation would not be painless. There are maybe 200,000 Italians living in Britain, about half of them in London. If, as expected, Brexit causes the loss of many jobs (the optimists predict one million, the pessimists three), tens of thousands of Italians will return home. Those who remain will have to apply for a residence permit and work permit, and the same will have to be done by 20,000 British people living in Italy. London won't be the destination of choice anymore for young people with two degrees who are looking for a job at Caffè Nero to pay for a master's degree: they will face queues at passport control and have to undergo a bureaucratic rigmarole similar to the one that exists in the United States.

The link between Italy and Great Britain will not die easily. The bread and butter is business, but the jam is made of a true mutual love, which began centuries ago with the Roman travels of Browning and Shelley, and Byron and Keats, who were staying in hotels that were called de Londres and de l'Angleterre, Brighton and Victoria. It was their ecstatic stories that convinced everyone that you could not become a true gentleman without having visited Rome.

The British are now more in love with Italy than the Italians are: they appreciate the food, the language, the tastes, the gestures of the people, the Tuscan landscape, the climate that renders indolence a little bit inevitable. It's a love that is reciprocated: the Italians adore London, they colonised South Kensington and Chelsea when Russian oligarchs were still putting aside their first roubles; they have learned English manners; they look to Prince Charles to understand male elegance; and they are grateful to have got their slice of the Beatles, David Beckham, James Bond and royal gossip. Even if politics divide them, Italy and Great Britain will never leave one another. **Vittorio Sabadin, of La Stampa in Turin**

## **France**

François Hollande wasted no time in congratulating David Cameron on his re-election this month, inviting him to a prompt tête-à-tête in Paris – but a British referendum on leaving Europe raises a number of reservations in France.

Only a few isolated voices – such as former cabinet ministers Laurent Wauquiez and Michel Rocard – argue in favour of a Brexit, the latter considering that Britain is principally to blame for the paralysis in European decision-making.

Officially, French leaders intone how they want to see London stay in the European club, but not at the expense of giving away lots of concessions to help Cameron. They insist there can be no question of opening up European treaties for reform, as Cameron demands, nor of any fundamental change to EU migration rules – Ukip's main hobby horse. "The functioning of the European Union can be improved, but we cannot go back on its founding principles," France's secretary of state for European affairs, Harlem Désir, warned shortly after Cameron's re-election. "One country alone cannot call into question the desire of the others to continue to advance together."

Seen from Paris, the debates on Britain's EU membership, and certainly a British exit following Cameron's promised referendum, risk having a knock-on effect on French public opinion: a Brexit, if it actually happened, could hardly fail to encourage France's sovereigntists or the far right. Marine Le Pen is already demanding that France leave the euro, or that the Schengen free circulation area be suspended.

This preoccupation is all stronger because Cameron initially promised to hold his referendum in 2017, a difficult time for the French government because of presidential and parliamentary elections that year. The prime minister's entourage is now mulling a vote before the end of 2016. "It would be better if this uncertainty did not go on too long," a senior French official commented, "but whatever happens that would not leave time to start a process of treaty reform."

In the meantime, what French officials fear most is an alliance between Cameron and Angela Merkel, the German chancellor, who is intent on keeping Britain on board the European boat. The chancellor has often, along with her finance minister Wolfgang Schäuble, flirted with the idea of European treaty reform to consolidate monetary union – something the British rarely fail to mention when they demand (despite having refused to join the euro) such a debate, with a view to obtaining new exemptions from EU standards.

Facing what they consider contradictory pressures on two fronts, the French government plays them off against each other: the repatriation of powers from Brussels to national governments (as sought by Cameron) and increased integration – particularly budgetary integration of which the Germans dream in order to consolidate the eurozone – are, for France, "incompatible". It would be better all round, Paris reckons, not to disturb Europe's present fragile equilibrium by opening Pandora's box.

A new reform of the European treaties would be highly likely to fuel an intense public debate in France, perhaps even to be rejected if it were also put to a referendum. Ten years after France's "non" to the European constitution, on 29 May 2005, François Hollande, who was then leader of the French Socialist party, still harbours memories of the stinging defeat of the "oui" for which he had campaigned against the advice of a sizeable chunk of his party. An unpleasant experience of which he will doubtless remind Cameron in the months to come. **Philippe Ricard, of Le Monde in Paris**

## Spain

It's difficult to think of two countries whose paths into the EU could have been as different as those of [Spain](#) and the United Kingdom.

In Spain's case, our adherence to what was then the European Community was the culmination of a yearning by successive generations cut off from the possibility of joining the broader current of peace, democracy and progress that was flowing north of the Pyrenean border.

Hence the intense, proud and enthusiastic process of Europeanisation on which Spanish society, its politicians, businesses, intellectuals and unions embarked, first in 1978 with the adoption of the constitution, and then from 1986 with the formalisation of European accession.

In the UK, on the other hand, finally joining the EU was not a historic achievement around which to build a story of national pride but a double defeat: firstly, that of an empire saying goodbye to its territories overseas, and secondly, a failure to organise European affairs around a rival model launched by the Treaty of Rome in association with the European Free Trade Association (EFTA).

All of which explains how, from countries such as Spain, it's not easy to understand why the desire to be members of the EU – something which to us is so simple and intuitive, even despite the recent crisis and the implementation of tough austerity policies and agreements – can cause so many complications for the British.

This incomprehension does not necessarily mean that Spain would represent an obstacle for David Cameron as he negotiates a better agreement with the EU. Unlike in other European capitals, where one can perceive a degree of animosity and frustration with Cameron's tricks and tactics, Spain has no special interest in making things hard for the British prime minister.

That's not to say, however, that he will have it easy. In Madrid, as in other capitals, there will be a certain flexibility to negotiate the exceptions that may eventually accommodate the UK. The British are specialists at this and the rest are already used to it, so technically there is no reason why it should be difficult to come to an agreement.

Spain, however, is not simply going to accept Britain's desire to force all of its partners to negotiate a treaty which requires parliamentary ratification or referendums across the member states. That would open a public opinion can of worms which, over the past decade, has taken so much to close.

Spain also has no sympathy with the idea of distorting the fundamental principles, such as free movement of people, until they become unrecognisable, purely so as to give ammunition to Cameron against the xenophobic Ukip.

So in the coming months, Cameron will try to convince his European partners that the British are willing to leave if their demands are not met. Meanwhile, they will try to convince him that they can't give him what he's asking for.

The question is, who will British voters believe in when the moment of truth arrives? Cameron, who will say that he has won a historic agreement, or the European leaders, who will say that they haven't given him anything important? **José Ignacio-Torreblanca, for El País in Madrid**

## Poland

Have the British gone mad? That was the Polish reaction to the news that David Cameron intended to call a referendum on his country's future membership of the European Union.

To Polish ears, the notion sounded like blasphemy. Poles are the biggest enthusiasts in Europe. And among the new members, they are the champions at spending money from structural funds.

We spend every cent the EU gives. And thanks to that, in the course of 10 years of membership, our country has changed out of all recognition. We have motorways, fast trains, airports, schools, libraries and swimming pools.

(Still, at the beginning of the 21st century, a leading European economic magazine doggedly insisted on illustrating a piece about [Poland](#) with a peasant riding on a cart. Today, carts are to be seen in museums.)

Polish farmers, who before accession were tearing their shirts and warning that the evil Germans and French would buy up Polish land for nothing, are emerging as the biggest beneficiaries of the EU. Of course, they still complain about their fate, but at home they have plasma televisions, and they drive out on their fields on tractors worth tens of thousands of euros.

Brexit fans in the British Isles will find few allies on the Polish political scene

How, then, can you quibble with such a union? It would be biting the hand that feeds you so generously. Brexit fans in the British Isles will find few allies on the Polish political scene.

In the Polish debate, the issue of the Brussels diktat or loss of sovereignty has surfaced only very rarely of late. Britain's dilemma over whether to stay in the EU is not a subject that newspapers write about every day in Poland. But we fear some evil spirit might take hold of the British, and that in the referendum they will say "bye" to the EU.

Our history is full of bad decisions that led to dramatic changes. With that in mind, Polish experts say that the impact of Brexit would be felt equally in Britain and in the EU. And as goes the EU, so go we.

It is not just an economic question. Without Britain, European unity will be weaker. And beyond our eastern border, Vladimir Putin is calculating his next move after the Crimean Anschluss and setting fire to eastern Ukraine. A European Union weakened by Brexit might encourage him to light another blaze in our neighbourhood.

If London says no on behalf of Britain, then almost certainly pro-EU Scotland would declare independence. We Poles look on border changes in Europe with unease: Poland's border has been shifted too often without asking Poles for their opinion, but at our cost.

The very word Brexit is negative for us: something we have no means to resist. Even the European council president, Donald Tusk, can do little about it.

The British discussion has, however, a Polish dimension. One of the main slogans used by Cameron and the British anti-EU critics is the fight against immigration and social benefit scams by foreigners.

Poles are now the third biggest immigrant group in Britain after the Irish and Indians. Some estimates talk of a half million, or even 800,000, Polish immigrants who settled in the British Isles after Poland's entry into the EU.

They made use of the right of the free movement of people. In most cases they worked hard, strengthening the British economy. Anti-EU politicians have turned them into cheats and thieves.

Recently Prince Jan Żyliński, the richest Pole in Britain, decided not to stand for Ukip's witch-hunt. He publicly challenged Nigel Farage, who aimed his sharpest barbs at Poles, to a duel by sword in Hyde Park.

But Farage chickened out. He didn't even want a duel of words. He was ignominiously defeated in the May elections for the House of Commons. Now Żyliński should challenge Cameron to combat.

Maybe that would change something. **Bartosz T Wieliński, of Gazeta Wyborcza in Warsaw**

## Deutsche Konzerne warnen vor dem Brexit

Angst in deutschen Chefetagen: Was passiert, wenn Großbritannien nach dem Referendum aus der EU austritt? Deutsche Unternehmen haben in Großbritannien mehr als doppelt so viel Geld investiert wie in Frankreich und China.

26.05.2015, von **HENNING PEITSMEIER**, **SUSANNE PREUS** UND **MARCUS THEURER**



© GETTY  10 Downing Street, London: Der Premierminister fährt im deutsch-britischen Erfolgsmodell, dem BMW Mini, vor.

Die britische Hauptstadt ist für Munich Re vertrautes Terrain: Schon im Jahr 1890 hat der Rückversicherer aus München eine Niederlassung in London gegründet. Es war die erste Auslandsvertretung des Unternehmens überhaupt. Umso wichtiger ist für Nikolaus von Bomhard, den heutigen Vorstandschef des Finanzkonzerns, der bevorstehende Volksentscheid der Briten über die Zukunft des Landes in der Europäischen Union: „Ein Austritt Großbritanniens wäre ein Verlust für beide Seiten“, sagte von Bomhard dieser Zeitung.

Der Countdown zum EU-Referendum hat bereits begonnen: Nur rund drei Wochen nach seiner Wiederwahl wird Großbritanniens Premierminister David Cameron am Donnerstag ein Gesetz zum Volksentscheid vorlegen. Dieser soll bis spätestens Ende 2017 abgehalten werden. Der britische Regierungschef wird außerdem noch diese Woche zu Staatsbesuchen nach Berlin und Paris reisen, um über die von den Briten angekündigten Reformwünsche zu sprechen. Am Montagabend hat er darüber auf seinem Landsitz bei London bereits **mit EU-Kommissionspräsident Jean-Claude Juncker gesprochen**.

Cameron hat sich auf das Referendum eingelassen, obwohl er sein Land eigentlich in der EU halten will. Er hofft, so den Aufstieg der europafeindlichen UK Independence Party (Ukip) auf der Insel zu stoppen. Camerons Plan ist, vor dem Tag des Volksentscheids grundlegende Reformen in der EU zu erreichen, um damit europaskeptische Briten umzustimmen.

### Von London in die EU

Wirtschaftlich steht für das Land einiges auf dem Spiel. Am Wochenende wurde bekannt, dass die britische Notenbank bereits Vorbereitungen für einen eventuellen EU-Ausstieg trifft. London ist bisher das mit Abstand wichtigste Finanzzentrum Europas. Aber die prosperierende Geldmetropole an der Themse würde unter dem „Brexit“, wie der Ausstieg der Briten aus der EU genannt wird, leiden, erwartet der Munich-Re-Chef von Bomhard: „In London werden Finanzgeschäfte für die gesamte EU abgeschlossen, viele davon dürften sich im Falle eines Brexits zu anderen Finanzzentren innerhalb der EU verlagern“, sagt er.

Die Munich Re ist einer der größten europäischen Investoren und zählt zu den Marktführern im globalen Rückversicherungsgeschäft. London ist nicht nur das zweitgrößte Bankenzentrum der Welt nach New York, sondern auch einer der wichtigsten Marktplätze für die internationale Versicherungswirtschaft.

Doch nicht nur die Briten, auch die anderen europäischen Länder wären Brexit-Verlierer, glaubt von Bomhard: Die EU würde durch den Austritt Großbritanniens „eine wichtige Stimme für eine liberale Wirtschaftspolitik verlieren“, gibt er zu bedenken. „Es wäre zu befürchten, dass die EU in internationalen Verhandlungen über deutlich weniger Schlagkraft verfügt, mit entsprechend negativen mittelbaren Folgen für Unternehmen, die aus der EU operieren“, erwartet der Versicherungsmanager. Großbritannien ist nach Deutschland und knapp vor Frankreich die zweitgrößte europäische Volkswirtschaft.

### Vor Frankreich und China

Die Munich Re ist einer der ersten deutschen Konzerne, die seit den britischen Wahlen in diesem Monat zum drohenden Brexit Stellung nehmen. Eine Umfrage dieser Zeitung in den Chefetagen deutscher Großunternehmen zeigt allerdings auch, dass sich viele andere Spitzenmanager zu der heiklen politischen Frage lieber bedeckt halten: Die Mehrzahl der befragten Konzerne aus der Industrie und der Finanzbranche will sich nicht äußern.

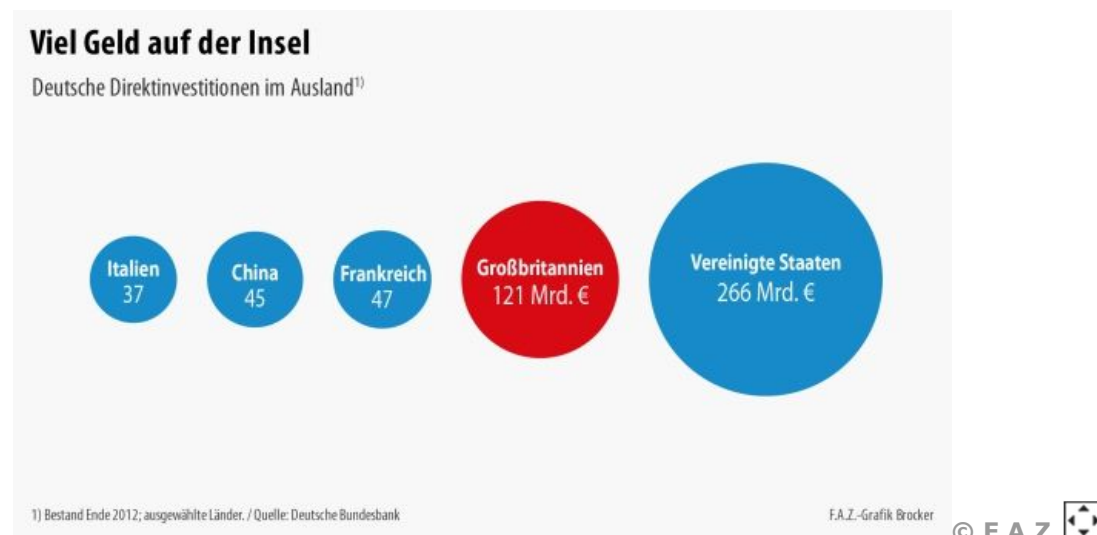
Dabei steht außer Frage, dass der europapolitische Showdown in Großbritannien für deutsche Unternehmen relevant ist: Sie haben viel Geld im Vereinigten Königreich investiert. Statistiken der Deutschen Bundesbank zeigen, dass der Wert deutscher Unternehmensbeteiligungen in Großbritannien mit rund 121 Milliarden Euro weit mehr als doppelt so hoch ist wie in Frankreich und China. Nur in den Vereinigten Staaten sind diese sogenannten Direktinvestitionen der heimischen Wirtschaft noch höher.

Mehr als 2500 Unternehmen aus Deutschland haben Niederlassungen auf der Insel. Sie beschäftigen dort rund 370.000 Mitarbeiter. Doch Ökonomen erwarten, dass Großbritannien einen hohen wirtschaftlichen Preis für den Ausstieg aus der EU bezahlen würde, weil das Land dadurch den freien Zugang zum europäischen Binnenmarkt zu verlieren droht. Den ausländischen Investoren auf der Insel kann das nicht gleichgültig sein.

### **BMW würde leiden**

Der BMW-Vorstand Peter Schwarzenbauer zählt zu denjenigen deutschen Spitzenmanagern, die ihre Meinung zum Brexit-Referendum offen sagen: „Wir werden die Entscheidung des britischen Volkes respektieren, aber wir würden einen Austritt sehr bedauern“, sagt Schwarzenbauer. „Es ist von Vorteil, dass Großbritannien ein aktives und einflussreiches Mitglied der EU bleibt.“ Schwarzenbauer ist in der Führungsriege des Münchner Autoherstellers unter anderem für den populären Mini verantwortlich.

Der Kleinwagen ist eine deutsch-britische Erfolgsgeschichte: 2,5 Millionen Stück wurden seit 2001 in der BMW-Fabrik im englischen Oxford gebaut und in alle Welt verkauft. Der Mini ist damit einer der größten britischen Exportschlager seit der Jahrtausendwende. Insgesamt betreibt BMW jenseits des Ärmelkanals vier Fabriken und beschäftigt rund 8000 Mitarbeiter.



### **Vor Frankreich: Vereinigtes Königreich auf Platz 2 der deutschen Direktinvestitionen**

Damit allerdings könnten die Bayern zu Leidtragenden eines eventuellen britischen EU-Ausstiegs werden: Die Londoner Denkfabrik Open Europe warnt, dass nach einem Brexit speziell auf Autoexporte aus Großbritannien in die EU hohe Einfuhrzölle fällig werden könnten. Dabei wird rund die Hälfte der Minis in anderen EU-Staaten verkauft.

### **Teil des größten Binnenmarktes**

„Falls Großbritannien sich für den Austritt aus der EU entscheidet, müssten wir die daraus resultierenden Folgen prüfen und uns darauf einstellen“, sagt auch Uwe Raschke, Mitglied der Konzerngeschäftsführung des Stuttgarter Elektrokonzerns Bosch. Für die Schwaben ist das Vereinigte Königreich der zweitgrößte europäische Markt nach Deutschland. Bosch beschäftigt auf der Insel rund 5000 Mitarbeiter.

Es sei Sache des britischen Volkes, die Europa-Frage zu beantworten, sagt Raschke. Aber er lässt auch keinen Zweifel daran, dass sein Unternehmen froh wäre, wenn die Briten sich für die EU entscheiden sollten: „Großbritannien ist aus wirtschaftlicher Sicht ein wichtiger Bestandteil der europäischen Gemeinschaft“, betont Raschke. „Der Verbleib des Landes im größten Binnenmarkt der Welt ist von großer Bedeutung für die stabile wirtschaftliche Entwicklung der europäischen Länder“, sagt der Bosch-Manager.



121,81

MEINUNG

AKADEMISIERUNG

26.05.15

# Die Unis produzieren Theorietrottel und Langweiler

In Deutschland herrscht die Devise: Wer nicht studiert, hat nichts erreicht. Doch so funktioniert das Leben nicht! Studieren nach Karrierefaktoren ist falsch. Aber für viele ist die Uni eh nur Alibi.

Von Oliver Jeges

Als unser Klassenlehrer es einmal gut mit uns meinte, gab er meinen Mitschülern und mir einen Rat mit auf den Weg: "Macht später mal was mit Computern". Dieser Satz ging mir damals nicht aus dem Kopf. Und ich muss sagen, ich habe es wirklich versucht, mich für die Welt der Einsen und Nullen zu begeistern. Ich wollte mich in die Materie einfuchsen, die damals noch "Elektronische Datenverarbeitung" oder kurz EDV hieß. Das Internet war gerade ein paar Monate in meinem Bewusstsein. Ein PC galt als hip und modern, er roch förmlich nach Zukunft. Zumindest bis er heiß lief und der Lüfter losplärrte.

Alle wussten, mit Computern müsste man was machen. Nur, ich fand sie nicht interessant, diese damals noch recht klobigen Blechtürme. Sie waren und sind für mich Mittel zum Zweck, nicht Zweck an sich. So wie ein Auto mich von A nach B bringen soll, sollen Computer mir den Alltag erleichtern und nicht zum Lebensinhalt werden. Die ernsthafte Beschäftigung mit Rechnern und Programmen, Hard- und Software war meines nicht.

Mein ehemaliger Klassenlehrer behielt zwar recht: das alles würde wichtig, sehr wichtig werden, und zwar schneller als man das in Zeiten von Netscape Navigator und Telefonmodem dachte, aber ich wollte etwas anderes tun. Ich las lieber Bücher, schrieb Gedichte für Mädchen, die von meiner Existenz nichts wussten und lernte Gitarre, um irgendwann als Rockmusiker die große Karriere hinzulegen. Zur Absicherung habe ich eine Lehre zum Großhandelskaufmann absolviert und später noch ein geisteswissenschaftliches Studium nachgeschoben. Zum Glück, denn das mit dem Rockstardasein hat dann doch nicht so funktioniert, wie ich mir das ausgemalt hatte.

## Jammernde Geisteswissenschaftler?

Aus der Sicht eines Wirtschaftsstudenten wie [Filipp Piatov](#) mag es ein undurchschaubares Mysterium sein, warum sich Altersgenossen für ein geisteswissenschaftliches Studium entscheiden, mit dem man später am Arbeitsmarkt womöglich schlechter dasteht als mit Jura, BWL, Medizin oder "was mit Computern".

Warum man ein Studienfach mit dem Bauchgefühl auswählt und nicht vielmehr auf den Common Sense hört. Piatov beklagt jammernde Geisteswissenschaftler, die sich nach dem Abschluss teilweise exotischer Studienfächer über mangelnde Jobchancen beschweren. Dabei trifft er einen wunden Punkt: die offensichtliche Planlosigkeit vieler Studenten. Doch die beschränkt sich nicht allein auf romantisch veranlagte Geisteswissenschaftler.

Von Flensburg bis Stühlingen herrscht die Devise vor: Wer nicht studiert, hat nichts erreicht. Nur der Weg über Aula, Campus und Mensa führe später zu einem vollkommenen, erfüllten und einträglichen Arbeitsleben. In den meisten Personalbüros schlägt ein blasser Bachelor oder Magister noch immer jeden motivierten und versierten Nichtakademiker.

”

*Sie studieren Politikwissenschaft nicht um Politiker zu werden, genauso wenig wie Sie Englisch studieren, um Engländer zu werden.*

“

- Bildung und Ausbildung gelten in einem rohstoffarmen Staat wie Deutschland als säkulare Religion. Piatov hat in einem recht: Geisteswissenschaftliche Fächer erweisen sich oft als hilfreicher dabei, mit seinen WG-Mitbewohnern bekifft über die neueste Episode "Game of Thrones" zu fachsimpeln, als einen passablen Job zu finden.

Ich habe an der Uni unter anderem Politikwissenschaft belegt. Einer meiner Professoren warnte uns Studenten bereits in der Einführungsvorlesung: "Sie studieren Politikwissenschaft nicht um Politiker zu werden, genauso wenig wie Sie Englisch studieren, um Engländer zu werden." Jeder müsse selbst schauen, was er oder sie mit einem solchen Abschluss herausholt. Ein Dokortitel summa cum laude war sowieso nie mein Ziel. Ich bin auch nicht unglücklich darüber, heute keinen CEO-Posten in einem multinationalen Konzern zu bekleiden.

Überhaupt, die eloquentesten, intelligentesten und gleichzeitig humorvollsten Menschen, denen ich begegnet bin, hatten sehr oft eines gemeinsam: Sie haben entweder gar nicht studiert oder ihr Studium nicht abgeschlossen. Ich kenne Leute, die ein [fertiges Politikstudium](#) in der Tasche haben, aber Regierung und Parlament nicht unterscheiden können. Ich kenne Akademiker, die in Friedensforschung dissertiert haben, aber bereits nach dem zweiten Bier am liebsten eine Massenschlägerei anzetteln würden. Und ich weiß von Schulabbrechern, die mit 30 ihre erste Million beisammen hatten.

## Taugenichtse und Talente

An Unis trifft man heute vornehmlich zwei Arten von Studenten an. Die, die alles Wort für Wort mitschreiben, was der Professor sagt. Und jene, die von der Anwesenheitspflicht genervt in ihren MacBooks im Internet rumsurfen. Ein Studium ist für junge Menschen inzwischen so alternativlos geworden,

dass diese sich oft widerwillig in den Hörsaal schleppen, wo sie neben glühenden und wissbegierigen, 60 Jahre alten Gasthörern wirken wie lebende Tote.

Die Unis produzieren Theorietrottel und Langweiler, die beim Abfassen von Bewerbungsschreiben oft in eine schwere Legasthenie verfallen. Ein Studium hilft zwar, macht aber aus einem Taugenichts kein Talent.

Im Übrigen ist es vollkommen überbewertet. In meinem Freundes- und Bekanntenkreis arbeiten die meisten nicht in dem Bereich, den sie einmal studiert haben. Aus einem Soziologen wurde ein Musikmanager, eine Biologin arbeitet als Yoga-Lehrerin, ein Jurist als Bürohengst in einem Dax-Unternehmen. Das alles sind Symptome in einer Bildungslandschaft, in der jungen Menschen von allen Seiten eingepflegt wird, auf Teufel komm raus studieren zu müssen.

”

*Das strategisch Falsche oder Richtige kann man nicht studieren*

“

•  
• Weil man "es dann einmal besser im Leben habe". Zehntausende schreiben sich jedes Semester an den Unis ein, weil es sich gehört wie der lästige Pflichtbesuch bei unliebsamen Verwandten. Die Überakademisierung tut ihr übriges: Pferdewissenschaften, Erziehungswissenschaften, Pflegewissenschaften, Beratungswissenschaften – wofür früher eine Ausbildung reichte, benötigt man nun ein Diplom.

Eine vernünftige Bildungspolitik würde diesen absurden Trend nicht befeuern, sondern Schilder an jeder Fakultät anbringen, auf denen "Wegen Massenandrang geschlossen" geschrieben steht, und junge Menschen wieder davon überzeugen, wie sinnvoll eine Ausbildung, Lehre oder die in Deutschland so stiefmütterlich behandelte Selbstständigkeit sein können. Das Studium hat für viele eine reine Alibifunktion.



Foto: picture alliance / dpa Oliver Jeges (32) hat Politikwissenschaft, Philosophie und Geschichte in Wien studiert. Nach einer Ausbildung an der Axel-Springer-Akademie arbeitet er heute als freier Journalist in Berlin. Zuletzt erschien von ihm das Buch "Generation Maybe" bei Hoffmann & Tschömann.

Man tut es, weil es zu einer 08/15-Biografie gehört wie der erste Kuss, der erste Rausch oder die obligate Führerscheinprüfung. Das strategisch Falsche oder Richtige, wie Philipp Piatov suggeriert, kann man nicht studieren. Man sollte einfach tun, was einem gefällt. [Ein Studium muss das nicht sein](#). Falls alle Stricke reißen und es mit dem Traumberuf nichts wird, kann man ja immer noch "was mit Computern" machen.

# Poland Votes for a Populist Conservative

Poles narrowly vote for change and elect a euro skeptic.

May 26, 2015 7:44 p.m. ET

As political earthquakes go, Sunday's presidential election in **Poland** wasn't exactly San Francisco 1906. In choosing **Andrzej Duda of the Law and Justice party for a** largely ceremonial post, Poles sent **a** signal about the kind of leadership they want when they elect **a** new Parliament later this year. But the 51.5% to 48.5% margin was close enough to suggest some wariness about Mr. Duda's breed of populism.

Mr. Duda triumphed over incumbent Bronislaw Komorowski of the center-right Civic Platform by playing to the concerns of Poles who worry that they aren't seeing the benefits of the country's economic growth. **Poland under Civic Platform was the only European Union economy to avoid a recession after the 2008 financial panic, and it grew 3.5% on an annual basis in the first quarter of 2015.** Impressive results by any measure, especially when the comparable rate **for** neighboring Germany is 0.3%.

**That success is due largely to leaders such as Mr. Komorowski and former Prime Minister Donald Tusk. Over the past decade they implemented reforms such as an increase in the retirement age to 67 from 65 for men and 60 for women, and other pension reforms to put government finances on a more stable footing.**

But per-capita income still lags that of Western neighbors, and young Poles are emigrating in search of better job opportunities. Voters rejected **a** ruling party that failed to explain its successes or propose new plans to build on past gains. Mr. Komorowski seemed aloof in the face of kitchen-table worries; in the worst gaffe of the campaign he said one worker earning around 500 euros **a** month should "take out **a** loan" to afford housing.

**Much of Mr. Duda's economic agenda -- including promises to reduce the retirement age to its prereform level and boost taxes on foreign retailers -- would hurt ordinary Poles and damage the country's long-term growth. Mr. Duda also proposes an indefinite delay on Poland's entry into the euro, a more appealing argument to voters unsure of the eurozone's prospects and mindful of its malaise.**

Poles also responded favorably to **Mr. Duda's promise to take a harder line on Russia**, another nonsurprise given Russia's invasion of Ukraine and its power plays in other former Soviet republics. But here the difference with his political opponents is mainly of degree: **Both parties support hosting a permanent NATO base in Poland.**

The biggest impact of Mr. Duda's election could come if his party wins October's Parliamentary vote and joins with British Prime Minister David Cameron in renegotiating the terms of their respective memberships in the European Union. If **Poland** and Britain can form **a** caucus in favor of less regulation and greater accountability from Brussels -- along with **a** tougher European stand against Moscow -- so much the better.

121,84

Charlemagne

## And then there were four

# Politics is fracturing all over Europe, but nowhere so dramatically as in Spain

May 23rd 2015 | [From the print edition](#)



SIXTEENTH-CENTURY castles and contemporary Socialists make an odd mix. But Elvira García, mayor of Alaquàs, is bursting with pride as she walks around the structure that dominates the heart of this quiet Spanish town near Valencia. In the castle's heyday, she marvels, the noblemen who inhabited its upper levels built a passage to the adjoining church to avoid mingling with the crowd below. But four years ago, when Spain's young *indignados* erupted in anger against the elites, she invited the protesters to assemble in the castle's courtyard.

Ms García is no bandwagon-jumper. On taking office in 2009 she made a point of personally meeting all 4,000 people on Alaquàs's unemployment rolls. But politicians all over Spain have lately found themselves groping for a touch like hers, for the three-decade duopoly of the Socialists and the ruling centre-right People's Party (PP) appears to be expiring fast.

The first rival to emerge was Podemos, a leftist populist party that fuses the theories of Marxists with the energy of the *indignados*. It was followed by Ciudadanos, a party formed in 2006 to oppose the independence movement in Catalonia that has suddenly found a national audience for its message of liberal reform. As voters in most of Spain's regions and municipalities prepare for elections on May 24th, polls show all four parties on around 20%. Four years ago about 75% plumped for the PP or the Socialists.

Political insurgencies are hardly news in Europe. But the Spanish case is doubly unusual. First, unlike many other countries, Spain is not meant to have fragmented politics. The voting system put in place after the restoration of democracy in the late 1970s was designed to deliver strong majorities and a two-party system. It is now showing its age. The second oddity is the nature of the shock. The rise of Podemos is easy enough to understand in a country scarred by unemployment, spending cuts and corruption scandals. But Ciudadanos is an altogether odder phenomenon: liberal ideas have not flourished in the aftermath of the financial crisis, particularly in southern Europe. The party's policy ideas, drawn up with the help of Luis Garicano, an economist, include a slimmer public administration and a single labour contract—not the sorts of things to get protesters' pulses racing.

The experience of Valencia provides a clue. The regional government has been run by the PP for 20 years; the city for 24. Many politicians were guilty of excess during Spain's pre-crisis years, when construction bubbles were inflated by the easy money that flowed into the country. But Valencia's may have been the worst. The region is littered with their follies, from a vast arts and science complex to the remains of a Formula 1 track ripped up after four years. Now Valencia has become a byword for waste and corruption. Some 150 PP officials face criminal trials, and the party's support is haemorrhaging. Ciudadanos's local candidate, Carolina Punset, rails against the clientelism and instruments of patronage she says allowed bad behaviour to flourish.

The fracturing of politics across the country may leave Podemos and Ciudadanos holding the balance of power in many regions and town halls. That will give them a dilemma. Do the parties taint themselves by propping up incumbents, or remain pure but risk looking irresponsible? Ciudadanos's answer is to set the bar high: it will not enter coalitions in regions where it does not win, and will set strict conditions even before talking to other parties. But this may be a recipe for uncertainty. Exhibit A is Andalusia, Spain's most populous region, which after two months of post-election wrangling has failed to form a government.

Inevitably, there have been growing pains. Last month a Podemos co-founder quit the party in protest over its scramble to the political centre to arrest a decline in the opinion polls. Last week a Ciudadanos candidate in Catalonia did the same after declaring herself shocked to find, on reading its programme, how right-wing it was. But such teething troubles should not diminish the newcomers' impact. Podemos's dismissal of the old guard as *la casta* ("the caste") resonates beyond a leftist fringe; the idea is present in Ciudadanos's appeals to jaded voters, even if the phrase is not. Feeling the heat, Mariano Rajoy, the PP prime minister, finally apologised in October for all the scandals washing over his party.

Looming over everything is a general election that is expected by January. Heartened by Spain's recent economic performance—jobs are being created at a rapid clip, thanks in part to a 2012 labour-market reform, and the government forecasts growth of 2.9% this year—the government hopes to do better than the polls suggest. But having underestimated Spaniards' anger with corruption, it risks overestimating their sense of economic security. A cocky Mr Rajoy recently posed a rhetorical question: "Who, these days, is still talking about the bail-out, the recession or unemployment?" The 5.2m Spaniards who represent one-fifth of Europe's jobless army may be one answer.

## **Yes Spain can**

Spain's older parties have only themselves to blame for their woes. Mr Rajoy's government has not reformed enough, and it bungled the corruption issue. The Socialists have neither acknowledged their own failures in government between 2004 and 2011, nor found a way to channel the righteous anger of the *indignados*. Neither party seems to have the will to tackle the inefficiencies and injustices that mar Spain's public sector, from over-numerous municipalities to politicised bureaucracies.

By contrast the newcomers have already revitalised Spanish democracy: Podemos, by giving voice to large parts of a generation alienated by stale politics and a broken economy; and Ciudadanos, by showing that radicalism can come from the centre and avoid the stain of corruption. Either party, or both, may fade; but each has left its mark. "We are entering a new era in which new political manners will be required," says José Juan Toharia, president of Metroscopia, a pollster. Not before time.

121,86

Germany's Eurosceptics

## Rift on the right

# After two lively years, the new Eurosceptic party may split

May 23rd 2015 | BERLIN | [From the print edition](#)

FOUNDED in 2013, the Alternative for Germany (AfD) has wreaked havoc in German politics with its mix of Eurosceptic views and highbrow credentials. One of its early nicknames was the “professors’ party”, because several founders, including Bernd Lucke, one of its three spokesmen, used to teach economics. With this academic prowess, the AfD became the first respectable party to break a post-war taboo on questioning the country’s destiny at the heart of European institutions.

But in common with maverick parties on the less respectable right—the UK Independence Party has just had a leadership row, and France’s National Front (FN) has expelled its founder—the German party is suffering badly from internal fissures.

Last year the party did well in elections to the European Parliament and in the three eastern states of Saxony, Brandenburg and Thuringia. This streak of success continued in Hamburg in February and in Bremen this month. Everything suggested the AfD would enter the Bundestag in 2017, pulling German politics to the right. But internal squabbles have made that less sure.

That is because the AfD’s early successes coincided with some unsavoury developments. Candidates around Mr Lucke, such as Hans-Olaf Henkel, an economically liberal and socially tolerant industrialist, kept preaching a message of anti-euro conservatism. But others, including the leaders in the eastern states, fished for votes with increasingly xenophobic, homophobic and otherwise extremist rhetoric. Björn Höcke, the AfD’s boss in Thuringia, recently said that not all members of the NPD, a neo-Nazi party, were extremists.

Such people must be “purged” from the party, Mr Henkel said. He and Mr Lucke demanded (in vain) that Mr Höcke be stripped of his membership of the party and the Thuringian parliament. In an internal e-mail, Mr Lucke described the AfD’s right wing as “nationalistic, anti-Islamic, anti-immigrant, in parts also anti-capitalist and anti-American”. With his sympathisers, he wants to drive out or silence these voices to avoid tarnishing the AfD among mainstream voters.

But resistance is fierce. Mr Lucke lacks emotional intelligence and charisma, both of which his main rival, Frauke Petry, the party leader in Saxony and the only woman in the leadership, has in buckets. She calls Mr Lucke’s bid for control a naked power grab. Her allies include Konrad Adam, an arch-conservative, excitable writer aged 73, and Alexander Gauland, the populist party boss in Brandenburg.

These factions have in recent weeks hurled verbal abuse at each other through the press. This week the Petry wing even blocked Mr Lucke’s access to the e-mail distribution server, which both sides need to contact supporters. Simultaneously, rumours spread that Mr Lucke will resign and found a new party.

Mr Lucke denies that such plans are imminent. But on May 18th he started a “club” called Weckruf 2015 (Wake-up Call 2015). He is urging sympathisers to join, but without yet exiting the AfD. He thus wants to show strength and unite the party behind him ahead of its party congress on June 13th. Should he fail, he could turn Weckruf 2015 into the AfD’s rival. If that happens, however, both parties would fall short of the 5% needed to enter parliament, and probably wither into oblivion.

121,87

Europe's Green parties

## Verdant pastures

# In northern Europe, environmental parties are claiming the radical space left vacant by moderate social democrats

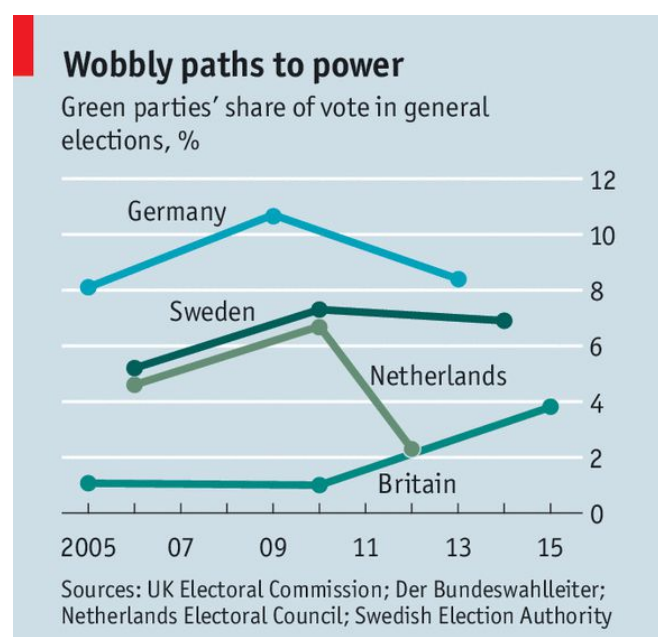
May 23rd 2015 | AMSTERDAM | [From the print edition](#)

WITH his tousled but cherubic looks and a voice sounding even younger than his 29 years, Jesse Klaver is the latest standard-bearer of a party that is trying to recapture its idealistic élan, and so inject new life into his country's politics. "A sense has developed in the Netherlands, in Europe, in the West, that there is nothing we can do about anything, that this is just the way the world is," exclaims the man who last week became leader of the Dutch GreenLeft party, succeeding a politician 30 years older. "It's not true. We built this world, brick by brick, and what you build yourself you can change yourself."

As a rebuild of his own party's fortunes, he may succeed. In 2012 the Dutch Greens saw electoral disaster, dropping from ten seats in the 150-seat parliament to just four after a pointless struggle over the party leadership. Now they are staging a comeback: a poll after Mr Klaver's accession showed them winning 13 seats.

GreenLeft owes much of this bounce to the Dutch Labour party, which joined a coalition led by the centre-right Liberals and has shared responsibility for fiscal austerity. That has created room for Mr Klaver to promote a fiery anti-austerity agenda. He abhors tax evasion by multinationals. He favours a minimum income (see [article](#)). And he has invited the French economist Thomas Piketty to address parliament.

Across northern Europe, many Green parties are taking a similar stance: stepping into a radical space left vacant as Social Democrats move to the centre. The German landscape resembles the Dutch: a coalition between centre-left and centre-right has left voters unsure what the Social Democrats (SPD) stand for. In France the Socialists have reversed early promises and squeezed budgets, driving their erstwhile Green coalition partners to quit the government. In Britain, despite Labour's partial return to leftist roots in the election it lost on May 7th, the Greens defined themselves as the unapologetic party of the left and quadrupled their vote share, to 4%. In Austria reaction against centrist coalitions has pushed the Greens above 10%; they won 12% in parliamentary elections in 2013. In Sweden the Greens are serving in government for the first time.



It is a sweet moment for parties that began on the ideological fringes in the 1980s, but it holds risks. Europe's Green parties have come far since the 1990s when the pace-setting German Greens, and several others, saw a struggle between radical *Fundis* and pragmatic *Realos*. Across Europe, pragmatism prevailed, and most Greens acknowledged the need for markets.

That in turn helped them to influence parties on the centre and right—as when Angela Merkel, Germany's Christian Democratic chancellor, adopted the long-standing Green goal of phasing out nuclear power. If the Greens shift too far left, that could deny them the option of bargaining with the centre. (As of now they share power with the centre-right in one German state; it's an open question whether this could happen at national level.)

Shaky economies and high unemployment also pose risks for parties focused on the environment. Economic pain tends to shift voters from old centrist parties to small ideological ones, but most of the winners have been Eurosceptic and anti-immigrant, such as the UK Independence Party (UKIP) and France's National Front (FN). Green parties are universally pro-immigrant and pro-European. Of course, that stance scores well with certain voters. Across Europe, Green supporters share a similar profile: educated, urban, cosmopolitan and young. Neil Carter, a political scientist at York University in Britain, terms them “left-libertarians”. That marks a contrast with blue-collar voters who are moving right, especially on immigration.

Yet as a tactic, a sharp turn left is no panacea. In many countries the Green parties' embrace of radical economics faces competition from traditional far-left parties, such as Germany's Die Linke or the Dutch Socialists. France's far-left parties are one reason the French Green party (EELV) has never had much luck. Another is that other French parties also claim environmental laurels. In European elections last spring, Green candidates had to differentiate themselves from the right-wing FN, which also hates multinationals and GMOs.

In countries where they have joined coalitions, the Greens have sometimes struggled with the transition from opposition to government. Germany's Greens had a successful stint in government in the late 1990s and early 2000s, led by Joschka Fischer, who was popular as foreign minister. But France's EELV were relieved to quit the unpopular Socialist-led government last year in protest at its liberalising reforms. In Sweden the Greens have six portfolios in a Social Democrat-led government, but they seem bogged down in relatively narrow issues, like an effort to close an airport.

Swedish Green leaders are also prone to energy-sapping gaffes. This month the deputy prime minister, Asa Romson, had to apologise for comparing the Mediterranean refugee crisis to Auschwitz. In her apology she used the word “gypsy” instead of “Roma” and had to say sorry again. As Nicholas Aylott of Sweden's Sodertorn University notes, this is partly a problem of Green voters' own making: they like impulsive, informal leaders.

The Greens' capture of left-wing economic territory is largely a northern European phenomenon. In the south, where Green parties have always been weaker, rising left-wing populist parties such as Podemos of Spain have grabbed that space.

Yet the Greens' dilemma is not only over where to poach votes. They must also fight apathy. Voter turnout is falling across Europe, especially among the young. For Green parties, attracting new voters is vital and this clearly inspired the Dutch leadership change. When Mr Klaver says the world is “ours to change”, and denounces mainstream parties for “economistic” thinking, he sounds immature. But for a party bent on projecting the optimism of youth, he presses the right buttons.

[From the print edition: Europe](#)



121,89

Free exchange

**Basically unaffordable**

## Replacing welfare payments with a “basic income” for all is alluring, but expensive

May 23rd 2015 | [From the print edition](#)

WITH cash-strapped governments around the world looking for ways to cut welfare bills and reduce deficits, it might seem an odd time to consider a generous new universal benefit. Yet the basic income—a guaranteed government payment to all citizens, whatever their private wealth—is creeping onto the policy agenda. The Swiss will soon vote on a proposal for a basic income of 2,500 francs (\$2,700) per month, following the success of a national petition. Amid turmoil in Greece, Yanis Varoufakis, its finance minister, has hinted that he is a fan. Britain’s Green Party has adopted a version of the policy. Turning it into a substitute for all welfare payments would be prohibitively expensive. But it might work as one element of the safety net.

The idea has a long intellectual heritage. In 1797 Thomas Paine, one of America’s founders, penned a [pamphlet](#) arguing that every person is entitled to share in the returns on the common property of humanity: the earth’s land and natural resources (today, you might include radio spectrum or the profits of central banks). Paine suggested paying citizens the equivalent of around \$2,000 in today’s money—which was then over half the annual income of a labourer—on their 21st birthday, in lieu of their share of the planet. The benefit would be granted to all, to avoid creating “invidious distinctions” between rich and poor. Since Paine’s proposal, the idea of universal payouts—whether one-off or recurring—has periodically attracted support from both sides of the political aisle.

The left has usually viewed such policies as a way of beefing up the social safety net and fighting inequality. That is particularly appealing in a world where technology creates unimaginable riches for some, but threatens the jobs of others. As early as 1964 James Meade, an economist, [argued that technological progress could reduce the demand for labour so much that wages would fall to intolerable lows](#). In a world where a computer can suddenly make a profession redundant, those who have worked hard cannot be certain of a decent standard of living. That may justify more generous state support.

For their part, right-wing advocates of the citizen’s income view it as a streamlined replacement for complicated meanstested welfare payments. A system where everyone receives the same amount requires fewer bureaucrats to administer. Existing schemes withdraw benefits from low earners as they earn more, discouraging work and so trapping some in poverty. For this reason, Milton Friedman, an economist known for his laissez-faire beliefs, wanted to replace all welfare with a simpler system that combined a guaranteed minimum income with a flat tax.

Although the basic income has so far failed to take off, it does have a commonplace cousin: the tax-free allowance. In Britain, for example, workers can earn £10,600 (\$16,500) before income tax is levied on subsequent earnings (starting at 20%). The exemption is worth just over £2,000 a year to the 92% of taxpayers who earn more than the threshold. For them, there would be no difference if the government replaced the allowance with a payment of similar magnitude. Making the payment universal would be costlier, but could be paid for by paring other welfare payments.

Yet £2,000 does not provide much of a safety net, and more generous schemes are enormously expensive. In 1970 James Tobin, an economist, produced a simple formula for calculating their cost. Suppose the government needs to levy tax of 25% of national income to fund public services such as education, policing and infrastructure. Paying for a basic income worth 10% of the average income requires average taxes to rise by ten percentage points, to 35%. A basic income worth 20% of the average income requires average taxes to be 20 percentage points higher, at 45%, and so on. Eradicating relative poverty, defined as income beneath 60% of the median, would require tax rates approaching 85%. The Swiss proposal is absurdly expensive: a rough calculation suggests it would cost about SFr197 billion (\$210 billion), or 30% of GDP. A generous basic income funded by very high taxes would be self-defeating, as it would reintroduce the sort of distortions that many of its advocates hope to banish from the welfare system. Loafers could live comfortably without lifting a finger.

To prevent that, eligibility could be restricted. Tony Atkinson, another economist, advocates a “participation income”, paid only to those who contribute to society, whether by working, looking for work or volunteering. That reintroduces some administrative burden, but avoids supporting the idle.

A better system might also be financed by a return on assets, rather than by taxes. Alaska pays its residents an annual dividend—\$1,900 in 2014—from the returns on its oil fund. An asset-financed basic income would remove welfare distortions without introducing new ones through higher taxes. Unfortunately, few governments have wealth funds. On the contrary, they are mired in debt (though some think they could monetise public assets, including land, more effectively). In any case, many would worry that widespread government ownership of financial assets would lead to bureaucrats meddling in the private sector.

### **Small is beautiful**

Fans of the basic income make plenty of good arguments. A welfare system riddled with complicated means-testing distorts incentives and is a headache to run. Paine’s intellectual case for all citizens to be entitled to a return on the bounties of the earth is compelling. But a basic income is too costly and inefficient to act as a wholesale replacement for welfare. It is feasible only if it is small, and complemented by more targeted anti-poverty measures. Basic income: the clue is in the name.

From the print edition: Finance and economics

## Fortschritt braucht Vater, Mutter, Kinder

Bei der beabsichtigten Gleichstellung von Ehe und „Homo-Ehe“ geht es nicht um Kleinigkeiten, sondern um die Keimzelle der Gesellschaft. Zeit für den Bundestag, Farbe zu bekennen. Ein Kommentar.

27.05.2015, von **REINHARD MÜLLER**

Verkehrte Welt: Jetzt gilt es schon als konservativer, gar reaktionärer Widerstand, auf den Koalitionsvertrag zu pochen – und gegen die vollständige Gleichstellung von Ehe und Lebenspartnerschaft zu sein. Dabei steht doch gerade in dieser von CDU und CSU bei vollem Bewusstsein unterzeichneten Vereinbarung: Diejenigen Regelungen, die gleichgeschlechtliche Partnerschaften „schlechterstellen, werden wir beseitigen“. Was ist das anderes als eine komplette Gleichstellung? Warum auch nicht, der Zug ist ohnehin abgefahren? So denken viele. Und ist es nicht endlich an der Zeit, der Realität Rechnung zu tragen?



Autor: Reinhard Müller, In der politischen Redaktion verantwortlich für „Zeitgeschehen“ und für „Staat und Recht“. Folgen:

Zweifellos. Und zur Wirklichkeit gehört das Grundgesetz. Das stellt in zeitloser Klarheit fest: „Ehe und Familie stehen unter dem besonderen Schutze der staatlichen Ordnung.“ Nun hat nicht zuletzt das Bundesverfassungsgericht, dieses Mal nicht in seiner Rolle als Lordsiegelbewahrer, sondern als Motor vermeintlichen Fortschritts die Gleichstellung von Ehe und gleichgeschlechtlicher Lebenspartnerschaft betrieben. Der Gesetzgeber hat dem begeistert bis empört zugesehen – und jedenfalls nicht gegengesteuert. Dabei ist der Ehebegriff auch nach dem Willen des einstigen rot-grünen Gesetzgebers gar nicht auf gleichgeschlechtliche Paare anwendbar. Er hat ja ein neues, eigenes Institut geschaffen und die Ehe mitnichten gesetzlich erweitert.

Das wird nun mit Blick auf Irland und andere Länder gefordert – und womöglich sollte man in der Tat die Abstimmung im Bundestag freigeben. Denn es ist an der Zeit, Farbe zu bekennen. Hier geht es nämlich nicht nur um „redaktionelle Änderungen“, die das Kabinett an diesem Mittwoch beschließen will, sondern um eine Kernfrage der Gesellschaft, um ihre Keimzelle.

Zwar bringt auch nicht jede Ehe Kinder hervor, wie Karlsruhe messerscharf beobachtete, doch ist die Verbindung zwischen Mann und Frau nun einmal die einzige, die Kinder hervorbringen kann. Hier geht es nicht um Antidiskriminierung, sondern um Vaterschaft, Mutterschaft und Kindeswohl. Müsste aus einer kompletten Gleichstellung nicht gefolgert werden, Leihmutterschaft auch in Deutschland zu erlauben? Der neue, überparteiliche Leitsatz, der womöglich bald auch im Grundgesetz steht, lautet: Familie ist da, wo Kinder sind. Aber die Samenbank ist nicht die Keimzelle der Gesellschaft. Ist das konservativ? Wer Fortschritt will, braucht Vater, Mutter, Kinder.

## Sonne bei Tag und Nacht

In Spanien haben die Regionalwahlen den Linksruck verstärkt. Selbst Griechenlands Finanzminister Varoufakis wirkt gegen die Wahlversprechen der Linkspopulisten wie ein Waisenknabe.

27.05.2015, von LEO WIELAND, MADRID



© AFP Siegesgewiss: In Madrid stellt das Linksbündnis „Madrid jetzt“ künftig den Bürgermeister.

Die Sonne scheint demnächst über Spanien wieder Tag und Nacht. Am hellsten wird sie aber über Madrid und Barcelona strahlen. Denn wenn die beiden neuen Bürgermeisterinnen aus der linkspopulistischen Szene ihre Ämter antreten, ist erst einmal Schluss mit der „Austerizid“. Neben den beiden Politikerinnen jedenfalls sieht ihr Idol, dem griechische Finanzminister Giannis Varoufakis, aus wie eine dorische Säule der praktischen Vernunft.



Autor: Leo Wieland, Politischer Korrespondent für die Iberische Halbinsel, Marokko und Tunesien mit Sitz in Madrid. Folgen:

Manuela Carmena, die 71 Jahre alte, ehemals kommunistische, pensionierte Richterin, hat sich für ihre am Pfingstsonntag siegreiche Koalition „Madrid jetzt“ schon eine Hilfszusage der Sozialistischen Partei geben lassen. Auf ihrem Programm für die ersten hundert Tage, die am 13. Juni beginnen sollen, stehen unter vielen anderen sozialrevolutionären Vorhaben ein Stopp aller Zwangsräumungen, Strom und Wasser gratis für Bedürftige und Papiere und soziale Dienstleistungen auch für illegale ausländische Migranten.

### Beunruhigende Aussichten

In Barcelona wird die 41 Jahre alte Ada Colau, tatkräftige Schutzpatronin von Hausbesetzern und Antiglobalisierern, nicht zurückstehen wollen. Die Wahlsiegerin, die Philosophie studierte und als Schauspielerin im Fernsehen debütierte, hat schon mit allen relevanten Gruppierungen aus dem linken Regenbogen der katalanischen Hauptstadt – die geschrumpften Sozialisten eingeschlossen – Kontakt aufgenommen, um gemeinsam eine neue „sozialverträgliche“ Stadtregierung zu bilden. Das hat ihre Wähler, die zum Teil aus den wohlhabendsten Vierteln Barcelonas kamen, nicht erschreckt. Denn deren verständlicher Widerwille gegen das Establishment der regierenden separatistischen Nationalisten wurde durch Colaues noch zu präzisierende Anschuldigung gestärkt, die „Mafia“ um Ministerpräsident Artur Mas habe kurz vor den Wahlen ihren „Amigos“ öffentliche Aufträge zugeschanzt.

Das spanische Panorama nach dieser letzten Urnenprobe vor den Parlamentswahlen, die voraussichtlich im November stattfinden werden, ist beunruhigend. Die Leistungen der Regierung von Ministerpräsident Mariano Rajoy – Abwendung des Staatsbankrotts, erkennbarer Aufschwung und moderater Rückgang der Arbeitslosigkeit – wurden nicht nur nicht honoriert. Sie wurden ungläubig ignoriert oder zählten nicht mehr genug angesichts der gehäuften Korruptionsskandale, die vor allem die Regierungspartei belasten.

### Politisches Erdbeben in Spanien

Die Börse versucht sich von dem ersten Schock zu erholen. Das Minus von zwei Prozent am Pfingstmontag hatte auch symbolisch eine doppelte Ursache: die spanischen Wahlen und die avisierte griechische

Zahlungsunfähigkeit. Das beleuchtet den südeuropäischen Zusammenhang deutlicher, als die Iberer dies wünschen. Aber mit Blick auf die Herbstwahlen ist er unleugbar. Die Mehrheit der 35 Millionen Spanier, die in dreizehn ihrer siebzehn „Bundesländer“ ein politisches Erdbeben verursachten, stimmte dort für Parteien, die noch mehr Geld ausgeben wollen, das sie nicht haben. In all diesen Regionen wurden zwar unter Kuratel der Madrider Zentrale die Defizite einigermaßen gebändigt. Aber die öffentlichen Schulden wuchsen gleichwohl und erleichterten die Bürde nicht.

Wirtschaftsbeobachter sind sich im Falle Spaniens in einem Punkt ziemlich einig: Das Wachstum, das in diesem Jahr bis zu 3 Prozent des Bruttoinlandsprodukts erreichen könnte, ist auch im europäischen Vergleich kräftig und vielversprechend. Das zarte Konjunkturpflänzchen aus diesem Frühling könnte aber unter dem Einfluss kumulierter politischer Instabilitäten wieder verdorren. Die ausländischen Investoren werden sich zum Beispiel nicht gerade um Millionenprojekte in Madrid oder Barcelona reißen, die dort von den neuen Stadtregierungen schon unter „ausbeuterischen“ Generalverdacht gestellt werden. Auch bleiben Unternehmer abwartend, weil die spanischen Reformen zwar zu einer zyklischen, aber noch nicht zu einer nachhaltig zu nennenden Erholung geführt haben.

EU oder EZB sollen es richten

Die regionalen und kommunalen Bündnisse der kommenden Wochen werden genaueren Aufschluss über Richtung, Inhalt und Absichten der Regierenden nach dem Linksruck geben. Die Märkte hatten eigentlich darauf gesetzt, dass die Marke „Podemos“ (Wir können) ihren Zenit schon überschritten habe. Das war nicht der Fall, weil die Zuflüsse aus verwandten Basisorganisationen, wie aus Madrid und Barcelona, den Strom noch reißender gemacht haben. Nur die andere Aufsteigerpartei – Ciudadanos (Bürger) – hat ein „sozialliberales“ Wachstumsprogramm.

Die Frage, wer die geplanten sozialen Wohltaten, die Umverteilung und die Kurskorrekturen in der Spar- und Schuldenpolitik bezahlen soll, wird von den Neulingen, die Wirtschaft und Finanzen per se für Teufelswerk halten, wohl erst ganz zum Schluss gestellt werden. Weil die spanischen Steuerzahler mit ihren beschränkten Mitteln allein nicht die Antwort sein können, heißt diese dann vielleicht: die Europäische Union, EZB-Präsident Mario Draghi oder der liebe Gott. Die linken Populisten fürchten aber, ebenso wie in Griechenland Syriza, weder die eine noch den anderen. Und was den lieben Gott angeht, so sind sie strikt „akonfessionell“.

121,94

## La Cour des comptes épingle le dérapage budgétaire de l'État

Le Point - Publié le 27/05/2015 à 13:27

La Cour a dressé le constat sévère d'un déficit de l'État supérieur de 10,7 milliards d'euros à celui de 2013, avec une baisse des recettes et une hausse des dépenses.

### SOURCE AFP

Le ministère des Finances a présenté mercredi en conseil des ministres le projet de loi de règlement du budget de l'État 2014, assorti de deux rapports de la Cour des comptes jugeant celui-ci réguliers, mais critiquant un trop grand recours aux techniques comptables. La loi de règlement arrête le montant définitif des dépenses et des recettes de l'État pour l'année précédente. Elle sera examinée au mois de juin au Parlement pour une adoption avant fin juillet, a précisé Bercy. Dans son rapport sur la certification des comptes de l'État, la Cour des comptes constate un budget "régulier et sincère" et "une dynamique d'amélioration de la qualité des comptes de l'État". C'est la neuvième fois que cette certification, assortie de réserves techniques, est apportée par la Cour, alors que la France est le seul pays de la zone euro selon Bercy à s'être doté de cette exigence supplémentaire sur ses comptes publics.

Dans un rapport séparé sur l'exécution budgétaire 2014, la Cour dresse néanmoins le constat sévère d'un déficit de l'État supérieur de 10,7 milliards d'euros à celui de 2013, en raison d'une baisse de recettes (6 milliards) associée à une hausse des dépenses (4,2 milliards), alors que sa réduction avait été amorcée en 2010. **Elle rappelle que ce déficit représente 3,9 % du produit intérieur brut et trois mois de dépenses de l'État. Le déficit public de la France, calculé à partir du solde des dépenses et recettes de l'État, de la protection sociale et des collectivités territoriales, a été de 4 % du produit intérieur brut, soit un peu plus de 80 milliards d'euros.**

### "Opérations budgétaires contestables"

Devant la commission des finances de l'Assemblée nationale, le premier président de la Cour des comptes Didier Migaud a également déploré que "la dette de l'État a continué de progresser à un rythme soutenu en 2014", à 1 528 milliards d'euros, soit 71 milliards de plus qu'en 2013. "Par voie de conséquence, l'État a connu un besoin de financement total (...) de 179 milliards d'euros, montant supérieur aux prévisions", a-t-il poursuivi, signalant également pour 2015 "un montant inégalé d'émission de titres de dette".


Didier Migaud a également noté que "les dépenses de l'État ont été stabilisées", mais a dénoncé "des opérations budgétaires contestables". Il a cité le deuxième programme d'investissements d'avenir (PIA), critiquant l'utilisation d'une partie de ses fonds pour financer des annulations de crédits, un procédé qui selon lui "fausse l'appréciation des résultats de l'exécution de 2014". "Le PIA a été largement utilisé pour combler les insuffisances de crédits budgétaires en contradiction avec son objectif initial, en particulier au profit du ministère de la Défense, à hauteur de 2 milliards d'euros", estime la Cour, qui évalue la "substitution" totale à hauteur 3,3 milliards d'euros. Interrogé sur ce point, l'entourage du secrétaire d'État au Budget Christian Eckert a estimé que la Cour faisait là "des observations sur la gestion, pas des observations sur la régularité". "La Cour fait état d'une position, nous retenons une autre solution technique", a-t-on précisé.

## „Ehe ist die Verbindung von Mann und Frau“

Der Vorsitzende der CDU/CSU-Fraktion im Bundestag, Volker Kauder, hat sich als erster Unionspolitiker im F.A.Z.-Gespräch klar für die Beibehaltung der Ehe als Verbindung von Mann und Frau ausgesprochen. Mit seiner Haltung sieht er sich nicht allein.

27.05.2015



© DPA  Der Stuttgarter CDU-Bundestagsabgeordnete Stefan Kaufmann (M) hat seine Lebenspartnerschaft mit seinem Lebensgefährten alt-katholisch segnen lassen.

Der CDU/CSU-Fraktionsvorsitzende Volker Kauder hat es abgelehnt, das Ergebnis des Referendums in Irland über die Öffnung der Ehe für homosexuelle Paare auf Deutschland zu übertragen. Im Gespräch mit der Frankfurter Allgemeinen Zeitung (F.A.Z.) sagte Kauder: „Für mich ist die Ehe im Sinne des Grundgesetzes die Verbindung von Mann und Frau.“ Er stützte sich dabei auch auf die „ständige Rechtsprechung“ des Bundesverfassungsgerichts. Entsprechend äußerte Kauder in der F.A.Z.: „Die so genannte Homo-Ehe, also die Öffnung der Ehe auch für gleichgeschlechtliche Verbindungen, lehne ich ab - auch weil ich die Volladoption durch Lebenspartner nicht für richtig halte.“

Damit ging Kauder über bisherige Stellungnahmen aus der Führung der Unions-Fraktion hinaus, die lediglich auf den Koalitionsvertrag mit der SPD verwiesen hatten, in dem weitgehende Änderungen im Eherecht nicht vorgesehen seien. Seitens der engeren Parteiführung hatte CDU-Generalsekretär Peter Tauber am Dienstag eine offene Formulierung gewählt: „Das Referendum in Irland wird in Deutschland aufmerksam wahrgenommen und diskutiert - auch in der CDU.“

Kauder verteidigte in der F.A.Z. zugleich [Rechtsanpassungen zugunsten eingetragener Lebenspartnerschaften](#). „Wenn gleichgeschlechtliche Menschen sich dauerhaft binden und in einer Lebenspartnerschaft füreinander eintreten, ist das ein Gewinn auch für unsere Gesellschaft. Deshalb bin ich für eine rechtliche Angleichung der beiden Rechtsinstitute Ehe und Eingetragene Lebenspartnerschaft, so wie sie der Gesetzgeber in den vergangenen Jahren etwa bei der Gleichbehandlung im Erbschaftsteuerrecht oder beim Steuer-Splitting vorgenommen hat.“ Auch der am Mittwoch vom Bundeskabinett verabschiedete Gesetzentwurf „zur Bereinigung des Rechts der Lebenspartner“ diene der Angleichung der Institute der Ehe und der Lebenspartnerschaft in zahlreichen weiteren Gesetzen und Verordnungen.

Kauder wandte sich jedoch gegen grundsätzliche Rechtsänderungen. Er begründete das so: „Eine Öffnung der Ehe auch für gleichgeschlechtliche Paare durch ein einfaches Gesetz, so wie sie jetzt in der Diskussion gefordert wird, ist auf Grundlage der bisherigen Rechtsprechung des Bundesverfassungsgerichts höchst problematisch.“ Eine verfassungsändernde Mehrheit im Bundestag sehe er aber „nun wirklich nicht“.

121,96

## Gaël Brustier : «Podemos a réinventé les codes politiques»

Par [Vincent Tremolet de Villers](#) Publié le 27/05/2015 à 17:03



FIGAROVOX/EXTRAITS - Le politologue Gaël Brustier analyse les raisons du succès de cette nouvelle force politique en Espagne et la montée du populisme en Europe.

---

Gaël Brustier est docteur en sciences politiques. Il est notamment l'auteur de «[La Guerre culturelle aura bien lieu](#)» (Mille et une nuits, 2013) et de «[Le Mai 68 conservateur -Que restera-t-il de la Manif pour tous?](#)» (éditions du Cerf, 2014).

---

### Que signifie pour les gauches européennes, la poussée de Podémos en Espagne?

Gaël Brustier: PODEMOS est d'abord une force politique propre à l'Espagne. Dans les causes immédiates de ce succès, il y a, avant tout, un taux de chômage impressionnant (plus de 25% de la population), une baisse du pouvoir d'achat que ressentent tous les espagnols et des difficultés quotidiennes qui contrastent notamment avec les frasques de la famille royale. Reste que Podemos a su profiter à plein de cette situation. La raison est que ce mouvement issu de la gauche radicale a su adapter ses codes, son esthétique, son discours à la situation. Ils font du populisme, au sens du penseur qui les inspire, l'argentin Ernesto Laclau, et ont rendu leur vision intelligible par le plus grand nombre. Cette innovation stratégique, idéologique a entraîné une prise de distance avec les partis traditionnels de la gauche.

### Comment qualifier les Indignados?

Ce mouvement né en 2011 sur les Plazas mayors des grandes villes d'Espagne emprunte son nom à l'essai de Stéphane Hessel. Mais ce qui caractérise cette contestation, c'est sa volonté de changer la façon de faire de la politique. Pour sortir du bipartisme qui préside à la politique espagnole depuis 1978, les Indignados puis Podemos n'ont pas cherché à créer un pôle radical qui regrouperait 15% de l'électorat. L'idée est de prétendre à la réunion d'une majorité. Il ne faut pas oublier que Podemos a été fondé par des chercheurs de sciences politiques. Ils ont lu Gramsci, Stuart Hall et les grands penseurs de la gauche radicale. Ils ont volontairement abandonné les codes, les méthodes, un vocabulaire traditionnel du mouvement ouvrier pour en inventer d'autres plus contemporains. S'ils appellent Juan Carlos, el Bourbon, ils ne misent pas sur la mythologie républicaine. Ces chercheurs ont étudié les succès des mouvements progressistes en Amérique Latine, ils proposent donc un imaginaire, une vision du monde qui veut répondre en très grande partie aux inquiétudes et aux espérances contemporaines.



# Standort D wird von der Weltspitze verdrängt

Die deutsche Wettbewerbsfähigkeit lässt nach. Im aktuellen "World Competitiveness Ranking" rutscht Deutschland weltweit ans Ende der Top 10. Dabei schafften es sogar Krisenstaaten, Boden gutzumachen.

Von Anja Ettel

## WETTBEWERBSFÄHIGKEIT IM VERGLEICH

2015	Land	2014	Veränderung	
1	 USA	1	-	-
2	 China (Hongkong)	4	+2	▲
3	 Singapur	3	-	-
4	 Schweiz	2	-2	▼
5	 Kanada	7	+2	▲
6	 Luxemburg	11	+5	▲
7	 Norwegen	10	+3	▲
8	 Dänemark	9	+1	▲
9	 Schweden	5	-4	▼
10	 Deutschland	6	-4	▼

QUELLE: IMD

DIE WELT

Foto: Infografik Die Welt/Deutschland verliert Punkte im internationalen Vergleich der Wettbewerbsfähigkeit

Wie gewonnen, so zerronnen: Im vergangenen Jahr überraschte Deutschland noch mit einem großen Sprung nach vorn in Sachen Wettbewerbsfähigkeit. Seitdem hat sich die deutsche Wirtschaft in dieser Hinsicht allerdings verschlechtert und ist im weltweiten Vergleich auf den zehnten Rang zurückgefallen – das schwächste Ergebnis seit 2011. Das geht aus der aktuellen Rangliste "World Competitiveness Ranking" der Schweizer Business School IMD hervor.

Im Vorjahr hatte Deutschland beim weltweiten Standortvergleich noch den Sprung auf Platz sechs geschafft. Diesmal allerdings zogen Kanada, Luxemburg sowie die drei skandinavischen Staaten Norwegen, Dänemark und Schweden an Deutschland vorbei. Unangefochtener Spitzenreiter unter den insgesamt 61 analysierten Ländern bleiben die USA. Die gemessen am Bruttoinlandsprodukt größte Volkswirtschaft der Welt konnte sich zum dritten Mal in Folge auf dem ersten Rang behaupten, und das sogar mit deutlichem Abstand zu den Nächstplatzierten, Hongkong, Singapur und der Schweiz.

### Effizienz könnte besser sein

"Die bestplatzierten Länder sind jene, die ihre Hausaufgaben gemacht haben", fasst IMD-Experte und Studienleiter Arturo Bris die Ergebnisse zusammen. "Produktivität und Effizienz sind für jedes Land der Schlüssel, um wettbewerbsfähiger zu werden."

### Wirtschaftslage der Euro-Schergewichte

Vor allem die wirtschaftliche Effizienz eines Landes – gemeint sind damit unter anderem die Produktivität, die Situation auf dem Arbeitsmarkt oder der rechtliche Rahmen für Unternehmen – sei entscheidend für das jeweilige Abschneiden im Gesamtranking. "Neun der zehn bestplatzierten Länder im Gesamtindex gehören in dieser Kategorie ebenfalls zu den zehn besten der Welt", so Bris.

Einzige Ausnahme, bei der das Kriterium der wirtschaftlichen Effizienz also offenbar zu wünschen übrig lässt, ist ausgerechnet – Deutschland. Im Vergleich zum Vorjahr büßte das Land in dieser Kategorie immerhin sieben Plätze ein und rangiert mittlerweile auf Rang 16, knapp vor Australien und den Vereinigten Arabischen Emiraten.

Vor allem bei den Stundenlöhnen in der Industrie, bei der Vergütung im Management von Unternehmen und bei der Zahl der gearbeiteten Arbeitsstunden kann die Bundesrepublik global offenbar nicht mehr mithalten: In allen drei Subindizes landet Deutschland im weltweiten Vergleich weit hinten. Die Verschlechterung fällt zusammen mit dem Kursverfall des Euro. Dieser stürzte im Verlauf des Jahres 2014 von 1,40 Dollar auf unter 1,20 Dollar ab. Der Verdacht liegt daher nahe, dass die Vorteile des schwachen Euro auf den Weltmärkten viele Unternehmen womöglich träger gemacht haben, weshalb Produktivität und Effizienz seitdem tendenziell sinken.

Auch die Große Koalition kommt mit Blick auf die Stärke des Standorts D nicht sonderlich gut weg. In der ohnehin eher schwachen Kategorie "staatliche Effizienz" hat sich Deutschland zuletzt weiter verschlechtert. Einmal mehr erweist sich besonders die Fiskalpolitik als größtes Hindernis in puncto

Konkurrenzfähigkeit. Für sein kompliziertes Steuersystem und die Höhe der Steuersätze bei der Einkommens- und Unternehmensbesteuerung erntet Deutschland schon seit Jahren schlechte Noten.

## Zu teuer Strom für Unternehmen

Schwer tut sich das Land auch damit, eine wirtschaftliche Gründer-Kultur zu fördern, die jungen Unternehmen den Start erleichtert und Innovationen fördert. Beim Vergleich der bürokratischen Prozeduren etwa, die ein Start-up durchlaufen muss, bevor es seine Arbeit tatsächlich aufnehmen kann, landet Deutschland auf Platz 53 von 61.

### DIE BELIEBTESTEN INVESTITIONSSTANDORTE

Angaben in Prozent, bis zu drei Nennungen möglich



## Investitionen

So attraktiv ist Deutschland für Firmen

Auch beim weltweiten Infrastrukturvergleich steht Deutschland diesmal überraschend weit hinten. Das liegt allerdings weniger am Zustand von Straßen, Flughäfen oder Stromnetzen. Vielmehr bemängeln die IMD-Experten vor allem zu geringe Investitionen in die Telekommunikation und zu hohe Stromkosten für Unternehmen.

Auch beim Vergleich der Bildungsausgaben, die im Ranking ebenfalls der Kategorie Infrastruktur zugerechnet werden, bleibt Deutschland mit Rang 38 hinter dem Durchschnitt zurück.

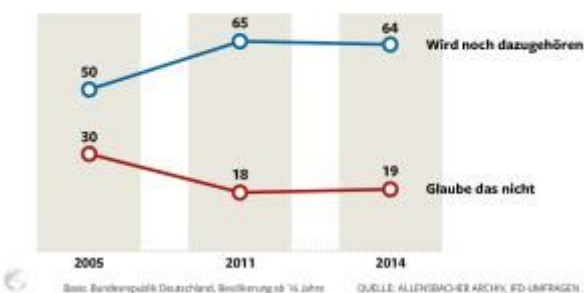
Ausnehmend gute Noten erntet Deutschland hingegen für seine bekannten Stärken: Beim Vergleich der Mittelstandsstrukturen liegt das Land weltweit auf Rang eins, ebenso bei der Analyse der Exportwirtschaft. Auch in Sachen geringe Jugendarbeitslosigkeit (Rang 5) und Widerstandskraft der Wirtschaft gegen externe Schocks (Rang 2) zählt die größte Volkswirtschaft der Euro-Zone weiterhin zu den Besten der Welt.

## Sogar Griechenland hat sich verbessert

Auffällig ist auch: Während Deutschland im Gesamtranking unterm Strich deutlich schlechter dasteht als noch vor einem Jahr, haben sich gleich mehrere Euro-Krisenkandidaten ein gutes Stück nach vorn gearbeitet. Italien etwa hat sich von Rang 48 auf Platz 36 hochgekämpft. Gleich dahinter folgt Spanien mit Rang 37.

### „WIRD DEUTSCHLAND IN ZEHN, 15 JAHREN WELTWEIT NOCH ZU DEN FÜHRENDE WIRTSCHAFTS-NATIONEN GEHÖREN?“

Antworten in Prozent



## Allensbach-Umfrage

So sehen die Bürger Deutschlands Wettbewerbsfähigkeit

Und sogar Griechenland konnte zuletzt etwas Boden gut machen und liegt nun dank gesteigener wirtschaftlicher Effizienz und Produktivität auf Rang 50 und damit sieben Plätze besser als im Vorjahr.

Für die seit 1989 jährlich veröffentlichte Untersuchung "World Competitiveness Ranking" analysieren die Wissenschaftler des IMD die Wettbewerbsfähigkeit von mittlerweile 61 – seit diesem Jahr ist die Mongolei als Neueinsteiger dabei – Volkswirtschaften.

Pro Land werden etwa 300 Kriterien verglichen, davon beruhen nach Angaben der Business School zwei Drittel auf statistischen Daten und ein Drittel auf einer Umfrage unter 6234 Führungskräften weltweit.

121,99

## **Le monde de Sophie (Coignard)**

**SOPHIE COIGNARD**

### **Coignard : les rentiers d'EDF**

Le Point - Publié le 28/05/2015 à 07:28

Vu de l'étranger, et même de France, le statut des salariés d'EDF fascine. Pourtant, rien ne change, estime la chroniqueuse du Point.fr.

Par **SOPHIE COIGNARD**

Le *Financial Times* n'évoque pas la France pour la cérémonie du Panthéon et l'exaltation de la Résistance mais pour les avantages dont bénéficient les salariés d'EDF, « presque inconcevables pour leurs homologues dans le reste du monde industrialisé ». En l'espèce, ce sont les dix semaines de congés annuels attribuées aux cadres qui sidèrent le quotidien britannique. La faute aux 35 heures, qui ont alloué 23 jours de vacances supplémentaires par an aux cols blancs de la compagnie, encore détenue à plus de 80 % par l'État.

Le nouveau patron, Jean-Bernard Lévy, soucieux de revenir à des standards plus proches de ceux de la concurrence, propose aux intéressés une prime de 10 000 euros ou une augmentation de salaire de 4 à 6 % pour les convaincre de travailler une semaine supplémentaire. Mais il trouve très peu de volontaires. Et pour cause : les rémunérations s'envolent toutes seules à EDF. Selon le rapport public 2013 de la Cour des comptes, elles ont augmenté de 23,6 % entre 2006 et 2010, quand le smic, lui, ne gagnait que 7,1 points !

#### **Les congés de préretraite !**

Et ce n'est pas tout. Le statut accorde à chaque employé en fin de carrière 126 heures de « congés de préretraite », histoire sûrement de pouvoir s'habituer à ne pas travailler du tout. Depuis 2004, le régime spécial de retraite des agents d'EDF, dont les pensions sont calculées sur les six derniers mois d'activité, forcément les meilleurs en raison de l'avancement automatique à l'ancienneté, est financé en partie par le consommateur d'électricité. Une générosité forcée difficile à détecter, puisqu'elle apparaît sur les factures sous la dénomination trompeuse de « contribution tarifaire d'acheminement » (CTA). Le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur les tarifs de l'électricité, publié en mars 2015, aborde le sujet en quelques lignes sibyllines. Mais précise quand même que cette CTA représente 27 % du prix de l'abonnement.

Bref, les salariés d'EDF sont des rentiers au sens premier du terme. Il faut ajouter à ces pensions dorées, entre autres, l'emploi à vie et un tarif du gaz et d'électricité minoré de 90 % par rapport au prix public pour les 300 000 salariés et retraités d'EDF, ristourne qui coûte la bagatelle de 2,3 millions d'euros par an selon la Cour des comptes. À cette aune-là, le personnel d'EDF, qui travaille cinq années de moins en moyenne que les salariés du privé, pourrait accepter de venir au bureau une semaine de plus par an sans contrepartie !

## **En perdant cinq places en 2015, la France glisse au 32e rang du classement IMD des pays les plus compétitifs au monde. Les États-Unis restent premiers.**

SOURCE AFP

Les États-Unis restent le pays le plus compétitif au monde, selon le classement annuel 2015 publié mercredi par l'école de management suisse IMD (Institut for Management Development), basée à Lausanne. Selon l'IMD, les États-Unis ont gardé leur place de numéro un en raison de "leur grande efficacité dans le domaine financier, leur sens de l'innovation et l'efficacité de leur infrastructure". Les États-Unis sont suivis de Hong-Kong et de Singapour dans ce classement qui concerne 61 pays. Le Luxembourg fait son entrée dans le top ten du classement 2015, en décrochant le 6e rang, alors qu'il se plaçait au 11e rang en 2014. Les autres pays figurant parmi les dix premiers du classement sont le Canada, la Norvège, le Danemark, la Suède et **l'Allemagne**.

**La France en revanche a perdu 5 places en 2015, glissant au 32e rang.** Pour l'IMD, les principaux défis à relever pour la France sont "**la réduction des formalités administratives, la baisse des coûts du travail et de la charge fiscale, l'encouragement à l'investissement privé**". Par contre, les 5 indicateurs les plus attractifs de la France sont le niveau élevé d'éducation, la main-d'oeuvre qualifiée, des infrastructures fiables, une forte culture recherche et développement et une stabilité politique.

En Europe de l'Est, l'Ukraine et la Russie ont perdu des places en 2015. L'Ukraine passe du 49e rang au 60e, et la Russie du 38e rang au 45e. Ce glissement "illustre l'impact négatif qu'a eu le conflit armé" en Ukraine, relèvent les experts de l'IMD. Le reste du classement de l'IMD montre qu'en Europe, la Grèce se relève grâce à l'amélioration du rendement de ses entreprises. Ce critère lui permet de passer de la 57e à la 50e place. Par contre, l'Allemagne, qui était encore sixième l'année passée, a perdu en efficacité et occupe le 10e rang.

### **350 critères**

En Asie, la plupart des économies en perte de vitesse ont vu leurs économies domestiques décliner ou ont été lésées par des infrastructures vieillissantes ou peu développées, relève l'IMD. Parmi les pays émergents, l'Afrique du Sud recule légèrement à la 52e place (- 1 rang) tandis que le Brésil pointe à la 56e (- 2 rangs). Le Mexique prend deux places, à la 39e. L'Inde stagne à la 44e. La Chine gagne une place, à la 22e. Cette tendance s'explique par des améliorations dans l'éducation et les dépenses publiques, relève l'IMD.

Le rapport 2015 a étudié la compétitivité de 61 pays sur la base de près de 350 critères. La Mongolie a fait son entrée pour la première fois dans ce classement cette année. Avec une croissance de 11,6 % en 2013, la Mongolie occupe le 57e rang du classement. La Mongolie tire sa croissance de l'exploitation minière, d'une consommation soutenue et d'un "bon environnement fiscal pour les entreprises".

# ECB Says Long Greek Talks May Hurt Other Eurozone Borrowers

Comments come amid mixed signals over the status of Greece's debt talks

By [BRIAN BLACKSTONE](#) and [TODD BUELL](#)

Updated May 28, 2015 9:59 a.m. ET

FRANKFURT—The European Central Bank warned in a report Thursday that the Greek debt crisis could spread to other at-risk eurozone countries if Athens fails to reach a financing deal with its international creditors quickly, underscoring the high stakes involved in the country's negotiations with its lenders.

Still, in a news conference, ECB Vice President Vítor Constâncio played down concerns in financial markets that Greece may ultimately be forced out of the euro if it fails to pay its debts to the International Monetary Fund and other creditors.

His comments came amid mixed signals over the status of Greece's debt talks, with Athens striking an optimistic tone that a deal is within reach while Germany's finance minister said the two sides are still far apart.

A Greek default wouldn't automatically mean that its banks are insolvent, Mr. Constâncio said at a press briefing accompanying the release of a report on financial stability in Europe. But the ECB would have to include the implications of such an event in its analysis of the financial health of the country's financial institutions that rely heavily on ECB loans for funding, he said.

"There is no automatic connection between a default of the Greek government and the solvency of the Greek banks," Mr. Constâncio said, stressing the word "automatic." He noted that the share of Greek government bonds in total bank capital is quite small. Such an occurrence may influence the ECB's impairment analysis of the exposure of Greek banks to the state, he added.

Mr. Constâncio said he was convinced that Greece won't exit the euro.

"It is difficult to build up a narrative where that extreme case can happen," he said. A country cannot legally be expelled from the currency bloc, he noted, adding that a rising share of Greek citizens have said they want to stay in the euro.

Still, the ECB warned against complacency in its twice-yearly Financial Stability Review, which examines the state of Europe's financial markets and identifies trouble spots. "Financial market reactions to the developments in Greece have been muted to date, but in the absence of a quick agreement on structural implementation needs, the risk of an upward adjustment of the risk premia demanded on vulnerable euro-area sovereigns could materialize," the ECB said.

Greece is in protracted negotiations with its eurozone creditors over the future of its bailout deal. On Thursday, the Greek government suggested an agreement is near. "The optimism expressed by the Greek government is based on actual facts," government spokesman Gabriel Sakellaris told reporters. "The conditions are ripe to have a deal."

Other eurozone leaders, such as German Finance Minister Wolfgang Schäuble, have shed doubt on such claims.

"We always hear positive news coming out of Greece, which is good. However, we haven't gotten much further in substance in the negotiations between the three institutions and the Greek government," Mr. Schäuble said on German public broadcaster ARD on Wednesday.

Talks between the negotiating teams in Brussels are expected to continue to the end of the week and discussions between eurozone finance ministry officials are scheduled for Thursday. Significant differences remain on pensions, privatization, labor law and fiscal austerity.

Greece is under pressure to agree to economic overhauls with its creditors to unlock new financing. Athens is believed to have enough cash left to repay a loan of €300 million (\$330 million) to the IMF on June 5, but probably won't have enough to cover three further repayments due mid-June.

Meanwhile, Greek banks are heavily dependent on ECB loans for funding amid a steady decline in bank deposits there. Mr. Constâncio pegged the total amount of support—through regular ECB loans and emergency liquidity via the Greek central bank—at €114 billion.

The ECB also said in its financial stability report that European governments need to redouble their economic reform efforts. While monetary policy “can support the conditions for economic growth,” other policies, such as structural reforms “are needed to underpin sustainable economic growth in the euro area,” it said.

“The financial stability situation in Europe has improved,” Mr. Constâncio said. “One can say that our policies are working.”

In March, the ECB started a broad-based asset-buying program, known as quantitative easing, where it will buy €60 billion a month of mostly government bonds until the end of September 2016 in an effort to prop up inflation.

A report Thursday from the European Commission signaled that so far businesses and consumers in Europe, buoyed by the ECB's stimulus, have shaken off any concerns stemming from Greece.

The Commission's Economic Sentiment Indicator—which aggregates the business and consumer measures—was unchanged at 103.8, its highest level since mid-2011 and well above the average of 100.0 going back to the start of the series in 1990.

121,103

## Nationalist Party Leader to Become Finland's Foreign Minister

Timo Soini's euroskepticism could complicate talks between Greece and its creditors

By  
**JUHANA ROSSI**

May 27, 2015 1:52 p.m. ET

HELSINKI—The euroskeptic leader of Finland's nationalist party, the Finns Party, will become foreign minister in a three-way coalition cabinet that has vowed to repair the country's recession-choked economy through deep spending cuts.

The Finns Party leader, Timo Soini, will serve in the government of Juha Sipilä, who is set to become Finland's next prime minister after leading his centrist party to victory in last month's general election.

Departing Prime Minister Alexander Stubb, an avowed supporter of the European Union, will be the coalition government's finance minister.

The political rise of Mr. Soini, from head of a fringe party to senior government minister, is emblematic of the wider surge in anti-EU forces recorded across the continent. Mr. Soini's presence in the Finnish government could complicate talks between Greece and its creditors over the Mediterranean country's debt load because the nationalist politician has been a staunch opponent of the Greek bailouts.

"Finland respects common rules and expects other member states to do same," Mr. Soini told reporters on Wednesday.

Yet, Finland has been mired in economic recession for the past three years, making it harder for Finnish politicians—whether in the opposition or in office—to lecture other EU countries on economic policies.

On Wednesday, Mr. Soini appeared to tone down some of his anti-EU rhetoric. The politician, who has drawn inspiration from British-style euroskepticism, said the incoming government doesn't see any need for changes to the main treaties that form the legal base of the EU.

The future government doesn't "regard the amendment of treaties as a priority," Mr. Soini said.

Mr. Sipilä's government has proposed implementing spending cuts and other fiscal adjustment measures that will amount to 4.0 billion euros (\$4.4 billion) in aggregate by 2019, or about 2% relative to Finland's national output.

The fiscal adjustment program is aimed at stopping a rise in Finland's ratio of public debt to national output by 2019 and to close Finland's public funding gap by 2021.

Finland's prolonged economic stagnation has resulted in recurring budget deficits which will push the country's debt-to-GDP ratio to 62.6% this year, according to the European Commission's latest forecast, from 32.7% in 2008.

Breaching the 60% debt ceiling set in the European Union's fiscal rules has been an embarrassment for Finland, which aligned itself with Germany as a stern advocate of fiscal discipline during the eurozone's debt crisis.

Finland's previously high-performing economy has suffered from permanent output losses in the manufacture of mobile handsets and paper, formerly bedrock industries. The economy, which was in recession between 2012 and 2014, is also held back by high labor costs, a rapidly aging population, and EU sanctions against one of its top trade partners, Russia.

121,104

# US-Top-Ökonom warnt Deutschland vor Realitätsverlust

Ex-US-Finanzminister Larry Summers übt scharfe Kritik an Deutschlands Rolle in der Euro-Krise. Die deutsche Politik sei völlig verfehlt, ist er überzeugt. Auch zum Thema Griechenland wird er deutlich.

● 29. Mai 2015

● Von Anja Ettl, [Holger Zschäpitz](#)



Foto: REUTERS/Larry Summers bei einem Vortrag der London School of Economics (LSE)

Ökonomen gehören zu der Spezies Mensch, die im normalen Leben gerne Ratschläge erteilt. Da macht auch der amerikanische Spitzenökonom Lawrence Summers keine Ausnahme. Glaubt man den Memoiren von Elisabeth Warren, republikanische Senatorin und mutmaßliche Präsidentschaftskandidatin für 2016, hält Summers, von Freunden kurz Larry genannt, mit seiner Meinung nie hinterm Berg. Allerdings nur, wenn die Türen zur Öffentlichkeit fest verschlossen sind.

"Ich hatte eine Wahl", beschreibt Warren einen solchen Rat von Summers, "Insider zu sein oder außen vor zu bleiben. Leute, die draußen sind, können sagen, was sie wollen. Allerdings werden sie von jenen, die etwas zu entscheiden haben, nicht gehört. Insidern wiederum hören viele mächtige Entscheider zu." Allerdings gelte für Insider eine eiserne Regel: "Sie kritisieren niemanden anderen aus dem innersten Zirkel der Macht" – jedenfalls nicht öffentlich.

”

*Mehr Wachstum durch Austerität zu erzielen, ist die am wenigsten plausible Variante der Wirtschaftspolitik*

“

**Lawrence Summers** Ökonom

Gemessen an dieser diskreten Lebensmaxime, hat Summers, der sich aktuell auf Stippvisite in Deutschland befindet, die Bundesregierung vergleichsweise heftig kritisiert. Schließlich gehört Summers eindeutig zu den von ihm erwähnten Insidern. Er hat Zugang zu den politischen Schaltstellen der Macht und war sogar als neuer US-Notenbankchef im Gespräch. Es ist daher bemerkenswert, dass er als Gastredner in Deutschland Berlin so hart attackiert.

## Keine Scheu vor Schulden

Vor allem auf [die Sparpolitik der großen Koalition](#) hat es der ehemalige US-Finanzminister und Wirtschaftsberater abgesehen. "Der Ansatz der wachstumsorientierten Konsolidierung hat nichts mit der ökonomischen Realität zu tun", wettete er am Freitag auf einer Veranstaltung vor ausgewählten Journalisten. "Mehr Wachstum durch Austerität zu erzielen ist die am wenigsten plausible Variante der Wirtschaftspolitik. Schon gar nicht, wenn – wie es derzeit der Fall ist – die Zinsen so niedrig sind, die privaten Haushalte und Unternehmen sich mit Investitionen und Konsumausgaben zurückhalten." Auch der deutsche Ansatz, sich allein auf die Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit zu verlassen, würde zu kurz greifen.

Dass Summers sich ausgerechnet auf Deutschland einschießt, ist kein Zufall. Der Harvard-Professor, der bei seinen Antworten gern einmal seinen hohen Intelligenzquotienten durchblicken lässt, ist gemeinsam mit weiteren Spitzenökonomern auf Einladung der Bundesregierung nach Deutschland gereist, um die Finanzminister der sieben führenden Industrienationen [auf dem G-7-Gipfel in Dresden](#) zu beraten. Die Regierungen erhoffen sich von den Wissenschaftlern kluge Hinweise darüber, wie sich das Wachstum der Weltwirtschaft steigern lässt.





Foto: Infografik Die Welt

Summers gehört dabei zu jenen, die einen großen Wurf unter Einsatz von noch mehr Geld anpeilen. Dem länger andauernden Stillstand entkommt aus seiner Sicht nur, wer keine Scheu davor hat, noch mehr Schulden zu machen. Der Ökonom kann dabei auf das Beispiel USA verweisen, die die Krise mittlerweile hinter sich gelassen haben. So liegt die US-Wirtschaftsleistung mittlerweile knapp zehn Prozent über dem Vorkrisenniveau, während die Euro-Zone noch nicht einmal den Stand von Anfang 2008 wieder erreicht hat. Besonders dramatisch sieht es für Italien aus, das immer noch neun Prozent unter dem Vorkrisenniveau dahindümpelt.

## Weltwirtschaft im Dauertiefschlaf

Summers' Steckenpferd ist dabei die These von der "großen Stagnation", einer Art Dauertiefschlaf der Weltwirtschaft. Summers' Kollege Barry Eichengreen von der Universität von Kalifornien in Berkeley hat den Begriff einmal als eine Art "Rorschachtest" für Ökonomen umschrieben, jeder verstehe darunter etwas anderes.

Urvater dieser Theorie ist der US-Ökonom Alvin Hansen, ein überzeugter Keynesianer, der in den Dreißigerjahren des vergangenen Jahrhunderts den Begriff prägte, um zu ergründen, warum die Wirtschaft aus seiner Sicht über lange Zeit hinweg zum Nullwachstum verdammt war.

”

*Eine Pleite Griechenlands und die Auswirkungen für Europa sind ein Experiment, das niemand ausprobieren möchte*

“

Lawrence Summers Ökonom

Summers belebte den Begriff in einer Rede vor dem Internationalen Währungsfonds (IWF) im November 2013 neu – und wird seitdem nicht müde, seine These bei jeder sich bietenden Gelegenheit unter Volk zu bringen. Der US-Ökonom sorgt sich, dass das Wachstumspotenzial einer Gesellschaft nicht ausgenutzt wird. Weil zu wenig investiert und zu viel gespart werde, werde das Wirtschaftswachstum immer weiter ausgebremst.

Und weil gleichzeitig die Inflation viel zu niedrig sei, könne selbst die Geldpolitik wenig an dieser Situation ändern. Am Ende müsse die Politik handeln und im Zweifel auch neue Schulden machen.

## "Austerität hat ihre Grenzen"

Insbesondere für die Euro-Zone hält er die deutsche Sparpolitik für hochgefährlich. Die Währungsgemeinschaft befinde sich noch immer am Rande einer Deflation, also einer Spirale aus fallenden Preisen und einer stagnierenden Wirtschaftsleistung. Die logische Konsequenz für Summers: Spanien und der Rest der europäischen Peripherie würden bis zum Ende des Jahrzehnts in der Krise verharren. Das Ende der Misere sei voreilig ausgerufen worden.

## GREXIT-ANGST SCHWINDET LEICHT

Wahrscheinlichkeit eines Euro-Austritts Griechenlands sinkt (Angaben in Prozent)



QUELLE: BLOOMBERG, SENTIX

DIE WELT

Foto: Infografik Die Welt Die Gefahr eines griechischen Euro-Austritts ist zuletzt wieder leicht gesunken

Deutlich wird Summers auch beim Thema Griechenland. Ein Austritt des Landes aus der Euro-Zone berge wirtschaftliche Risiken für beide Seiten und würde die fundamentalen Probleme der Euro-Zone keineswegs lösen. "Es ist daher im Interesse aller, sich zu bewegen und einen Kompromiss zu finden", las der 60-Jährige sowohl der Euro-Gruppe wie auch der griechischen Regierung die Leviten. "Die Griechen müssen endlich ernsthafte Reformen angehen. Die Europäer müssen erkennen, dass Austerität ihre Grenzen hat."

Ein sogenannter Grexit hätte nach Ansicht von Summers unvorhersehbare Folgen für die Finanzmärkte. Schließlich habe sich auch niemand vorstellen können, dass ein 4,5 Milliarden Dollar schwerer Hedgefonds wie LTCM das Finanzsystem an den Rand des Absturzes bringen könnte. Und viele hätten im Vorfeld auch geglaubt, die Pleite der US-Investmentbank Lehman Brothers könne man einfach wegstecken.

### Ein letztes Lob für Schäuble

So ähnlich sei das nun mit Griechenland: "Eine Pleite Griechenlands und die Auswirkungen für Europa sind ein Experiment, das niemand ausprobieren möchte", sagte er am Rande des G-7-Gipfels der Finanzagentur Bloomberg. Kurzfristig hat die Mahnung offensichtlich Eindruck auf die Finanzmärkte gemacht. Die Wahrscheinlichkeit für einen Grexit wird derzeit deutlich niedriger eingeschätzt, wie der entsprechende Index des Analysehauses Sentix zeigt.

Äußerst kritisch sieht der US-Ökonom auch das Szenario eines britischen EU-Austritts, kurz Brexit genannt. Am Ende würden alle als Verlierer dastehen: Großbritannien wäre isoliert und eine wichtige Verbindung zwischen den USA und Kontinentaleuropa gekappt. Dies wäre für beide Seiten schlecht, für die USA und den europäischen Kontinent.

"Der Brexit ist eine Lose-lose-lose-Situation", fasste es der Harvard-Professor im besten Amerikanisch zusammen. Ein Lob für die Bundesregierung hatte Summers dann aber trotz aller Kritik doch im Gepäck: Dass Bundesfinanzminister Wolfgang Schäuble eine solch illustre Ökonomenschar überhaupt zum G-7-Gipfel eingeladen habe, sei bewundernswert. Immerhin sei in Dresden eine Reihe von Experten geladen gewesen, die eben nicht Schäubles Meinung seien.

## Ein Grexit ist so nah wie fern

Solange Griechenland mehr Geld ausgibt, als es einnimmt, drehen sich die „Euro-Retter“ im Kreis. Dabei ist Athen gescheitert, einen Keil zwischen die Geberländer zu treiben.

30.05.2015, von **HOLGER STELTZNER**

Wenn Griechenland nicht bald die Währungsunion verlässt, wird es wohl keinen „Grexit“ geben. Der Ärger über eine griechische Regierung war nie so groß wie auf diesem Finanzministertreffen der Industriestaaten. Griechenland stand zwar nicht auf der Tagesordnung, war aber überall Thema. Sogar der Internationale Währungsfonds geht nun davon aus, dass ein Grexit nicht das Ende der Währungsunion wäre. Dennoch dürfte es dazu nicht kommen, da kein Staatschef in der Eurozone hierfür verantwortlich gemacht werden will. Also wird wohl weiter die „politische“ Lösung gesucht, während die Europäische Zentralbank mit der Notenpresse Hellas noch mehr Zeit kauft.



Autor: Holger Steltzner, Herausgeber. Folgen:

So reizvoll für die Finanzminister die Finanzierung des griechischen Staats über die Zentralbank mittels der Notfallliquidität Ela ist, so hoch ist der Preis. Das Umgehen des Verbots monetärer Staatsfinanzierung kostet Vertrauen. Zwar schaut kaum noch jemand hin, wenn die griechische Regierung den Überziehungskredit der Bank von Griechenland beim Währungsfonds missbraucht, um die nächste Kreditrate des Staates zu bezahlen. Aber solche Regelbrüche unterhöheln den Rechtsstaat. Denn jeder, der sehen will, sieht: Wenn Entscheidungen des EZB-Rats nur dem Zweck dienen, Athen vor der Zahlungsunfähigkeit zu bewahren, handelt es sich um Staatsfinanzierung, nicht um Geldpolitik.

Die neue griechische Regierung spielt zum Verdruss der Partner nicht mehr das Spiel ihrer Vorgänger. Das ging so: Athen gab vor, sich künftig an die Regeln zu halten, obwohl es das nicht wollte oder konnte, und die anderen Mitglieder der Währungsunion taten so, als ob sie das glaubten. Hätten alle weitergespielt, wäre die letzte Tranche von 7,2 Milliarden Euro aus dem zweiten Kreditprogramm längst in Athen und die Bezahlung der ähnlich hohen Kreditraten im Sommer gesichert. Dann würde wohl bereits ein drittes Hilfspaket wider jede ökonomische Vernunft geschnürt.

### Athen gescheitert, Geberländer zu spalten

Doch die linksradikale Regierung in Athen verwechselt Politik auf der europäischen Ebene mit Wahlkampf. Wenn die Führung der Regierungspartei Syriza von Zugeständnissen spricht, meint sie Wahlversprechen, die nicht erfüllt werden. Wenn die Eurogruppe von Stillstand redet, meint sie Reformen am Arbeitsmarkt, im öffentlichen Dienst oder im Steuer- und Rentensystem, die zugesagt, aber nicht durchgeführt wurden. Auch deshalb ist Athens Versuch gescheitert, mit Klagen über ein angebliches Spardiktat aus Berlin einen Keil zwischen die Geberländer zu treiben. Erstens ist Deutschland nicht für das Elend des Landes verantwortlich, sondern die neue Regierung in Athen genauso wie ihre Vorgänger. Dank des niedrigen Ölpreises und des schwachen Euros geht es in fast allen EU-Staaten wirtschaftlich aufwärts, in Hellas aber nicht. Zweitens können die Slowenen, Slowaken, Esten, Letten und Litauer die griechischen Klagen über niedrige Löhne und Renten nicht mehr hören, weil bei ihnen die Löhne und Renten noch niedriger sind. Drittens wollen sich Spanier, Portugiesen und Iren nicht vorwerfen lassen, Reformen durchführen zu müssen, weil sie schlecht verhandelt hätten.

Obwohl die Märkte gelassen das Euroendspiel in Athen verfolgen und es keine Ansteckung gibt, wird das Gespenst unbeherrschbarer Markturbulenzen beschworen. Bei solchen Warnungen etwa durch die EZB muss man bedenken, dass ein Grexit der Zentralbank besonders große Verluste bescheren würde.

Der amerikanische Finanzminister forderte nun „mehr Flexibilität“ von den Europäern und meinte damit mehr Geld für Griechenland, weil er befürchtet, dass sich das Nato-Mitglied nach einem Grexit Russland zuwenden könnte. Warum Washington selbst kein Geld gibt, wurde er nicht gefragt.

### Leben über den Verhältnissen

Amerikanische Ökonomen verlangen gerne einen Schuldenschnitt für Hellas. Doch den gab es bereits. Private Gläubiger mussten auf die Hälfte ihrer Forderungen verzichten. Aus Amerika ist auch zu hören, die Europäer sollten die Kreditlaufzeiten strecken und die Zinsen senken. Auch das ist passiert. Die Rückzahlung wurde auf die lange Bank geschoben, der Zins auf fast null gedrückt. Griechenland brauche wie Deutschland 1953 so etwas wie die „Londoner Schuldenkonferenz“, wird ebenfalls gefordert. Gab es auch schon. Gemessen an Krediten und Haushaltsvolumen, hat Griechenland bereits sechsmal so viel Hilfe erhalten. Statt der Wirtschaft wuchsen dort aber nur die Schulden. Der Grund hierfür ist einfach. Selbst im sechsten Jahr der Krise lebt das Land noch immer über seine Verhältnisse, gibt also mehr Geld aus, als es einnimmt. Daran ändern neue Kredite oder ein Schuldenschnitt nichts. Weil das so ist, drehen sich die „Euro-Retter“ im Kreis.

Europa mag der Welt beweisen wollen, dass es die Krise alleine lösen kann. Europa mag aus Sorge vor dem Krieg in der Ukraine oder den Flüchtlingsströmen Griechenland stabilisieren wollen. Es lassen sich weitere „übergeordnete“ Gründe finden, um noch mehr Geld in das griechische Fass ohne Boden zu schütten. Wer das tun möchte, sollte aber den Steuerzahler nicht für dumm verkaufen, indem er ihm erzählt, das koste nichts.

# Deutschland hat die niedrigste Geburtenrate der Welt

Deutschland gerät als Standort für die Wirtschaft zunehmend in Gefahr. Darauf weist eine Studie hin. Andere EU-Staaten haben ähnliche Probleme – doch der Trend hierzulande ist beispiellos.

Die weltweit niedrigste Geburtenrate wird nach einer Studie zum [Standortproblem für Deutschland](#). Hier werden nicht länger nur europaweit, sondern nun auch weltweit die wenigsten Kinder geboren, heißt es in der [Studie](#) der Wirtschaftsprüfungsgesellschaft BDO und des Hamburgischen Weltwirtschaftsinstituts (HWWI).

Demnach wurden in den vergangenen fünf Jahren im Durchschnitt 8,2 Kinder je 1000 Einwohner geboren. Das liegt unter dem Niveau des bisherigen Schlusslichts Japan von 8,4 Kindern je 1000 Einwohner. Unter den EU-Ländern schneiden nur Portugal (9,0) und Italien (9,3) ähnlich schlecht ab.

Die anderen großen EU-Länder haben dagegen deutlich höhere Geburtenraten; Frankreich und Großbritannien kommen im gleichen Zeitraum auf durchschnittlich 12,7 Geburten je 1000 Einwohner. Die höchsten Geburtenraten weisen die afrikanischen Länder auf, allen voran der Niger mit 50 Geburten je 1000 Einwohner.

Zahl der Erwerbstätigen schrumpft

Aus der Entwicklung hierzulande ergeben sich nach Ansicht von HWWI-Direktor Henning Vöpel erhebliche Nachteile und Konsequenzen für die Attraktivität und [Leistungsfähigkeit Deutschlands](#) als Wirtschaftsstandort. Die Altersgruppe der Erwerbsfähigen von 20 bis 65 Jahren werde von aktuell 61 Prozent bis 2030 auf 54 Prozent schrumpfen.

"In keinem anderen Industrieland verschlechtert sich dieser Trend trotz des Zustroms an jungen Arbeitsimmigranten so stark wie in Deutschland", sagte Vöpel. Als unmittelbare Folge drohten in Deutschland höhere Lohnnebenkosten, mittelbar Mangel an Fachkräften.

"Ohne starke Arbeitsmärkte als zentralen Standortfaktor kann Deutschland seinen wirtschaftlichen Vorsprung auf Dauer nicht aufrechterhalten", sagte BDO-Vorstand Arno Probst. "Die Zuwanderung junger Fachkräfte erscheint vor diesem Hintergrund als unverzichtbares Stabilisierungsinstrument."

Auch die Erwerbsarbeit der Frauen müsse verstärkt gefördert werden, um die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit zu sichern.

## Schwaben fürchten ein britisches Atomkraftwerk

Gleich mehrere Stadtwerke in Baden-Württemberg klagen gegen die Milliardensubventionen für das Kernkraftwerk Hinkley Point. Der Grund: Das Kraftwerk werde hochsubventionierten Strom ins europäische Netz einspeisen.

30.05.2015, von **SUSANNE PREUS** UND **MARCUS THEURER**

Zwischen Tübingen und dem britischen Atomkraftwerk Hinkley Point liegen 922 Kilometer Luftlinie – und doch hat man in Tübingen ernsthafte Sorge, der Atommeiler in Südwestengland könnte den ökologisch orientierten Stadtwerken in Baden-Württemberg die Geschäftsgrundlage entziehen. So groß sind die Bedenken, dass fünf Stadtwerke – neben Tübingen noch Schwäbisch Hall, Mühlacker, Bietigheim-Bissingen und Filstal – nun bereit sind, gegen die EU-Kommission zu klagen. Der Grund: Das bestehende Kraftwerk Hinkley Point soll um zwei neue Reaktorblöcke erweitert werden, und die Regierung in London will dafür Subventionen in zweistelliger Milliardenhöhe lockermachen.

Der Klärgemeinschaft gehören neben den schwäbischen Stadtwerken auch Greenpeace Energy und der österreichische Anbieter Ökostrom AG an. Widerstand haben auch die Elektrizitätswerke Schönau aus dem Schwarzwald angemeldet. Sie haben schon im November bei der EU-Kommission Beschwerde eingelegt, der sich seither 75.000 Bürger angeschlossen haben sollen. „Wenn der Strompreis sinkt, könnte das für manchen das Zünglein an der Waage sein“, erklärt Achim Kötzle, Geschäftsführer der Stadtwerke Tübingen den Widerstand.

Vor allem solche Stadtwerke seien betroffen, die Blockheizkraftwerke mit Kraft-Wärme-Kopplung zu betreiben, weil das Geschäftsmodell schon bei den heute an der Strombörse erzielbaren Preisen auf wackligen Beinen stehe, argumentiert Kötzle. Dass dort der Preis weiter sinkt, ist in seinen Augen logisch: Das Atomkraftwerk werde den hochsubventionierten Strom ins europäische Netz einspeisen und somit das Angebot vergrößern. Letztlich betrifft das nicht nur einzelne Stadtwerke, sondern die Verbraucher in Deutschland generell: Auf das EEG-System kämen aufgrund sinkender Börsenpreise höhere Kosten zu.

### Hinkley Point möglicherweise nur der Anfang

Wie stark die Verwerfungen sind, hat das Analysehaus Energy Brainpool im Auftrag von Greenpeace Energy untersucht. Das Gutachten soll Grundlage für die Klage sein, wenn sie denn erhoben wird. Einen formellen Beschluss gibt es dazu nach Kötzles Angaben noch nicht. „Wir haben grünes Licht von unseren Aufsichtsräten. Aber wenn bei der Prüfung herauskommen sollte, dass ein Erfolg extrem unwahrscheinlich wäre, klagen wir natürlich nicht“, sagt der Stadtwerke-Geschäftsführer.

Ihn treibt allerdings die Sorge um, dass Hinkley Point nur der Anfang einer ganzen Reihe von Subventionsfällen sein könnte. „Wenn solche Beihilfen einmal durchgewinkt werden, dann muss man damit rechnen, dass so etwas noch öfter passiert. Hinkley Point könnte die Blaupause für weitere Staaten sein.“ Das Problem werde langfristig aber nicht nur die Kraft-Wärme-Kopplung betreffen, mahnt Kötzle, sondern auch die Windkraftanbieter, spätestens dann, wenn die EEG-Subventionen in Deutschland wegfallen.

Nicht nur in Süddeutschland wächst der Widerstand gegen die britischen Atomkraft-Subventionen. Auch die Regierungen von Österreich und Luxemburg wollen gegen die Pläne klagen. Es könne nicht angehen eine „unwirtschaftliche und unsichere Energiequelle“ wie die Atomkraft mit öffentlichen Mitteln aufzupäppeln, sagte die luxemburgische Umweltministerin Carole Dieschbourg. Die EU-Wettbewerkskommissarin Margrethe Vestager verteidigt dagegen die Staatshilfen für Hinkley Point: deren Rechtmäßigkeit sei „sehr gründlich geprüft“ worden, sagte die Dänin kürzlich. Der Berliner Bundestag hat im vergangenen Herbst einen Antrag der Grünen abgelehnt, ebenfalls Klage einzureichen.

### Kernkraft auf der Insel ein wichtiger Beitrag zum Klimaschutz

Die erwarteten Gesamtkosten für die Neubauten in Hinkley Point werden mit umgerechnet rund 43 Milliarden Euro beziffert. Das Atomkraftwerk, das für 7 Prozent der britischen Stromerzeugung sorgen soll, wird nach Schätzung von Analysten etwa achtmal so teuer sein wie Erdgaskraftwerke mit vergleichbarer Leistung. Nach früheren Prognosen der EU-Kommission könnte der französische Energieversorger EdF, der die Reaktoren bauen und betreiben soll, Subventionen von bis zu 24 Milliarden Euro erhalten. Unter anderem kann EdF mit garantierten Stromabnahmepreisen rechnen, die über 35 Jahre festgeschrieben sind und deutlich über dem Marktpreis liegen. Kritiker geißeln das Prestigeprojekt deshalb als Milliardengrab, für dessen enorme Kosten Generationen britischer Stromverbraucher aufkommen müssten.

Die neuen Kraftwerksblöcke in Hinkley Point sollen im Jahr 2023 in Betrieb gehen. Trotz der hohen Beihilfen hat EdF bisher aber noch keine endgültige Investitionsentscheidung getroffen. Während Deutschland der Atomkraft den Rücken kehrt, hoffen die Briten auf eine nukleare Renaissance: Die Regierung in London hat insgesamt acht Standorte im Land für den Neubau von Atomreaktoren benannt. Anders als in Deutschland gilt die Kernkraft auf der Insel als wichtiger Beitrag zum Klimaschutz. Das bislang letzte neue Atomkraftwerk ging in Großbritannien vor 20 Jahren ans Netz.

Für die staatlichen Atomkraft-Subventionen sollen die Briten in Form höherer Stromrechnungen bezahlen. Das Fördersystem ähnelt damit der umstrittenen EEG-Umlage in Deutschland. Wegen der hohen Beihilfen für die Atomkraft, aber auch der Subventionen für erneuerbare Energiequellen wie Offshore-Windparks dürften die Kosten für die Verbraucher in den kommenden Jahrzehnten merklich steigen: Im Schnitt muss im Jahr 2030 jeder britische Haushalt inflationsbereinigt voraussichtlich 203 Pfund (282 Euro) für die Förderung klimaschonender Energiequellen bezahlen – und damit fast fünfmal so viel wie 2014. Das zeigt eine Prognose der Regierung vom Ende des vergangenen Jahres.

121,110

## We Need Actual Free Trade, Not the TPP

MAY 30, 2015 Ryan McMaken

TAGS [Global Economy](#) [War and Foreign Policy](#) [Interventionism](#)

Brendan Nyhan at *The New York Times* seems to [be under the impression](#) that the [Trans Pacific Partnership](#) (TPP) has something to do with free trade. Nyhan writes that the TPP is the latest step in a decades-long trend toward liberalizing trade — a somewhat mysterious development given that many Americans are skeptical of freer trade.

But Americans with higher incomes are not so skeptical. They — along with businesses and interest groups that tend to be affiliated with them — are much more likely to support trade liberalization.

Nyhan is probably correct that much of the population — especially the part that's never studied economics — is against the lowering of trade barriers. After all, much of the population is wed to ancient ideas of mercantilism which views trade with foreign countries as a zero-sum game in which anything that benefits foreigners must be harmful to "us." As Henry Hazlitt wrote with exasperation in *Economics in One Lesson*, "popular thought ... in everything connected to international relations, [has] not yet caught up with Adam Smith ..."

Nyhan is apparently deeply confused, however, since he equates the Trans Pacific Partnership with "trade liberalization." In fact, the TPP is not about any type of liberalization, but is about centralizing political power. The TPP will further transfer the negotiation and implementation of trade policy into the hands of a small number of global regulators and bureaucrats, while further reducing the prerogatives of Congress and state legislators in the US. Indeed, citizens of all twelve member nations of the TPP will see trade policy become more remote and unknowable thanks to the TPP. And, since trade is [but one small part](#) of the agreement, we can expect a further shift toward opaque and authoritarian global decision making on everything from environmental policy to the internet to immigration.

There is no denying that the secret negotiations among unelected elites appointed by TPP members may result in the lowering of trade barriers for selected friends of the global regulators. This cronyist system of rewards and punishments for global favorites, however, should most certainly not be confused with free trade.

### *Real Free Trade is About Decentralization of Power*

Full-blown free trade is about *total* decentralization in trade policy. In a country that enjoys free trade — that is, a country that has implemented unilateral free trade — it is fully up to the individual consumer and entrepreneur as to whether or not he wishes to do business with foreign suppliers. Under such a system, a baker who must buy delivery trucks and flour for his business can choose whether or not he will obtain his supplies from foreign or domestic suppliers. In most cases, he will choose the most economical option, and the marketplace will reflect this reality.

Trade agreements like the TPP and NAFTA, on the other hand, leave these decisions not up to individual citizens, but to government regulators and negotiators who make decisions in the interest of the state and its favored special interests.

Because of this, any agreement that threatened to implement true free trade would pose a significant threat to the *status quo* which greatly favors powerful special interests over the interests of small business owners and ordinary consumers. As Murray Rothbard [pointed out](#):

If authentic free trade ever looms on the policy horizon, there'll be one sure way to tell. The government/media/big-business complex will oppose it tooth and nail. We'll see a string of op-eds "warning" about the imminent return of the nineteenth century. Media pundits and academics will raise all the old canards against the free market, that it's exploitative and anarchic without government "coordination." The establishment would react to instituting true free trade about as enthusiastically as it would to repealing the income tax.

In truth, the bipartisan establishment's trumpeting of "free trade" since World War II fosters the opposite of genuine freedom of exchange. The establishment's goals and tactics have been consistently those of free trade's traditional enemy, "mercantilism" — the system imposed by the nation-states of sixteenth to eighteenth century Europe.

### *Capitalizing on Fear of Freedom in Trade*

Unfortunately, it would likely be very easy for the media and business and political elites to turn the population against any move toward genuine free trade.

Concerned only with what they see in their own industries and not [with the unseen](#) benefits to others, special interest groups such as workers and owners in domestic industries will seek to use the coercive power of government to their own benefit.

By resorting to the violence of the state to control trade and crush the competition, what these groups are saying is people should not be able to freely choose what products and services they want. "We reserve the right to dictate to others what their choices should be," is the position of the protectionist.

They are no different from taxi drivers [who seek to crush Uber](#) or native workers who [seek to increase their own wages](#) by legally sanctioning employers who hire immigrant labor.

For an illustration of the real effects of protectionist trade policy, we could look to the plight of any small business person who seeks to lesson his costs in the pursuit of making a living. Take an entrepreneur, for example, who finds there is a need in his city for more lawn and garden maintenance services. He or she then seeks to find the lowest-priced and most-reliable lawn mowing machines he can. He knows that the lower he can keep his costs, the lower his own prices will be. Or, if competition is light, he will be able to make more profit and hire more employees.

Ready to stand in the way of all of this are the workers at a domestic lawn mower factory who are quite happy producing lawn mowers that are both more expensive and less reliable than the mowers produced in a neighboring country.

The workers succeed in pressuring the government to slap a tariff on foreign lawn mowing machines which raises costs for the entrepreneur. The entrepreneur then sees his own profits drop which leads to layoffs and even to unemployment to the small business owner himself.

#### *Protecting One Domestic Industry at the Expense of Another*

Now, supporters of protectionism would no doubt come back with their own tale of woe about how, if the lawn business has been able to buy cheap mowers, the workers at the domestic lawn mowing factory would be laid off and destitute.

But, implied in the protectionist position is that it is good for the government to make a purely arbitrary decision to support one industry over another. For the protectionist, the freely-made decision of homeowners and gardeners is not to be tolerated and must be quashed by government. Moreover, to make sure that none of those sneaky gardeners gains access to any of these "cheap" foreign-made machines, a small army of customs workers must be hired to ensure compliance and that anyone who dares furnish any business owner with the "wrong" kind of machine will be punished, fined, and possibly imprisoned under federal law.

For the protectionist, this is all a perfectly good and legitimate function of government. The act of buying an economical machine becomes a crime, and the workers at the factory are able to go on producing their second-rate product.

#### *Truly Free Markets Don't Need a TPP*

Obviously, to simply let Americans be free to buy what they want, we don't need a NAFTA, or TPP, or global junkets of trade bureaucrats to decide what will or will not be allowed to cross over international borders. Certainly, the growth of the TPP moves member states further from the possibility of true free trade since trade policy will become increasingly enmeshed within a multilayered international bureaucracy that only inhibits a nation-state's ability to unilaterally reduce trade barriers.

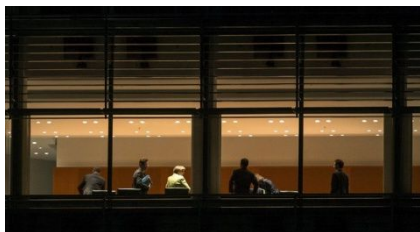
When not prevented by international treaties, however, all that need happen for freedom in trade to appear is for the government to refrain from punishing private citizens who seek to do business with foreign suppliers of desirable goods. That would be real "trade liberalization."

121,112

## Greece's Alliances Fade in European Debate About Its Debt Crisis

By **JIM YARDLEY** JUNE 2, 2015

Photo



European leaders gathered on Monday night in Berlin to discuss the Greek debt crisis, conspicuously excluding representatives of Greece from the meeting. CreditHannibal Hanschke/Reuters

ROME — If Europe is finally coming to a moment of reckoning in the Greek [debt crisis](#) — a standoff now rattling financial markets and threatening European unity — then the critical meeting apparently occurred late Monday night, when Chancellor [Angela Merkel](#) of [Germany](#) summoned critical players to an emergency summit meeting in Berlin. Everyone was invited, except [Greece](#).

This was not a big surprise, since those invited were [Greece's](#) creditors, who were in effect trying to form a united front against Athens and speed up the debt talks before a payment due on Friday. But the list of attendees symbolized how Greece's far-left government had become very much alone politically, analysts said, and how its promise to roll back the German-led policies of economic austerity had encountered an unexpectedly unified European opposition.

“There was a window of opportunity to change course,” said Paul De Grauwe, a professor at the London School of Economics and Political Science who is a critic of austerity. “But somehow the northern view — of [Germany](#), Holland and Finland — has prevailed. Why was this? That is where the power is. The power of the purse.”

### TIMELINE: GREEK DEBT CRISIS

- **December 2009** [Credit ratings agencies downgrade Greece](#) on fears that it could default on its debt.
- **May 2010** Europe and Greece reach a [\\$146 billion rescue package](#), conditional on austerity measures. Some economists say the [required cuts could kill the patient](#).
- **October 2011** Banks agree to take [a 50 percent loss](#) on the face value of their Greek debt.
- **July 2012** Stocks soar after the head of the E.C.B. says policy makers will do ["whatever it takes"](#) to save the euro zone.
- **January 2015** Greek [voters choose an anti-austerity party](#). [Alexis Tsipras](#) becomes prime minister.
- **May 2015** Greece quells fears of an imminent default on its debts, [authorizing a big loan payment to the I.M.F.](#) It is not clear how much longer Greece can continue to scrape by.

After months of slogging negotiations, some sort of deal must be struck by the end of June — the bailout program for Greece ends on the 30th — but how it will end remains unclear. The impasse is rooted in the refusal of Greece's creditors — the [International Monetary Fund](#), the European Central Bank and the European Commission — to release a final installment of bailout funds — 7.2 billion euros, or about \$8 billion — without an agreement from Athens on budget cuts and economic changes.

The Greek government has warned that it could run out of money this month and fail to make loan payments to creditors, thereby plunging into default. Many analysts say that Greece might be forced to abandon the euro.

Monday's meeting in Berlin spurred speculation that a deal could be near. By Tuesday, the Berlin group of creditors was reportedly completing a proposal to present to Athens, possibly offering some budgetary flexibility, while Prime Minister [Alexis Tsipras](#) of Greece told reporters that his government had forwarded a list of “realistic” reforms to creditors.

“We are really running out of time,” said Julian Rappold, a [program officer](#) at the German Council on Foreign Relations. “This is one of the very last attempts to reconcile between sides and reach an agreement. I think European leaders have pretty much lost their patience.”



What has surprised many analysts is how, in coalescing behind the German position and against Greece, European leaders have effectively taken a stance that supports the same austerity policies some believe to be responsible for the collapse of the Greek economy since 2010.

Europe seemed at a watershed moment when Greek voters elected Mr. Tsipras and his leftist Syriza party in late January, the first time an anti-austerity government had taken power in a European nation. Mr. Tsipras demanded that creditors write off large portions of Greek debt and promised to negotiate a new deal that would restore growth.

Mr. Tsipras and his high-profile finance minister, Yanis Varoufakis, toured European capitals in February to appeal for support and initially received somewhat sympathetic hearings in France and Italy. Some analysts said Greece might win good will from other southern European countries that also have struggling economies and that have chafed at policy-making shaped in Brussels and Berlin.

But many European leaders instead began to accuse their Greek counterparts of using confrontational tactics, and to complain that negotiations had stalled because Greek leaders refused to propose specific steps that they would take in exchange for the final bailout funds. Italian officials were outraged after Mr. Varoufakis described Italy's debt as "unsustainable." Baltic nations were angered when Mr. Tsipras criticized sanctions against Russia.

"The really shocking thing is they've lost all their friends," said Charles Grant, director of the Center for European Reform in London.

As recently as 2012, it seemed that France might ally with southern European countries to unite against Germany. But it never happened, and President [François Hollande](#) of France was among the leaders who joined Ms. Merkel at the Berlin meeting.

Daniela Schwarzer, senior director of research for the German Marshall Fund, cautioned that the current European solidarity should not be interpreted as a broad endorsement of austerity economics.

Instead, she noted, various governments have different reasons for now supporting the German position. The Spanish and Portuguese governments have already begun tough reforms and budget cuts, and as they contend with populist political movements in their own countries, they do not want to support the populist Greek government.

Analysts note that populist threats remain potent in several European countries, whether from the left-leaning Podemos party in Spain or the far-right National Front in France. During the Greek elections, the Podemos leader, Pablo Iglesias, campaigned with Mr. Tsipras in Athens, the two men calling for "the liberation of the peoples of the south."

Podemos fared well in recent Spanish regional elections, but analysts say the party is now distancing itself from Syriza.

"Greece is such a mess that Podemos in Spain has stopped talking about it," José Ignacio Torreblanca, head of the Madrid office of the European Council on Foreign Relations, said in an email. "People in Spain don't share the anti-German and nationalistic tone of Tsipras. People in Spain know that whether austerity may be the wrong remedy, the crisis was not caused by Germany or the I.M.F., but by local politicians."

In Athens, Greek officials have criticized creditors for making unrealistic demands to continue austerity policies that will prevent economic recovery in Greece. Mr. Tsipras is facing a rebellion inside his party from those who have vowed to reject any deal that continues austerity.

Analysts say this tension explains why the Greek government has struggled to take a consistent public stance during the negotiations; Mr. Tsipras has veered between a conciliatory tone and defiance. And it is still possible that a deal may finally emerge from what has become a high-stakes game of chicken.

Despite how much has changed since the European economic crisis began more than five years ago, the current standoff is seen by some as a reminder that the debate has, in some ways, remained almost the same.

"The striking thing to me is that we are having roughly the same debate that we were having five years ago," said Hans Kundnani, a Berlin-based analyst of European affairs. "We're just talking about a little bit more flexibility for Greece, a little more money. We're going to be having a similar discussion in six months' time."

## Präsident der Arbeitslosigkeit

Seit François Hollandes Amtsantritt ist die Arbeitslosigkeit auf einen Rekordstand gestiegen. So schnell wird das Drama auch kein Ende nehmen, denn die Unternehmen vertrauen der Regierung nicht.

03.06.2015, von CHRISTIAN SCHUBERT, PARIS



© REUTERS  François Hollande

Es ist eine düstere Zwischenbilanz: In 31 der 35 Monate, die François Hollande Frankreich regiert, stieg die Arbeitslosigkeit. Bis zum Ende seiner Amtszeit im Mai 2017 wird er diese Hypothek wohl nicht mehr loswerden. Selbst wenn die französische Wirtschaft wächst, baut sie Beschäftigung ab. Im ersten Quartal dieses Jahres erhöhte sich das französische Bruttoinlandsprodukt (BIP) mit 0,6 Prozent doppelt so stark wie das deutsche. Doch seit Februar kamen weitere 54.400 Arbeitslose hinzu.



Autor: Christian Schubert, Wirtschaftskorrespondent in Paris. Folgen:

Es ist zwar bekannt, dass die Beschäftigung erst mit etwas Verzug auf das Anspringen der Wirtschaft reagiert, in Frankreich aber ist die Wartezeit besonders lange. Der April brachte sogar den stärksten Arbeitslosenzuwachs seit September. **Einst stilisierte sich Hollande zum Präsidenten der Arbeitslosen, denn er versprach vielen das Ende ihres Schicksals. Stattdessen wird er zum Präsidenten der Arbeitslosigkeit. Alle seine Vorhersagen haben sich als falsch erwiesen. Seit seiner Wahl hat sich das Heer der Beschäftigungslosen um 641.200 Menschen auf den Rekordstand von 3,54 Millionen erhöht – eine Arbeitslosenquote von mehr als 10 Prozent.**

Dieses Drama nimmt kein Ende, weil den Unternehmen in Frankreich das Vertrauen in die Regierung und damit in das wirtschaftliche Umfeld fehlt – **trotz sonstiger Idealbedingungen in Form des schwachen Euros, eines niedrigen Ölpreises, Minizinsen und eines stabilen Konsumniveaus der privaten Haushalte.**

### Dem Niedergang wohnt Hollande passiv bei

Wie reagiert die Politik darauf? Dies wird an diesem Wochenende zu beobachten sein, wenn **die Sozialistische Partei in Poitiers zu ihrem Parteitag** zusammenkommt. Er verheißt nichts Gutes. Per Mitgliederabstimmung wurde schon in den vergangenen Tagen der Leitantrag gekürt. **Er atmet einen Geist, der Frankreich als sozialistische Insel sieht. Sie soll ein Bollwerk gegen internationalen Wettbewerbsdruck und gegen ein Europa der Haushaltskonsolidierung sein.**

Einige Kostproben: Die Konfrontation mit den Konservativen in Europa ist geboten, besonders mit der CDU-CSU in Deutschland. Schulden oberhalb von 60 Prozent des BIP sind in Europa zu vergemeinschaften und teilweise zu monetarisieren, damit ein einheitlicher Zins herrscht. Die Budgetdisziplin muss gelockert werden, ein Teil der Zukunftsinvestitionen sollte aus der Defizitberechnung herausgenommen werden. Die Mittel im Juncker-Plan sollen sich auf 200 Milliarden Euro verdoppeln. Europa braucht Eurobonds, eine gemeinsame Arbeitslosenversicherung und einen gemeinsamen Mindestlohn.

Was auf Parteitagen Beschlusslage ist, wird zwar nicht immer zur Regierungspolitik, schon gar nicht in Frankreich. Hollande und besonders Premierminister Manuel Valls haben in dem Antrag Kompromisse mit der linken Basis geschlossen, um eine innerparteiliche Rebellion zu verhindern. **Doch der Leitantrag beleuchtet zum einen die Denkschule, aus der auch sie kommen, zum anderen ihren begrenzten Handlungsspielraum für weitere Reformen. Vor allem bei Hollande kommt auch ein begrenzter Handlungswille hinzu. Das ist die Tragik Frankreichs im vierten Jahr seines erfolglosen Präsidenten: Wie er schon in der Vergangenheit bewies, ist er als Parteitagsstrategie in seinem Element, doch während er seine taktischen Spielchen treibt, geht der Niedergang im Lande weiter.**

### **Retuschen statt Reformen**

Wenn Hollande jemals Ambitionen als Reformier hat, dann scheinen sie jetzt endgültig verfliegen. Im Januar 2014 hatte er noch eine Kehrtwende zu einer „Angebotspolitik“ versprochen. Manche sahen darin eine Art „Bad Godesberg“ der Sozialisten. Es wurde ein „Waterloo“ daraus. Die seither eingeleiteten Steuererleichterungen für Unternehmen hoben lediglich einen Teil der vorangegangenen Erhöhungen auf. **Weitgehend Stillstand herrscht dagegen im Arbeitsrecht mit seinem scharfen Kündigungsschutz und den hart gedeckelten Arbeitszeiten. Auch der üppige Staatsdienst bleibt so gut wie unangetastet.** Die Regierung setzt auf Retuschen statt auf Reformen. Im Parteitagsantrag drohen die Sozialisten sogar, einen Teil der Steuersenkungen für die Unternehmen zurückzunehmen, wenn diese keine Stellen schaffen. **Planwirtschaftliches Gedankengut** lässt grüßen. Kein Wunder, dass die Wirtschaft nicht investieren will.

Das Elend der Arbeitslosigkeit wird Frankreich somit weiter begleiten. Hollande führt nur Scheingefechte dagegen, indem er etwa Hunderttausende staatlicher Arbeitsbeschaffungsmaßnahmen ins Leben ruft. Bei seinen Vorgängern war das freilich nicht anders: „Wenn wir eines Tages die Schwelle von 500.000 Arbeitslosen erreichen, dann kommt es zur Revolution.“ Diese Worte sprach der französische Präsident George Pompidou im Jahr 1967, als das Land 170.000 Arbeitslose zählte. Eine doppelte Fehlanalyse: Pompidou **unterschätzte die weitere Dynamik nach unten sowie die schmerzstillende Wirkung des Sozialstaates. Dieser muss bezahlt werden: Durch seine hohen Abgaben auf die Unternehmen erzeugt er auch immer wieder neue Arbeitslosigkeit. Präsident Hollande hat den Versuch, diesen Teufelskreis zu durchbrechen, leider aufgegeben.**

# Inflating Europe

Rising prices aren't the same as growth.

Updated June 2, 2015 7:43 p.m. ET

The eurozone's return to something resembling inflation might create the impression that the European Central Bank's monetary maneuvers are working. Headline inflation rose to 0.3% year-on-year in May from zero in April, and so-called core inflation rose to 0.9% from 0.6%—higher than before, although well short of the ECB's target of close-to-but-less-than 2%. These numbers need a few asterisks.

Cheerleaders for the ECB's sovereign-bond-purchase program, or quantitative easing, point to some caveats suggesting the central bank should keep QE running at full tilt. Roughly one-third of the pick-up in headline inflation came as oil prices stabilized, creating less energy-price deflation.

The causes of the rest of the price uptick—mostly chalked up to 1.3% service-price inflation—remain obscure, although odd factors such as the prices of package holidays in Germany may have played an outside role. The QE crowd is right that inflation is not entrenched, and the ECB is expected to stay the course on bond purchases at its meeting Wednesday.

The more worrying caveats are all the other ones. Many economic indicators are anemic at best. Unemployment is falling but not fast enough: On current trend it will take a decade for unemployment to return to its pre-2008 lows, according to economists at the investment bank Berenberg.

Growth in Germany, the eurozone's largest economy, was relatively strong early this year but is faltering as exports have failed to roar back. Strong employment numbers there mask widespread underemployment as hours worked per employee are still below pre-2008 levels. Business sentiment around the eurozone is either stuck in neutral or isn't positive enough to fuel the economic growth Europe needs.

This is an echo of Japan, where two years of QE have contributed to some inflation but little growth. Japanese households are paying higher prices for imports in particular, while employment and wages never picked up. At least Europe embarked on its monetary experiment as energy prices were falling, which is one of the best things to happen to the eurozone in recent years.

**ECB President Mario Draghi presumably knows the problem, since he's been the first to remind European leaders that monetary policy is no substitute for the labor-market, tax and regulatory reforms Europe needs. The danger is that reports of QE “working” will free policy makers from a sense of urgency over reforms.**

## Zu den Griechen fällt mir nichts mehr ein

Nach über fünf Jahren Griechenland-Rettung ist die Schuldenlast dort so hoch wie nie zuvor. Unsere Ratlosigkeit könnte hochgefährlich werden. Der Verfall der rechtlichen und moralischen Normen in Europa schreitet fort.

30.05.2015, von RAINER HANK

Seit nunmehr über fünf Jahren wird Griechenland von der Europäischen Union mit billigem Geld gepöppelt. Gläubiger verzichten auf Forderungen, Politiker verzichten auf Nachtschlaf, und Sparer verzichten auf Zinsen. Doch die ganze Solidarität läuft ins Leere; Erfolge sind nirgends zu sehen. Im Gegenteil: Die Staatsschulden der Griechen sind, bezogen auf das Bruttoinlandsprodukt, so hoch wie nie zuvor, statt einer Wachstumserholung gibt es wieder Rezession, und die Arbeitslosenquote des Landes liegt bei 25 Prozent.



Autor: Rainer Hank, Verantwortlicher Redakteur für Wirtschaft und „Geld & Mehr“ der Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung. Folgen:

Schlimmer noch: Nicht nur die subjektive Stimmung, auch die objektive Lage im Land ist desaströs. Aus Angst vor dem Zusammenbruch plündern die Bürger ihre Eurokonten. Wäre Griechenland ein Drittweltland, spräche man von „failed state“, einem gescheiterten Staat, der selbst die Basisfunktionen der Staatlichkeit nicht mehr garantieren kann. „Zeit kaufen“, lautete die Beruhigungsformel aller Hilfsprogramme von Zentralbank und Eurogruppe, mit der man um Zustimmung bei den Gebern buhlte. Jetzt sieht es so aus, als seien Zeit und Geld verspielt worden.

Haben wir das alles nicht längst gehört? Gewiss. Zu Griechenland fällt mir nichts mehr ein, ließe sich in Abwandlung eines berühmten Satzes von Karl Kraus abwiegeln. Doch genau diese Ratlosigkeit der zweiten Ordnung könnte hochgefährlich werden, wenn jetzt im Juni sich alle Konflikte wieder schürzen, weil den Griechen das Geld zum Schuldendienst fehlt, die Gläubiger aber aus gutem Grund Hilfgelder zurückhalten, solange jegliche Reformzusagen ausbleiben. Einerlei, ob das Land dann ziellos aus dem Euro hinausstolpert oder abermals mit halbherzig durchgereichtem Überbrückungsgeld in einen noch labileren Zustand gebracht wird – beides mag man sich nicht wirklich vorstellen.

### Wer auf die Regeln pocht, wird als „Dogmatiker“ beschimpft

Längst stehen sich auch in der ökonomischen Debatte zwei Lager unversöhnlich gegenüber: Die einen – sie halten sich selbst für Pragmatiker und wissen, dass sie zahlenmäßig in der Mehrheit sind – behaupten lautstark, Austerität sei nicht die Lösung, sondern die Ursache des Problems. Griechenland habe bereits einen schmerzhaften Anpassungsprozess hinter sich und Staatsausgaben gekürzt – ohne sichtbare Erfolge. Deshalb plädieren sie für weitere Wachstumsprogramme (vulgo: noch mehr verlorene Kredite), fordern einen abermaligen Schuldenerlass und den Abschied von den starren Maastricht-Kriterien. Wo sich ohnehin niemand an Regeln halte, könne man die Regeln auch gleich über Bord werfen, heißt die Devise, die Hilflosigkeit und Resignation als flexiblen Pragmatismus verkauft.

Die anderen – von den Pragmatikern absichtsvoll als Dogmatiker beschimpft – pochen darauf, dass Regeln gelten, Verträge einzuhalten und Schulden zurückzuzahlen sind, weil andernfalls Glaubwürdigkeit verloren geht und jeglicher Anreiz zu Reformen fehlt. Sie erinnern daran, dass am Anfang der griechischen Krise nicht ein böswillig oktroyiertes Austeritätsprogramm stand, sondern ein Staat, der auf Pump seinen Bürgern Wohltaten bescherte und, seit die Gläubiger ihr Geld wieder zurückhaben wollen, unter verschiedenen Regierungen von rechts bis links die meiste raffinierte Energie seiner Wirtschaftspolitik in Programme der Konkursverschleppung steckt.

### Die Idee von Europa ist beschädigt

Kein Wunder, dass die Mehrheit der Politiker sich lieber mit den Pragmatikern umgibt. Das macht einen in der Öffentlichkeit sympathisch, während sich die Kosten in Grenzen halten, solange es um das Geld anderer Leute geht. Kein Wunder, dass die Deutschen, denen auch abgesehen von ihrer bösen Vergangenheit der Ruf der Prinzipienreiterei vorausseilt, sich nicht noch unbeliebter als ohnehin schon machen wollen, zumal die Kosten des Grexit ebenso wenig zu berechnen sind wie jene der fortgesetzten Retterei.

Gewiss ist somit nur eines: Der Verfall rechtlicher und moralischer Institutionen und Normen, wonach eine Staatengemeinschaft sich an Regeln halten sollte, die sie sich selbst gegeben hat, wird fortschreiten. Das hat jetzt schon die Idee von Europa so sehr beschädigt wie nichts zuvor. Jene, die Europa retten wollten, können sich der Verantwortung für diesen Schaden nicht entziehen.

## Merkels Briten-Formel

Die Kanzlerin will nicht, dass die Briten aus der EU ausscheiden. Daher signalisiert sie, offen für deren Reformwünsche zu sein. Das ist eine Chance, auch Deutschland sollte Wünsche äußern.

29.05.2015, von HEIKE GÖBEL

Der Bundesverband der Deutschen Industrie warnt eindringlich vor dem Ausscheiden der Briten aus der Europäischen Union. Man darf annehmen, dass er mit dieser Position fast allen deutschen Unternehmen aus dem Herzen spricht – nicht nur jenen 2500, die ihre Niederlassungen auf der Insel haben. Denn noch immer ist die Idee des freien Wettbewerbs und Handels im Land des Urliberalen Adam Smith besser aufgehoben als etwa in Frankreich, auch wenn die Briten sich vom Freiheitsverständnis ihrer „Eisernen Lady“ Thatcher heute weit entfernt haben. Die Sorge ist begründet, dass die EU in eine planwirtschaftliche Schieflage gerät, wenn das britische Schwergewicht nicht mehr hilft, für die nötige Balance zu sorgen.



Autorin: Heike Göbel, Jahrgang 1959, verantwortliche Redakteurin für Wirtschaftspolitik, zuständig für „Die Ordnung der Wirtschaft“. Folgen:

Insofern hat eine Bundeskanzlerin, die sich mit aller Kraft für ein Verbleiben der Briten einsetzt, die Rückendeckung der Wirtschaft. Während sich die Unternehmer von der großen Koalition oft genug düpiert fühlen, bietet sich hier – wie bei der Verhandlung des Freihandelsabkommens mit Amerika – ein neues Thema für eine Annäherung. Das sollte im Kalkül der Kanzlerin eine Rolle spielen, wenn die Beratungen nun beginnen.

Angela Merkel hat dem frisch im Amt bestätigten britischen Premierminister David Cameron am Freitag signalisiert, dass sie offen ist für Reformwünsche und selbst Änderungen der EU-Verträge nicht kategorisch ausschließt. Sie hat allerdings auch schon wieder eine typische Merkel-Formel gefunden, die Cameron Hoffnung lässt, aber ihn zugleich in die Pflicht nimmt. „Wo ein Wille ist, ist auch ein Weg“, sagte die Kanzlerin. Man wird diesen Satz in den nächsten Monaten wohl häufiger hören.

Zunächst ist es an der britischen Regierung, die Reformwünsche zu präzisieren. Gut möglich, dass Merkel – Stichwort Zuwanderungsregeln oder die Stärkung nationaler Parlamente – mancher Forderung entgegenkommt, weil sich in ihr auch deutsches Unbehagen über „zu viel Brüssel“ spiegelt. Wenn die von den Briten angestoßene Debatte in Berlin nicht als störende Pflicht wahrgenommen wird, liegt in ihr eine Chance, die in der Euro-Krise gewachsene deutsche EU-Verdrossenheit anzusprechen und zu kanalisieren. Warum sollte nicht auch die Bundesregierung Wünsche äußern? Die deutsche Wirtschaft könnte den Diskussionsprozess mit Ideen unterstützen, nicht bloß mit Warnungen und Appellen. Der EU-Binnenmarkt ist kein Wert an sich. Er fördert den Wohlstand nur, wenn seine Regeln private Initiative nicht ersticken.

## Thatchers Erben

In der neuen britischen Regierung ist der Geist Margret Thatchers wieder zu spüren. Die deutsche Politik hat sich in den Jahren nach der Finanzkrise dagegen nach links verschoben. Welche Folgen hat das für Europa?

30.05.2015, von THOMAS MAYER

David Camerons unerwarteter und daher so fulminanter Wahlsieg wurde bei uns vor allem unter dem Gesichtspunkt der Europapolitik diskutiert. Wichtiger ist aber, dass die Alleinregierung der Tories die gesamte britische Politik verändern wird. Nicht nur in der Europapolitik wird der Geist Margret Thatchers wieder zu spüren sein.

Um die Bedeutung des Wahlausgangs zu verstehen, muss man sich vergegenwärtigen, dass in der vorigen Koalitionsregierung von Konservativen und Liberalen Demokraten (LibDems) die wirtschafts- und europapolitischen Absichten der konservativen Partei nur eingeschränkt zum Tragen kamen. Trotz ihres Namens sind die britischen Liberalen keineswegs marktliberal. Sie haben eher Ähnlichkeit mit der deutschen FDP aus der Zeit Karl Hermann Flachs und der sozialliberalen Koalition in den siebziger Jahren: stark in der Verteidigung von Bürgerrechten, aber mehr sozial als liberal in der Wirtschaftspolitik.

In der ersten Regierung Cameron besetzten die LibDems das „Department for Business Innovation and Skills“ (BIS), das Ähnlichkeit mit dem deutschen Wirtschaftsministerium hat. Vince Cable, der in der Koalition das Ministerium führte, war eher dem linken Flügel der Liberalen Demokraten zuzurechnen. Auch in der Europapolitik wurde der Einfluss der Konservativen durch Vizepremierminister Nick Clegg, einem ehemaligen Europaabgeordneten, abgeschwächt. Daher war die Handschrift der Konservativen nur in der Fiskalpolitik unverfälscht zu erkennen: Unter Schatzkanzler George Osborne fiel das Budgetdefizit des Staates von 10,8 Prozent des Bruttoinlandsprodukts im Jahr 2009 auf geschätzte 4,7 Prozent in diesem Jahr.

In der neuen Regierung Cameron wird das BIS nun von Sajid Javid geleitet, einem Bewunderer Margret Thatchers, bekennendem Marktliberalen und Europaskeptiker. Ganz in ihrem Geist setzt er die Schwerpunkte seiner Arbeit auf Deregulierung und weitere Eindämmung der Macht der Gewerkschaften. Osborne wird weiter die konservative Fiskalpolitik bestimmen, aber auch eine wichtige Rolle bei den Verhandlungen mit der EU im Vorfeld des Referendums spielen. In dieser Regierung wird Premier Cameron wohl weniger die treibende als die vom Geist Thatchers getriebene Kraft sein.

### I want my money back

Der geistige Einfluss Thatchers auf die Politik der neuen Regierung weckt unangenehme Erinnerungen an ein scheinbar nur auf seinen Vorteil bedachtes Großbritannien. Dieser Eindruck wird durch die Weigerung, über das Mittelmeer kommende Bootsflüchtlinge im Rahmen einer Quotenregelung aufzunehmen, und den Versuch, die Freizügigkeit von Personen in der EU zu behindern, bestärkt. Das hört sich an wie ein Echo auf Thatchers berühmten Satz „I want my money back“, mit dem sie den Rabatt auf den britischen Beitrag zum EU-Budget durchsetzte.



© DPA Margaret Thatcher: Die „Eiserne Lady“ regierte Großbritannien von 1979 bis 1990. Ihr „Thatcherismus“ genannter Kurs setzte auf

Deregulierung, Privatisierung und soziale Einschnitte.

Es wäre aber verkehrt, in der Verfolgung enger nationaler Interessen das Hauptmotiv für die EU-Skepsis der Konservativen zu sehen. Viel wichtiger ist dabei die von Thatcher vehement vertretene Ablehnung dirigistischer, von Brüssel aus gesteuerter Eingriffe in die Wirtschaft. Im Gegensatz zum französischen Front National sind die konservativen britischen EU-Skeptiker nicht nationalsozial, sondern marktliberal. Ihre Skepsis gründet sich auf kontinentale Neigungen zu einer zentralistischen, dirigistischen und protektionistischen Wirtschaftspolitik. Man betrachtet den von Thatcher vorangetriebenen europäischen Binnenmarkt als große Errungenschaft, wehrt sich aber gegen die von der EWU noch stärker erzwungene Zentralisierung wirtschafts- und fiskalpolitischer Kompetenzen auf die europäische Ebene.

Früher war die marktliberale Position der Briten deutschen Vorstellungen einer marktwirtschaftlichen Ordnung mit sozialer Komponente näher als die französische Neigung zur „Planification“. Heute ist dies anders. Zum einen hat sich in den Jahren seit der Finanzkrise die deutsche Politik nach links verschoben und ist näher an den französischen Dirigismus herangerückt. Zum anderen wird staatlicher Dirigismus auf europäischer Ebene durch die während der Krise vollzogene Ausgestaltung des Euro als „Staatsgeld“ gestärkt.

**Da eine zentralstaatliche Gewalt in Form eines Bundesstaats für den Euroraum nicht durchsetzbar ist, wurde durch Regulierungen, Selbstverpflichtungen und Pakte eine Art Schattenstaat für den Euro geschaffen, der die Mitgliedsländer disziplinieren soll. Als Patin dieses Gebildes unterstützt die Bundeskanzlerin die Maßregelung unbotmäßiger Staaten durch die Brüsseler Bürokratie. Die Kombination von supranationalem Dirigismus mit Einschränkung der nationalen Souveränität bringt das Blut der Erben Thatchers zum Kochen und vertieft den deutsch-britischen Graben.**

121,120

L'école pour personne

## On nous promet que tous les élèves seront premiers de la classe

Publié le 03 juin 2015 à 11:00 dans Politique Société

Mots-clés : [École](#), [Najat Vallaud-Belkacem](#), [redoublement](#), [réforme du collège](#)



Je suis vernie. Je suis entrée au collège en 1973, alors que la réforme Haby était encore dans les tuyaux et je l'ai quitté avant qu'elle produise ses effets les plus désastreux. J'ai donc bénéficié de l'école à l'ancienne. Au collège Georges Martin à Épinay sur Seine, il n'y avait ni blouse grise ni coups de règle, mais des profs vaguement gauchistes qui faisaient cours la clope au bec. On n'avait pas inventé la transdisciplinarité ni les itinéraires découvertes, mais au club théâtre, on avait monté Don Juan – Molière, pas Mozart. Les enfants des classes moyennes côtoyaient les fils de prolos, les enfants d'immigrés se fichaient de ce qu'ils mangeaient à la cantine, on se mélangeait gentiment sans savoir qu'on faisait de la mixité. C'était le chant du cygne de l'école de la République, mais on ne le savait pas.

Dans chaque classe, il y avait quelques cancre qu'on n'appelait pas « décrocheurs ». Jusqu'à 14 ans, on les obligeait à redoubler. On aurait trouvé inconcevable de faire passer dans la classe supérieure des élèves incapables de suivre. Mais une fois atteint l'âge qui marque la fin de la scolarité obligatoire, les traînants étaient priés d'aller traîner ailleurs. L'école publique, qui ne s'était pas encore découverte une vocation compassionnelle, se débarrassait des poids morts sans états d'âme. Les mauvais élèves, en tout cas les plus chanceux d'entre eux, devaient se trouver une boîte à bac pas trop regardante sur le dossier scolaire. Le privé, c'était pour les nuls. C'était la honte.

Quarante ans et d'innombrables réformes plus tard, la hiérarchie s'est complètement inversée. Les « décrocheurs » sont le boulet de l'Éducation nationale, qui, faute de pouvoir les remettre sur les rails, ce dont elle est bien incapable, les babysitte au moins jusqu'à la fin de la troisième, souvent jusqu'en terminale. Et, comme il n'est plus question de redoublement, jugé traumatisant, voire humiliant, ils passent de classe en classe sans jamais avoir fait le moindre progrès. Ces élèves dont on refuse d'admettre qu'ils sont irrécupérables, car cela contreviendrait à notre conception abstraite du progrès, tirent tous les autres vers le bas. Et ce sont les meilleurs (qui sont aussi souvent les plus nantis) qui fuient vers l'enseignement privé où les établissements les plus cotés pratiquent souvent une sélection féroce.

Cette inversion des rôles résume à la perfection la catastrophe engendrée par quarante ans de bons sentiments. On a beau tenter de la camoufler à grands coups de rhétorique creuse et de jargon moderniste, l'Éducation nationale peut, au mieux, offrir à tous une instruction moyenne. La réforme du collège adoptée par décret le 20 mai n'y changera rien. Et tout le monde le sait. Cela n'a pas empêché ses partisans de répéter sur tous les tons qu'elle créerait plus d'égalité, plus de justice... et plus d'excellence. On voit mal comment les mêmes causes produiraient des effets radicalement différents. En effet, de René Haby à Najat Vallaud-Belkacem, toutes les réformes procèdent de la même inspiration pseudo-égalitaire, reposent sur les mêmes conceptions pédagogistes et introduisent les mêmes « innovations », comme les travaux de groupe et les enseignements pluri-disciplinaires. L'élève doit être au centre du système et l'école ouverte sur le monde. Les pères



fondateurs de l'école républicaine pensaient exactement le contraire : pour eux, l'école devait être un sanctuaire, où le bruit de la société ne parvient pas. Aujourd'hui, le monde est sans cesse invité à l'école, c'est-à-dire qu'au lieu d'offrir aux élèves ce qu'ils ne trouveront pas à l'extérieur (la littérature ou les maths), on veut les doper au numérique et leur faire étudier Djamel Debbouze. L'école n'est plus ce lieu singulier situé « entre les murs » : il n'y a plus de murs.

Or, les réformateurs eux-mêmes sont bien obligés d'admettre que l'école est aujourd'hui moins égalitaire qu'il y a quarante ans et qu'elle offre une instruction de moins bonne qualité. Même les sociologues les plus audacieux n'oseraient plus prétendre que « le niveau monte », ainsi que le proclamait un livre publié en 1989 qui déclencha une polémique mémorable. Dans un discours prononcé à Carcassonne, François Hollande a observé que, « depuis la décennie 2000, la proportion d'élèves qui ne maîtrisent pas la lecture était passée de 15 à 20 % ». Et il faut noter que cette baisse du niveau concerne aussi les profs. Au final, plus on réforme, moins l'école est en mesure de remplir sa mission. Tant pis, il faut tenir le cap. En somme, on prétend remédier aux difficultés en menant les politiques qui les ont créées. Drôle de logique.

Le plus grave, c'est que, depuis quarante ans, le désastre se déploie sous la protection du mensonge public. Tous les gouvernements, de droite comme de gauche, entonnent régulièrement la ritournelle de l'égalité. « *L'excellence n'est pas un privilège, c'est un droit !* » : la catastrophe de l'école est tout entière contenue dans cette formule oxymorique employée par le président de la République. Prix Nobel pour tous ! Seulement voilà, personne ne sait comment transformer tous les élèves en premiers de la classe – tout simplement parce que c'est impossible. On fera donc en sorte que les bons soient un peu moins bons, par exemple en supprimant les options qui permettaient de recréer discrètement des classes plus homogènes en termes de niveau.

L'égalité, c'est l'obsession de nos gouvernants et le fil rouge de leur politique. « *Cette réforme du collège se fera car c'est une réforme pour l'égalité* », écrivait récemment Manuel Valls dans une tribune publiée par *Libération*. Fermez le ban. C'est l'égalité qui a présidé à la création du collège unique au moment où le « public scolaire », comme on dit dans le jargon de l'Éducation nationale, devenait de plus en plus diversifié, sous l'effet notamment des flux migratoires, qui n'ont pas peu contribué à compliquer le casse-tête de l'enseignement de masse. Curieuse logique, encore une fois, que celle qui prétend répondre à l'hétérogénéité des élèves par l'uniformité du système. Pour résoudre cette équation impossible, certains préconisent aujourd'hui la création d'un « *collège unique diversifié* ».

Le problème, c'est que l'égalité et l'excellence, ça ne va pas ensemble. Certes, l'élitisme républicain consiste à donner à tous les mêmes chances de départ, c'est-à-dire à faire en sorte que nul ne voie sa réussite entravée à cause de sa naissance ou de ses moyens. Reste qu'en matière de talent, l'égalité n'existe pas. Tout le monde ne peut pas devenir prix Nobel, ni même faire des études supérieures. Si on veut former de futurs prix Nobel, il faut donner plus à ceux qui ont déjà. C'est injuste, sans doute, mais moins injuste que de pénaliser les bons élèves pour ne pas froisser les mauvais. Il ne s'agit évidemment pas d'abandonner les mauvais à leur sort comme le font parfois les profs découragés, mais d'admettre que, dans la vraie vie, tous les hommes ne sont pas égaux.

Logiquement, c'est donc sur la question de l'égalité que se sont empaillés adversaires et partisans de la réforme, les premiers étant accusés par les seconds de défendre une éducation élitiste favorable aux « héritiers ». Comme elle l'avait fait dans le débat sur le mariage gay, Najat Vallaud-Belkacem s'est employée à disqualifier ses adversaires, « *pseudo-intellectuels* » et autres grincheux accusés de vouloir pérenniser les vieilles hiérarchies et les privilèges des nantis. Face à elle, la droite, qui a repris la main à l'occasion de cette polémique, entend désormais apparaître comme la protectrice de l'école républicaine. Quand on est dans l'opposition, ça ne mange pas de pain. Mais on ne se rappelle pas qu'elle ait mené une politique très différente de celle de la gauche.

Le gouvernement espérait sans doute que la réforme passerait sans faire de remous. Encore une fois, il n'a pas vu venir la contestation, signe que le pays lui est de plus en plus étranger. Au-delà de la mobilisation des syndicats enseignants le 19 mai, la protestation est venue de la société, comme si elle avait voulu signifier qu'elle ne se laisserait pas déposséder du plus précieux des biens communs. Bonne nouvelle : les Français croient encore suffisamment à l'école de la République pour la défendre. Depuis des années, les parents des classes moyennes rusent pour déjouer les pièges de l'égalitarisme. Dans ces stratégies de contournement, les matières optionnelles comme l'allemand, le latin et le grec jouent un rôle décisif. Du reste, c'est précisément pour cette raison que Najat Vallaud-Belkacem a choisi de s'attaquer à ces disciplines porteuses de condamnables distinctions. Dans le fond, la seule véritable nouveauté de cette énième réforme du collège, c'est la révolte qu'elle a suscitée.

## Greece's debt drama

An offer it cannot refuse

### Creditors have finally agreed on terms to present to a beleaguered Greek government

Jun 2nd 2015 | Europe

AS PHONEY wars often do, the four-month stand-off between Greece and its creditors may come to a sudden and dramatic end. On the evening of June 1st, Angela Merkel, François Hollande and Jean-Claude Juncker (leaders, respectively of Germany, France and the European Commission) were unexpectedly joined in Berlin by Mario Draghi and Christine Lagarde, the heads of the European Central Bank and the International Monetary Fund. Mr Juncker, Mr Draghi and Ms Lagarde lead the three institutions that monitor Greece's bail-out; Mrs Merkel and Mr Hollande run the two largest countries in the euro zone. The five talked over the Greek mess until the wee hours. But the midnight oil seems not to have been burned for naught; it now appears that the creditors have agreed on the terms they are to offer Greece.

Speculation has mounted in recent weeks that Greece's creditors, frustrated with the glacial pace of negotiations, might present Greece with a "take-it-or-leave-it" list of reforms and fiscal proposals. If the Greek government, led by Alexis Tsipras, were to assent to the terms, the €7.2 billion (\$8 billion) that has not yet been disbursed from Greece's bail-out fund could finally be released. The ECB might also allow Greece to issue more short-term debt. Greece's leaders, running desperately short of cash would have little choice but to accept the offer. The alternative would be a debt default, as big repayments become due. That, in turn, could trigger capital controls and a departure from the euro. Yet Greece's creditors have been unable to agree just what to ask of the Greeks. The IMF has demanded tough labour and pension reforms—red lines for Mr Tsipras—while the other interested parties were more willing to compromise in these areas.

But at a meeting of G7 finance ministers in Dresden last week, the key players vowed to resolve their disagreements. Overnight, at least, they seem to have done so. Few details of the proposal have emerged. Sources speak of possible compromise on the labour reforms the creditors have been seeking. It will be harder to find wriggle room on pension cuts, given how much of the Greek budget payments to pensioners gobble up. Greece will be permitted to run a lower primary budget surplus (before interest payments) than its current arrangements allow: one source mentions a figure of "below 1%" of GDP this year, rising to 3.5% by 2018. That is not exactly the anti-austerity ticket on which Syriza stood for election. But it will ease the fiscal squeeze a bit.

The creditors might also—and here the details are fuzzy—agree to a second extension of Greece's bail-out, for several months. That would keep Greece eligible for emergency liquidity support from the ECB. It would also provide more time to work out the details of a third bail-out in September or October, worth between €30 billion and €50 billion, which Greece needs because it remains priced out of capital markets. Another component of the deal could see part of a bank-recapitalisation fund redirected to the bail-out kitty. The agreed-upon proposals will probably be presented to Greece this week, before an IMF repayment of €300m falls due on Friday. (Most observers believe Greece has the funds to meet that obligation, if it chooses to.) Mr Tsipras will be given some sort of deadline, perhaps a week, to answer.

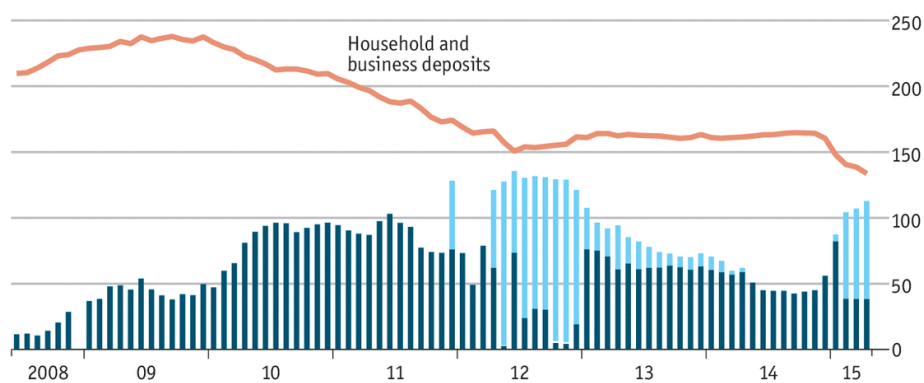
But Mr Tsipras, whose attempt to invite himself to the Berlin meeting was rebuffed, is doing his best to pre-empt such a development. First, he published a fiery op-ed in *Le Monde* accusing his opponents of trampling on democracy; second, he drew up his own list of reforms, which he says was sent to the gathered creditors last night. Meanwhile his ministers, including relatively mild-mannered sorts like Yannis Dragasakis, the deputy

prime minister, have been loudly proclaiming that Greece will not accept "ultimatums" from the euro zone. Creditors say the demands may not be presented in that form.

## Erosion of trust

Greece:

Central-bank liquidity: ■ regular ■ emergency  
€bn



Sources: ECB; Bloomberg

Economist.com

Greece's difficult financial straits, in charts

If the prime minister accepts the creditors' proposals, he may struggle to hold his left-wing Syriza party together. Hardline backbenchers, always sceptical of the government's approach, have been making their discontent plain this week, urging Mr Tsipras to walk away if he cannot obtain a good deal. His government may feel obliged to put the terms of a new deal to a referendum, or perhaps to call fresh elections, something which Greek MPs are openly discussing at present. Syriza would almost certainly win a new vote; its creditors hope it might then form a coalition with a party they consider more palatable, like the centrist To Potami (The River).

But there are many hurdles to overcome before that can happen. The creditors must paper over their differences. Some national parliaments, often forgotten in this story, must be satisfied. And Greece must continue to meet the relentless progression of obligations to bondholders, civil servants and pensioners. Though this latest chapter of Greece's long-running saga appears to be ending not a moment too soon, the shift from stasis to action carries the risk of Greece crashing off the rails towards default. Until the deal is truly done teeth will be on edge around the euro area and beyond.

# How US students get a university degree for free in Germany

By Franz StrasserBBC News, Germany

3 June 2015

**While the cost of college education in the US has reached record highs, Germany has abandoned tuition fees altogether for German and international students alike. An increasing number of Americans are taking advantage and saving tens of thousands of dollars to get their degrees.**

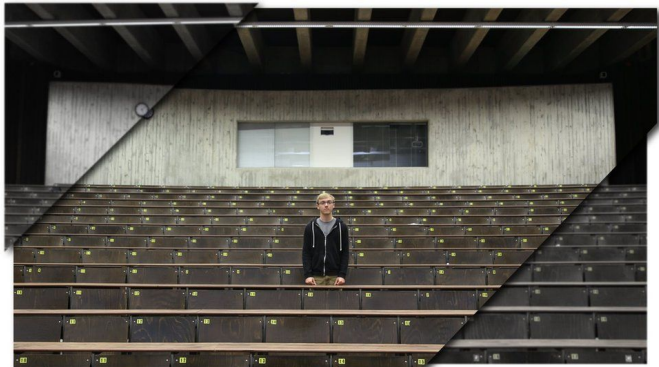
In a kitchen in rural South Carolina one night, Hunter Bliss told his mother he wanted to apply to university in Germany. Amy Hall chuckled, dismissed it, and told him he could go if he got in.

"When he got accepted I burst into tears," says Amy, a single mother. "I was happy but also scared to let him go that far away from home."

Across the US parents are preparing for their children to leave the nest this summer, but not many send them 4,800 miles (7,700km) away - or to a continent that no family member has ever set foot in.

Yet the appeal of a good education, and one that doesn't cost anything, was hard for Hunter and Amy to ignore.

"For him to stay here in the US was going to be very costly," says Amy. "We would have had to get federal loans and student loans because he has a very fit mind and great goals."



More than 4,600 US students are fully enrolled at Germany universities, an increase of 20% over three years. At the same time, the total student debt in the US has reached \$1.3 trillion (£850 billion).

Each semester, Hunter pays a fee of €111 (\$120) to the Technical University of Munich (TUM), one of the most highly regarded universities in Europe, to get his degree in physics.

Included in that fee is a public transportation ticket that enables Hunter to travel freely around Munich.

Health insurance for students in Germany is €80 (\$87) a month, much less than what Amy would have had to pay in the US to add him to her plan.

"The healthcare gives her peace of mind," says Hunter. "Saving money of course is fantastic for her because she can actually afford this without any loans."

To cover rent, mandatory health insurance and other expenses, Hunter's mother sends him between \$6,000-7,000 each year.

At his nearest school back home, the University of South Carolina, that amount would not have covered the tuition fees. Even with scholarships, that would have totalled about \$10,000 a year. Housing, books and living expenses would make that number much higher.

The simple maths made Hunter's job of convincing his mother easy.

"You have to pay for my college, mom - do you want to pay this much or this much?"

## 'Mind blowing'

The financial advantages of studying in Germany have not been lost on other US students. Katherine Burlingame decided to get her Master's degree at a university in the East German town of Cottbus.

A graduate of Pennsylvania State University, Katherine spent less than €500 (\$570) a month in Cottbus, which included housing, transportation and healthcare. On top of that she received a monthly scholarship by the DAAD (German Academic Exchange Council) of €750 (\$815) which more than covered her costs.

"When I found out that just like Germans I'm studying for free, it was sort of mind blowing," Katherine says.

"I realised how easy the admission process was and how there was no tuition fee. This was a wow moment for me."

In the 2014-2015 academic year, private US universities charged students on average more than \$31,000 for tuition and fees, with many schools charging well over \$50,000. According to the Chronicle of Higher Education, Sarah Lawrence University is most expensive at \$65,480.

Public universities demanded in-state residents to pay more than \$9,000 and out-of-state students paid almost \$23,000, according to College Board.

In Germany, tuition fees of €500-1000 were briefly instituted last decade, but Lower Saxony became the last state to phase them out again in 2014.

Students pay a fee to the university each semester to support the student union and other activities. This so called 'semester fee' rarely exceeds €150 and in many cases includes public transportation tickets.

## How much does it cost?

in Euro/month	Hunter	Katherine	Anna
Living in	Munich	Cottbus	Freiburg
Rent	280	200	360
Health insurance	80	80	80
Semester fee*	20	35	20
Groceries	140	100	150
Misc	100	30	76
<b>TOTAL</b>	<b>620</b>	<b>445</b>	<b>686</b>

\*includes transportation

### Sprechen Sie Deutsch?

When Katherine came to Germany in 2012 she spoke two words of German: 'hallo' and 'danke'. She arrived in an East German town which had, since the 1950s, taught the majority of its residents Russian rather than English.

"At first I was just doing hand gestures and a lot of people had compassion because they saw that I was trying and that I cared."

She did not need German, however, in her Master's programme, which was filled with students from 50 different countries but taught entirely in English. In fact, German universities have drastically increased all-English classes to more than 1,150 programmes across many fields.

### US students in Germany

# 4,654

fully enrolled at German university

# 61%

pursue Master's degree

- **29%** Languages, Cultural Studies
- **27%** Law, Social Sciences
- **12%** Engineering
- **10%** Math, Natural Sciences

IIE (2013)

In 1999, European Union members signed the Bologna Accords, which called for uniform university degrees, and established a Bachelor/Master system across Europe. With hundreds of thousands of students from Portugal to Sweden freely travelling abroad, studying and getting degrees in other countries, English became the common language.

At Hunter's university, the Technical University in Munich, 20% of students are non-German. The University president is keen to have every single graduate programme offered in English, and only in English, by the year 2020.

"You can feel sad and think it's a pity that we are losing our own mothers' tongue in the technical disciplines, but that's the development in the world," says Wolfgang Herrmann.

He acknowledges that people wanting to study philosophy and other cultural sciences would still have to be taught in German.

"But in the technical disciplines you could say the world is easier."

Still, to thrive in daily German life, students and experts alike told the BBC that German language skills are crucial.

"If you go to a pub or supermarket and you don't understand what everyone is saying in the long run you don't feel comfortable," says Sebastian Fohrbeck, Director of Scholarships at DAAD.

Most universities offer subsidised language programmes, and in some cases a certificate proving the applicant's German skills is required to apply to certain courses or scholarships.

# What's in it for Germany?

---

One student in Berlin costs the country, on average, €13,300 (\$14,600) a year. That number varies according to the field of study. With no tuition fees that expense is shouldered by the individual states, and ultimately the German taxpayer.

Of 170,000 students in the capital city of Berlin, more than 25,000 are from outside Germany. In simple math, that's €332.5 (\$364.3) million that Berlin spends a year on foreign students. The question is why?

"It's not unattractive for us when knowledge and know-how come to us from other countries and result in jobs when these students have a business idea and stay in Berlin to create their start-up," says Steffen Krach, Berlin's Secretary of Science.

German students do not need to worry either, he says, because the city has increased capacities massively in recent years at its universities and there is enough space for everyone on campus.

## How to apply in Germany

### 1. Do you have what it takes

- Sometimes a high school diploma with a 3.0 GPA is all you need. Click through [this link](#) to see if you qualify for direct admission or for a preparatory course.
- Prep courses, called [Studienkolleg](#), take one year and culminate in an assessment test.

### 2. Find a university

- DAAD offers a [comprehensive database](#) with the option to look for programmes taught in English only.
- Find out [where your university ranks](#) in terms of academics, teacher support, job market preparation, etc (requires a free registration).
- Contact the [local office](#) for international students if you have questions.

[Click to learn how to find scholarships, learn German and apply.](#)

Research shows that the system is working, says Sebastian Fohrbeck of DAAD, and that 50% of foreign students stay in Germany.

"Even if people don't pay tuition fees, if only 40% stay for five years and pay taxes we recover the cost for the tuition and for the study places so that works out well."

For a society with a demographic problem - a growing retired population and fewer young people entering college and the workforce - qualified immigration is seen as a resolution to the problem.

"Keeping international students who have studied in the country is the ideal way of immigration. They have the needed certificates, they don't have a language problem at the end of their stay and they know the culture," says Fohrbeck.

### Can it last?

Yet with more students from the US and across the world turning their attention to a cost-effective education in Germany, questions arise how long this system can be sustainable.

At Technical University in Munich, Dr Herrmann can imagine a future when international students are asked to pay in order to keep up with the global competition.

"If we ignore the question of how to finance an outstanding university in the future we will not continue to have outstanding universities in Germany." Dr Herrmann says. "Education, teaching and research are very intimately connected with money. That's a global law we cannot escape."

An amount of €5,000-10,000 (\$5,400-11,000) would be appropriate, says Dr Herrmann, who thinks these fees would also see an increase in services for international students.

But students and educators alike are warning that even the smallest fees could bring an end to the flow of talent to Germany from certain parts of the world.

"I definitely think a limited amount would be fair for American students," says Katherine, who finished her degree in Cottbus and is now living in Berlin.

"But they also have to consider students who come from developing countries that can't pay these kind of tuition fees."

In the capital city of Berlin, the most popular destination for international students, the state government says it has no plans to introduce fees anytime soon.

"We will not introduce tuition fees for international students," says Krach, the Secretary of Science. "We don't want the entry to college to be dependent on your social status and we don't want that the exchange between countries is only dependent on the question of finances."

In the US, meanwhile, there won't be any movement to create a system similar to the one in Germany as long as people flock to expensive schools for their reputation.

"Education in the US is a privilege and in Germany it's an extension of high school where one expects it to be provided," says Jeffrey Peck, a dean at the Baruch College. "It's a totally different attitude in what we expect as a society."

## Personal recommendations

---

After Jay Malone received his Master's degree in the West German town of Siegen last year he decided to stay in the country and start an agency called Eight Hours and Change which advises US students who wish to study in Germany.

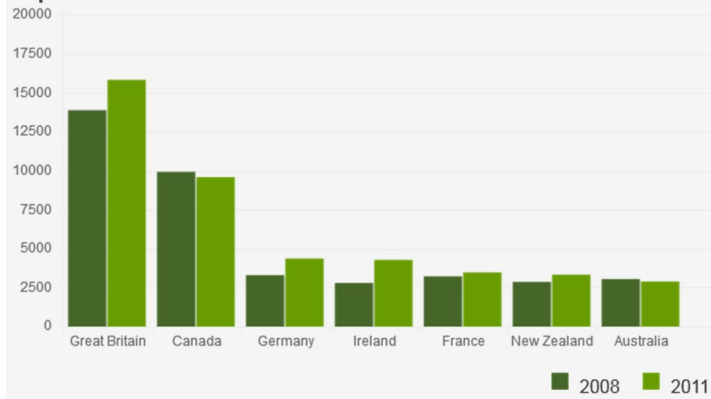
Selling a free college degree to US high school students and their parents isn't a hard undertaking.

"Most of the questions are 'is it really true?' and then I have to spend five minutes reassuring," says Jay. "But slowly people have wrapped their mind around it and have started associating Germany with this system."

One of the biggest stumbling blocks for potential applicants is convincing them that the quality of education can be high even though it is free.

"Nobody in the US wonders why high school is free," says Sebastian Fohrbeck of DAAD. "Our economic success proves that we are not completely wrong. If you really train your manpower and womenpower well, this is of extreme benefit for the whole country."

#### Popular destinations for US students



Source: IIE

Katherine also decided to stay after graduation and moved to Berlin to work for a start-up association. Sitting in a trendy cafe where the bartender speaks little German but fluent English, Katherine says this experience made her question the way education is financed in the US.

"I can't imagine ever thinking that my children one day are going to end up in thousands and thousands of dollars in debt when they can come to Germany and have no debt and you can live so cheaply as a student."

Even during stressful times studying in a foreign language in Munich, Hunter has not regretted the step he took, and already knows he wants to stay in Germany after graduation.

"I miss my family all the time, but there was never a moment where I thought I belong back home. Germany as a whole fits so well to my needs in life."

His mother Amy is okay with that as long as her son finds a good job and doesn't struggle. She does wonder why her own country was not able to give him a similar education at a price tag that this single mother could afford.

"I feel like my child is getting an absolute wonderful education over there for free. Betrayal is too strong of a word, but why can't we do that here?"

121,128

## Abdenour Bidar et Fabrice Hadjadj : le christianisme, l'islam et la laïcité française

Par [Marie-Lactitia Bonavita](#), [Alexandre Devecchio](#) Publié le 05/06/2015 à 19:31



FIGAROVOX/EXTRAITS - Tous deux philosophes et écrivains, Abdenour Bidar et Fabrice Hadjadj nourrissent une réflexion approfondie sur les rapports entre les deux principales religions en France. Un échange vigoureux et profond.

*Normalien, Abdenour Bidar est agrégé et docteur en philosophie. Il est chargé de mission à l'Éducation Nationale et est l'auteur de plusieurs ouvrages dont «L'islam sans soumission» (Albin Michel). Son dernier livre, «Plaidoyer pour la fraternité» vient de paraître aux éditions Albin Michel.*

*Fabrice Hadjadj est écrivain et philosophe, directeur de l'Institut européen d'études anthropologiques Philanthropos. Son dernier essai, «Puisque tout est en voie de destruction», a été publié chez Le Passeur Éditeur (avril 2014).*

**LE FIGARO.** - Le vrai problème de la France, est-ce l'islam radical ou l'islamophobie ?

**Abdenour BIDAR.** - On peut parler en France d'un islam radical qui revêt plusieurs formes, dont la plus inquiétante ces derniers temps est celle du djihad-terrorisme, et celle, plus répandue, d'un néo-conservatisme. Ce dernier revendique un certain nombre de pratiques religieuses qui, sans être interdites ni toujours contradictoires avec la laïcité, deviennent problématiques quand elles s'exercent sur un mode provocateur, agressif, intransigeant.

Sans hystériser le sujet, reconnaissons qu'il y a bien en France une question de l'islam, faute d'une démonstration convaincante, à travers une évolution suffisante de la culture islamique, de sa compatibilité avec les valeurs de la République.

Quant à l'islamophobie, je ne crois pas à un rejet généralisé de l'islam. Mais le développement de l'islam radical en France crée un climat d'inquiétude qui engendre ou attise chez certains la suspicion, l'inquiétude, voire le rejet et des actes antimusulmans. On est alors face à deux radicalités qui s'alimentent.

**Fabrice HADJADJ.** - Comme vous, je reconnais le danger de l'islamisme et de l'islamophobie, qui s'excitent l'un l'autre. Mais mon alignement s'arrête là. Je crois qu'il faut cesser de se polariser sur l'islam. Le vrai problème de la France, aujourd'hui, c'est la France. Qu'y a-t-il à défendre derrière cette bannière ?

Vous voulez parler des fameuses valeurs de la République ?

**F. H.** - La République s'est développée sur le refus, en grande partie, de son passé tant royal que catholique. Elle a inventé un récit national fondé sur un progressisme qui désormais, fort de la technologie, devrait conduire vers l'avenir radieux des cyborgs... Persuadée de porter les valeurs de la civilisation, la République s'est aussi autorisée à coloniser certains pays. Le problème, c'est qu'aujourd'hui tout ce modèle s'est effondré : on est sorti du progressisme, de l'humanisme, et, Dieu merci, de la logique coloniale. Ce qui reste, c'est l'autoflagellation de notre passé impérial, un laïcisme démesuré et, du fait du règne de l'expertise et de la consommation, notre incapacité à porter une espérance nationale. Le signe de cette incapacité, c'est la dénatalité. Aussi bien Raymond Aron que Michel Rocard insistaient sur le « suicide démographique » de la France. Pour parer à cela, on fait appel à l'immigration. Le danger n'est pas dans l'immigration en tant que telle mais dans ce que nous proposons aux nouveaux venus pour les intégrer. Le supermarché techno-libéral ne suffit pas pour insuffler l'élan d'une aventure historique. Or c'est cela que les jeunes attendent. Non pas de devenir « modérés », mais



d'entrer dans une vraie radicalité (ce mot renvoie aux racines, lesquelles ne sont pas pour elles-mêmes, mais pour les fleurs, les fruits et les oiseaux). Ils ont envie d'héroïsme. Mais les actuelles « valeurs d'échange » de la République ne proposent rien de cela, et ce vide nourrit le terrorisme aussi bien que la xénophobie. Aujourd'hui, nous devons repenser à la France et à l'essence de la République en les mettant en perspective dans une histoire et un héritage qui portent sa radicalité judéo-chrétienne, de sainte Geneviève à de Gaulle, ou de Jeanne d'Arc à Bernard Lazare.

A. B. - Une remarque : attention au terme de « radicalité » dont il est très hasardeux de vouloir se servir « positivement ». Dans mon dernier livre, je vous rejoins en soulignant que l'islam agit comme un puissant révélateur de notre propre désarroi de civilisation, ici en Occident. Mais je maintiens que nous avons deux systèmes de valeurs profondément en crise. En face de la sacralité essoufflée des idéaux républicains français et des idéaux de la modernité occidentale, il y a, du côté de certains musulmans, trop nombreux, un sacré fossilisé pour lequel la religion est un totem intouchable. Cette représentation anhistorique, inadaptable, de l'islam va à l'encontre du sens historique de la modernité. L'islam n'a pas actuellement le moteur culturel nécessaire pour être une fabrique de civilisation. Aussi, dire, comme certains le disent, que les musulmans ont « déjà gagné » me paraît faux. Pour gagner, il faut un système de valeurs en bon état, sinon prêt à l'emploi.

Pour se moderniser, l'islam doit-il prendre des distances par rapport à son passé ?

A. B. - Face aux épisodes passés de la colonisation et de l'impérialisme occidental, l'islam en est trop longtemps resté à une posture de réaction et de repli sur soi. Nous devons lui demander bien plus aujourd'hui, en matière d'autocritique, pour qu'il entre dans une période de transition.

F. H. - Je ne peux pas laisser dire cela. C'est l'islam qui dès le départ s'est propagé à travers l'expansion guerrière en Afrique du Nord, en Espagne... Mahomet fait des guerres, des razzias, le Christ n'en fait pas. C'est pour cela d'ailleurs que les guerres faites au nom de la Croix sont bien plus graves que celles faites au nom du Croissant.

A. B. - Ne faisons pas de l'objet historique de l'islam une entité métaphysique. L'islam n'est pas par essence conquérant, guerrier ou incompatible avec ceci ou cela. Certes, le mot « islam » est réputé signifier soumission à Dieu, mais il est aussi de même racine que le mot arabe qui veut dire paix. Une religion peut évoluer, en enfantant par exemple, à l'image du christianisme, une civilisation de la sécularisation, de la liberté de conscience compatible avec la vie spirituelle. Certains pays musulmans ont tenté de se transformer ainsi lors des printemps arabes.

F. H. - Vous voyez l'histoire comme une nécessaire sortie de la religion. Quitte à me répéter, le sens de l'histoire est, selon moi, à l'opposé du modernisme qui croit pouvoir faire « du passé table rase ». L'invention de l'histoire se fait dans la tradition, la nouveauté prenant corps à partir d'un héritage. L'islam ne doit pas refuser son historicité. Or, dans son principe, il s'oppose à un aspect très profond du judéo-christianisme qui est la notion de révélation progressive. Le génie juif est de dire que la révélation de Dieu s'opère à travers des événements historiques, non en se détachant de la chair et du temps, mais en y descendant profondément. Ainsi insiste-t-on dans la Bible et les Évangiles sur les événements, les généalogies, les noms propres. Cela n'existe pas dans le Coran, qui tend à court-circuiter l'histoire de la Révélation. Pour preuve : Marie, mère de Jésus, y est confondue avec la soeur d'Aaron et de Moïse.

Mohammed ne prétend pas venir après et assumer tout l'héritage précédent. Il affirme restaurer la religion adamique, et donc sauter par-dessus les siècles vers une origine anhistorique. C'est pourquoi le Coran rejette les Écritures juives et chrétiennes comme étant falsifiées (aussi la Bible est-elle interdite dans la plupart des pays musulmans). C'est un rapport pour le moins curieux à l'histoire.

Dans les religions juive et chrétienne, il y a dès le départ un rapport critique à l'observance religieuse. Chez les juifs, comme vous le savez, il y a une primauté de l'interprétation. Et, chez les chrétiens, à partir d'une critique des docteurs de la Loi, une primauté de la charité. L'Église catholique affirme en conséquence le développement du dogme, la multiplicité des sens de l'Écriture, le travail de la raison, d'où viennent les très catholiques Rabelais, Montaigne, Descartes, Pascal...

La seule manière de restaurer le sens de l'histoire en France est d'admettre l'origine de notre foi en l'histoire, et donc d'affirmer la primauté culturelle du judéo-christianisme. Ou plus précisément que la France s'est constituée à travers des racines gréco-latines et des ailes juives et chrétiennes.

Abdenmour Bidar, vous voulez sans doute répondre à ces attaques...

A. B. - Hors du judéo-christianisme, point de salut donc ! Quel impérialisme absolument inaudible ! Au moment où toutes les civilisations du monde se rencontrent, et cherchent de l'universel partageable, construit ensemble, je vous souhaite bon courage pour aller convaincre les musulmans mais aussi les Chinois et les Indiens que seuls le judaïsme et le christianisme ont un sens de l'histoire !

Sur le fond, je ne peux que réagir. Certes, le Coran contient, et je le déplore, des versets extrêmement violents et problématiques qui continuent aujourd'hui à nous empoisonner. Mais il existe des musulmans capables de prendre leurs distances vis-à-vis de ces versets, de refuser qu'ils servent de prétexte à la violence ou à une prétendue « guerre sainte » et de réclamer plus généralement un droit d'interprétation des textes.

F. H. - Ils sont très minoritaires.

A. B. - Je vous rassure, ils sont plus nombreux que vous semblez le penser. Et l'islam a une histoire. J'en veux pour preuve le schisme entre les chiites et les sunnites, la diversité des écoles et les batailles ou échanges continuels avec les différents bassins de civilisation. Il existe aussi dans l'islam un certain nombre de grands noms, comme Ibn Khaldoun, qui ont posé de façon très précoce les fondements de la science historique et qui ont influencé un grand nombre de penseurs d'autres civilisations.

Un mot, enfin, sur la généalogie. Étant des trois monothéismes la dernière religion révélée, l'islam reconnaît que nous sommes tous les fils d'Abraham.

Comment articuler laïcité, racines chrétiennes de la France et fraternité ?

F. H. - Vous ne pouvez ignorer que ce truc des « fils d'Abraham » est un passe-passe nominal, puisque l'Abraham dont parle le Coran n'a pas la même histoire que celui de la Bible, et qu'on y substitue Ismaël à Israël... Mais soit. Revenons sur les conditions d'un vrai dialogue. Sans entrer dans la logique du choc des civilisations, je mets en garde contre les risques du relativisme. Soit chacun rentre dans sa bulle, soit, puisqu'il n'y a plus de vérité, ce n'est pas le plus sage, mais le plus séduisant, le plus habile, le plus menaçant ou le plus argenté qui l'emporte. L'enjeu n'est pas la modération mais la reconnaissance envers cette vérité de l'histoire apportée par l'héritage chrétien de la laïcité. Aussi, la France, dans le rapport aux religions, ne peut pas traiter avec équivalence ce qui relève de sa propre ascendance - et de la production de la laïcité même - et ce qui n'est pas du même lieu de civilisation. Vous savez très bien qu'une fleur coupée de ses racines et mise dans un vase est très jolie, mais, lorsqu'elle fane, elle commence à sentir mauvais. C'est le sort actuellement en France d'une laïcité coupée de ses racines.

Quant à la notion de fraternité mise à la fin de la devise républicaine, je dirais comme Régis Debray qu'elle a été largement occultée. Après avoir reproché au roi son paternalisme, la République a cherché à inventer une société de frères sans père, et elle n'a réussi qu'à fabriquer des individus sans patrie.

Les religions chrétienne et musulmane en France sont-elles alors vouées à s'ignorer ?

A. B. - Je suis d'accord pour reconnaître l'héritage judéo-chrétien, évidemment, mais il faut aller plus loin en intégrant l'islam. Certes, l'islam vient d'une autre civilisation, mais il convient de reconnaître la valeur de l'altérité.

Or notre différence, semble-t-il, est que j'ai confiance en vous, en nous tous, avec votre culture et avec la mienne. Je voudrais qu'il en soit de même pour vous à l'égard des musulmans. L'importance de la population musulmane en France nous fait un devoir de nous entendre.

C'est pour cela que je plaide pour la fraternité. La laïcité, qui à la base avait le génie de rassembler, est devenue un facteur de division, et je le déplore. Par contre, j'estime que la fraternité a encore, elle, une virginité qui pourrait conduire au ressaisissement collectif dont la France a bien besoin.

Nous y travaillons au ministère de l'Éducation nationale, avec la mise en place d'un nouvel enseignement moral et civique qui remettra dans la culture commune un certain nombre d'héritages humanistes - comme la fraternité - qui se retrouvent tant dans le judaïsme, le christianisme que dans l'islam.

Cette responsabilisation de la société civile ne relève évidemment pas seulement de l'État. Elle doit se faire dans toutes les sphères, et en priorité familiales. Que dit-on dans les familles musulmanes du petit juif ? Et vice versa ?

En outre, j'ai déjà exprimé mon jugement très sévère à l'égard du Conseil français du culte musulman (CFCM), dont l'appellation elle-même invite à s'interroger. Pourquoi considérer que la population musulmane en France est obligatoirement liée à l'islam par le culte ? C'est nier, aujourd'hui, la diversité profonde de la culture musulmane, qui regroupe à la fois des personnes attachées aux cultes, d'autres moins et des non-croyants.

Je sais que mes propos, comme les vôtres, peuvent être un peu durs à entendre, mais il est de notre devoir de se solidariser tous pour que la balance penche du bon côté. Grâce et le génie de la situation actuelle, c'est que nous sommes tous dans la même galère, de réinventer ensemble un humanisme partageable, avec tous nos héritages sacrés et profanes.

\* Dernier ouvrage : d'Abdenour Bidar : « Plaidoyer pour la fraternité », Albin Michel, 2015 ; de Fabrice Hadjadj : « Puisque tout est en voie de destruction. Réflexions sur la fin de la culture et de la modernité », Le Passeur, 2014.

Abdenour Bidar: L'islam n'est pas par essence, conquérant, guerrier ou incompatible avec ceci ou cela. Certes le mot islam est réputé signifier soumission, notamment à Dieu, mais il est aussi de même racine que le mot arabe qui veut dire paix.

121,132

## Nilüfer Göle : « L'islam est devenu un ingrédient actif des dynamiques européennes »

LE MONDE CULTURE ET IDEES | 04.06.2015 à 14h49 • Mis à jour le 04.06.2015 à 14h52 | Propos recueillis par [Cécile Chambraud](#)



Dans une France obsédée par l'islam, le livre de la sociologue Nilüfer Göle *Musulmans au quotidien. Une enquête européenne sur les controverses autour de l'islam* (La Découverte) apporte un grand vent d'air frais. Pendant quatre ans, avec une équipe de chercheurs, cette directrice d'étude à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS) s'est rendue dans les villes européennes où avaient éclaté des controverses liées à la présence musulmane - construction d'une mosquée, port du voile, prière de rue, oeuvres d'art polémiques... A l'écart de la chambre d'écho médiatique, elle a fait parler des musulmans et des non-musulmans de ces controverses locales, mais aussi du dialogue entre l'islam et les sociétés européennes.

Auprès de ces « gens ordinaires », elle a découvert que les questions se posaient finalement de façon assez similaire dans les différents pays, quelle que soit la place qu'ils accordent aux religions dans l'espace public. En ce sens, en dépit de la sacro-sainte « laïcité à la française », la France apparaît comme un pays européen comme un autre. L'Europe, explique Nilüfer Göle dans son livre, est en train de transformer l'islam, et elle est en retour transformée par « une nouvelle culture publique dont les musulmans ordinaires sont les acteurs créatifs ». C'est un livre sur les musulmans tels qu'ils vivent et se vivent en Europe, et non tels qu'ils sont fantasmés. Mais aussi un livre sur l'Europe.

Vous vous êtes intéressée aux pratiques quotidiennes des musulmans « ordinaires ». Vous dites qu'ils se réapproprient l'islam d'une manière plus volontaire et plus intellectuelle que les générations qui les ont précédés. Qu'entendez-vous par là ?

C'est en cela qu'on est devant un islam européen. L'immigration crée une rupture avec le milieu culturel des pays d'origine. Les chaînes de transmission traditionnelle de la croyance sont rompues, l'apprentissage familial et communautaire de la religion s'affaiblit. Pour retrouver un lien avec l'islam, les jeunes se réapproprient de manière plus consciente leur religion et, pour cela, ils ont recours aux institutions : partout en Europe, on voit éclore des instituts de culture d'islam qui sont des lieux d'apprentissage de la religion. Les convertis sont les figures les plus emblématiques de cet islam européen, qui est un islam réappris et revisité au passage. Ils sont aussi une interface : ils jouent un rôle de passeurs entre les musulmans et les sociétés majoritaires.

Quels sont les traits de cet islam européen ?

En Europe, le port du voile, l'alimentation halal, la construction des mosquées, le rapport au sacré et le blasphème sont devenus des sujets de controverse. Ces manières de vivre la foi relèvent de l'intime mais, en suivant ces prescriptions, les musulmans deviennent visibles dans l'espace public. La visibilité musulmane est souvent perçue par les opinions publiques comme un signe d'inadaptation culturelle ou comme un défi politique. Mais, en réalité, si les musulmans assument ces pratiques, c'est parce qu'ils sont sûrs de leur identité européenne. Ils prouvent par là même qu'ils se sentent français ou allemands, alors que la première génération, celle des migrants, n'osait pas se faire remarquer.

Les débats en Europe ne sont cependant pas les mêmes que ceux qui ont lieu dans un pays à majorité musulmane. Souvent, il y a un décalage entre la manière dont les musulmans vivent leur foi et la perception publique de leurs pratiques : les musulmans d'Europe doivent donc réfléchir en permanence à leurs gestes religieux. En Italie, en janvier 2009, lors d'un rassemblement pro-Gaza,

certains participants musulmans avaient ainsi fait, sur la Piazza Maggiore, à Bologne, une prière collective qui avait déclenché une polémique : les musulmans disaient que c'était un message de paix, mais pour nombre de Bolonais et le clergé catholique de la ville, cette prière devant la basilique San Petronio était un acte d'irrespect et de transgression.

Lorsqu'ils sont en Europe, les musulmans côtoient d'autres religions. Les controverses sur l'abattage rituel instaurent souvent un parallèle entre l'alimentation halal et l'alimentation casher. Sur ce sujet comme sur la circoncision, les débats sur l'islam peuvent donc avoir des répercussions sur les pratiques religieuses des juifs.

Avez-vous perçu une demande de réforme théologique chez les musulmans que vous avez rencontrés ?

Tirillés entre leur foi et leur vécu quotidien, les musulmans sont dans une démarche d'accommodement, d'adaptation. Ils font un va-et-vient constant entre le texte et le contexte. C'est un travail d'interprétation mais aussi d'innovation. Depuis les attentats et les assassinats, le questionnement théologique du statut des fatwas est cependant inévitable. Il s'agit de savoir qui est l'autorité en islam aujourd'hui.

Vous analysez les conflits de valeurs ou d'interprétations qui entourent, par exemple, le port du voile. Quels sont-ils ?

Les féministes des années 1970 étaient des minorités actives, engagées dans des trajectoires de vie qui bouscullaient les valeurs majoritaires de la famille et du christianisme. Aujourd'hui, d'une certaine manière, les femmes voilées sont dans la même logique : elles adoptent une démarche de réussite professionnelle et elles cherchent leur voie malgré les périls. Le voile est d'ailleurs un sujet de controverse non pas lorsqu'il est porté par des ouvrières, mais lorsqu'il est porté par des femmes éduquées, intégrées, actives, qui cherchent à conquérir des espaces de vie qui n'étaient pas conçus pour elles.

Ce faisant, elles prennent à contre-pied tous ceux qui ont une interprétation orthodoxe de l'islam, mais aussi les féministes sécularisées. Pour le féminisme occidental, l'émancipation passe par un corps affranchi des prescriptions ou des interdits religieux, un corps que l'on montre. Les musulmanes ont une autre grammaire de l'intime. Elles disent : *« Je ne suis pas disponible dans la vie publique, mais je veux conquérir des professions, des manières de vivre. »* L'opposition binaire femme émancipée/femme soumise ne permet pas de comprendre l'univers de ces femmes qui sont porteuses d'une autre définition de l'intime et du public.

En quoi l'Europe, en retour, est-elle modifiée par l'islam ?

Cela paraît paradoxal, mais l'islam est devenu un ingrédient actif des dynamiques européennes. D'abord politiquement, même si ce n'est pas toujours dans le bon sens : l'islam a renforcé les mouvements néopopulistes, qui plaident pour une société européenne moins inclusive. L'islam est aussi l'un des éléments catalyseurs du débat sur l'identité de l'Europe : doit-elle se définir simplement comme une entité judéo-chrétienne ? Enfin, l'islam joue un rôle dans la vie sociale européenne : il donne naissance à de nouveaux marchés, de nouvelles institutions, de nouvelles formes architecturales et de nouveaux paysages avec les mosquées. L'islam est présent dans la trame du tissu social européen, dans la fabrique européenne.

Pour votre recherche, vous avez composé et réuni des groupes de personnes dans des villes lorsque surgissait une controverse. Qu'en attendiez-vous ? Qu'y avez-vous trouvé ?

J'ai voulu voir si un lien social était possible là où la matrice culturelle n'était plus homogène. Je cherchais une réponse à la question : *« Comment faire société ? »* Dans les groupes, je m'attendais à entendre la colère des musulmans. Ils commençaient effectivement par exprimer une colère par rapport aux médias, qui étaient accusés de toujours représenter l'islam comme une source de problèmes ou d'extrémisme. Mais ils affirmaient surtout une civilité très consciente, peut-être pour faire contrepoids au djihadisme. Ils étaient désireux d'aller vers l'autre, ils ne cherchaient pas à polémiquer à tout prix, ils n'interrompaient pas, ils montraient de la patience, ils se donnaient du temps lors des discussions. En revanche, les néopopulistes parasitaient tous les débats. J'ai pu observer, à travers cette expérimentation, comment un espace public pouvait se créer ou pas, comment il pouvait transcender les antagonismes ou pas.

Diriez-vous que, sur le terrain, les conditions d'acceptation du fait musulman sont meilleures que ce que les polémiques médiatisées laissent à penser ?

J'ai voulu à la fois comprendre les angoisses des sociétés majoritaires européennes et le vécu des musulmans. Les controverses sur l'islam sont un moment d'interface entre ces deux parties, et c'est en cela qu'elles ont du bon : elles permettent de se familiariser avec une religion que l'on connaît mal, avec ses traditions, avec ses différences.

En revanche, la manière dont on débat appauvrit souvent l'espace public. Les oppositions binaires du type *« Vous êtes pour la liberté d'expression ou vous êtes pour les terroristes »*, *« Vous êtes pour l'égalité des sexes ou vous êtes pour le voile »*, interdisent le débat. Il faut permettre l'émergence d'une multiplicité de points de vue et leur évolution. Je crois à la vertu du débat public. Il n'y a pas d'autre voie et, sur le terrain, j'ai vu que c'était possible.

La parole produite autour de « Charlie » après les attentats de janvier a-t-elle été un vrai débat ?

A mes yeux, la société française a donné, le 11 janvier, un nouveau ton au débat : elle a proposé une réponse constructive et inclusive, elle s'est rassemblée pour éviter la fracture sociale, elle ne s'est pas dressée contre l'islam et les musulmans. En ce sens, elle s'est distinguée des mouvements néopopulistes.

De leur côté, certains musulmans, notamment ceux qui se sont rassemblés autour du mouvement Pas en mon nom, se sont prononcés publiquement contre les djihadistes, qui veulent confisquer leur religion. Il faut respecter ces deux mots d'ordre : faire société et ne pas faire d'amalgame entre les terroristes et les musulmans ordinaires. C'est l'objet de ce livre, qui veut ouvrir ce possible.

À LIRE

Musulmans au quotidien. Une enquête européenne sur les controverses autour de l'islam, de Nilüfer Göle

(La Découverte, « Cahiers libres », 240 p., 20 €).

© 2015 *Le Monde.fr*. Tous droits réservés.

## Land ohne Kinder

Seit Jahrzehnten haben wir in Deutschland die niedrigste Geburtenrate der Welt. Dass die Jungen keine Lust auf Kinder haben, ist weder Zufall noch Ausdruck von Egoismus. Es liegt an den Alten.

07.06.2015, von STEFANIE LOHAUS



© DPA Kinder kommen nicht von selbst, sie großzuziehen ist kein Zuckerschlecken

An allen Ecken und Enden wird deutlich: Die Bevölkerung Deutschlands wird immer älter. Meine Generation - ich bin 1978 geboren - umfasst circa ein Viertel weniger Menschen als die Generation meiner Eltern. Schulen werden dicht-, Pflegeheime aufgemacht. Wenn nicht dagegen gesteuert wird, droht ein Rückgang der Wirtschaftsleistung, ein Versagen der sozialen Sicherungssysteme, Pflegenotstand, Altersarmut. Es wären die Auswirkungen einer seit 40 Jahren konstant niedrigen Geburtenrate, die über diesen langen Zeitraum hinweg in der Welt einzigartig ist.

Oft macht mich die Art und Weise, wie über die Gründe des demographischen Wandels gesprochen wird, unglaublich wütend, denn sie ist blind für soziale und politische Faktoren. Sie sucht die Ursachen ganz bequem beim Individuum. Dabei war die niedrige Geburtenrate noch nie ein Ausdruck egoistischer Akademikerinnen im Gebärstreik. Sie ist eine Gemeinschaftsfehlleistung von Eliten in Politik, Wirtschaft und Medien, die viel zu lange nicht wahrhaben wollten, das eine Generation herangewachsen ist, die in weiten Teilen andere Vorstellung von Familie, von Leben und Arbeiten hat, als sie selbst.

Wir sind weder faul, noch egoistisch. Die Welt hat sich gewandelt und wir mit ihr. Wir stehen vor einer anderen ökonomischen Situation, die Arbeitsverhältnisse sind unsicherer. Frauen und Männer sind ähnlich gut ausgebildet. Und wir haben andere Werte. Wir wollen Selbstbestimmung, Partnerschaften auf Augenhöhe. Beruf und Familie vereinbaren. Und das ist derzeit für die meisten immer noch unmöglich.

### Mehr Gleichberechtigung, höhere Geburtenrate

Geschlechtergerechtigkeit gilt international mittlerweile als Schlüssel zu einer höheren Geburtenrate in Industrieländern, wie eine OECD-Studie aus dem Jahr 2013 belegt. Gesellschaftliche Werte, Familienpolitik und Geburtenraten der OECD-Länder wurden verglichen. Je eher Gleichberechtigung gelebt werden kann, desto höher die Geburtenrate. Für Deutschland fand das Bundesinstitut für Bevölkerungsforschung im selben Jahr heraus: Die heute 20- bis 39-jährigen sind zu mehr als 90 Prozent der Meinung, dass beide Elternteile für die Betreuung der Kinder verantwortlich sein sollen.

Die überwältigende Mehrheit - 84 Prozent aller Frauen und 77 Prozent aller Männer - findet auch, dass beide Elternteile das Familieneinkommen verdienen sollten. 60 Prozent aller Menschen in diesem Alter wünschen sich ein egalitäres Familienmodell, in dem die Bereiche Lohnarbeit und Kinderbetreuung gleichmäßig zwischen den Partnern aufgeteilt werden.

Das ist ein immenser Wertewandel in kurzer Zeit. In der Generation meiner Großeltern dominierte die Alleinverdiener-mit-Hausfrau-Ehe, ein romantisiertes bürgerliches Ideal, aus dem es kaum möglich war auszubrechen, ohne gesellschaftlich sanktioniert zu werden. Wer nicht verheiratet war, konnte keine Wohnung mieten, Ehemänner durften ihren Ehefrauen bis in die 1970er hinein verbieten, einer Erwerbsarbeit nachzugehen, wenn sie glaubten, dass Haushalt oder Kinder darunter leiden würden. Alles heute nicht mehr vorstellbar. Zum Glück.

Aus dieser Zeit stammt aber unser Grundgesetz, das allein die heterosexuelle Kleinfamilie als staatlich schützenswerte Form des Zusammenlebens ansieht. Und in diese Zeit wurden auch diejenigen hineingeboren, die nun an der Macht sind. Die sich schwertun mit dem Wandel der Familienstrukturen, auch wenn dieser eigentlich schon längst stattgefunden hat.

### Der Wandel verläuft zu langsam

Adenauer glaubte: Kinder kriegen die Menschen von selbst. Die Generation Schröder war der Meinung: Wenn Frauen nicht von selbst Karriere machen, dann wollen sie es wohl nicht. Doch Adenauer konnte den Siegeszug der Pille nicht vorhersehen. Und Machtstrukturen, die Gleichberechtigung unterdrücken, schaffen sich nicht allein durch die Aufhebung diskriminierender Gesetze ab, sondern brauchen einen kulturellen Wandel. Aber dieser findet in Deutschland im Vergleich zu anderen Ländern nur sehr zögerlich statt, denn viel zu lange waren die Machthaber überzeugt, dass Familienpolitik Gedöns ist, und dass die Welt zusammenbricht, wenn Kinder nicht von Müttern, sondern von Erziehern betreut werden.

Viele Frauen und Männer, die in den letzten 20 Jahren erwachsen geworden sind, haben das beobachtet. Sie haben gemerkt, dass sie gleichberechtigt leben können, solange sie keine Kinder haben. Die Geburt ist der Moment, in dem sich eine Beziehung von einem egalitären zu einem klassischen Rollenmodell verschiebt, in dem Frauen zu Versorgerinnen und Männer zu Ernährern werden.

Nicht wenige Beziehungen, die sich auf Kinder eingelassen haben, scheitern an dieser Diskrepanz zwischen eigenen Werten und nicht daran angepasster Realität. Neulich war ich mit meinem dreijährigen Sohn auf einem Kindergeburtstag eingeladen. Acht Frauen Mitte 30 saßen da im Kreis. Die Gastgeberin und ich waren die Einzigen, die noch mit ihren Partnern zusammen waren.

Eine absurde Situation, die aber wirklich so passiert ist. Wir begannen zu überlegen, woran es liegen könnte. Der verblüffende Unterschied: Ich teile mir mit meinem Partner, Lohnerwerb, Kinderbetreuung und den Haushalt programmatisch 50/50. Die Gastgeberin macht es mit ihrer Partnerin ähnlich. Wir leben unsere Werte. Zufall, dass wir in unseren Beziehungen glücklich sind?

Ich glaube nicht. Die Frauen erklärten unisono, dass ihre Beziehung daran gescheitert sei, dass sie sich mit Kind alleingelassen fühlten. Man habe sich entfremdet, die Leben seien zu verschieden geworden. Sie alle wollten Beruf und Familien vereinbaren, doch es ging nicht. Erstaunlicherweise berichteten einige, dass sie sich seit der Trennung wohler fühlten: Nun seien die Regeln klarer, würden die Väter das Kind tageweise nehmen.

### **Fallstricke der Mutterschaft**

Das gilt allerdings nicht für die Mehrheit der getrennt lebenden Eltern, die meisten sind Alleinerziehende. 1,7 Millionen. Auch das ist heutzutage keine Schande mehr, sondern ein Familienmodell. Und auch gerade diese Gruppe würde von einer besseren Vereinbarkeit von Beruf und Familie profitieren. Denn ihnen bleibt oft nichts übrig als Arbeitslosengeld II-Bezug. Sie gehören zu den am schwersten vermittelbaren Arbeitslosen.

Das alles wusste ich schon, bevor ich ein Kind bekam. Vielleicht, weil ich Feministin bin. Feministen beschäftigen sich seit mehr als 100 Jahren mit den Fallstricken der Mutterschaft und ich beschäftige mich seit 10 Jahren mit Feminismus. Ich habe den Übergang von kinderlos zu Elternschaft aktiv gestaltet, gemeinsam mit meinem Partner, mit den Möglichkeiten, die wir hatten. Mein Leben hat sich mit Kind zwar auch gewandelt - aber eben nicht radikal. Mein Kind liebt mich, seinen Vater und seine Tagesmutter. Ich liebe mein Kind, den Vater, die mir verbliebene Freiheit und die Sicherheit meines 35-Stunden-Jobs.

Die Medien führen allerdings lieber Brauchen-Wir-Noch-Feminismus-Debatten als feministische Debatten, deswegen scheint es mir oft, als hätte ich eine Art Geheimwissen. Wer irgendeine Talkshow zur Familienpolitik einschaltet, sucht zeitgemäße Elternvorbilder mit der Lupe. Immer wieder bekommen wir stattdessen die 40jährige Birgit Kelle vorgesetzt, die sich klar gegen Kinderbetreuung und für ein traditionelles Familienmodell positioniert.

### **Die Familie stirbt nicht aus, nur die Hegemonie eines Modells**

Kelle darf leben, wie sie will, das ist keine Frage. Aber sie repräsentiert in meiner Generation eine absolute Minderheit, die durch ihre Dauerpräsenz auf dem Bildschirm künstlich aufgeblasen wird. Sie sitzt da, weil der durchschnittlich 60-jährige Zuschauer des öffentlich-rechtlichen Fernsehens seine Ansichten bestätigt will, nicht, weil sie etwas über die Wünsche junger Familien aussagt.

Es fehlt jedoch nicht nur an Vorbildern, sondern auch an Optimismus und kreativem Denken. Zwei Vätermonate und Betreuungsplätze für unter Dreijährige reichen bei weitem nicht aus. Was ist mit Ganztagschulen, Home-Office, Job-Sharing für Führungskräfte, 32-Stunden-Woche, flexible Kinderbetreuung für Menschen mit Schichtdienst? Die Werkzeuge sind bekannt, zum Beispiel aus den OECD-Ländern mit höheren Geburtenraten.

Angewendet werden sie immer noch allzu zögerlich. Denn die über 50-Jährigen sind fast doppelt so viele, wie diejenigen, die heute Kinder bekommen können. Als Wähler beeinflussen sie die Politik, als Medienkonsumenten den Diskurs. Jedes Mal, wenn eine neue familienpolitische Maßnahme zur Vereinbarkeit lanciert wird, geht ein konservativer Aufschrei voraus, der das Ende der Familie verkündet. Dabei stirbt die Familie nicht aus, nur die Hegemonie eines einzigen Modells.

### **Medial vermittelter Fatalismus**

Statt diese Realität anzuerkennen, schallt uns überall entgegen, dass Vereinbarkeit von Beruf und Familie nun mal nicht möglich sei. Kristina Schröder ist als Mutter nur noch Bundestagsabgeordnete und nicht mehr Ministerin? Vereinbarkeit geht nicht. Ich kann nicht gleichzeitig 12 Stunden am Tag für das Kind und 12 Stunden am Tag für den Chef da sein? Vereinbarkeit geht nicht.

Das Leben ist manchmal richtig stressig? Vereinbarkeit geht nicht. Der medial vermittelte Fatalismus, der uns Glauben macht, Kinder könnten nur in einer traditionellen Kleinfamilie glücklich aufwachsen, ist einer der Hauptgründe, warum Kinder von vielen nur noch als Problem gesehen werden. Nicht als Persönlichkeiten, die das Leben bereichern. Und so wird es bleiben, bis es nicht nur toleriert, sondern gerne gesehen wird, Kind und Beruf zu vereinbaren.

Ich muss gestehen: Im Endeffekt ist mir die Geburtenrate ja egal. Von wegen Aussterben der Deutschen und so. Stattdessen können wir auch das Renteneintrittsalter auf 75 erhöhen und mehr Arbeitsmigration zulassen, auch das sind Lösungen. Aber ich mag Kinder einfach sehr. Und deswegen sollte es allen, die welche wollen, so einfach wie möglich gemacht werden, sie zu bekommen. Denn in einer kinderarmen Gesellschaft alt zu werden, das finde ich wirklich sehr traurig.

**Die Autorin ist Mitgründerin und Chefredakteurin der feministischen Zeitschrift „Missy Magazine“.**



121,136

## EPR de Flamanville, nouvelles anomalies repérées

Le Monde.fr avec AFP | 09.06.2015 à 06h01

Les soupapes de sûreté du réacteur nucléaire EPR de Flamanville rencontrent des « *difficultés de fonctionnement* » auxquelles l'exploitant EDF va devoir « *répondre* », a indiqué l'IRSN (Institut de Radioprotection et de sûreté nucléaire) lundi 8 juin.

L'Institut réagissait à [une information du site Médiapart](#) qui a fait état d'un « *rapport confidentiel* » de l'IRSN datant du mois de février et portant sur de « *graves dysfonctionnement de pièces importantes de l'EPR* », déjà confronté à un sérieux problème sur sa cuve. Les soupapes permettent de réguler la pression de l'eau dans le circuit primaire du cœur nucléaire.

« *Il n'y a pas de "rapport confidentiel" car nous n'en sommes qu'à la phase d'instruction* », a précisé Thierry Charles, directeur général adjoint de l'IRSN. « *Mais il y a eu une réunion préparatoire avec l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) au cours de laquelle ont été présentés des transparents* ». « *Les essais réalisés par EDF ont montré des difficultés sur les questions d'ouverture et de fermeture des soupapes* », a détaillé M. Charles. Ces essais ont débuté en 2014 et se sont poursuivis en 2015.

### Avis définitif rendu cet été

« *Pour l'instant, on ne peut pas encore conclure que c'est grave car on n'a pas encore jugé complètement la qualité* » de ces fameuses soupapes, a-t-il dit. « *Nous sommes en train d'examiner le dossier remis par EDF en vue du démarrage de l'EPR. Sur tous les sujets, on a des remarques. C'est classique* », a-t-il souligné.

L'IRSN devrait être en mesure de rendre à l'ASN son avis technique sur les soupapes sans doute « *dans le courant de l'été* », a-t-il estimé. Il reviendra alors à l'ASN de demander à EDF des compléments d'information sur la conception des soupapes afin de s'assurer que ces éléments fonctionnent bien. EDF va devoir « *apporter des réponses* » pour montrer que la soupape est « *prête à assurer sa fonction* », a souligné M. Charles.

Interrogé par l'AFP, le groupe Areva, concepteur de l'EPR, a assuré que « *tout ceci fait partie du travail normal de qualification des équipements mené avec l'IRSN* ». De son côté, EDF indique qu'il enverra son « *rapport final* » à l'ASN et à l'IRSN « *au cours du second semestre* ».

Le réacteur EPR n'en finit pas d'accumuler les problèmes techniques. En novembre, EDF a annoncé un nouveau report, à 2017, de la mise en service de ce réacteur. Puis en avril, l'ASN a signalé une « *sérieuse anomalie* » dans la composition de l'acier du couvercle et du fond de cuve du réacteur fabriqué par Areva.

Lire aussi (édition abonnés) : [Nucléaire : l'EPR en danger de mort](#)

En savoir plus sur [http://www.lemonde.fr/energies/article/2015/06/09/epr-de-flamanville-nouvelles-anomalies-reperees\\_4649978\\_1653054.html#bEDZTaTpsM5htrEd.99](http://www.lemonde.fr/energies/article/2015/06/09/epr-de-flamanville-nouvelles-anomalies-reperees_4649978_1653054.html#bEDZTaTpsM5htrEd.99)

121,137

**The Opinion Pages** | OP-ED COLUMNIST

# The Greek Trap

JUNE 8, 2015



Roger Cohen

ATHENS — Trying to save Greece has become an exercise in the absurd. Greece is near-enough bankrupt. Most Greeks know that. It can never repay its debts, no matter how many deals with creditors are pulled out of a hat.

The country is now run by a radical left party whose ministers have close to zero executive experience. Their executive experience nonetheless exceeds their diplomatic experience. This stands at less than zero — and it shows. The party, Syriza, includes people who want to re-fight the Greek Civil War (1946-49) in the belief the Communists will triumph this time.

For now, the party's main enemies are international creditors and of course the Germans, who want the Greeks to present a plan of some sort to balance their books before doling out more cash — about \$8 billion in fact — as part of an enormous bailout program. The thing is, however, that Syriza was elected precisely to say foreign-imposed austerity had already done enough damage to Greece.

The country, which desperately needs the \$8 billion, is drowning under a welter of statistics that present a devastating picture of unemployment, unpayable pensions, youthful pensioners, uncollected taxes, drastic fiscal adjustments, and of course debt. Given all this, Alexis Tsipras, the prime minister, declared the latest proposals from creditors “absurd” — you see what I mean about diplomacy — a view that reportedly caused Jean-Claude Juncker, the chief executive of the European Union, not to pick up a call from Tsipras over the weekend.

There's one thing about reality: It tends to come back and kick you in the teeth. Forcing Greece and Germany to coexist in a currency union will always be an exercise in smoke and mirrors. Their economies are mismatched, their temperaments even more so.

Many Greeks are awaiting the worst. The rich, of course, already have their money elsewhere. Just about everyone has a few thousand euros stashed away — 5,000 per person where possible. Stores are taking out anti-looting insurance. Public hospitals are making contingency plans for operating when money dries up. More than \$5 billion was pulled from bank accounts in April alone by companies and individuals.

Speculation is rampant — absent a debt deal — of a bank run, capital controls and the issue of i.o.u.'s (that will promptly lose 50 percent of their nominal value, especially if adorned with the face of Finance Minister Yanis Varoufakis). Shortly thereafter follow economic collapse, unrest and new elections.

That sounds terrible, but I'm not sure. It would represent reality rather than the repetitive evasion of it. Things are very bad here. But just how bad is not clear because it has not been fully tested. The surface has a way of glimmering.

The Greek bailouts have given time to other countries in the eurozone — including Italy, Spain, Portugal and Ireland — to either get their houses in order or embark seriously on the task. Euro-unraveling contagion is now far less likely. One thing is sure: If a deal is reached with Greece, it will only be the prelude to the next crisis in a few months or so.

Creditors could tell Syriza: You have a century to repay the debt, but now you're on your own. Fix the country, whether inside the euro or out. Get foreign corporations to put their money in Greece. You want to try the Putin route, with Gazprom stepping in for the I.M.F., go for it! We're off your back now — so find a way to make Greeks believe in Greece again without the ready excuse that Berlin, or the International Monetary Fund or the European Commission is to blame.

The European Union has done its healing work here. There will not be another civil war, come what may. The sun will still shine; a gazillion islands will still delight; Greeks will still curse every form of authority; they will still smoke in every restaurant in defiance of the law; they will still have more money than they appear to have; tables in cheap “tavernas” will still offer views that have no price. A Greek meltdown is not the same as a Slovakian meltdown. Life is not just.

So many mistakes have been made. They began with the sentimental illusion that the cradle of Western civilization was also an economy competitive enough to join the euro. It was not. Then came all the easy credit handed out in the era when the view was that risk had ceased to exist. The inevitable Greek implosion was followed by austerity measures whose symbol was Germany. These failed to offer Greeks a positive vision of what all the sacrifice might produce. The consequent anger created Syriza and its election victory and incoherent promises of a new way forward. Everyone is now caught in the web of their own contradictions.

More of the same might gain a few months. It will resolve nothing, sapping Europe's energy, and Greece's potential, for years to come.

121,140

## Coignard - Retraites : il faut supprimer les régimes spéciaux

Le Point - Publié le 09/06/2015 à 07:04 - Modifié le 09/06/2015 à 07:51

Alors que les projections n'ont jamais été aussi noires, il est nécessaire et urgent d'en finir avec ces privilèges d'un autre temps.



Les gouvernements successifs n'ont rien changé aux régimes spéciaux des retraites, dont celui des cheminots

ÉDITION ABONNÉS Par SOPHIE COIGNARD

Alors que les projections n'ont jamais été aussi noires, il est nécessaire et urgent d'en finir avec ces privilèges d'un autre temps.

C'était choquant, cela devient intolérable. Alors que le Conseil d'orientation des retraites (COR) prévoit que, dans l'hypothèse de croissance et de chômage la plus optimiste pour la France, le régime des retraites restera dans le rouge au moins jusqu'au début des années 2030, les Français ne sont toujours pas logés à la même enseigne en cette matière.

Plus d'ayants droit que de cotisants

Si la loi de 2008 a débouché sur le principe de l'uniformisation de la durée de cotisation entre public et privé, et s'est même attaquée - doucement ! - à certains aspects des fameux "régimes spéciaux" de la SNCF, d'EDF ou de la RATP, elle n'est pas revenue sur les avantages des fonctionnaires et assimilés en matière de calcul des cotisations. Les salariés du privé touchent des pensions assises sur les 25 meilleures années de carrière, les agents publics se réjouissent, eux, qu'il ne soit tenu compte que des six derniers mois, forcément les plus favorables.

Pour les régimes spéciaux, l'alignement de l'âge de départ à la retraite n'est pas pour demain. Un conducteur de train, qui peut prétendre aujourd'hui à la liquidation de ses droits à l'âge de 50 ans, devra attendre... celui de 52 ans en 2017. Il n'a jamais connu le désagrément de mettre du charbon dans sa locomotive, mais la prise en compte de la "pénibilité" de son activité ne remonte pas à Marisol Touraine.

Dire que les régimes spéciaux sont déficitaires est un euphémisme, puisqu'ils comptent aujourd'hui plus d'ayants droit que de cotisants. Rien d'étonnant : l'Ifrap, centre d'étude d'orientation libérale, a calculé qu'un retraité du secteur privé profite de sa retraite pendant 17 ans et 8 mois, contre 27 ans et 8 mois pour un agent de la SNCF.

Vingt ans de demi-mesures

De peur de voir électriciens, gaziers et cheminots descendre dans la rue, tous les gouvernants ont décidé de laisser plus ou moins de poussière sous le tapis. Tous sauf Alain Juppé, qui, quand il était Premier ministre en 1995, avait mis en place une uniformisation totale, au nom de l'équité. La manière dont il a dû battre en retraite a fait passer à ses successeurs l'envie de tenter l'aventure. François Fillon a finalement franchi quelques pas en 2008, mais Nicolas Sarkozy n'a pas globalement tenu sa promesse de candidat de mettre fin aux régimes spéciaux. Jean-Marc Ayrault, lui, vantait en 2013 la réforme "responsable, juste, équilibrée et structurelle" qu'il avait concoctée avec sa ministre Marisol Touraine. Il a été démenti moins de deux ans plus tard. C'est peu !

Il est vrai que François Hollande, à l'époque, n'avait pas hésité à s'éloigner de la réalité pour éviter les ennuis. Invité sur M6 en juin 2013, il avait prétendu que la question de régimes spéciaux avait été réglée en 2008, et qu'il n'y avait pas lieu d'y revenir. Un pieux mensonge. Il avait également pris des engagements aujourd'hui caducs : "Je veux dire aux retraités qu'on ne touchera pas à leur retraite, qu'on va les sécuriser." Jusqu'à la fin du quinquennat sûrement, mais au-delà ?

Il ne reste plus qu'un ingrédient pour en finir avec la politique du chien crevé au fil de l'eau : le courage. La France arrive en tête d'au moins un classement de l'OCDE, celui du poids des dépenses sociales par rapport au PIB : 32 %, dans lesquels les retraites comptent pour près de la moitié. C'est une performance dont on se passerait bien.

© 2015 *Le Point.fr*. Tous droits réservés.

# German Labor Costs Rise Sharply

Companies at risk of losing their competitive edge in global markets

By NINA ADAM

June 9, 2015 9:45 a.m. ET

FRANKFURT—**Labor costs** in Germany rose **sharply** in the first quarter of the year in an accelerating trend that is starting to hurt companies' profit margins and may eventually trim their competitive edge in global markets.

**Labor costs**, per hour worked, rose 1.1% on the quarter and 3.2% from the year-earlier period, the federal statistics office, Destatis, said Tuesday. That is the highest annual increase since the first quarter of 2013.

"The time of ultralow wage increases is over" and Europe's largest economy could be paying dearly for it in a few years' time, said Joerg Kraemer, chief economist at Commerzbank.

Far-reaching **labor** market reforms of the early 2000s turned Germany from Europe's so-called 'sick man' into a regional role model. Unemployment in the country is the lowest in the entire eurozone; and wage restraint coupled with short-time work has helped the economy quickly emerge from its 2009 recession.

This has fueled confidence among big **labor** unions to press for higher wages despite super low rates of inflation, with large-scale walkouts in industry and services disrupting business and trade in recent months.

On Monday, postal workers started an open-ended strike, after the sixth round of wage talks ended without results.

Destatis said that gross wages in the first quarter were up 2.9% from the year-earlier period—the sharpest increase since the first quarter of 2013. By comparison, consumer prices in the first quarter were roughly unchanged from a year ago.

Corporate profit margins, although still high, are coming under pressure because firms aren't able to raise their prices as much as needed to compensate for rising **labor costs**, according to Commerzbank research.

Meanwhile, other eurozone economies—especially those on the periphery—are narrowing the competitiveness gap with Germany. Indicators from the Organization for Economic Cooperation and Development show that **German labor** productivity has moved sideways since early 2011, while productivity in Spain increased significantly.

Destatis said Tuesday that **German labor** cost inflation in industry and services ran at 1.7% in 2014—well above the eurozone average of 1.2%. **Labor costs** fell in Ireland, Portugal and Greece and increased by 0.5% in both Italy and Spain, it said.

These trends are likely to be welcomed in Europe and beyond. Higher incomes in Germany should provide additional support for consumer spending and give other eurozone countries a bigger market for their exports. This would also help Spain, France and others to regain competitiveness without having to resort to painful wage and price cuts.

And so far Germany doesn't appear to be feeling the ill effects of higher **labor costs** on their exports, as the weaker value of the euro has made its products cheaper in global markets. Germany's trade surplus swelled to €22.3 billion (\$24.74 billion) in April—its highest level on record—propelled by strong exports, Destatis said Monday.

**Yet analysts have warned that some of the government's recent policy initiatives—such as the introduction of a €8.50 minimum wage and changes to the collective bargaining rules—could create problems down the road.**

**"Germany won't rise like a phoenix from the ashes out of the next recession—like it did in 2009. It will come out weakened," Mr. Kraemer said.**

121,143

## Pour la France, de l'air et des idées!

Joëlle Meskens

Mis en ligne lundi 8 juin 2015, 10h34



Des chaises vides au congrès du PS à Poitiers ce samedi.

En l'espace d'une semaine, les deux grands partis de gouvernement français ont écrit le prélude de la prochaine présidentielle de 2017. L'UMP est devenue « Les Républicains ».

Et le PS vient de célébrer, bon an mal an, un semblant d'unité.



Mais quel spectacle la gauche et la droite ont-elles offert ? Les uns font huer Najat Vallaud-Belkacem et Christiane Taubira. Les autres les font applaudir. Les uns fustigent la « *terrifiante médiocrité* » des autres. Les autres critiquent « *l'outrance et la hargne* » des uns. Les uns sifflent leurs propres amis quand ils montent en tribune. Les autres les torpillent à distance, par tribune de presse interposée. Les uns ressortent leurs anciens concepts, la « *République de l'effort, de l'autorité et du mérite* ». Les autres célèbrent leur propre vision de la République, avec le triptyque « *liberté, égalité et fraternité* » plutôt que celui de « *Fouquet's, Rolex et Kärcher* ». Et bien sûr, les uns et les autres disent être

tournés vers les Français. Et espèrent ainsi combattre le Front national.

À la porte de la Villette comme à Poitiers, on a pourtant eu la même impression de respirer un air vicié. De voir une classe politique tourner en vase clos autour des mêmes vieilles querelles. Tout à leur obsession de liquider leurs ennemis et de neutraliser les rivaux dans leur propre camp, la gauche comme la droite en oublieraient presque leurs véritables adversaires. L'extrême droite ? Mais non : celle-là occupe toutes leurs pensées. On veut parler du chômage. De la crise dont la France ne parvient pas à s'extraire.



Pour combattre sur ce terrain-là, il ne suffira pas que les uns suppriment le menu de substitution dans les cantines scolaires. Ni que les autres lancent (oh la grande réforme !) le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu.

Arnaud Montebourg n'a pas tort de réclamer un autre modèle de société. D'observer que son pays va droit dans le mur. De l'air et, surtout, des idées ! Le problème ne vient pas de son diagnostic. Mais de sa posture. Critiquer l'austérité, la belle affaire ! Encore faudrait-il montrer un autre chemin. Ce n'est pas de procureurs dont le pays a besoin, mais d'éclaireurs. Qui s'en étonnera ? Les uns comme les autres, l'UMP comme le PS, ont fait fuir leurs adhérents. Alors si même les militants baissent les bras...

## Le retour au calme n'est qu'un retour au statu quo

Publié le 09 juin 2015 à 18:00 dans Société

Mots-clés : [2005](#), [Clichy-sous-Bois](#), [émeutes](#), [Gérald Darmanin](#), [Tourcoing](#)



En cette période printanière, le climat semble avoir carrément viré à l'orage à Tourcoing. Dans la nuit du dimanche 31 mai au lundi 1<sup>er</sup> juin, une patrouille de police a tenté de contrôler les trois occupants d'une 106 qui venaient de griller un feu rouge. Résultat : une tentative de fuite qui s'est terminée dans un arbre. Distancés, les policiers sont arrivés sur place quelques instants plus tard pour constater les dégâts : un mort, le passager avant, âgé de 19 ans, le conducteur dans le coma et une fracture du tibia pour le passager arrière.

Le bilan a été lourd aussi pour la ville : une soixantaine de véhicules brûlés depuis lundi, deux cent policiers et gendarmes mobilisés, des dizaines d'arrestations, débouchant sur quelques comparutions immédiates. A l'issue des affrontements, qui se sont propagés également à Roubaix, deux policiers ont été blessés par une voiture dont le conducteur leur a foncé dessus. L'épicentre des émeutes, le quartier de la Bourgogne à Tourcoing, a été ravagé et il est encore difficile de chiffrer la facture après sept nuits de violences. Ces émeutes ont été l'objet d'un traitement pudique dans la presse écrite comme sur les antennes radios et télé, et la couverture médiatique n'a pas vraiment été à la mesure de l'impressionnant déploiement policier. De loin en loin ont été évoqués les « échauffourées », « violences » et affrontements entre « jeunes » et forces de l'ordre, sans dépasser le cadre imposé par les éléments de langage habituels. L'incident, dans son déroulement et sa conclusion, souligne pourtant de manière inquiétante les tensions qui persistent deux semaines après l'épilogue de l'affaire de Clichy-sous-Bois, point de départ des émeutes de 2005.

Le verdict rendu par le tribunal de Rennes, le 18 mai dernier, concluant l'affaire du décès de Zyed et Bouna, a au contraire suscité de très nombreuses réactions dans les médias et la classe politique. Le 27 octobre 2005, les deux mineurs avaient pris la fuite pour éviter un contrôle de police et tenté de trouver refuge dans un transformateur EDF, avant de mourir électrocutés. L'accident tragique avait mis le feu aux banlieues françaises, occasionnant la destruction de milliers de véhicules et de dizaines de bâtiments privés ou publics, dont des écoles, des gymnases ou des médiathèques. La mort de Zyed et Bouna a été largement commémorée et la relaxe des deux policiers inculpés de « non-assistance à personne en danger », a suscité l'émotion et l'indignation dans les quartiers où avaient éclaté les émeutes bien sûr, mais aussi chez un certain nombre de personnalités. L'universitaire et sociologue Daniel Lapeyronnie, professeur à Paris IV, n'a pas hésité à évoquer dans le journal *Le Monde* du 19 mai dernier, un « verdict politique » et un « déni de justice ».

La proximité chronologique entre les émeutes récentes de Tourcoing et le verdict médiatique de l'affaire Zyed et Bouna permet de tracer quelques parallèles. Si l'on considère pour commencer la réaction de Daniel Lapeyronnie, on remarque que son eulogie sociologique laisse de côté, comme cela a été le cas dans la plupart des médias et chez nombre de commentateurs, la mort de trois autres personnes au cours des émeutes de 2005 : Salah Gaham, Jean-Jacques Le Chénadec et Jean-Claude Irvoas. Salah Gaham, gardien d'immeuble de 34 ans à Besançon, est mort asphyxié dans la nuit du 2 au 3 novembre 2005, après avoir tenté d'éteindre l'incendie déclenché dans le hall de la cité étudiante où il travaillait. Jean-Jacques Le Chénadec, lui, était âgé de 61 ans et résidait à Stains dans le 93. Descendu éteindre un feu de poubelle le soir du 4 novembre 2005, il est mort des suites d'un coup de poing reçu au cours d'une altercation. Son meurtrier, Salaheddine Alloul a été condamné à cinq ans de prison. Jean-Claude Irvoas, 56 ans, employé par une société d'éclairage urbain, est décédé le jour où Zyed et Bouna ont trouvé la mort dans un transformateur. Pris à partie alors qu'il photographiait un lampadaire, il a été battu à mort. Les agresseurs et leurs complices ont été condamnés en 2007 à des peines de 2 à 15 ans de réclusion.

On soulignera bien sûr que le drame de Zyed et Bouna n'avait pas encore connu de règlement judiciaire et que les familles étaient toujours en attente d'un jugement. Pour autant, la réaction très outrée de Daniel Lapeyronnie exploite sans remord l'émotion suscitée par l'événement, tout en faisant la démonstration d'un pathos très sélectif. Il semble d'abord assez juste de rappeler à l'universitaire, et à ceux qui tiennent le même discours que lui, les autres tragédies qui ont accompagné les émeutes de 2005. D'autant plus que Lapeyronnie assimile un verdict de justice à une décision politique de façon plutôt cavalière et que son argumentaire, auquel son titre universitaire est censé apporter une caution scientifique, dénote une approche très idéologique de l'événement. « Justice de classe, justice blanche entérinant le racisme et légitimant la violence », proclame Lapeyronnie. On se croirait chez Emmanuel Todd qui, dans



son récent *Qui est Charlie ?*, déploie également sans mesure et sans nuance tout l'éventail du discours victimaire, et se laisse aller à un manichéisme tendant visiblement à devenir une forme d'obsession dans les départements de sociologie français. Catholique zombie contre minorités fragiles et opprimées chez Todd, « justice blanche et justice de classe » chez Lapeyronnie, le vocabulaire des deux intellectuels est assez caractéristique d'une *intelligentsia* qui s'est depuis trente ans choisie une nouvelle classe d'opprimés à défendre avec les populations immigrées des banlieues, aussi bien idéalisées que réifiées par ces nouveaux croisés. Comme chez Todd, ce manichéisme médiatique, qui ne manque pas en retour de provoquer des crispations très identitaires dans l'électorat perdu pour le PS, dessert l'analyse, pourtant nécessaire, du désastre de la politique à la fois migratoire, urbaine et sociale de la France. Lapeyronnie souligne avec raison que « la distance et la méfiance vis-à-vis de la République ont aussi considérablement augmenté » et que « les réactions aux attentats de janvier ont aussi révélé ce sentiment d'étrangeté ou de non-appartenance à la République ou à une même nation. » Il suffit d'observer la similitude entre le déroulé des événements de Clichy-sous-Bois et celui des émeutes de Tourcoing il y a quelques jours pour s'en convaincre.

Dans les deux cas, une simple tentative de contrôle d'identité, l'une après un signalement de vol, l'autre après un feu rouge grillé, provoque la fuite immédiate des suspects. Sans que les forces de police en soient directement responsables – parce qu'il faut encore le rappeler, la France ce n'est pas les Etats-Unis et Clichy ou Tourcoing, ce n'est pas Ferguson ou Baltimore – les fuyards trouvent la mort, soit en entrant dans un transformateur EDF, soit en percutant un arbre après une course en voiture dont il est heureux qu'elle n'ait pas fait d'autres victimes. La nouvelle se répand comme une trainée de poudre et déclenche des violences qui pourraient passer pour insurrectionnelles s'il existait une quelconque solidarité entre des bandes de cité, qui affichent au contraire un comportement exclusivement territorial. Les conséquences ont été, dans le cas récent de Tourcoing, bien moindres que celles de Clichy car les émeutes ont été rapidement circonscrites. Et il est sans doute heureux qu'elles n'aient pas été plus médiatisées. Cela aurait pu entraîner à nouveau ce phénomène de surenchère qui avait mis le feu aux banlieues françaises en 2005. Mais comme à Clichy, le retour au calme à Tourcoing signifie le retour au statu quo et le décompte de la facture, forcément salée pour les pouvoirs publics et les contribuables. Les « quartiers » redeviennent des lieux où sévissent un chômage massif et une délinquance endémique. Les pouvoirs publics interviennent à minima dans ces territoires perdus de la république, pour reprendre l'expression utilisée en 2002 par l'historien Georges Bensoussan.

Pour le maire de Tourcoing, Gérard Darmanin (UMP), le baptême du feu a été rude. Né à Valenciennes, député de la dixième circonscription du nord depuis 2012, conseiller municipal de Tourcoing depuis 2008, il a été très largement élu en mars 2014 face au socialiste Michel-François Delannoy. Placé par les émeutes de la semaine dernière dans une situation plutôt difficile, le nouveau maire de Tourcoing a soutenu le déploiement des forces de l'ordre décidé par la préfecture du nord. De ce fait, il s'est attiré les critiques des milieux associatifs et des familles, qui ont dénoncé les violences policières et insisté sur la qualité de victime de Pierre-Eliot Zighem, le passager de la Peugeot 106 qui s'est encastrée dans un arbre après sa course folle. Le même mécanisme que lors des émeutes de Clichy – ou celles de Villiers-le-Bel en 2007 – s'est mis en place : délinquance, fait divers tragique, mise en cause de la police et bouffée délirante débouchant sur des émeutes, répression policière et protestations des habitants contre leur isolement social et économique. Mais aussi : victimisation des individus dont la fuite immédiate, qui trouve une issue tragique, montre la défiance largement entretenue vis-à-vis de la police et des pouvoirs publics dans des zones de non-droit.

Des quartiers pas délaissés par tout le monde, cependant, car si quelque chose a changé depuis 2005, c'est le rôle préoccupant joué par une religiosité qui, dans la jeunesse des banlieues en particulier, ne prend pas une forme très républicaine. Ali Benfalia, attaché territorial de 54 ans et fondateur en 2013 de l'association Baniya, en lutte contre l'islamophobie, le reconnaissait lui-même après les attentats de janvier 2015 dans *Nord Eclair* : « Ces événements sont le début d'une histoire. À un moment la France va devoir s'interroger sur sa propre diversité religieuse et sur pourquoi des gens en viennent à ce type de réaction. (...) Je suis très pessimiste parce que des jeunes sans lien affectif, sans repères, j'en croise beaucoup en tant qu'éducateur. » Comme le dit lui-même Daniel Lapeyronnie dans *Le Monde* : « En dix ans, venant combler le vide politique, l'islam a pris une place centrale dans la vie sociale et individuelle. Pour une grande partie de ces populations, il s'agit là de la seule ressource culturelle et politique disponible. » On ne le contredira pas là-dessus, regrettant seulement que les facteurs d'unification de la jeunesse dans des zones de plus en plus coupées de la nation soit la violence urbaine ou l'islamisme radical. La solution ? Le retour des pouvoirs publics dans ces quartiers, certainement, mais le contexte économique ne semble pas favorable. On ne sent pas plus de réelle volonté politique d'agir au niveau national. Du côté des habitants des quartiers concernés, comme celui de la Bourgogne, certains prônent la responsabilisation, comme l'ancien candidat aux municipales Mansour Néchaf, dans *La Voix du Nord* du 7 juin, qui appelle à « veiller à ce que nos enfants en âge d'être potentiellement émeutiers soient à la maison et à l'abri près de nous, à partir de 22 heures. » Ça non plus, ça ne paraît pas gagné.

121,146

## Neue "Economist"-Chefredakteurin: "Sorry! Wir Briten halten mit niemandem Händchen"

Von [Barbara Hans](#) und [Christian Rickens](#)

London hat eine neue Eiserne Lady: Im Interview mit SPIEGEL ONLINE liest die "Economist"-Chefredakteurin Deutschland die Leviten. Zanny Minton Beddoes über Reformstillstand in der Bundesrepublik - und Berlins falsche Belehrungen.



Redux/ laif

Mag Vinylschallplatten: Zanny Minton Beddoes, Chefredakteurin des "Economist"

**SPIEGEL ONLINE:** Wie viele Interviews haben Sie eigentlich gegeben, seit Sie vor gut hundert Tagen Chefredakteurin des "Economist" geworden sind?

**Beddoes:** Lassen Sie mich mal nachdenken! Einige in Deutschland, ein paar für französische Medien sowie einige TV-Interviews in den USA. Und in Italien war auch was mit dem "Corriere della Sera".

**SPIEGEL ONLINE:** Wie erklären Sie sich das große Interesse?

**Beddoes:** Hoffentlich liegt es an den Innovationen, die wir gerade umsetzen: unsere zweisprachigen App auf Englisch und Mandarin, unsere Videosparte, unser neues Team für Datenjournalismus. Aber natürlich spielt auch eine Rolle, dass ich die erste Frau an der Spitze des "Economist" bin.

**SPIEGEL ONLINE:** Ganz ehrlich: Wir säßen vermutlich nicht hier, wenn Sie ein Mann wären. Nervt es Sie, wenn sich Journalisten nur für Sie interessieren, weil sie die erste Frau in dieser Funktion sind?

**Beddoes:** Nein, genervt bin ich nicht. Aber die Heftigkeit der Reaktionen hat mich schon überrascht. Das Interesse zeigt mir: Es ist noch ein weiter Weg, bis es ganz normal ist, dass eine Frau Chefredakteurin wird.

**SPIEGEL ONLINE:** Rund drei Viertel Ihrer Leser sind männlich. Übertroffen werden Sie in der Hinsicht vermutlich nur noch vom "Playboy". Ist das Interesse an Ihrer Person nicht auch deshalb so groß?

**Beddoes:** Ironischerweise werden wir häufig so wahrgenommen: Als dröge Zeitschrift für Geschäftsleute - und die sind nun einmal überwiegend männlich. Aber wir decken alle Lebensbereiche ab, Politik, Wirtschaft, Wissenschaft, Kultur. Und dabei vertreten wir einen zutiefst liberalen, emanzipatorischen Anspruch. Das sollte eigentlich auch Frauen ansprechen.

**SPIEGEL ONLINE:** Und die Frauen verstehen das einfach nicht? Vielleicht müssen Sie an ihrem Image arbeiten.

**Beddoes:** Ich glaube nicht an Image-Kampagnen. Wir müssen durch unsere Inhalte überzeugen.

**SPIEGEL ONLINE:** In Deutschland verkauft der "Economist" 64.000 Exemplare. Haben Sie ihr Potenzial damit ausgeschöpft?

**Beddoes:** Ganz sicher nicht. Wir bezeichnen die Zielgruppe des "Economist" als "Progressives", das sind laut unserer Marktforschung weltweit rund 73 Millionen Menschen, und ganz sicher auch viele in Deutschland. Ich habe Verwandte hier, die definitiv zur Zielgruppe zählen, aber auch die lesen uns nicht. Selbst wenn sie aus Höflichkeit mir gegenüber inzwischen den "Economist" erwähnen.

**SPIEGEL ONLINE:** Kann es sein, dass die liberalen Werte, für die der "Economist" steht, in Deutschland einfach nicht besonders populär sind? Unsere liberale Partei, die FDP, [liegt in Umfragen bei sechs Prozent](#).

**Beddoes:** Mag sein, zumindest werde ich in Deutschland und auch in Frankreich gelegentlich damit konfrontiert, dass wir eine Horde neoliberaler Verrückter sind, die unablässig Margaret Thatchers Marktfundamentalismus predigen.

**SPIEGEL ONLINE:** Möglicherweise entspricht die Distanz der Deutschen zum "Economist" einfach der politischen Distanz zwischen der Bundesrepublik und dem Vereinigten Königreich. Warum gab es zwischen beiden Ländern nie so etwas wie einen Verdun-Moment: Helmut Kohl und François Mitterrand, Hand in Hand?



AP

Historisches Händchenhalten: Mitterrand und Kohl 1984 in Verdun

**Beddoes:** Sorry, wir Briten halten mit niemandem Händchen! Aber abgesehen von solcher Symbolpolitik herrscht derzeit zwischen Angela Merkel und Premierminister [David Cameron](#) eine deutlich produktivere Arbeitsbeziehung als zwischen der Kanzlerin und dem französischen Präsidenten François Hollande. Cameron bewundert Merkel zutiefst wegen ihrer Wahlerfolge und der starken deutschen Wirtschaft. Und Merkel sieht in Cameron [einen nützlichen Verbündeten für freie Märkte](#) und gegen eher dirigistisch geprägte Länder, inklusive Frankreich.

**SPIEGEL ONLINE:** Falls sich die Briten im anstehenden Referendum für einen EU-Austritt entscheiden, wird Merkel diesen Verbündeten verlieren. Sollte die EU [Großbritannien](#) entgegenkommen?

**Beddoes:** Für Großbritannien wäre es Wahnsinn, die EU zu verlassen. Und auch die EU braucht die Briten: als marktwirtschaftliches Korrektiv.

**SPIEGEL ONLINE:** Konkret: Sollte die EU den britischen Forderungen nachkommen und zum Beispiel die Freizügigkeit innerhalb der EU einschränken, damit weniger Osteuropäer nach London kommen?

**Beddoes:** Auf keinen Fall, die Freizügigkeit innerhalb der EU ist nicht verhandelbar. Aber Freizügigkeit muss nicht automatisch den Anspruch auf Sozialleistungen im Gastland einschließen. Die Dimension des Sozialleistungstourismus in der EU wird gnadenlos übertrieben. Aber trotzdem kann es nicht schaden, darüber zu debattieren, unter welchen Bedingungen EU-Bürger Zugang zu Sozialleistungen haben. In den meisten Staaten gibt es da einiges zu verbessern, auch in Deutschland.

**SPIEGEL ONLINE:** Deutschland ist im Moment sehr stolz auf seine hervorragende wirtschaftliche Lage.

**Beddoes:** Deutsche Unternehmen sind sehr gut darin, genau die Art von Waren herzustellen, die derzeit auf dem Weltmarkt gefragt sind. Das ist eine unternehmerische Leistung, auf die man zu recht stolz sein kann.

**SPIEGEL ONLINE:** Aber?

**Beddoes:** Diese Exporterfolge [werden klar vom schwachen Euro begünstigt](#). Deutschland blendet gerne aus, dass die lockere Geldpolitik der Europäischen Zentralbank ganz wesentlich zum gegenwärtigen Wirtschaftsboom beiträgt.

**SPIEGEL ONLINE:** Die Europäische Zentralbank [druckt ja nicht so viel Geld](#), um Deutschland einen Gefallen zu tun, sondern um endlich die Wirtschaft im Süden Europas anzukurbeln.

**Beddoes:** Was insbesondere nötig wurde, weil Deutschland gegen jede ökonomische Vernunft auf einem strikten Sparkurs zum Beispiel in Griechenland beharrt. Obwohl es viel vernünftiger wäre, sich dort auf Wirtschaftsreformen zu konzentrieren und den Sparkurs mit etwas mehr Geduld anzugehen.

**SPIEGEL ONLINE:** Aber zeigt nicht gerade das Beispiel Deutschland, dass nur harte Reformen und Haushaltsdisziplin auf lange Sicht zu Wachstum führen? Vor zehn Jahren galt die Bundesrepublik noch als kranker Mann Europas.

**Beddoes:** Das ist schon eine seltsame Ironie. Als Gerhard Schröder die Hartz-Reformen verabschiedete, stellte er gleichzeitig das Ziel eines ausgeglichenen Haushalts zurück. Er erwirkte in Brüssel sogar eine Ausnahme von den europäischen Defizitkriterien. Nun predigt Deutschland dem Rest Europas unter Verweis auf die eigenen Reformen genau das Gegenteil: dass nur Strukturreformen und Sparkurs gleichzeitig zum Erfolg führen. Und um die Ironie komplett zu machen, hat Deutschland in den vergangenen Jahren die eigenen Reformbemühungen völlig eingestellt.

**SPIEGEL ONLINE:** Wir sind eben so sehr damit beschäftigt, den Rest Europas zu erziehen, dass wir kaum Zeit haben, uns um eigene Reformen zu kümmern.

**Beddoes:** Das Belehren ist nicht so sehr das Problem. Die Lehre ist es. Deutschland neigt dazu, die Ursachen des eigenen Erfolgs falsch zu interpretieren und leitet daraus teilweise falsche Handlungsempfehlungen ab. Das gilt auch für die deutsche Wahrnehmung, dass ein hoher Exportüberschuss ein Zeichen der Stärke sei. Manchmal hat man ja den Eindruck, dass sich deutsche Ökonomen denken: Oh, wenn doch bloß alle Staaten einen so hohen Exportüberschuss hätten wie wir! Was aber leider schon mathematisch unmöglich ist, weil die Überschüsse der einen Staaten durch entsprechende Defizite der anderen Staaten ausgeglichen werden müssen.

**SPIEGEL ONLINE:** Finden Sie es befremdlich, wie weit sich die wirtschaftspolitische Debatte in Deutschland vom internationalen ökonomischen Mainstream entfernt hat?

**Beddoes:** Dieses ganze deutsche Konzept der Ordnungspolitik kommt mir ziemlich schräg vor. Von außen ist das sehr schwer zu verstehen: Warum sind die Deutschen so besessen von der Stabilität? Warum sind Regeln für sie ein Selbstzweck?

**SPIEGEL ONLINE:** Haben Sie Antworten?

**Beddoes:** Natürlich kann man vieles davon mit der deutschen Geschichte erklären. Oder auch mit der Tatsache, dass es in deutschen Ministerien deutlich mehr Juristen als Volkswirte zu geben scheint. Juristen mögen nun einmal Regeln.

**SPIEGEL ONLINE:** Wenn wir schon über Beharrungskräfte reden: Wann ändern Sie endlich das angestaubte Layout des "Economist" - nur Bleiwüsten, kaum Bilder?

**Beddoes:** Angestaubt? Ich würde es eher funktional nennen. Unser Layout mag altmodisch sein, aber Vinyl-Schallplatten sind auch altmodisch. Die gelten als retro. Und cool.

## **Zur Person**

**Zanny Minton Beddoes** ist seit Februar 2015 Chefredakteurin des britischen Wochenmagazins "Economist". Der Redaktion gehört sie seit 1994 an. Zuvor arbeitete die studierte Volkswirtin mit Abschlüssen aus Oxford und Harvard für den Internationalen Währungsfonds. Beddoes, Tochter einer Deutschen, hat selbst zwei Kinder. Der 1843 gegründete "Economist" erlebte in den vergangenen Jahren einen in der Medienbranche beispiellosen Höhenflug und konnte seine weltweit verkaufte Auflage von rund 1 Million auf 1,6 Millionen Exemplare steigern. 2014 war der Umsatz des Verlags allerdings erstmals seit Langem zurückgegangen.

## Freiheit mit Maß

Ist „der Westen“ in Gefahr, vom Islamismus unterworfen zu werden - oder gar im Begriff, sich ihm selbst zu unterwerfen? Eine Kulturkritik

08.06.2015, von BARBARA ZEHNPFENNIG



© DPA 

Die Freiheit in der modernen liberalen Demokratie hatte schon immer starke und ernstzunehmende Gegner. Von kommunistischer Seite wurde ihr vorgeworfen, sie sei ein Vorrecht, das allein den Besitzenden zugutekomme. Von nationalsozialistischer Seite lautete der Vorwurf, sie erlaube das Ausleben des individuellen Egoismus auf Kosten der Volksgemeinschaft. Und nun, nachdem die beiden genannten Ideologien abgewirtschaftet haben, ist die Freiheit ins Visier eines neuen Gegners mit weltumspannendem Anspruch geraten: in das des Islamismus. Dieser drängt sich überall auf der Welt mit Terrorakten in das öffentliche Bewusstsein und zwingt vor allem den als Kollektivsingular behandelten „Westen“, sich ihm gegenüber zu positionieren.

Eine solche Positionierung findet sich beispielsweise in „Unterwerfung“, dem jüngsten Roman des französischen Schriftstellers Michel Houellebecq. Das Buch, das just zur Zeit des Terroranschlags auf die Redaktion der Satirezeitschrift „Charlie Hebdo“ in Paris erschien, wurde umgehend von vielen als islamfeindlich charakterisiert. Houellebecq bestreitet das. In der Tat ist sein Buch sehr viel mehr eine Kritik der französischen Gesellschaft als eine Kritik des Islams. Dass in seinem Roman der charismatische islamische Führer politisch reüssieren kann, dass Frankreich sich, ohne Widerstand zu leisten, zum Gottesstaat machen lässt, ist Ausdruck der Wehrlosigkeit einer Gesellschaft, die nicht mehr an ihre eigenen Werte glaubt: Die Eliten sind politisch desinteressiert, die Parteien zerstritten und nur auf ihr eigenes Wohl bedacht, die Bevölkerung ist mehrheitlich apathisch und sehr schnell darum bemüht, sich mit den neuen, nunmehr islamischen Verhältnissen zu arrangieren. Es ist das Bild einer müde gewordenen, einer dekadenten Gesellschaft, das Houellebecq hier zeichnet. Im Grunde gibt er damit denen recht, die den Westen auf dem absteigenden Ast sehen - und im Islam eine Gegenbewegung von jugendlicher Kraft und guter Aussicht auf den Sieg über die westliche Dekadenz.

Sicherlich will sich Houellebecq mit seinem Buch nicht auf die Seite der Verächter der westlichen Demokratien stellen. Er will „dem Westen“, für den Frankreich stellvertretend steht, wohl sehr viel eher den Spiegel vorhalten, ihm zeigen, wo seine Schwächen liegen - freilich ohne einen Ausweg weisen zu können. Letztlich ist Houellebecq Teil der Misere, die er beschreibt. Die trostlose Existenz seines Protagonisten, eines Literaturprofessors, der seine innere Leere durch das Ausleben sexueller Obsessionen zu übertönen versucht, scheint so intensiv nachempfunden, um dem Autor existentiell gänzlich fremd sein zu können. Houellebecqs Zynismus schärft den Blick für die Krise, ist aber selbst ihr Symptom oder gar eine ihrer Ursachen.

Nun scheint die Mobilisierung nach der Ermordung der Karikaturisten von „Charlie Hebdo“ ein gutes Gegenargument gegen die vermeintliche Wehrlosigkeit „des Westens“ zu sein. Haben nicht Millionen Menschen in vielen Ländern Europas gezeigt, dass sie bereit sind, für die demokratischen Werte zu kämpfen? Sind sie nicht für die Freiheit auf die Straße gegangen, die zu nehmen eines der Hauptanliegen des islamistischen Terrors ist?

Zweifellos waren die Demonstrationen gegen den Terror eine beeindruckende Manifestation zugunsten der Meinungsfreiheit. Zweifellos ist die Freiheit - neben der Gleichheit - auch der zentrale demokratische Wert, der verteidigt werden muss, wenn man die Demokratie verteidigen will. Die Frage ist allerdings, ob die Berufung auf die Freiheit genügt, um sich des Herrschaftsanspruchs einer Bewegung erwehren zu können, die gerade die „religio“, also die Bindung, auf ihre Fahnen geschrieben hat. Dabei geht es hier nicht darum, ob der Islamismus, also der religiöse Fundamentalismus, sich zu Recht als islamkonform begreift. Zu untersuchen ist vielmehr, welche Konsequenzen die Ent-Bindung der westlich säkularen Staaten, also ihre bewusste Trennung von Politik und Religion, für ihre innere Widerstandskraft haben könnte.

Vieles spricht dafür, dass die Säkularisierung im Christentum selbst angelegt war. Das Wort Jesu, dass sein Reich nicht von dieser Welt sei, ist eine klare Distanzierung von einem politischen Herrschaftsanspruch, wie er mit dem Messianismus zuvor meist verbunden gewesen war. Das Weltliche wird so zu einem Bereich der „vorletzten“ Dinge, die ihren Wert haben, aber nicht den höchsten Wert repräsentieren. Der ist den „letzten“ Dingen vorbehalten, dem Seelenheil, das dem Menschen zuteilwerden kann, wenn er sich an etwas Höherem ausrichtet, als er selbst ist. Dazu bedarf es also keiner bestimmten politischen Konstellation, und es bedarf dazu nicht notwendig der Zugehörigkeit zu einer Gemeinschaft. Das Christentum ist im Kern individualistisch. Insofern konnte es auch zu einem Wegbereiter der modernen liberalen Gesellschaft werden.

Dass sich Thron und Altar in der Geschichte zeitweilig dennoch näherten oder sogar verbanden, hat viele Gründe und muss nicht unbedingt als Widerspruch zu dem zitierten Jesus-Wort gewertet werden. Unter einer christlich ausgerichteten Herrschaft lässt sich das Christentum sicher leichter leben als in einer christentumsfeindlichen Umgebung. Zwingend war diese Verbindung aber nicht. Mitunter war sie sogar abträglich, etwa wenn Machtinteressen religiös verbrämt oder im Namen des Christentums sehr unchristliche Kriege geführt wurden. Insofern war es nicht verwunderlich, dass sich schon im Mittelalter die Bereiche des Politischen und des Religiösen wieder zu sondern begannen, bis die Säkularisierung im 19. und 20. Jahrhundert endgültig den Trennungsstrich zog.

Nicht jeder Staat verfuhr dabei so radikal wie etwa Frankreich, das laizistisch wurde und jede Religion aus Staat und Öffentlichkeit verbannte. Doch es gehört zum Selbstverständnis der modernen liberalen Demokratien, die Politik von der Religion „befreit“ und Erstere als autonomen Bereich etabliert zu haben.

So erklärt sich das Pathos der französischen Revolution auch nicht bloß aus der Abrechnung mit dem Adel, sondern auch aus dem Aufstand gegen den Klerus. Das Bürgertum forderte Freiheit in jeder Hinsicht. Die im Verlauf der Revolution verabschiedeten Menschen- und Bürgerrechte, jene quasi zivilreligiöse Grundlage der modernen Demokratie, waren sichtbares Zeichen dieses bürgerlichen Freiheitsstrebens. Nicht zufällig ist die Religionsfreiheit ein wesentlicher Bestandteil des Katalogs der Rechte. Religionsfreiheit kann Freiheit zur Religion, aber auch Freiheit von der Religion bedeuten; das ist in die Entscheidung des Einzelnen gestellt.

Obwohl die Menschen- und Bürgerrechte, in denen sich das demokratische Freiheitsstreben manifestiert, auch die Abkehr von der Religion ermöglichen, ist es fraglich, ob es sie ohne den geschichtlichen Hintergrund des Christentums hätte geben können. Die Menschenrechte sind Individualrechte, die in der Menschenwürde begründet sind. Dass der Mensch als Mensch, jeder einzelne für sich, eine unaufhebbare Würde hat, ist aber der Grundgedanke des Christentums, der auf der Annahme der Gottesebenbildlichkeit des Menschen beruht. Die antike Philosophie, welche als weitere Quelle des Menschenwürdegedankens genannt werden kann und das Menschsein an seiner Vernunftnatur festmachte, harmoniert damit, sofern Gott Geist beziehungsweise Vernunft ist. Nicht umsonst bediente sich die christliche Theologie der antiken Philosophie, um das christliche Erbe zu erschließen.

Dass sich die Kirchen, speziell die katholische, mit den Menschenrechten dennoch lange Zeit schwertat, ist nicht erstaunlich. Mögen die Menschenrechte auch auf einem Boden gewachsen sein, der erst vom Christentum bereitet wurde, können sie sich doch antichristlich auswirken. Hinzu kommt, dass in diesen Rechten zwar die Freiheiten des Menschen gesichert werden, seine Pflichten aber nicht zur Sprache kommen. So kann Individualität mit Sozialität in Konflikt geraten. Das war auch die Kritik, die Marx an den Menschenrechten übte: Sie seien nichts weiter als Schutzrechte der bürgerlichen Selbstsucht. Seine Lösung, mit der Aufhebung der individuellen Freiheitsrechte letztlich sowohl Freiheit als auch Individualität zu negieren, bot allerdings keine überzeugende Alternative.

Der liberale Weg sah anders aus: Beschränkung der Freiheit, welche auf Kosten der anderen gehen könnte, durch die Freiheit selbst. Anders ausgedrückt: Reziprozität. Die Freiheit des einen endet dort, wo die des anderen beginnt. Dieser Umgang mit der Freiheit ist Ausdruck des anderen großen Werts der Demokratie, der Gleichheit. Nur unter Gleichen ist Reziprozität, die Verpflichtung auf Gegenseitigkeit, möglich. Auch für den Gleichheitsgedanken könnte man einen christlichen Ursprung vermuten. Im Christentum sind vor Gott alle Menschen gleich, was jedoch nicht bedeutet, dass sie untereinander gleich sind. Auf diese Idee konnte man wohl erst kommen, als das tertium comparationis, eben Gott, geschichtlich an Bedeutung verlor. Der Vergleichsgesichtspunkt verlagerte sich nach „unten“.

Für diese Deutung spricht, dass diese durchgreifende Demokratisierung, wie sie unser Zeitalter prägt, tatsächlich etwas geschichtlich Spätes ist. Die antike Demokratie hatte kein Problem mit der Sklaverei, und sie schloss einen großen Teil der Bevölkerung - neben den Sklaven auch Frauen und ortsansässige Fremde - von der Herrschaft aus.

Was besagt diese Vorgeschichte nun im Hinblick auf die demokratische Freiheit, die der islamistischen Herausforderung als entscheidender Wert entgegengehalten wird? Es ist eine säkulare Freiheit, welche aber, wie es scheint, ebenfalls einen religiösen Hintergrund hat. Allerdings handelt es sich um eine Religion - das Christentum -, die in sich freiheitlich ist. Denn sie gewährt Gewissensfreiheit, und sie ist keine Gesetzesreligion, die die Lebensführung im Einzelnen vorschreibt. Vielmehr erwartet sie vom Individuum, sich durch Auseinandersetzung mit den Glaubensinhalten und mit sich selbst seinen eigenen Weg des richtigen Lebens zu suchen.

Diese Freiheit ist höchst anspruchsvoll. Die säkulare Variante, die in der religiösen schon angelegt ist, erscheint im Vergleich dazu einfacher: Der Freiheitsraum ist durch Reziprozität gesichert, kann also kalkulatorisch festgestellt und ausgemessen werden. Die inhaltliche Ausfüllung dieses Raumes ist privatisiert. Es ist ein Spezifikum des liberalen Denkens, hier nicht werten und gewichten zu wollen. Solange die Gesetze und die gesellschaftlichen Spielregeln eingehalten werden, haben alle Lebensentwürfe und -formen als gleichwertig zu gelten. Anders als bei der religiösen Freiheit ist der Blick also nicht nach oben, sondern zur Seite gerichtet. Lässt mir das Nachbarindividuum genug Platz zur Selbstentfaltung und vice versa? Auf welche Weise wir uns entfalten, dafür gibt es keine übergeordneten Maßstäbe. Oder wenn es sie gibt, dann sind sie nur verbindlich, sofern ich sie für verbindlich erkläre.

Das säkulare Freiheitsverständnis hat weitreichende strukturelle Folgen. Eine von ihnen ist der Pluralismus. Ist die Gesellschaft in der beschriebenen Weise individualisiert, so vervielfältigen sich auch die Vorstellungen darüber, wie man leben soll. Dass ein völlig eigenständiger Entwurf für das zu lebende Leben viele Menschen überfordert, kann zu einer paradoxen Reaktion führen: Dann schlägt der Individualismus in die Massengesellschaft um. Diese ist aber nicht Ausdruck von Gemeinsamkeit, sondern vielleicht eher von Kapitulation vor den Anforderungen der Individualität. Pluralität und Vermassung, diese beiden Seiten der liberalen Gesellschaft, treffen nun auf einen entschiedenen Monismus: den des Islams.

In diesem steht die Gemeinschaft, die umma, im Mittelpunkt, nicht das Individuum. Das Gemeinschaftsstiftende ist der Glaube an den einen Gott, der sich ziemlich unmissverständlich im Koran offenbart hat - jedenfalls muss man von Unmissverständlichkeit ausgehen, solange eine historisch-kritische Auslegung des Korans als unislamisch abgelehnt wird. Aus solchem Monismus kann man eine große Kraft ziehen: Die Einigung der Menschen untereinander ist durch das gemeinsame Dritte schon vollzogen. Sicher gibt es auch innerhalb des Islams gewaltige Spaltungen, etwa die zwischen Sunniten und Schiiten. Doch einigend wirkt immer noch die Frontstellung gegen den Westen, welche die innerislamischen Gegensätze als Unterschiede zweiten Ranges erscheinen lässt.

Ein weiteres Strukturmerkmal der liberalen Freiheit ist das Leben in einer Konkurrenzgesellschaft. Da der Blick primär auf den Nebenmann gerichtet ist, spielt der soziale Vergleich eine herausgehobene Rolle. Was der andere hat, möchte man auch haben, am besten aber noch mehr als er. Denn in einer säkularen Gesellschaft liegt es nahe, eventuell auftretende Sinndefizite durch ökonomische Ziele zu kompensieren. Das Erwerbsstreben gibt dem Leben (scheinbar) wieder einen Sinn. Da es sich beim Mehrhaben-Wollen aber um ein endloses Streben handelt - wie sollte man jemals zur Erfüllung gelangen? -, dient als Orientierung des zu erreichenden Maßes eben das, was der Konkurrent schon erreicht hat. Die Konkurrenzsituation ergibt sich ebenfalls aus der Ausrichtung auf materielle Güter. Denn hier besteht, anders als bei geistigen Gütern, grundsätzlich Knappheit.

Dieses Konkurrenzdenken, dem sich die Dynamik der kapitalistischen Wirtschaft verdankt, ist dem Islam fremd. Die Brüderlichkeit, die eigentlich auch eine der Losungen in der französischen Revolution war, wird im Islam großgeschrieben, und sie ist einfacher zu verwirklichen, wenn sich weder Individualismus noch Fixierung auf den Besitz trennend zwischen die Menschen stellen. Das macht den Islam für viele attraktiv. Nicht zuletzt zieht es Modernisierungsverlierer an, die in der Konkurrenzgesellschaft nicht bestehen können, aber gerade in den extremistischen Gruppierungen, die sich auf den Islam berufen, auf einmal eine Wertschätzung erfahren, die ihnen die harte Leistungsgesellschaft verwehrt.

Als drittes Strukturmerkmal der Freiheit in der liberalen Demokratie erscheint eine Neigung zum Relativismus. Aus der Pluralität der Meinungen und Lebensentwürfe muss man nicht zwangsläufig den Schluss ziehen, alles sei relativ. Aber diese Konsequenz wird faktisch oft gezogen. Eine interessante Erfahrung im akademischen Bereich ist, dass die heutigen Studenten gegenüber allen möglichen Theorien, Meinungen und Verhaltensweisen eine unendliche Geduld zeigen. Nur an einem Punkt reagieren sie verlässlich abwehrend: Wenn die Wahrheitsfrage gestellt wird. Mit ihr scheint eines der letzten Tabus in unserer Gesellschaft berührt zu sein. Wer will entscheiden, was richtig und was falsch ist? Wermaßt sich an, zu werten und zu gewichten? Das verstößt eklatant gegen das demokratische Gleichheitsgebot, und wenn auch alles andere erlaubt ist - die Existenz der Wahrheit zu behaupten ist es nicht.

Dass der Verzicht auf die Wahrheitsfrage nicht nur alles als gleichwertig, sondern in der Folge auch als gleichgültig erscheinen lässt, ist die Kehrseite des Relativismus. Die Müdigkeit und Tristesse, die Houellebecq der westlichen Zivilisation in seinem Roman bescheinigt, hat sicher eine ihrer Ursachen im Fehlen eines begeisternden Inhalts - der fehlen muss, wenn alles relativistisch entwertet wird.

Auch auf diesem Feld kann der Islam mühelos gehalten: Er ist die Wahrheit, und zwar eine, die unumstößlich ist und die zu erreichen keine besonders große Anstrengung erfordert. Man muss sie nur glauben. Dann regelt sich alles Weitere fast von selbst, denn die Verhaltensregeln des Islams sind so konkret, dass sie den Gläubigen nicht vor große Entscheidungsprobleme stellen. Wenn man das Wort „Islam“, wie Houellebecq es tut, mit „Unterwerfung“ übersetzt und den Islam auch so deutet, dann entlastet er von all den Entscheidungen und Zweifeln, die den modernen, demokratisch sozialisierten Menschen so quälen. Sayyid Qutb, der Chefideologe der Muslimbrüder, sieht gerade darin eine der großen Stärken des Islams und die Überlegenheit gegenüber westlicher Dekadenz begründet, die dem Islam auf lange Sicht den Sieg sichern wird.

Ob man von einer grundsätzlichen Frontstellung zwischen westlicher Lebensweise und Islam ausgehen muss, ist damit nicht gesagt. Die Kampfansage gegen den Westen geht jedenfalls nicht vom Islam aus, sondern vom Islamismus, dem radikalen Islam. Dass die Wertesysteme einer säkularen und einer religiösen Gesellschaft äußerst unterschiedlich sind, lässt sich aber nicht leugnen. Politisch

virulent wird das nicht zuletzt bei einer Religion, die von Anfang an auch einen politischen Herrschaftsanspruch hatte. Schließlich hat der Religionsgründer Mohammed mit Feuer und Schwert missioniert.

Wie immer das Verhältnis von Islam und Islamismus zu interpretieren ist - in einer Zeit, in der das säkulare Modell eine starke Konkurrenz bekommen hat, muss sich die liberale Demokratie positionieren. Darauf zu setzen, dass sich die religiöse Aufgeregtheit in vielen Ländern der Erde legen wird, sobald auch dort der Wohlstand eingekehrt ist, heißt, zu verkennen, dass man es dabei nicht zuletzt mit einem Aufstand gegen einen als geistlos empfundenen Materialismus zu tun hat. Dass der Mensch nicht vom Brot allein lebt, kann man verdrängen, wenn man im Broterwerb so überaus erfolgreich ist. Das bedeutet aber nicht, dass alle es vergessen oder verdrängt haben.

Warum ist es nun zweifelhaft, dass es genügt, der Kampfansage an die liberale Gesellschaft mit der Berufung auf die Freiheit zu begegnen? Die zuvor angeführten strukturellen Folgen der säkularen Freiheit, nämlich Pluralismus, Konkurrenzdenken und die Neigung zum Relativismus, sind Prinzipien, die vom Islam mit den Gegenprinzipien Monismus, Gemeinschaftsdenken und Glaube an die eine Wahrheit konterkariert werden. Viele Anhänger des Islams sehen genau darin den Grund für die Überlegenheit ihrer Religion. Es überzeugt sie also nicht, wenn sich der Gegner auf das zurückzieht, was sie ihrerseits als mangelhaft betrachten.

Doch das ist nicht der einzige Grund, weshalb die Freiheit als Gegenkraft nicht genügt. Viel entscheidender ist, dass die Freiheit nicht als oberster Wert gelten kann, wenn sie nur eingeschränkt gilt. Das aber ist der Fall, wenn die Freiheit, wie in der westlichen Demokratie Konsens ist, beschnitten werden muss, um erhalten werden zu können. Den radikalen Gegnern der Freiheit zum Beispiel wird keine Freiheit gewährt, sich in dem von ihnen gewünschten Sinn zu entfalten. Das bezeugt, dass die Freiheit an einem Maßstab gemessen wird, der mehr ist als sie, ist er es doch, der darüber entscheidet, wann sie zum Tragen kommt und wann nicht.

Welches ist nun der Maßstab der Freiheit? Man könnte meinen, der Maßstab sei die Erhaltung des Systems. Doch den Systemerhalt als Selbstzweck zu behandeln, wäre die totale Kapitulation vor jedem höheren Anspruch. Der Erhalt der westlichen Demokratie muss schon einen darüber hinausweisenden Sinn haben. Auch die Freiheit muss einen über sich selbst hinausweisenden Sinn haben. Die Antwort: Individuelle Selbstverwirklichung bleibt zirkulär, sofern Letztere wieder in der Freiheit gesehen wird.

Anders sieht die Sache aus, denkt man an ein menschliches Selbst, wie es in Antike und Christentum vorgedacht worden war, nämlich als individuelle Verwirklichung des Allgemeinen, nenne man dies Allgemeine nun Gott, Wahrheit oder Vernunft. Ein Pluralismus, der der Wahrheitssuche dient, ein Individualismus, der Individualität nicht in der Summe der eigenen Bedürfnisse, sondern in der Anstrengung zugunsten einer vernünftigen Begründung der eigenen Wertentscheidungen sieht - das wären gute Argumente, weshalb die Freiheit so wichtig ist. Ob sie die Gegner der Freiheit überzeugen, ist nicht entscheidend. Entscheidender wäre, wenn die Argumente die Bürger in der Demokratie überzeugten, denn dann wüssten sie, was es eigentlich zu verteidigen gilt.